



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

REVUE
DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE
ET DE LA STATISTIQUE

27^e ANNÉE DE LA FONDATION

3^e SÉRIE. — 3^e ANNÉE

TOME NEUVIÈME

(JANVIER A MARS 1868)

PARIS

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET C^o, ÉDITEURS

**De la Collection des Principaux Économistes, des Économistes et Publicistes contemporains,
de la Bibliothèque des sciences morales et politiques, du Dictionnaire
de l'Économie politique et du Dictionnaire du Commerce et de la Navigation etc.**

RUE RICHELIEU, 14

1868

YBA 9811 050714.10

452100

mique de la période que nous devons étudier en détail. Permettez-moi aujourd'hui de rester surtout en France. Nous pouvons le faire sans scrupule. Nulle part d'ailleurs en Europe les questions économiques à cette époque ne se posent avec plus d'étendue, de relief et de gravité. Je m'attacherai donc à la période qui s'appelle proprement en France l'époque dite de la Restauration. Mais, pour la bien comprendre et pour vous la faire bien saisir, il est nécessaire de remonter un peu plus haut. Il est indispensable d'indiquer rapidement ce qu'ont été, économiquement, les deux périodes précédentes, auxquelles elle se rattache, tout en différant beaucoup, je veux dire la Révolution et l'Empire. C'est de ces deux périodes que je dois d'abord vous dire quelques mots.

La Révolution française a été, messieurs, une grande révolution économique, de même qu'elle a été une grande révolution sociale et une grande révolution politique. Pourquoi en faire ici la remarque? C'est qu'il n'en est pas toujours ainsi, c'est qu'il est même fort rare qu'une révolution réunisse ce triple caractère économique, politique et social. En citerai-je des exemples? Rappelez-vous ce qui a suivi l'avènement du Christianisme. Ce fut une révolution morale et sociale, révolution sans doute accomplie sans secousse, sans autre sang versé que celui des martyrs. Elle pénétra dans l'individu d'abord, puis dans la famille. Elle modifia lentement, mais profondément et d'une façon durable, les rapports moraux et civils du mari et de la femme, du père et des enfants. Elle ne toucha point ou toucha fort peu à l'organisation du travail, nullement à l'assiette des impôts; elle laissa subsister l'ancienne constitution du pouvoir, sauf à proclamer en matière de conscience la distinction du spirituel et du temporel. Prenons un exemple bien différent, une révolution infiniment moins considérable, quoique importante, opérée à l'aide de moyens moins doux, la révolution d'Angleterre. Elle a été purement politique. Elle n'a rien changé aux rapports des classes entre elles, à la famille, à la propriété. Loin d'ôter à l'aristocratie ses privilèges, elle les a plutôt consolidés. Elle a laissé intacte la vieille organisation de l'industrie en corporations avec tous ses règlements et toutes ses gênes nés du moyen âge, elle se serait fait scrupule de toucher aux statuts de la reine Elisabeth. Elle a arrangé ses tarifs de douane en vue du plus grand avantage de l'aristocratie, propriétaire du sol, le système commercial de l'Angleterre s'est hérissé de plus en plus de droits élevés et de prohibitions. Ce régime a persisté jusqu'à l'époque toute récente où l'Angleterre l'a modifié d'abord dans un sens moins restrictif, pour le changer ensuite de fond en comble et y substituer le principe de la liberté des échanges. La révolution d'Angleterre a même été si peu une révolution économique, que l'homme qui la personnifie avec le plus de puissance et d'éclat, Olivier Cromwell, a

les principes morales qu'il faut traiter en
 les principes généraux d'ordre supérieur et
 la science dans laquelle s'engageait
 une science politique.

II

Les Écoles des Artisans — *Mechanic's institute*,
 en Angleterre, une si grande
 il y a plus de trente ans. Ce sont des
 au point de vue industriel, écono-
 donnée à l'ouvrier
 classes industrielles et commer-
 110 schellings — 1 fr. 20 à
 l'enseignement est à peu
 Turgot, dont la création, sous le nom
 Saint-Laurent, date de 1838. Aux
 séries séculières dites *Birbeck*
 de Birbeck. Placées sous le pa-
 surtout aux enfants des
 l'admission est de 7 fr. 20 par tri-
 l'écriture, l'arithmétique,
 la géographie, le dessin
 d'arpentage, de mécani-
 et l'Économie sociale. M. William
 principes élémentaires d'Éco-
 coopérait activement à
 deux ans après, en comptait
 plus de vingt-cinq ans, d'une
 les plus considérables de la
 science politique dans ces écoles,
 c'est ainsi que l'établisse-
 peut bientôt d'une haute
 des principes de
 l'intérêt croissant. Dans
 par M. Runtz,
 ne fut pas peu surpris
 des questions d'une
 la répartition des richesses

à l'École Turgot, l'ho-
 M. Marguerin, a pu en très-peu
 P. C.

sur 1.000 habitants accusés de crimes, 1.359 et 1,243. Sur 1.000 habitants accusés de délits, 417 étaient abandonnés pour le surplus des accusés des crimes ou délits. En France, il n'y avait que 233 accusés sur 1.000 qui étaient abandonnés pour cette cause. Nous remarquons également que la criminalité est plus vivace en Belgique à ce sujet que l'esprit d'association y est plus développé. Pour 100 crimes commis de 1850 à 1860, on trouve 146 criminels. En France, dans la même période pour le même nombre d'années, on ne trouve que 130 criminels. Il y a donc chez nous moins d'associés pour le crime dans la proportion de 35 (1) 1.

Si nous nous comparons avec l'Italie, nous trouvons que ce dernier pays, l'ancienne Toscane non comprise, a compte en 1863, 11.352 accusés de crimes (2). Même en retranchant 1825 accusés de crimes politiques et 60 accusés jugés pour délits de presse, on voit combien ce nombre de criminels est considérable, surtout si l'on remarque que la population du royaume d'Italie en 1863, déduction faite de la Toscane, ne s'élevait pas à plus de 19,950,619 habitants. On trouve un accusé de crimes ordinaires sur 2,107 habitants. En France, à la même date, on en trouvait 1 sur 8,228 habitants. Les prévenus de délits ont été, en 1863, d'après les statistiques italiennes, au nombre de 110,074 (3), soit 1 prévenu sur 181 habitants. Dans la même année, le nombre des prévenus de délits ne dépassait pas en France 165,104, soit 1 prévenu sur 228 habitants.

On peut croire que la différence relativement peu sensible qui existe ici entre les deux pays, provient surtout de ce qu'en Italie la plupart des forces de la police judiciaire doivent être employées à la recherche et à la répression des crimes. Les plus graves y sont en effet très-nombreux. On ne comptait pas, en 1863, moins de 2,369 accusés de parricide, d'empoisonnement, d'assassinat et de meurtre. On se rappelle que la moyenne des cinq dernières années, pour ces sortes d'accusés, n'a été

(1) De 1850 à 1860, le nombre des accusations devant les cours d'assises a été, en Belgique, de 1,953; le nombre des accusés de 2,855. Le nombre des accusations a été, en France, de 52,485; le nombre des accusés de 68,637.

(2) Les statistiques criminelles de l'Italie pour l'année 1863 n'ont point encore été publiées, mais il a été permis à Florence de prendre communication des résultats relevés dans les bureaux au ministère de grâce et de justice. Je dois surtout des remerciements à M. Benedetti, directeur de la statistique pénale pour l'obligeance sans égale avec laquelle il m'a communiqué les divers tableaux statistiques déjà achevés.

(3) En y comprenant 15,788 prévenus renvoyés devant les juges des tribunaux de simple police (*pretori*). Ce renvoi des prévenus devant la juridiction inférieure semble une imitation de la loi belge.

Le suffrage universel, cette grande institution établie en France depuis dix-huit ans ne semble pas d'ailleurs être étranger à la supériorité morale que nous croyons pouvoir revendiquer pour notre pays. Il est à remarquer, en effet, que c'est seulement depuis 1848 qu'une diminution notable s'est manifestée dans le nombre des crimes. Malgré les chiffres apparents, il est certain qu'en tenant compte de l'accroissement de population, les crimes diminuaient déjà auparavant puisque l'on comptait 1 accusé sur 4,517 habitants dans la période de 1826 à 1830, 1 sur 4,297 dans la période de 1836 à 1840 et qu'on n'en comptait plus qu'un sur 4,901 dans la période de 1841 à 1845. Mais à partir de 1849 on n'en compte plus qu'un pour 5,070 habitants et, si la proportion s'abaisse ensuite pendant quelques années, elle se relève bientôt régulièrement et rapidement jusqu'au chiffre actuel de 1 accusé sur 9,000 habitants.

Il y a là certainement sujet à méditer, soit qu'on regarde le suffrage universel comme ayant, par sa propre force, relevé le niveau moral en donnant à chaque citoyen une personnalité plus distincte et plus haute; soit que l'on considère qu'il a obligé les hommes d'État et les classes les plus favorisées de la fortune à apporter une attention minutieuse et sans cesse en éveil aux besoins et à l'éducation des masses ignorantes et misérables.

La dignité, ce sentiment modérateur et guide de l'activité, qui avec l'estime de soi-même donne à chacun la juste mesure de ses droits et de ses devoirs, se développe forcément chez les plus humbles, du moment que des droits positifs leur sont reconnus. Alors seulement, ils comprennent quels sont les devoirs que la société leur impose et dont les infractions constituent les délits et les crimes.

En effet, au point de vue juridique, qui est le seul dont nous ayons nous occuper, laissant de côté toute la classe particulière des actes de dévouement, le devoir n'est autre chose que le respect de ceux des droits d'autrui qui limitent les nôtres. Il suit de là qu'un homme à qui tout droit serait refusé n'aurait plus aucun devoir.

Au contraire, qu'il ait non-seulement des droits, mais qu'il soit mis à même de les exercer dans toute leur plénitude, que l'instruction lui donne part dans les trésors d'expérience et de connaissances que les siècles passés ont accumulés; que la propriété acquise sans obstacles et facile à conserver lui donne part dans les richesses de son pays; que son opinion soit comptée pour quelque chose et qu'elle exerce quelque influence sur les affaires générales auxquelles les siennes propres sont mêlées et subordonnées; aussitôt la notion du devoir apparaît et gran-

20,066,224 habitants, il n'y a que 1,924,110 agriculteurs. Ce n'est pas un dixième de la population. (*Statistique des prisons pour 1864. Rapport.*)

L'auteur parle aussi de la marine militaire et en constate les progrès; il est de ceux qui croient à l'utilité des canons flottants et qui est heureux de cette prospérité maritime. — *L'importance scientifique de Frédéric List* est une étude de M. Dühring. Ce savant s'est constitué en Allemagne l'apôtre de M. Carey, l'illustre économiste américain, et M. Carey doit beaucoup de reconnaissance à l'excellente plume de M. Dühring qui défend avec un talent digne d'une meilleure cause des erreurs souvent réfutées en France, en Allemagne, en Angleterre. Or, le dieu Carey ayant dit : « L'Europe allemande sera le monument de Fréd. List, » son prophète Dühring prend ce thème comme sujet d'un discours en règle. Nous n'avons aucunement l'intention de contester ni le mérite, ni le talent de List, mais nous devons protester contre l'exagération. Faisons remarquer en passant que M. Dühring, qui est pourtant un très-habile avocat, s'est oublié, page 250, probablement dans la chaleur de l'improvisation, jusqu'à dire que les idées de List n'ont pas pu prendre racine chez les nations les plus avancées tandis qu'elles ont été reçues avec empressement par des peuples arriérés (les Hongrois et les Russes).

Le *Arbeitgeber* (à peu près l'*Indicateur du travail*) de MM. Max et François Wirth, qui paraît à Francfort-sur-Mein, s'est fait dans les dix années de son existence une très-bonne place dans la presse économique de l'Allemagne. Parmi les articles renfermés dans ses numéros les plus récents, nous signalons surtout celui de M. Max Wirth sur les progrès de l'industrie dans le canton de Berne, dans lequel l'auteur démontre 1° que l'humanité progresse en vertu d'une loi naturelle, l'expérience des générations étant transmissible par la parole parlée et écrite et se condensant, pour ainsi dire à mesure qu'elle s'accumule ; c'est l'union intellectuelle intime des diverses générations qui fait la force, la puissance de l'intelligence : 2° il en résulte que la situation des classes (dites) laborieuses (c'est-à-dire des ouvriers manuels) (1) s'améliore à mesure que la densité de la population augmente. Un autre article à signaler (n° 349 et 350) défend les brevets d'invention par des arguments nouveaux que nous développerons quand les numéros suivants seront entre nos mains. Disons en attendant que l'auteur cherche à démontrer, par une argumentation originale, que le brevet n'est pas un monopole.

Parmi les travaux insérés à la *Zeitschrift* (revue), publiés par le bureau de la Statistique de Prusse, nous signalons les suivants. D'abord, celui intitulé : *les Institutions de crédit foncier en Prusse*. Après un historique qui nous montre les commencements informes de ces importantes

(1) Nous protestons contre une locution qui semble faire du travail intellectuel.

Nombre des électeurs primaires.	3,636,627	1,144,675	31.5	2,491,952	68.5
Dont, dans la division I,					
4.2 0/0.	152,808	»	»	»	»
dans la division II,					
12.3 0/0.	448,876	»	»	»	»
dans la division III,					
83.5 0/0.	3,034,943	»	»	»	»
Nombre moyen d'électeurs primaires par électeur secondaire.	51.6	50.5	»	52.1	»
Nombre moyen dans la division I seule.	6.6	»	»	»	»
dans la divis. II seule.	18.5	»	»	»	»
dans la divis. III seule.	131.0	»	»	»	»

	Division I.	Division II.	Division III.	Ensemble.
B. Ont pris part au vote, en tant pour cent.. . .	60.4 0/0	47.5 0/0	27.6 0/0	30.4 0/0
Moyenne par tête de l'impôt payés par les élect. prim.	thal. 64.4	thal. 19.5	thal. 2.8	thal. 7.5
Dont impôts foncier et sur les maisons.	31.1	7.6	0.6	2.7

	Div. I en tant p. 100.	Div. II en tant p. 100.	Div. III en tant p. 100.	Ensemble en tant p. 100.
--	------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

C. Électeurs participant au vote, subdivisés par partis politiques :

1. Dans les villes :

Conservateurs.	21.77	20.87	19.39	19.80
Catholiques.	2.39	2.10	1.81	1.90
Libéraux.	65.17	67.00	67.67	67.39
Polonais.	2.72	3.58	6.09	5.44
Indécis.	7.95	6.45	5.04	5.47
	<hr/> 100	<hr/> 100	<hr/> 100	<hr/> 100

2. A la campagne :

Conservateurs.	34.56	33.36	38.58	37.19
Catholiques.	3.91	2.83	1.83	2.22
Libéraux.	43.89	41.13	35.50	37.36
Polonais.	8.52	14.37	17.42	16.01
Indécis.	9.12	8.31	6.67	7.22
	<hr/> 100	<hr/> 100	<hr/> 100	<hr/> 100

pour l'avenir, et en dotant le pays d'un million d'hectares de bonnes terres arables.

Cette question est trop grave pour être traitée incidemment. Nous y reviendrons.

Après ce tableau sommaire de la situation économique de la Hongrie, il faut indiquer sa situation financière.

Constatons d'abord qu'elle est parfaitement liquide. Le royaume n'a point d'autres dettes ou charges que les 29,188,000 fl. à verser annuellement pour son contingent dans l'ancienne dette de l'empire, et 1,180,000 fl. pour l'amortissement de cette dette.

Les 30 p. 0/0 qu'il aura à verser cette année pour les dépenses communes s'élèveront à 24,925,800 fl.

Quant à son budget particulier ou national, il ne se monte qu'à 31,000,000 fl. outre 3,000,000 fl. qu'il offre pour la liste civile. Total 89,263,800 fl.

Les recettes seront-elles au niveau des dépenses? Il suffit de jeter un coup d'œil sur le budget de l'empire en 1865, pour voir qu'elles les dépassent. Les contributions directes montent à 37,432,063 fl.; les contributions indirectes à 61,222,346 fl. Total, 98,654,409 fl.

Nous ne faisons point figurer dans ce budget approximatif une somme de 4,650,000 florins, portée dans celui du royaume; car elle est destinée au paiement des intérêts et de l'amortissement d'un emprunt de 60,000,000 florins, qu'il se propose de faire, afin de construire des chemins de fer et un canal. Avant qu'il soit émis, nous apprenons que la Hongrie et la Suisse en ont déjà souscrit plus du tiers. Mais, comme les statistiques démontrent que ces travaux produiront un revenu au moins équivalent, on pourrait ajouter la même somme au budget des recettes. Il est donc inutile de la porter ici.

Ainsi il y a un excédant de 9,390,609 florins, soit de 23 millions de francs des recettes sur les dépenses. Mais n'est-il pas probable, certain même, que l'activité nationale, qui est la conséquence ordinaire de l'indépendance extérieure et de la liberté intérieure augmentera incessamment et promptement les ressources budgétaires, afin de les consacrer à des travaux utiles à tous? Le gouvernement hongrois, n'en doutons point, ne se livrera point au faste ni aux autres dépenses stériles des monarchies despotiques. Il sait que ceux qui gouvernent un grand peuple sont d'autant plus respectés qu'ils sont économes des deniers de l'État, surtout envers eux-mêmes. Le représentant de la plus grande et riche puissance de l'univers n'a qu'un traitement de 120,000 fr., tandis que tel petit roi qui a commencé sa banqueroute en a un de 20 millions.

Mais nous pouvons déjà bien augurer des desseins de la Diète hon-

SECRET

REF ID: A66582

SECRET

SECRET

SECRET

SECRET

SECRET

SECRET

Ceux qui nous recommandent la méthode expérimentale en économie politique l'ont-ils toujours appliquée ? Se rendent-ils bien compte de la difficulté qu'il y a à instituer de telles expériences économiques ou sociales ? Partir du concret, nous dit-on. Oh ! sans doute, c'est là la vraie méthode des sciences naturelles. Sans doute encore, à un certain point de vue, le développement des germes, celui de la cellule et des éléments anatomiques ou histologiques, et celui de l'humanité ou des sociétés et des civilisations sont des phénomènes identiques au regard de l'esprit, et il y a quelque chose de profond dans ce point de vue de la doctrine de l'identité qui voulut leur appliquer la même méthode. Toutefois cette hardiesse ne fut pas heureuse, et bientôt les conséquences les plus désastreuses vinrent affaiblir et compromettre la confiance en ce panthéisme vague, quoique historique. Alors on en revint à l'observation patiente, attentive, de chacun de ces groupes dont on cherchait les lois. Mais si la doctrine de l'identité avait montré les dangers de l'*à priori*, on peut reprocher à l'observation d'avoir favorisé la tendance au morcellement, à l'émiettement des connaissances, et de régner dans le vide absolu des idées générales. L'expérience elle-même n'a donné que des résultats insuffisants. Le danger, l'impossibilité de renouveler ces expériences sociales qui avaient d'abord si mal tourné, a retardé le progrès de ces sciences d'un demi-siècle. Comment n'a-t-on pas vu tout d'abord que, si l'expérience s'applique sans inconvénient et sans danger aux sciences de la vie physique et modifie, à son gré, les conditions du problème, elle s'applique, au contraire, très-difficilement aux sciences de la société, et ne peut en modifier les conditions fondamentales, sans risquer de produire d'affreux bouleversements.

Il en résulte qu'au moins provisoirement et dans l'état actuel des données du problème économique et social, l'histoire, qui n'est après tout que l'expérience sous une autre forme, doit remplacer ou tout au moins compléter l'expérience. L'histoire nous offre les expériences du passé, les cabinets des antiquaires, le laboratoire des dissections sociales et politiques, l'étude des sociétés mortes. Elle est une sorte de *dialectique*, qui nous montre comment croissent les germes du progrès, comment les éléments morbides ou mortels sont expulsés du corps social. La méthode historique est donc du plus grand, du plus vital intérêt pour nos études sociales. Elle copie la marche de la nature, elle applique ses lois au développement des sociétés : elle a été, comme l'a dit si justement M. Wolowski, que l'observation appliquée, qu'une forme de l'expérience. Elle n'enlève rien aux droits de l'esprit, qui reste le maître d'anéantir ce qui est contraire à ses principes, de retoucher le tableau, ou même de le refaire, et même, lorsqu'il sent en lui-même la puissance créatrice, de considérer les sociétés comme des organismes, de renouveler l'histoire par la philosophie, et de faire de l'histoire une science vivante, comme en 1789.

Cette discussion est rapide et sommaire parce que la Société avait déjà traité de l'intervention de l'Etat en cas de disette dans la réunion de novembre dernier et aussi parce qu'elle ne pouvait apprécier les faits spéciaux relatifs à la ville de Bologne.

La Réunion a été néanmoins d'avis de répondre à la demande de M. le marquis Pepoli, et elle a adopté à l'unanimité la déclaration suivante proposée par M. Joseph Garnier et amendée par M. Clamageran pour le paragraphe relatif à l'assistance.

« Dans l'ignorance où elle est des faits spéciaux à Bologne, la Société d'économie politique ne peut donner qu'un avis général : — Maintien de l'ordre. — Protection aux boulangers et au commerce, véritable intendant des subsistances. — Liberté absolue des transactions ; liberté de l'exportation qui assure l'importation. — Proclamation aux habitants pour réfuter les préjugés. — Assistance aux plus pauvres dans la mesure exigée par les circonstances. »

Une faible minorité a donné son adhésion à l'ajouté suivant, proposé par M. Duval, appuyé par M. Clamageran et combattu par M. Leonard : « Société coopérative d'approvisionnement, si c'est possible. »

M. le secrétaire perpétuel a présenté les ouvrages suivants :

Études sur les principaux économistes (1), par M. du Paynode, membre de la Société. La vie et les travaux de Turgot, Adam Smith, Ricardo, Malthus, J.-B. Say et Rossi sont appréciés dans ce volume par un de leurs disciples qui lui-même a pris rang parmi les économistes les plus distingués de nos jours.

De l'instruction (della istruzione) primaire et industrielle considérée dans ses relations avec l'économie publique (2). — Nouvelles études comparatives tant pour les questions générales que les spéciales, par M. Dino Cini, professeur d'économie politique à l'Institut technique de Florence, un des hommes les plus compétents sur ce sujet, et qui parle des établissements qu'il a visités en France, en Angleterre, en Belgique et en Autriche.

Manuale d'economica politica (3), par M. F. Fornari, petit ouvrage, bien proportionné pour l'usage des instituts techniques auxquels il est destiné, couronné par l'institut d'encouragement.

Studi di economia politica (4), études par M. D. Ruggeri, sur les associations coopératives de consommation, de production et de crédit.

(1) Paris, Guillaumin, 1868, in-8.

(2) Florence, Paggi, 1868, 1 vol. in-18 de 434 pages.

(3) Naples, Sarrazino, 1867, 1 vol. in-18 de 236 pages.

(4) Sans autre indication bibliographique qu'une dédicace à la chambre de commerce de Messine. In-8° de 101 pages.

plus haut (p. 292) son rapport, remarquable par le calme qu'il respire et par l'habile simplicité avec laquelle les chiffres sont groupés.

— C'est aussi une bien triste loi que celle que l'on va voter pour la presse : et c'est une histoire bien peu flatteuse pour la nation française que celle des tâtonnements du législateur, depuis 89, s'ingéniant à résoudre le fallacieux problème de la diffusion des lumières, par la multiplication des entraves dans les roues de l'instrument de diffusion.

Néanmoins, à travers ces mesures de pénalité excessive, ces prohibitions et ces entraves, se trouvent deux ou trois progrès : le droit de publier une feuille sans avoir besoin d'autorisation, la diminution du timbre, véritable impôt sur la lecture, et la suppression du brevet d'imprimerie, un des derniers vestiges des corporations.

A propos de cette loi et du timbre, il a été question d'économie politique et d'économie sociale dans la séance du 6 février : il s'agissait d'un amendement de M. Haentjens, tendant à faire exempter du timbre, des publications périodiques non quotidiennes, consacrées à l'industrie, comme on exempt depuis longtemps celles consacrées aux lettres, aux sciences, aux beaux-arts, et à l'agriculture. L'honorable M. Darimon aurait voulu y comprendre les journaux et revues paraissant un certain nombre de fois par mois et traitant uniquement et spécialement de matières économiques. A ce sujet, ces deux honorables membres et M. Pelletan ont fait d'excellentes remarques que nous n'avons pas le droit de résumer, par l'effet d'une singulière interprétation du texte de la constitution qui autorise les appréciations, mais prohibe les comptes-rendus, interprétation qui vient de conduire dix journaux quotidiens devant le tribunal de police correctionnelle, lequel les a bel et bien condamnés !

Nous reproduisons en entier (p. 301) cette partie de la séance, qui a été suivie de l'examen d'un amendement de M. Joliot, proposant de réduire de 10 à 3 feuilles d'impression les brochures sujettes au timbre, et qui, plus heureux que les précédents, a été pris en considération, du consentement du ministre présidant le conseil d'État, M. Vuitry, et du rapporteur M. Nogent Saint-Laurens. Sept feuilles de moins, c'est déjà quelque chose ; mais pourtant, ceux qui auront quelque idée à exposer, devront toujours s'arranger pour la délayer en 48 pages. *Per Bacco !* diraient les Italiens !

— Dans un de ses derniers discours, M. Gladstone, exposant ses idées sur les questions à l'ordre du jour, a formulé quelques critiques sur les abus introduits ou tolérés par les associations ouvrières. Le fondateur des *Trade's-unions*, M. Georges Potter, et avec lui le comité central, ont compris qu'il leur était impossible de rester sous le coup des reproches du chef du parti libéral. Ils ont provoqué la réunion des sous-comités, dans

une bonne fois à obtenir des rendements de comptes réguliers. Mais, sur ce sujet, je m'expliquerai tout à l'heure ; de même que je dirai bientôt aussi quel est le moyen de supprimer cet arriéré, maintenant inévitable, de certaines contributions directes. Il me suffit, pour le moment, d'avoir posé ces observations et d'avoir en même temps indiqué à la Chambre quelles sont les réformes substantielles dont notre administration a besoin.

Reprenant maintenant l'exposé de la situation au 30 septembre 1867, il me reste seulement à faire remarquer que le déficit de 1867, évalué dans le budget voté par le Parlement à une

somme de.	221,856,038 fr. 80 c.
serait en réalité de.	229,234,275 »

et présenterait de la sorte une augmentation de. 7,378,236 fr. 40 c.

Mais cela n'est pas tout ; car, au 30 septembre, on ne prévoyait pas du moins on ne pouvait pas avoir traduit en chiffres les dépenses occasionnées par les événements qui se sont produits au mois d'octobre.

Les concentrations de troupes, l'appel sous les armes de certaines classes donnèrent lieu à une dépense de 15,943,075 fr. ; la marine en aussi 1,600,000 fr. de dépenses, occasionnées par les armements indispensables ; et le ministère de l'intérieur eut besoin de 700,000 fr. environ, en plus des 3,600,000 fr. destinés aux charges résultant du brigandage, de l'émigration et du service secret. Pour tous ces chefs, nous avons eu en conséquence une augmentation de dépenses de plus de 18,000,000 fr., somme à laquelle nous aurons à ajouter celle de 6,815,000 fr. pour diverses avances ordonnées par le ministère des travaux publics et desquelles il sera rendu compte au Parlement, en demandant la conversion en lois des décrets qui s'y rapportent.

Il y a donc une somme de 25,028,075 fr. à ajouter au déficit que j'ai indiqué tout à l'heure et qui se trouve ainsi porté au chiffre total de 254,262,350 fr. 25 c.

Toutefois, ainsi que nous le verrons ensuite, les opérations de vente des biens ecclésiastiques ont apporté dans nos caisses, sur la fin de 1867, la somme de 30,316,312 fr. ; et par suite le déficit de l'année dernière se trouve réduit à 223,946,038 fr. 25 c. Ajouté à celui des années précédentes, ce chiffre donnerait pour résultat final, au terme de l'année 1867, un déficit de 391,974,383 fr. 54 c.

Mais pour l'année 1868, nous prévoyons un déficit nouveau de. 220,600,553 fr. 64 c.

chiffre qui pourra varier en plus ou en moins de quelques millions, suivant le résultat des discussions relatives au budget, actuellement en cours devant cette Chambre.

En admettant quelques-unes des rectifications acceptées dans ces derniers jours par la Chambre,

façon à garantir le paiement intégral de toutes les dépenses prévues, et par conséquent, de la quote d'impôt attribuée à la commune; de telle sorte que, si par suite d'un événement quelconque la caisse communale ne payait pas, on ne se trouvât pas sans moyens de l'y obliger, ainsi que je le dirai par la suite.

Mais la commune devra avoir un percepteur qui s'obligera sous certaines garanties, que le préfet appréciera, à verser au Trésor les contributions directes aux échéances diverses, en payant les sommes perçues ou non perçues; et, en cas de retard, le percepteur sera sujet à l'amende, et à voir confisquer sa caution et enlever sa charge par un commissaire spécial, désigné par le préfet, et qui administrera la perception. Le receveur étant du reste un fonctionnaire communal et pouvant faire office de caissier municipal, sera payé par la commune et pourra, en outre, tenir, comme bénéfice, le produit des amendes sur les contribuables en retard : il ne coûtera rien au trésor public.

Dans le cas où le retard dans le versement des impositions serait occasionné par la mauvaise administration de la commune, on restera dans le droit commun institué par la loi provinciale et communale, et le gouvernement pourra procéder à la dissolution du conseil municipal, en confiant à un commissaire royal l'administration, jusqu'à ce que les versements des taxes échues aient été effectués.

Je ne veux pas développer ici les avantages de ce système. Je me bornerai à en constater deux, savoir : la certitude de la perception et sa gratuité pour le trésor public. Du reste il suffirait de dire que dans les pays où il a été adopté, et surtout dans les provinces lombardes, ce système a toujours fait la meilleure preuve, et que dans ces derniers temps, où les charges ont été si fort aggravées, il a donné de meilleurs résultats que tous les autres.

Il est vrai toutefois que deux conditions lui ont manqué jusqu'ici, savoir : 1^o la promptitude dans la formation des rôles; 2^o le contrôle des versements. Mais la loi que j'ai à vous proposer contient précisément des dispositions pour faire disparaître ces deux graves défauts.

Je ne reviendrai pas sur ce fait trop connu, que les rôles de toutes les taxes exigeant la déclaration se forment avec de grandes difficultés : ce qui n'a rien d'étonnant alors que, d'une part, d'innombrables formalités irritent et rebutent les contribuables, et que, de l'autre, l'avis de payer ne leur arrive que bien des mois après l'époque où la taxe aurait dû être levée. Or, mon projet de loi, sans abandonner le système des déclarations, le simplifie et le rend pratique et naturel. Il exige que pour toute espèce de rente, soit foncière soit mobilière, il soit établi, dans chaque commune, un registre ou cadastre, tenu à jour, et corrigé incessamment, pendant toute l'année, par les soins d'une commission communale, d'un agent de l'État, et des contribuables eux-mêmes. De ce cadastre ou registre, dont copie doit être remise au bureau du service financier provincial, doivent être détachés des rôles annuels qui, formés dans les secrétariats communaux avant le 20 décembre, et préalablement approuvés,

posent à soulever des réactions qui pourraient nuire au principe même de la liberté.

M. Villiaumé, auteur du *Nouveau traité d'Économie politique*, est d'avis que la distinction posée par M. de Lavergne, est anti-économique et a en outre le défaut de laisser au législateur trop d'arbitraire. Qu'importe que l'on supprime la *protection*, si on la restaure sous le nom d'impôt de *douane*? L'effet sera absolument le même; il sera souvent pire, en ce que l'avidité du gouvernement qui ne demande que de l'argent pourra masquer, de plus lourds impôts, en se targuant de ce qu'il a proclamé la liberté des échanges. La douane est un impôt indirect ou de consommation. Or elle est antipathique à presque tous les peuples et spécialement au peuple français. Cela est si vrai qu'autrefois, lorsqu'un roi montait sur le trône, la Sorbonne allait solennellement lui demander s'il entendait que la conscience de ses sujets fût déchargée des fraudes commises au préjudice du fisc, et qu'il répondait toujours affirmativement. On reconnaissait donc que les impôts indirects sont iniques, parce qu'ils sont très-lourds pour les pauvres et insignifiants pour les riches. Ils sont donc contraires à la saine politique.

La douane en particulier est non-seulement onéreuse, mais elle fait perdre à tous les voyageurs un temps considérable, et démoralise une foule de pauvres gens qui cherchent une ressource dans la contrebande. « Il n'y a pas trois jours, j'ai appris sur la frontière de Prusse, dit M. Villiaumé, que des résistances à main armée étaient fréquentes, et que des collitions sanglantes avaient eu lieu. Ne faisons donc aucune distinction entre la protection et la douane. Si celle-ci plaît aux Anglais, qu'ils la conservent; c'est dans leur caractère, mais ce n'est pas dans celui des autres peuples. »

M. Wolowski, membre de l'Institut, dit qu'il demande, comme M. de Lavergne, le maintien de la douane *fiscale*, comme source de revenus public; mais il croit devoir expliquer le sens qu'il attache à cet impôt, et rappeler quelle en est la signification en Angleterre. Les 600 millions de francs que produisent dans ce pays les taxes perçues à la frontière, ne proviennent presque que d'articles qui n'ont pas de similaires dans la production intérieure, ou qui sont frappés d'une taxe spéciale analogue. De cette manière on se rapproche de plus en plus de l'application du principe admis de l'autre côté du détroit, principe qui doit conduire à écarter le droit de douane, lorsqu'il en résulte un exhaussement de prix au profit exclusif du producteur. Chacun doit payer l'impôt à l'État, mais personne ne doit payer l'impôt à un concitoyen. Les taxes qui servent à relever la valeur vénale du produit indigène, imposent aux consommateurs une charge de beaucoup supérieure au produit fiscal; c'est là un mal qu'il importe de prévenir.

3 0/0, afin que la dette consolidée soit ramenée tout entière à un seul et même fonds. C'est pour parvenir à l'unification de la dette inscrite qu'on a entrepris en 1862 l'opération de la conversion. On a également pris en grande considération les résultats obtenus à l'occasion des emprunts précédents.

Depuis l'année 1854, qu'on a adopté le système de la souscription publique, cinq lois d'emprunts ont été votées : deux en l'année 1854, une en l'année 1855, la quatrième en 1859, et la dernière en 1863. Les quatre premières lois laissaient au ministre des finances le soin de déterminer l'espèce de rentes qu'il devrait aliéner pour réaliser les emprunts ; il lui était prescrit seulement de concilier pour le mieux les intérêts du Trésor avec la facilité des négociations. Le ministre a usé de cette liberté pour offrir aux souscripteurs, et à leur choix, des rentes 3 0/0 et des rentes 4 1/2 0/0, et voici ce qui est arrivé. Pour le premier emprunt, les souscriptions aux rentes 4 1/2 ont fourni près des deux cinquièmes du capital emprunté ; les autres trois cinquièmes du capital ont été donnés par les souscripteurs aux rentes 3 0/0, 94 millions contre 156. Pour le second emprunt, les souscriptions en rentes 4 1/2 ont procuré beaucoup moins que les deux cinquièmes de la somme empruntée, et la souscription en rentes 3 0/0 a largement dépassé les trois cinquièmes : 165 millions contre 345 millions. En juillet 1855, époque du troisième emprunt, les souscriptions sur les rentes 4 1/2 ne produisirent pas le huitième du capital emprunté : 90 millions sur 780 millions. Enfin, en 1859, on fit un quatrième emprunt de 520 millions, et les souscriptions sur les rentes 4 1/2 0/0 ne produisirent que 11 millions, tandis que les souscriptions sur le 3 0/0 dépassèrent 508 millions. On a conclu que pour le succès de l'opération il fallait se conformer à cette espèce de suffrage universel des souscripteurs ou clients du Trésor public.

JOSEPH GARNIER.

Paris, 14 mars 1868

<i>Du morcellement de la propriété en France et dans les principaux États de l'Europe</i> , par M. A. LEGOYT. Compte rendu par M. Wołowski.....	146
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Anxiété générale, à cause des préparatifs de guerre et malgré les paroles de paix. — La misère. — Remède à la situation. — Famine et mortalité en Algérie. — Agitation protectionniste contre le traité de 1860. — Pronunciamento de Roubaix. — Efforts libéraux à Reims et à Saint-Quentin. — Distribution des récompenses à l'agriculture. — Ce qu'il reste au Champ de Mars du Palais de l'Industrie. — Suppression du monopole du courtage en Belgique. — Chômage du milliard de la Banque de France. — Agitation chez les Mormons pour résister à la loi du Congrès contre la polygamie. Par M. JOSEPH GARNIER.....	147

N° 26. — Février 1868.

LA RÉACTION PROTECTIONNISTE, par M. G. DE MOLINARI.....	178
DE QUELQUES PROJETS DE RÉFORME COMMERCIALE ET D'ORGANISATION DU CRÉDIT, par M. COURCELLE-SENEUIL.....	199
L'UNITÉ DES SCIENCES SOCIALES. — LES MORALISTES ET LES UTILITAIRES, par M. JULES CLAVÉ.....	227
CHANGEMENTS DANS LA DISTRIBUTION DE LA POPULATION RURALE EN UN DEMI-SIÈCLE. — Étendue comparée des cultures de Seine-et-Marne en 1806 et 1856, par M. V. PLESSIER.....	251
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES (3 ^e et 4 ^e trimestre de 1867), par M. JULES DUVAL.....	26
STATISTIQUE FINANCIÈRE. — Accroissement de la dette publique en France. — Emprunts. — Amortissements, par M. A. BERNARD..	27
L'UNITÉ DE TIMBRE EN FRANCE, par M. JOSEPH LARDIN.....	29
LE TAUX DE L'ESCOMPTE A 2 0/0, par M. CLÉMENT JUCLAR.....	31
BULLETIN. — I. Situation financière de la France en 1868. Rapport de M. MAGNE, ministre des finances.....	
II. L'utilité des écrits périodiques d'économie sociale ou politique discutée au Corps législatif.....	
CORRESPONDANCE. — I. Pourquoi la guerre et contre qui ? lettre de M. JACQUINET. — II. La brasserie parisienne en décadence par l'effet de l'impôt, lettre de M. VANDECASTERLE.....	
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — Réunion du 5 février 1868. — COMMUNICATIONS : Réclamation de M. WOŁOWSKI. — Conférences sur la paix en Belgique, par M. H. PASSY. — Télégramme de M. le marquis PRÉPOLI au sujet de la question des subsistances à Bologne. — Proposition de M. DU MESNIL-MARIGNY au sujet du traité de 1860. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — DISCUSSION : De l'intervention de l'État en matières de petites assurances sur la vie ou contre	

528	JOURNAL DES ÉCONOMISTES.	
		Page
	Paris. Compte rendu par M. E. LAMÉ FLEURY.— <i>Die Finanzen und die finanzgeschichte der Vereinigten Staaten von Amerika</i> (les Finances et l'histoire financière des États-Unis d'Amérique), par M. CHARLES DE HOCK, conseiller d'État autrichien, etc. Compte rendu par M. J.-E. HORN. — <i>Le Finanze</i> , par M. ANGELO MARESCOTTI. Compte rendu par M. COURCELLE-SENEUIL.— <i>L'Association, son emploi rationnel</i> , suivi de <i>l'appropriation de la terre au point de vue social</i> , par M. ÉTIENNE BARAT. Compte rendu par M. A. OTT..	506
	CHRONIQUE ÉCONOMIQUE.—Raffermisssement des espérances de paix. — Reprise du travail. — Continuation de l'agitation protectionniste. — La nouvelle loi sur la presse. — La liberté de la presse au point de vue économique. — Question de l'unification monétaire dans divers pays : en Autriche, en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis.—La discussion sur les finances italiennes. — Présentation de la loi relative à l'emprunt et de diverses lois financières. — Les emprunts précédents. — L'unification de la dette et le suffrage universel des souscripteurs. Par M. JOSEPH GARNIER.	511
	BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.	521

FIN DE LA TABLE DU TOME NEUVIÈME DE LA TROISIÈME SÉRIE.

Le Gérant, PAUL BRISSOT-THIVARS.

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

REVUE
LA SCIENCE ÉCONOMIQUE
ET DE LA STATISTIQUE

27^e ANNÉE DE LA FONDATION

3^e SÉRIE. — 3^e ANNÉE

TOME DIXIÈME

(AVRIL A JUIN 1868)

PARIS

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET C^o, ÉDITEURS

Collection des Principaux Économistes, des Économistes et Publicistes contemporains,
de la Bibliothèque des sciences morales et politiques, du Dictionnaire
d'économie politique et du Dictionnaire du Commerce et de la Navigation etc.

RUE RICHELIEU, 14

1868

Maintenant, le fait constitue-t-il un avantage en faveur de la propriété foncière ? — Il sera à son avantage s'il vient du besoin qu'on a de ses services : car alors la propriété territoriale vendrait plus cher qu'elle ne lui coûte pas plus à produire. — Il sera à son désavantage si le besoin de la difficulté plus grande qu'offre cette nature de production fait que ses prix de vente ne se maintiendraient à une certaine hauteur parce que ses prix de revient seraient relativement élevés. En analysant de plus près le phénomène, nous allons voir qu'il est dû, en effet, à ces deux ordres de causes à la fois.

La principale raison, à mon avis, qui s'oppose à la baisse de valeur des produits du sol, c'est la difficulté toute particulière des conditions que présente l'industrie agricole. L'agriculture, d'abord, opère sur la vie végétale et animale : c'est-à-dire qu'elle est constamment aux prises avec la force la plus indépendante, la plus complexe, la plus mystérieuse, la plus insaisissable, la dernière à coup sûr, que la science parviendra à manier. On se figure que l'agriculture est un art des temps primitifs. Non : ce qui est ancien c'est la déprédation, l'exploitation abusive et l'épuisement du sol ; mais l'industrie agricole proprement dite, vous ne la rencontrez que chez les peuples les plus avancés dans tous les arts, en Chine, par exemple, ou dans la partie la plus intelligente ou la plus riche de notre Europe. — Et encore là c'est une industrie évidemment en enfance. Les auxiliaires qu'elle emploie, d'autre part, sont les moins maniables que l'on connaisse : ce sont les grands agents cosmiques et atmosphériques, le soleil, la pluie, les vents et les fruges le sec et l'humide, le froid et le chaud. De sorte que dans ces combinaisons les plus savantes, il reste toujours une part énorme d'inconnu livrée à tous les hasards des saisons. Ajoutez que, malgré tous les efforts qu'elle fait pour obtenir des espèces hâtives, il y a dans ses opérations une lenteur incomparablement plus grande que dans celles de l'industrie de transformation. En quelques jours vous pouvez à la rigueur faire d'un cocon de vers à soie ou d'une gousse de cotonnier l'étoffe la plus merveilleuse de délicatesse de forme et de richesse de couleur : mais il vous faut toujours neuf mois pour faire un épi de blé, trois ans pour manufacturer un fût de bœuf et cent ans pour produire une pontre de chêne. Le plus simple essai en agriculture exige dix ans avant qu'on puisse se rendre compte de ce qu'il coûte et de ce qu'il rend. Remarquons en passant un des côtés extrêmement désavantageux de cette lenteur à constater et à exploiter des procédés d'amélioration : c'est que les bénéfices rapides ne vont pas à l'agriculture, qu'elle se trouve absolument en dehors des grands courants du crédit extérieur, qu'elle ne peut puiser dans ses propres économies ses ressources ordinaires. Cette multiplicité et l'extrême variété des manipulations agricoles y rend nécessaire une énorme quantité de

LES ÉCONOMISTES.

... fondus, il y a un *specie* de b...
... est sorti de la Banque de Suède
... est entré, et il n'est pas à douter
... été fondue. En conséquence, il
... monnaie d'argent; or, de la re-
... si l'on considère surtout que
... elle n'est pas entrée profondé-
... Aussi y aurait-il lieu, en présence
... et des avantages d'interna-
... offerts par le système de la
... de l'étalon d'or exclusif de
... monétaire, et comme unité de
... l'unité monétaire. Le franc
... système à l'autre s'opérerait
... antérieurs au nouveau sys-
... est-à-dire d'après une tar-
... monnaies.

... de banque que pour les
... fait de monnaies d'or on ne
... *ducats* et servant d'unité
... *carolins*. Comme mon-
... la convention de 1865.
... 835 1000^{rs} et avec des
... de 10, 5, 2 et 1 cent.
... *petite monnaie*, et
... jusqu'à 10 fr. pour la
... re.

... de la Finlande qui l'a
... prouveront probablement
... Car les nations qui
... elles une convention
... à recevoir des mon-
... 20 et 25 fr. La pièce
... monnaie internationale.
... conclure, entre pays
... dispositions de cours

... Wallenberg. Avec nos
... avait exposé antérieu-
... conclusions tout aussi li-

... Norwège d'adopter le sys-

... rigoureux, le marc in-
... quelques centimes.

réexportations ne s'élevaient encore [redacted] de l'Est a pu som-
Elle progressèrent comme auit : [redacted] de quintaux de rail, e

DUMONT (Aristide.) *Paris port de mer*. Conférence faite le 8 mars 1868 à l'École centrale. In-12, 24 p. Dunod.

ENQUÊTE AGRICOLE. Quatrième série. *Documents recueillis à l'étranger*. Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. In-4, VIII-788 p. Imp. Impériale.

Enquête sur les sels. T. II. *Dépositions* (suite). Régions du midi, de l'est et du sud-ouest. Enquête supplémentaire. In-4. 316 p. Imp. Impériale.

GARNIER (D.), député. *Répertoire général et raisonné de l'enregistrement*. La loi civile et la loi de l'enregistrement comparées : doctrine et jurisprudence. Nouveau traité en forme de dictionnaire des droits d'enregistrement, de transcription, de timbre, de greffe, etc. 21^e tirage, 4^e édit. t. I et II, in-4, à 2 col. III-1176 p. Imp. Best.

GOSSET (P.). *L'Agriculture s'installant au palais de l'Élysée Napoléon, s'émancipant, se réhabilitant par son ministère spécial, par sa banque à elle et par elle, organisant une presse libérale indépendante*. In-8, 64 p. Imp. Berger.

HENDLÉ (Ernest). *Questions politiques et sociales*. in-8, 260 p. Noirrot et C^o.

HORN (J.-E.). *Le Bilan de l'Empire*. In-8, 30 p. Dentu.

LAURENS (Charles). *Le procès des tailles (1537-1639)*. Claude Brosse, Anthoine Rambaud. In-8, 68 p. Grenoble, imp. Maisonneville et fils.

LAVERGNE (L. DE). *De la Population des arrondissements en 1846 et en 1866*. In-8, 11 p. Imp. Lahure. (Extr. du journal *l'Agriculture*).

LAYRLE (J.). *Le Japon en 1867 : la vie japonaise, les villes et les habitants*. In-8, 63 p. Imp. Claye. (Extr. de la *Revue des Deux Mondes*.)

LESCOET (DE). *Mélanges : agriculture, foires, chemins vicinaux*. (Conseil général du Finistère). In-8, 69 p. Imp. Pillet fils aîné.

MAAS. *Théorie élémentaire des annuités viagères et des assurances sur la vie*, 2^e édit. In-8, iv-139 p. Anger.

MASCRET (H.-P.). *Dictionnaire pour l'année 1868, d'après les journaux judiciaires, des faillites, séparations de biens, nominations de conseils judiciaires, interdictions prononcées par les tribunaux de Paris, avec les conditions sommaires des concordats homologués et la répartition des dividendes de chaque faillite*. In-4, 108 p. Paris, chez l'auteur (rue des Deux-Portes-Saint-Jean).

PARANT (C.). *Des Assurances contre la mortalité du bétail, considérées au point de vue de leur historique, de leur importance, du mode à adopter, et des conditions essentielles à leur succès ; système mutuel localisé*. In-8, 53 p. Angers.

POZNANSKI (Dr F.-X.). *L'Industrie, l'Hygiène et le Choix des professions*. In-8, 16 p. Imp. Bonaventure.

PROUDHON (Œuvres posthumes). *De la Capacité politique des classes ouvrières*. Nouvelle édition. In-18 Jésus, vi-363 p. Librairie Internationale.

ROCHAUT (Hippolyte). *Les Régions nouvelles, Histoire du commerce et de la civilisation au nord de l'Océan Pacifique*. In-8, vi-408 p. Dentu.

SOHÉGE (H.). *De quelques erreurs à propos de la grève du milliard*. In-8, 7 p. Imp. Balitout, Questroy et C^o.

VITU (Auguste). *Histoire civile de l'armée ou des Conditions du service militaire en France, depuis les temps les plus reculés, jusqu'à la formation de l'armée permanente*. In-8, xxiii-566 p. Didier et C^o.

Le Gérant, PAUL BRISSOT-THIVARS.

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

L'ENQUÊTE AGRICOLE

ET

L'IMPOT DE L'ENREGISTREMENT

En étudiant le rôle de l'impôt considéré en général dans ses rapports avec les populations agricoles (1), je crois avoir prouvé que les administrations publiques chargées de le recouvrer peuvent offrir aux contractants, à la propriété foncière, au Crédit foncier, des services nouveaux et facultatifs, exonérer les contribuables, et ne pas nuire au budget. Je terminais en affirmant la nécessité et l'opportunité d'un remaniement de la législation sur l'enregistrement, ensemble d'éléments multiples, discordants, produits à des dates et par des causes différentes, et de la reconstitution de cet impôt établi avant les codes sur les effets des actes et des conventions que les codes ont réglés depuis.

C'est à cette proposition que je m'attache aujourd'hui. Je me persuade que la motion de toucher à ce vieil impôt dans un intérêt social évident, est un acte de civilisation et de progrès; qu'en ne respectant pas comme un dogme ou comme le dernier mot de la science fiscale les articles de la loi du 22 frimaire an VII, on fait preuve de bon sens et de bonne foi; et qu'en agitant de nouveau des questions d'une grande importance pour les populations agricoles, on peut, quoique la commission d'enquête ait achevé son siège, ajouter quelques lueurs aux lumières qui se dégageront probablement des trente volumes qu'elle publie.

Il est presque inutile de relever l'importance du sujet. Il touche en effet, à la législation, à l'économie politique, aux finances et à

(1) *L'Enquête agricole et l'impôt*, numéro de décembre 1867, tome VIII, 3^e série.

la politique. L'impôt de l'enregistrement est surtout un moyen économique d'une incontestable puissance. Si les droits de douane protégeaient autrefois le commerce et l'industrie contre la concurrence étrangère, les droits d'enregistrement exercent une influence certaine sur l'activité industrielle, agricole et commerciale. Grevez les apports matrimoniaux; vous verrez si les contrats de mariage se multiplient et ce qu'ils gagneront en sincérité. Grevez les apports sociaux; vous gênez l'association. Dégrevés les baux écrits: bientôt ces actes d'une utilité si générale, si nécessaires à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, se populariseront plus encore, augmenteront la richesse statistique, et faciliteront la répartition équitable des impôts qui frappent le revenu.

A son importance, la réforme dont je m'occupe joint le mérite de l'opportunité. Avant l'enquête agricole, qui en fait une question d'actualité, elle était universellement désirée; il suffit de rappeler à cet égard ce qui s'est passé depuis 1862.

Au commencement de cette année, M. le ministre des finances présentait au Corps législatif un projet de loi qui devait procurer au budget des ressources considérables. La commission propose l'ajournement et la perception d'un second décime provisoire; M. Segris, rapporteur, M. Josseau, M. le marquis de Pierre, M. le vicomte de Kerveguen demandent la révision de la loi de frimaire, un projet de loi général sur l'enregistrement préparé avec maturité et après avoir consulté les gens spéciaux; et M. Baroche, ministre président du Conseil d'État, promet une nouvelle étude qu'on tâchera de faire aussi bien que possible, et dont le résultat sera présenté au Corps législatif à la prochaine session (séance du 24 juin 1862, *Moniteur* du 25).

Comme exécution de cette promesse, M. le ministre des finances dans son rapport du 6 octobre 1862 (*Moniteur* du 9) donne l'assurance que le budget de 1864 ne contiendra pas de dispositions pouvant entraîner une aggravation d'impôts; il nomme une commission dont le directeur général de l'enregistrement et l'un de ses administrateurs font partie; la commission discute, délibère; et le résultat promis, après avoir lutté contre les répugnances du Conseil d'État et du Corps législatif, reste en délicatesse avec tout le monde.

Je n'essayerai pas de présenter dans ce journal le projet d'une loi nouvelle. Une tâche pareille ne peut être l'œuvre d'un seul homme; préparée de longue date, elle devrait, avant de se produire, être précédée d'une sorte d'enquête dirigée conformément aux principes économiques. J'entreprends seulement, ou je reprends, malgré le peu de succès de quelques tentatives de cette nature, une croisade dirigée contre des abus et des imperfections dont les populations agricoles souffrent et autres contribuables; sans m'arrêter aux détails, sans perdre

caractère du *Journal des Économistes*, j'espère démontrer que la législation sur l'enregistrement peut être moins inique, moins onéreuse et moins inutile, et convaincre les esprits sérieux que le budget ne doit pas vivre d'iniquités; que certains dégrèvements ne l'appauvriront pas; et qu'il s'enrichirait en multipliant les services rendus aux contribuables plus sûrement qu'en augmentant les tarifs.

I

Un des vices du droit fiscal est de ne pas s'accorder avec le droit civil. Cette dissidence est une source d'iniquités; elle s'explique notamment, par une raison historique; la loi de l'an VII a précédé de plusieurs années l'apparition de nos codes.

Assurément, le droit civil et le droit fiscal doivent coexister séparément; chacun a son but et sa vie propres; il ne peut être question de les fusionner, ni de tarifier le Code Napoléon; le but de la loi fiscale est d'obtenir l'impôt, de couvrir par une recette une dépense publique, de créer une obligation des particuliers envers l'État. Mais il n'est pas impossible de dépouiller l'impôt de certaines iniquités que condamne le droit civil et de faire que les deux droits s'entr'aident au lieu de lutter entre eux.

Ainsi, l'impôt ne devrait pas frapper des mutations, des conventions, et des valeurs qui n'existent pas en droit civil. En effet, puisqu'il est assis sur la mutation et sur la convention et calculé en raison de l'effet civil produit, il serait contraire à l'équité, comme à la base même de l'impôt, de percevoir ou de garder autre chose que le salaire de la formalité sur un acte ou sur une mutation apparente, dépourvus d'effet civil.

Or, l'ignorance du droit et les nullités existent dans les villes et dans les campagnes.

Tout simple qu'il paraisse, ce principe, appliqué nettement, renverse les idées reçues sur le sens de l'art. 60 de la loi de frimaire d'après lequel tout droit régulièrement perçu ne pourra être restitué, quels que soient les événements ultérieurs. C'est là, dit-on, la sauvegarde du Trésor; il ne doit pas être exposé à des répétitions continuelles. D'ailleurs, le receveur n'est pas juge de la validité des actes; il doit les supposer réguliers pour raisonner sa perception.

Peut-être : mais lorsque la nullité radicale aura été déclarée, lorsqu'il sera jugé que l'effet civil n'a pas été produit, il est équitable et logique de restituer l'indu, sauf à exiger des parties que cette restitution soit ordonnée par justice, le ministère public entendu, et à leurs frais, le Trésor devant évidemment rester indemne.

Je formulerais ainsi cette exception à l'art. 60 de la loi de frimaire :
« Seront restitués les droits perçus sur tout acte dont la nullité radicale

aura été judiciairement prononcée après communication à l'administration et conclusions spéciales du ministère public. »

Quel sera le résultat budgétaire de cette rectification ou de cette interprétation du principe posé dans l'art. 60 ? Les statistiques officielles et les renseignements administratifs n'éclaireraient guère cette question. Mais, quelles que soient les prévisions, le redressement de cette iniquité ne saurait en être entravé : si le tort causé par l'imperfection des conventions est minime, la restitution de l'indu sera insignifiante ; s'il était considérable, la nécessité de remédier au mal serait d'autant moins contestable.

Les dissidences entre le droit civil et le droit fiscal existent encore en matière de licitation.

D'après le Code Napoléon, la licitation n'est qu'un élément du partage ; elle est comme lui déclarative et non translatrice de propriété : d'après la loi de frimaire, elle est translatrice et frappée du droit de mutation. Cependant on veut bien admettre qu'elle fait corps et se confond avec le partage définitif, présenté simultanément à l'enregistrement ; mais si ce partage est enregistré le lendemain, le droit de mutation perçu la veille sur la licitation sera conservé comme perçu régulièrement ; l'effet rétroactif, écrit dans l'art. 883, C. Nap., n'est admis par la jurisprudence fiscale que si le partage et la licitation sont enregistrés simultanément.

Il est inutile d'insister pour faire ressortir ce qu'il y a de rigoureux et d'inique dans cette application de l'art. 60 au colicitant adjudicataire. La modification suivante donnerait satisfaction à l'équité, sans exposer le Trésor à rendre en totalité les 6 millions de droits perçus sur les licitations ou soultes de partage entre cohéritiers et copropriétaires au même titre.

« Seront restitués les droits perçus sur les parts et portions acquises par un colicitant, lorsqu'elles lui seront définitivement attribuées par un partage complet portant exclusivement sur les valeurs qui proviendraient de la même indivision ; le droit de licitation devant être conservé sur la part d'attribution qui excéderait les droits de l'adjudicataire copartageant. »

Enfin, la loi sur l'enregistrement pêche contre l'équité, non-seulement en autorisant la perception ou la conservation de l'impôt sur des mutations qui n'existent pas en droit civil ; ou bien en établissant le droit de mutation par décès sur l'actif brut, sans distraction des dettes, question traitée dans le numéro de décembre 1867 ; mais encore en liquidant les droits de transmission entre-vifs à titre gratuit ou par décès sur un multiple du revenu, c'est-à-dire sur une valeur fictive autre que la valeur vénale qui sert de base en matière civile,

En effet, il résulte de cette dernière règle que des immeubles d'une valeur égale contribuent inégalement au paiement de l'impôt de mutation suivant que leur revenu est nul, médiocre ou excessif; — que des héritages urbains ou ruraux improductifs jouissent d'une immunité relative qui pourrait être réservée dans l'intérêt de l'agriculture, à titre de faveur spéciale, aux terres exploitées; — et que d'autres conséquences iniques et bizarres viennent déranger les prévisions de la loi de l'an VII.

L'État et le contribuable ont l'un et l'autre à souffrir de ces inégalités; car il en est de l'impôt comme de toute autre charge. Pour faire supporter un poids quelconque à une surface donnée, il faut le répartir proportionnellement; sinon, l'équilibre est détruit et le résultat cherché n'est pas obtenu : de même l'impôt mal assis et mal réparti blesse et ne rend pas ce que des calculs exacts lui auraient fait produire.

Afin de mettre en évidence les inconvénients des principes actuels et les avantages d'une rectification, il est nécessaire d'entrer dans des explications assez détaillées.

Le droit qui frappe la transmission est un prélèvement sur les valeurs ou capitaux transmis, que les documents relatifs à la loi du 22 frimaire an VII distinguent soigneusement de la contribution directe prélevée sur le revenu.

En effet, il faut le répéter, notre système d'impôts, combiné vers la fin du dernier siècle, résulte notamment de deux lois du 3 et du 22 frimaire an VII, qui ont établi l'une la contribution directe, impôt annuel prélevé sur le revenu, l'autre les droits d'enregistrement, et entre autres le droit de mutation prélevé accidentellement sur les valeurs et capitaux qui changent de main.

Les rapports de M. Duchatel au conseil des Cinq-Cents (6 fructidor an VII) et de M. Cretet au conseil des Anciens (17 brumaire an VII) font ressortir nettement cette différence. « Le droit sur les successions, disait M. Cretet, est un retranchement sur les capitaux, tandis que la contribution foncière n'est qu'une retenue sur les fruits. »

Ainsi, pas de doute possible; c'est au capital que le législateur s'attachait, et même (dans son désir de protéger l'impôt contre toute allégation de charges imaginées pour diminuer cette valeur imposable) au capital brut, sans déduction, sans considération d'aucune sorte, sans distinction entre la valeur brute et la valeur nette. Il n'examinait pas si les capitaux transmis étaient productifs ou non; il ne songeait pas à créer un privilège au profit des capitaux transmis à titre gratuit et à prélever une part plus forte sur les capitaux transmis à titre onéreux. Ce n'est que sous forme de tarif et très-secondairement qu'il s'est peut-être occupé de la relation qui existe entre le capital et le revenu; mais assurément en voulant respecter le principe même de l'impôt.

« Nous ne pensons pas, disait M. Duchâtel, qu'il y ait lieu de remédier autrement à l'abus des dissimulations du prix réel dans les contrats de vente, qu'en déclarant que le droit d'enregistrement est établi et doit être perçu sur la valeur vénale actuelle des biens fonds, et qu'il y aura lieu à expertise quand la nécessité en sera évidente. Cette disposition sera fondée sur la justice la plus rigoureuse. Dans les donations, dans les successions, c'est sur la valeur des objets que les droits se perçoivent; pourquoi en serait-il autrement dans les contrats de vente ? »

Telle est la signification exacte de ces termes de l'art. 4 de la loi du 22 frimaire an VII. « Le droit proportionnel est assis sur les valeurs. » Le sens est le même en droit civil et dans le langage usuel. La valeur d'une chose s'entend de la valeur capitale, entière, réelle, vénale, celle que représente le prix d'une adjudication prononcée dans des circonstances ordinaires, qu'il s'agisse de quotité disponible, de partage, de donation, de vente, ou de rescision pour cause de lésion.

Cependant ce type unique (cette valeur qui devait être identique) dans les donations, dans les successions et dans les ventes, n'est plus le même aujourd'hui, parce que, pour le déterminer, on s'est servi de procédés qui diffèrent, suivant que la mutation s'opère à titre onéreux ou autrement.

Lorsqu'il s'est agi d'appliquer le principe et de déterminer cette valeur intégrale dont le receveur devait prélever une fraction au moment de l'enregistrement, le législateur s'est fait une méthode qui se résume ainsi : pour déterminer la valeur, prendre les indications que fournit le contrat ; sinon la composer par des équivalents, enfin obliger les parties à la déclarer ; — dans tous les cas, réserver le droit de contrôler ces trois sortes d'évaluations, notamment par l'expertise si la transmission porte sur des immeubles.

Ainsi, pour les transmissions à titre onéreux, l'assiette provisoire du droit sera le prix augmenté des charges, sauf vérification de la valeur vénale.

Les transmissions, à titre gratuit ou par décès, devraient également payer sur la valeur entière. Le législateur ne devait, ni ne voulait traiter ceux qui acquièrent sans sacrifice moins durement que ceux qui achètent. Mais il eut l'idée malheureuse de déterminer cette valeur par équivalent pour ces sortes de transmissions.

Les équivalents sont des moyens dont on doit n'user qu'avec réserve. L'égalité de valeur entre deux objets de natures différentes n'a qu'une durée limitée. Prenez deux étalons de la valeur monétaire, bientôt l'or fera prime ; plus tard, l'argent se raréfiant et valant plus comme marchandise que comme monnaie, notre monnaie d'argent menacera de disparaître, si vous ne renoncez à cette fausse identité légale. De même, comme équivalent de la valeur vénale, adoptez un multiple du revenu ;

et le revenu baissant ou s'élevant, suivant l'immeuble, le temps et la localité, l'écart se fera entre la valeur et l'équivalent prétendu, la proportion primitive cessera d'être juste, l'égalité de répartition de l'impôt n'existera plus, et bien d'autres inconvénients se produiront.

Les auteurs de la loi de l'an VII ont commis cette faute. Au lieu d'exiger la déclaration de la valeur vénale, sauf expertise, des biens transmis à titre gratuit ou par décès, comme l'ont fait depuis les lois de la Belgique et de l'Italie, ils ont cru trouver un équivalent de cette valeur en s'attachant à la relation qui existe entre elle et le revenu, et en adoptant comme capital d'assiette un multiple du revenu. Le procédé était défectueux, les résultats sont déplorable.

En effet, les révolutions sont peu favorables à la valeur des terres, le revenu des biens ruraux était alors presque égal à celui des biens de ville. La loi du 9 vendémiaire an VI (art. 21) fixait le capital d'assiette à 18 fois le prix des baux ou du revenu pour les maisons et bâtiments autres que ceux servant à l'exploitation des biens ruraux, et à 22 fois pour les autres immeubles réels; la loi du 22 frimaire an VII, prenant une moyenne, dans une idée malheureuse de simplification, l'a fixé à 20 fois ce revenu pour tous les immeubles de ville ou de campagne.

Qu'est-il arrivé? Le rapport entre la valeur vénale et le revenu a changé. Par suite, l'impôt frappe sur un chiffre qui représente 2 fois et plus la valeur réelle des maisons et des usines vieilles, mais productives;

Il n'atteint qu'une fraction minime et variable de la valeur des biens ruraux;

Il épargne presque entièrement les terres improductives;

Enfin, par une conséquence imprévue, mais forcée, d'autres valeurs lui échappent complètement lorsque la mutation s'est opérée par décès, et que des reprises ou des legs doivent être prélevés avant toute fixation de l'actif de la succession.

Un seul exemple fera comprendre ce préjudice considérable et fréquent auquel le législateur était loin de s'attendre.

Un mari décède, sa femme lui a survécu. Les reprises de celle-ci sont de 100,000 fr.; un immeuble forme le seul actif des deux époux. Si c'est une ferme produisant 8,000 fr., mais valant 200,000 fr., pour l'assiette de l'impôt, elle ne vaut que 100,000 fr.; la succession est nulle et ne payera rien. Si l'immeuble est une vieille maison produisant 10,000 fr., mais ne valant réellement pas 100,000 fr.; que les reprises de la veuve l'absorbent en entier et que la succession soit nulle, peu importe; cette maison vaut 200,000 fr. pour l'impôt, et l'héritier payera sur 100,000 fr.

Mais que dire des temps de crise où la valeur vénale est atteinte, tan-

dis que les baux subsistent ? Les iniquités se multiplient au préjudice de l'Etat et des particuliers. Les immeubles loués sont réputés n'avoir pas diminué de valeur et l'impôt dégénère, en exaction ; ceux qui se louent déprécient pour toute la durée du bail la valeur qui servira d'assiette à l'impôt ; et le Trésor souffrira de la crise longtemps après qu'elle aura cessé.

Ainsi, le législateur voulait une base unique, la valeur vénale ; mais, prévenu contre la sincérité des contribuables et craignant de ne pas réprimer la fraude, il a cherché des équivalents, et les choix ont été malheureux. Les résultats blessent la vérité des faits, les règles du droit civil, les contribuables et le Trésor ; le préjudice est continuel, flagrant, énorme ; cependant la question soulevée fréquemment a toujours été étouffée. Tant il est difficile d'obtenir le redressement d'une vieille pratique.

Si l'on dégage le principe en renonçant à de prétendus équivalents ; si l'on accepte les leçons de l'expérience et des lois des pays voisins ; si, conformément à l'esprit de la législation, et contrairement à des textes mal conçus, on déclare que le droit proportionnel est assis sur la valeur réelle et vénale des biens transmis, tous ces inconvénients disparaissent et ce rétablissement de l'égalité de répartition de l'impôt amène les conséquences suivantes.

L'impôt, redevenu équitable comme il l'était en l'an VII, ne frappera plus des valeurs imaginaires ; il atteindra des valeurs qui lui échappent, il sera réellement ce qu'il doit être, un prélèvement sur le capital ;

Les usines seront dégrevées, et l'industrie en profitera ; les terres improductives payeront, et l'impôt stimulera peut-être le propriétaire indolent ou inintelligent à les utiliser ou à les transmettre à des mains plus habiles et plus actives ; et l'une des contradictions qui séparent le droit civil du droit fiscal aura disparu.

Cependant une considération a suffi jusqu'à présent pour neutraliser la force de ces arguments. Les propriétaires des biens ruraux supporteront, dit-on, presque seuls, ce rétablissement de l'impôt sur la valeur entière ; il faut éviter leurs plaintes ; une politique prudente commande le *statu quo*.

Avant de la peser, réduisons l'objection à sa juste expression.

De toutes les mutations d'immeubles entre-vifs ou par décès, qui produisaient 49 millions 67,866 fr. 43 c. en 1863, quelles sont celles que l'on couvre d'une protection si exceptionnelle ?

Sont-ce les donations entre-vifs, qui fournissent au donateur le moyen de s'écarter de l'ordre de succession réglé par la loi ? Elles ont produit 3 millions 119,239 fr. 90 c. en 1863.

Sont-ce les successions dévolues aux collatéraux plus ou moins éloignés ? Elles produisaient alors 28 millions 979,049 fr. 35 c.

Non certainement. La véritable sollicitude est pour les partages anticipés et pour successions en ligne directe (14 millions 969,577 fr. 18 c. en 1865), toujours cette vieille question du droit de copropriété attribué aux enfants sur le patrimoine de leurs ascendants; c'est Mirabeau, qui se souvenait de la tendresse de son père, essayant vainement, au sein de l'Assemblée constituante, de faire réserver intégralement aux enfants l'héritage paternel. Par exagération du même sentiment, ou plutôt par considération politique, sans accorder une immunité complète à l'héritier en ligne directe, on n'ose pas exiger de lui qu'il paye, comme en l'an VII, le centième de la valeur des biens ruraux; il ne payera que les deux centièmes, moitié moins que pour les héritages urbains. — En effet, en supposant que les biens ruraux rapportent en moyenne 2 fr. 50 0/0, ces héritiers ne payent plus aujourd'hui que le centième du revenu multiplié par 20, c'est-à-dire le 200^e de la valeur vénale, ou, si l'on veut, 2 mois 12 jours de revenu, tandis que, si l'on rentre dans l'esprit de la loi primitive, ils payeront le centième de cette valeur au moyen de 4 mois 24 jours de revenu.

Voilà dans toute sa rigueur ce prélèvement si exorbitant au premier coup d'œil.

D'ailleurs, si l'on voulait ajouter à la suppression du droit proportionnel de transcription sur les partages anticipés, à la restitution des droits de licitation, d'après les résultats du partage définitif, à la déduction des dettes pour la perception du droit de succession, compensations importantes qui diminueraient sensiblement les frais de la dévolution des biens à titre héréditaire; si l'on tenait à conserver aux biens ruraux l'immunité dont ils jouissent, on le pourrait, en décidant qu'ils payeront sur la moitié de la valeur vénale. Cependant il serait à désirer que cette faveur fût réservée, soit aux terres exploitées, soit à la transmission en ligne directe par les raisons indiquées plus haut.

II

La législation sur l'enregistrement peut donc être plus équitable; j'ajoute que l'enregistrement peut devenir moins onéreux. On doit alléger cet impôt, non-seulement en diminuant la somme exigible, mais encore en exonérant le contribuable de démarches et de formalités dont on peut se passer. Le temps est une valeur dont on fait litière; il entre bien rarement en ligne de compte dans les calculs du législateur ou de l'administrateur; cependant le sacrifice en est souvent plus dur, moins supportable, plus coûteux que le sacrifice d'argent. Supprimer des formalités inutiles, c'est rendre l'impôt plus acceptable, en assurer le recouvrement, épargner le temps du contribuable et du percepteur et le réserver pour un meilleur emploi.

Ainsi, je le répète, on peut accorder aux parties la faculté de ne pré-

senter qu'au bureau de la conservation d'hypothèques tout acte de nature à être transcrit et d'y payer simultanément les droits d'enregistrement et de transcription.

Cette innovation, qui ne créerait pas une obligation, aurait deux avantages. Le premier et le plus grand serait d'encourager et de favoriser l'accomplissement des formalités hypothécaires qui sont utiles ou nécessaires et que l'on ne requiert pas toujours. Le second serait d'éviter au contribuable un déplacement coûteux et inutile, et d'épargner en même temps au receveur de l'enregistrement l'examen et l'analyse d'un acte transcrit à la conservation des hypothèques.

On pourrait même supprimer complètement, sans perte pour le Trésor, l'obligation de faire enregistrer certains actes soumis au droit fixe, en réservant cependant aux parties la faculté de recourir, dans des cas qui seront très-rares, à ce moyen d'acquérir une date certaine. Ce privilège d'exonération de la formalité serait attribué sans inconvénient aux actes simples, inutiles comme renseignements, tels que procuration, décharge, consentement, dont l'administration vendrait la formule timbrée moyennant un prix comprenant le droit de timbre et le droit d'enregistrement. Ni le Trésor, ni la statistique ne perdraient à cette innovation; et ce serait encore une épargne de temps pour le contribuable et pour le receveur.

Cette économie de formalités serait une mesure pratique, c'est-à-dire qu'elle est praticable et qu'elle offre plus d'avantages que d'inconvénients. Elle soulèverait peut-être cependant des objections tirées de la pratique actuelle, notamment du déplacement des recettes et de la position des receveurs qui serait gravement modifiée, parce qu'au lieu de recevoir un traitement fixe, honorable et suffisant, ils sont payés chétivement et d'une manière insuffisante au moyen de remises proportionnées aux recettes. Mais la discussion de ces arguments de manutention serait d'un intérêt médiocre au point de vue de l'économie politique, des contribuables et de l'impôt; la manutention n'est qu'un accessoire; c'est la série des moyens, habiles ou défectueux, imaginés pour l'application de la loi.

Les délais accordés pour le paiement de l'impôt sont encore un moyen de l'alléger; mais ils ont été calculés aussi dans l'intérêt de l'État, dispensateur toujours pressé des ressources du budget. Ils doivent être suffisants, mais non excessifs; car ils deviendraient un moyen de dissimuler au Trésor une partie de la masse imposable, de lui enlever des moyens d'action ou même simplement de bénéficier de l'intérêt de l'impôt dont on retarde le versement. Or, les facilités de communication ayant augmenté, les délais de paiement fixés en l'an VII sont exagérés maintenant, et par conséquent réductibles. En admettant qu'ils subsistent, on ne devrait plus les proroger; et je crois devoir à ce sujet

me permettre, dans l'intérêt du Trésor, la critique d'un usage extralégal, inutile et dangereux.

Que ferait un créancier dans l'espèce suivante? Une dette est échue; elle est indéterminée; elle consiste en une quotité de la fortune du débiteur et diminuerait avec elle; elle ne produit pas d'intérêts. Le débiteur n'est pas sûr, il calcule; il peut être de mauvaise foi; il sait qu'en réalisant son patrimoine et en le dissimulant il diminuera sa dette, et que tant qu'il ne payera pas il gagne l'intérêt; il demande un délai. Le créancier renseigné sur tous ces points et fort intelligent, dirait-il à son débiteur : J'ignore votre fortune et par conséquent le chiffre de ma créance; ne constatons ni l'une ni l'autre; je ne vous demande pas de garantie; je vous accorde ce délai?

Voilà pourtant ce que le ministre a toujours fait; sans vouloir contester ses prérogatives, il est aisé de démontrer que cette pratique est dangereuse, inutile et extralégale.

En effet, le droit de mutation est dû sur toutes les valeurs de la succession; il diminue avec elles; il ne produit pas d'intérêts. S'il n'est pas payé six mois après l'ouverture de la succession, un demi-droit en sus est dû. Plusieurs des contribuables en retard se libèrent et acquittent le demi-droit en sus; quelques-uns en sollicitent la restitution à titre de remise, et ils l'obtiennent souvent, totale ou partielle; d'autres en demandent la remise avant d'acquitter le droit simple; les plus fins, et quelquefois les moins honnêtes, demandent un délai supplémentaire, pendant lequel ils se proposent de liquider clandestinement l'actif de la succession, de gagner l'intérêt de la somme dont ils retardent le paiement, et même de diminuer leur dette en toute sécurité. Le ministre accorde, et cela se devine, le débiteur profite de la totalité du délai.

Ainsi les prorogations de délai sont des faveurs dangereuses; elles sont en outre d'autant moins utiles qu'elles ont un équivalent très-usité. La suppression complète de ces remises anticipées de demi-droits en sus et leur remplacement par des remises de demi-droits en sus accordées, à la demande des successeurs, ou de leurs mandataires suivant procurations enregistrées, après paiement des droits simples et sur examen de faits accomplis, auraient pour effet de stimuler les redevables et les officiers publics, de déterminer des paiements plus prompts, de diminuer les omissions, de réduire le nombre des demandes qui s'accroît démesurément, et de faire ainsi bénéficier le Trésor sous le triple rapport de la rapidité des recouvrements, de leur intégrité, et de l'économie du temps consacré à l'instruction de beaucoup de pétitions tendant à prorogation.

Pour légitimer à cet égard l'action ministérielle, l'art. 59 de la loi de frimaire devrait être modifié. Il porte en effet : « Aucune autorité publique, ni la régie, ni ses préposés, ne peuvent accorder de remise ou

modération des droits établis par la présente et des peines encourues, ni en suspendre ou faire suspendre le recouvrement, sans en devenir personnellement responsable. » Il suffirait peut-être de supprimer les mots : « et des peines encourues, » et d'autoriser ainsi virtuellement l'autorité administrative à en accorder la remise.

III

Enfin, j'ai dit que l'enregistrement pourrait être moins inutile, soit comme formalité, soit comme impôt.

Dans l'état actuel de la législation et de la pratique, la formalité de l'enregistrement est presque inutile. La transcription complète de l'acte peut seule servir de commencement de preuve par écrit dans le cas très-rare prévu par l'art. 1356, Code Nap. Il est vrai que l'enregistrement procure quelquefois aux actes sous seings privés le bénéfice de la date certaine, mais si rarement encore que l'impôt produirait à peine s'il était le fruit de cet avantage civil.

J'ai démontré comment, sans qu'il soit nécessaire de modifier la législation civile ou fiscale, sans imposer une obligation nouvelle aux contribuables, sans blesser le privilège des notaires, on peut rendre l'enregistrement utile, en faire l'équivalent d'un double, conservé par l'État, des actes sous seings privés en accordant aux parties ou à tout intéressé le droit d'exiger du receveur la copie intégrale et passive de ces actes et d'apposer leur signature à la suite de l'enregistrement, la validité de ce double dépendant de la qualité des signataires.

Je ne reproduirai pas les détails que j'ai donnés; mais je dois répondre aux objections qui ont été faites. Elles ne portent pas sur la nature de l'enregistrement intégral facultatif signé par les parties, mais sur les dangers de l'acte sous seings privés et sur l'intérêt du Trésor qui serait de ne pas les favoriser.

L'acte notarié a sur l'acte sous seings privés l'avantage de l'authenticité; il constate en général la convention avec exactitude et régularité; mais il est coûteux, pas toujours simple, et j'ai entendu dire à de vieux avoués que sans actes notariés ils n'auraient pas assez de procès. Il a des partisans nombreux; l'art. 17326 du Journal des notaires affirmait à propos du projet présenté en 1862 au Corps législatif, que, dans l'intérêt de la propriété immobilière, du Crédit foncier et de l'impôt, le seul moyen de remédier aux abus serait de déclarer que les transmissions d'immeubles et de droits immobiliers ne pourront être consenties que par acte authentique, ou par acte sous seings privés déposés dans un certain délai parmi les minutes d'un notaire. Un honorable député faisait en 1862 l'organe de cette opinion, et, renouvelant une opinion faite par M. Duchatel, le 6 vendémiaire an VII et répon-

Conseil des Cinq-Cents, demandait au Corps législatif de frapper de nullité les actes sous seings privés de ventes d'immeubles.

Cet expédient est draconien; l'acte notarié n'est d'ailleurs pas une panacée. Il faut éviter d'attenter au grand principe de notre droit civil, à la liberté et au secret de nos conventions. Si, dans certaines circonstances spéciales et justifiées, le législateur a prescrit l'authenticité de l'acte, il n'est pas nécessaire d'étendre cette entrave, avec ses avantages, mais avec ses inconvénients, à toutes les conventions qui portent sur une mutation d'immeubles. Le profit le plus certain serait pour le budget du notariat.

L'acte sous seings privés peut être simple, régulier, d'une rédaction facile et peu coûteuse. Tous ces avantages seraient réunis si le contractant trouvait sur la feuille de papier timbré qu'il achète un cadre imprimé contenant, sans stipulations accessoires, les éléments essentiels d'une convention dont les effets sont expliqués dans nos Codes. Les parties constateraient elles-mêmes aisément et sans intermédiaires coûteux ce dont elles seraient verbalement convenues, et elles assureraient la convention de leur acte par l'enregistrement intégral signé. Ce serait donc rendre un service considérable aux 20 millions de contractants qui existent en France sans violer le privilège dont jouissent nos 10,000 notaires, que d'offrir aux contribuables, sans augmenter l'impôt, l'avantage de la régularité et de la conservation des actes sous seings privés, au lieu de se borner à jeter dans les communes les plus reculées la feuille de timbre blanche et de favoriser ainsi la multiplication des sous seings privés onéreux et irréguliers.

Le budget y trouverait d'ailleurs un profit évident.

En effet, il n'y a que deux moyens d'accroître les ressources que lui procure l'impôt; il faut augmenter les tarifs ou le nombre des contribuables, élever les quotités ou élargir la matière imposable. L'exhaussement des taxes est un moyen impopulaire et d'un succès douteux, surtout lorsqu'elles passent déjà pour exorbitantes. Mais en matière d'enregistrement elles pèsent sur les mutations et sur les actes; sur les actes notariés qui n'échappent pas à la formalité, et sur les actes sous seings privés qui lui échappent aisément. C'est donc l'acte sous seings privés qu'il s'agit d'attirer à l'impôt; or, le vrai moyen, le seul acceptable, pour le convertir et l'habituer aux formalités du timbre et de l'enregistrement consiste à les rendre utiles.

Considéré non plus comme formalité, mais simplement comme impôt, l'enregistrement peut encore être mieux utilisé, et servir notamment à favoriser le développement de certaines conventions qui intéressent au plus haut point les populations agricoles et la société tout entière.

A l'appui de ce principe j'ai cité trois exemples et démontré comment on aiderait à la multiplication des baux et à la transcription des par-

tages anticipés, par la substitution du droit fixe au droit proportionnel et à celle des prêts du crédit foncier agricole par la diminution du proportionnel.

Un dernier exemple complétera ma démonstration.

Tous ceux qui désirent la certitude de la propriété rurale, le développement du crédit foncier, ou la prospérité du budget, tous les députés qui s'occupent sérieusement des populations agricoles signalent un fait déplorable le défaut de transcription des ventes d'immeubles peu d'importance, c'est-à-dire des biens d'une valeur de 200 fr. et dessous. La cause de ce mal n'est un secret pour personne; elle est en grande partie dans l'élévation relative des frais de constatation des ventes, impôts; les droits de timbre, d'enregistrement et d'hypothèque, surtout les frais d'actes sont tels que souvent ces conventions restent à l'état latent, qu'elles soient verbales ou écrites.

Il n'est guère possible de chiffrer le préjudice qui en résulte pour la certitude de la propriété foncière et pour le crédit foncier. Mais on peut faire des calculs qui présenteront quelque intérêt au point de vue du budget et des recettes.

En 1846, sur 1 million 226,174 ventes d'immeubles enregistrées ont produit 97 millions 871,555 fr. 76 c. de droits d'enregistrement. 758,287 avaient pour objet des immeubles dont le prix était de 500 fr. ou inférieur à 500 fr. — Sur 1 million 433,644 actes à transcrire, 243,000 posés de 1 million 226,174 ventes, et de 207,470 donations, 243,000 ont été transcrits, c'est-à-dire à peu près le sixième.

Les valeurs ont progressé; peut-être le nombre des ventes a-t-il augmenté. Admettons, pour simplifier les calculs, que les ventes de 500 fr. et au-dessous soient annuellement de 1 million, et que celles de 200 fr. et au-dessous soient des deux cinquièmes de ce chiffre: 400,000 ventes de 200 fr. et au-dessous, c'est-à-dire 400,000 ventes de 200 fr. en moyenne représentent un capital de 40 millions. Les droits perçus sur les ventes enregistrées s'élèvent donc à 2 millions 400,000 fr. par an.

Mais il est constant :

1^o Que, pour éviter l'application rigoureuse de la proportionnalité des droits, les contractants altèrent le prix de ces ventes, espérant que l'administration ne pourra ou ne voudra pas contrôler l'exactitude de l'indication de la valeur vénale ;

2^o Que nombre de ces actes ne sont pas transcrits ;

3^o Que beaucoup d'autres ventes ne sont pas même enregistrées. Dès lors on est conduit à se demander si ce ne serait pas faire peu d'intelligence et d'habileté que de renoncer absolument à 2 millions 400,000 fr. de droits d'enregistrement, dont l'équivalent se trouverait aisément sous une autre forme.

Voici comment il me semble possible de remédier au mal et d'obtenir que les ventes de petits immeubles ruraux soient constatées et transcrites presque sans frais.

La constatation est possible et facile; moyennant 1 fr., les deux doubles d'une formule timbrée seraient fournis par l'État; je ne me répéterai pas sur ce point.

La transcription se ferait moyennant un droit fixe de 1 fr., avec exemption du droit et de la formalité de l'enregistrement et sans paiement des droits de timbre des registres employés à la transcription, mais à la condition que l'acte serait porté directement à la conservation dans les vingt jours de sa date.

En un mot, la constatation et la transcription coûteraient 2 fr.

Cependant, afin de prévenir et de punir les fraudes, afin d'éviter, par exemple, le morcellement de la vente d'une propriété en ventes de parcelles et la dissimulation des prix, des précautions dont le détail est inutile ici seront nécessaires.

Je m'arrête à ce dernier exemple. En résumé, à l'aide de ces modifications, la législation sur l'enregistrement peut devenir moins inique, moins onéreuse et moins inutile. Il faut la retoucher à ce point de vue, s'attacher à effacer les antinomies qui existent entre elle et la législation civile, refondre les éléments disparates dont elle se compose, l'élever à la hauteur de la science économique, en un mot, la codifier, la rajeunir, et, que l'on me passe cette expression, la civiliser.

Cette transformation serait éminemment populaire. Peut-on douter de l'accueil que les populations agricoles feraient aux députés qui leur diraient :

— « Nous avons obtenu la diminution du chiffre et du poids de l'impôt et l'utilisation de formalités qui contribueront à la certitude de la propriété foncière et au développement du crédit foncier.

« Désormais, vous ne payerez les droits de succession que sur l'actif net, les droits de succession et de donation que sur la moitié de la valeur vénale lorsque les biens transmis seront des terres cultivées; le droit d'obligation sur les prêts à longs termes consentis sur immeubles ruraux est réduit de moitié; la transcription de vos partages anticipés sera gratuite; l'enregistrement immédiat de chacun de vos baux ne coûtera que deux francs; la vente de tout immeuble d'une valeur inférieure à 200 fr. sera exempte de l'enregistrement et soumise seulement à un droit fixe de transcription, pourvu qu'elle soit transcrite dans les vingt jours de sa date.

« La feuille de timbre que vous achèterez contiendra les éléments substantiels des actes ordinaires, et vous pourrez ainsi les rédiger souvent sans recourir à des intermédiaires coûteux; l'enregistrement, si vous demandez qu'il soit intégral et si vous le signez, sera pour vous l'équivalent d'un double déposé; enfin, si, pour arriver au bornage, vous re-

querez le concours des employés du cadastre, ce concours sera gratuit, et les actes nécessaires à cette opération seront exempts du timbre et de l'enregistrement.

« Tous ces avantages sont le résultat d'une entente entre le gouvernement et vos députés. Ils ont été conquis sans compromettre les ressources du budget, sans porter atteinte aux bases de l'impôt. Cette conquête est le fruit d'études consciencieuses; les documents qui ne figuraient pas dans les statistiques officielles ont été exhumés, compulsés et complétés; la jurisprudence a révélé non-seulement les textes controversés et par conséquent défectueux, les taxes improductives et maladroites, les obscurités, les lacunes et les insuffisances de la loi, mais encore ces tendances manifestes, indice involontaire du mouvement des idées qui sont moins la consécration du passé que la préparation de l'avenir. La législation de l'impôt s'est améliorée; un véritable progrès social s'est accompli. »

Assurément, avant que cette apologie soit possible, avant le succès, les difficultés se présenteront, et pour leur résister toute la ténacité de la conviction sera nécessaire. « Vous ne devez compter, m'a-t-on dit, ni sur le Corps législatif, ni sur l'administration. Le Corps législatif n'a pas le droit d'initiative; ces questions ne lui seront pas soumises; elles lui seraient indifférentes; il ne les appuierait pas, et son patronage serait complètement inefficace. L'administration sait que l'impôt existe depuis longtemps, que les produits augmentent chaque année; elle trouve qu'il fonctionne bien; elle se tient pour satisfaite. D'ailleurs ses tendances ne sont-elles pas plus fiscales qu'économiques? N'a-t-elle pas proposé de rétablir sur les apports sociaux et matrimoniaux un impôt que les législateurs de l'an VII avaient supprimé comme contraire au développement social, et d'établir sur les chèques un droit de timbre que l'on a repoussé comme entrave au développement du crédit en France? Vous ne gagnerez à ces luttes qu'une haine punique dont vous pâtirez tôt ou tard. »

Ces objections ne devaient pas m'arrêter; je crois à l'influence des honnêtes gens et des idées honnêtes. Je ne me suis attaché qu'aux idées sans me préoccuper des personnes. J'estime assez l'administration publique pour la placer au-dessus de ces rancunes mesquines. J'ai dit et je suis prêt à défendre verbalement ou par écrit ce qui me paraît être la vérité. Enfin, en apportant mon tribut, si mince qu'il soit, à l'enquête agricole, je ne relève que du décret, qui en l'instituant, afin qu'elle fût complète, a fait virtuellement appel à tout fonctionnaire compétent, à toute opinion indépendante, et de ma conscience dans laquelle je trouve la satisfaction du devoir accompli.

ABEL LEMERCIER,

Docteur en droit, Chef à la Direction générale de l'enregistrement
des domaines et du timbre.

DES NAISSANCES ILLÉGITIMES EN EUROPE

I. Du mouvement des naissances naturelles en Europe. — II. Causes des différences que nous venons de constater. — III. Mortalité des enfants légitimes et naturels. — IV. Du rapport sexuel dans les naissances illégitimes. — V. De la reconnaissance et de la légitimation des enfants naturels. — VI. Des mesures propres à diminuer le coefficient d'illégitimité ou à en atténuer les conséquences.

Les questions que soulève l'étude des naissances naturelles en Europe sont aussi nombreuses que graves. Nous ne traiterons ici que les suivantes, pour lesquelles la statistique nous offre de précieux éléments de solution.

1° Quel a été, à diverses époques, le rapport de ces naissances à la fécondité générale des populations européennes ?

2° Comment expliquer les différences sensibles que présente ce rapport de pays à pays ?

3° La mortalité des enfants naturels n'est-elle pas supérieure à celle des enfants légitimes ?

4° La prédominance du sexe masculin n'est-elle pas plus accusée dans les naissances légitimes ?

5° Dans quelle proportion les enfants illégitimes sont-ils ou reconnus ou légitimés ?

6° Existe-t-il des moyens de diminuer le nombre des naissances illégitimes ?

I

DU MOUVEMENT DES NAISSANCES NATURELLES EN EUROPE.

En faisant connaître les résultats de nos recherches sur ce point, nous classerons les pays qui en ont été l'objet par ordre alphabétique de noms.

ALLEMAGNE (moins l'Autriche et la Prusse).

Bade. — Le rapport des naissances naturelles à 100 naissances totales s'est élevé à 15.1 de 1839 à 1861, et à 16.1 de 1852 à 1863. La moyenne pour la période 1833-63 est de 15.4.

Bavière. — Sur 100 naissances totales, 20.92 étaient naturelles, de 1836 à 1840 ; 20.57 de 1841 à 1845, 20.53 de 1846 à 1850 ; 20.86 de

1851 à 1855; 22.83 de 1856 à 1860. Ici, l'accroissement n'est très-caractérisé que dans la dernière période.

Hanovre. — Le rapport est de 11.20 pour la période 1849-1853. Il a oscillé ainsi qu'il suit dans les cinq années ci-après :

1849.	10.92	1856.	11.82
1852.	10.25	1858.	10.70
1854.	12.31	Moyenne. . .	11.20

Mecklembourg. — Le rapport des naissances naturelles au total des naissances a suivi le mouvement ci-après : de 1808 à 1817, 8.33; de 1818 à 1827, 11.11; de 1828 à 1837, 14.29; de 1838 à 1847, 21.00; de 1848 à 1857, 25.00; en 1858, 25.32, et en 1859, 25.84, ou plus du quart des naissances totales.

Saxe royale. — On a compté de 1859 à 1861, 15.40 naissances naturelles sur 100 naissances totales. Les documents antérieurs indiquent un mouvement croissant très-caractérisé.

Wurtemberg. — D'après une moyenne déduite des années 1830-48, le rapport est de 11.39. Il s'est élevé à 12.82 de 1849 à 1855, et à 16.22 de 1856 à 1864.

La moyenne pour l'Allemagne entière déduite, pour les pays dont il vient d'être parlé, des périodes ou années les plus récentes, est de 17.81.

AUTRICHE.

Le rapport d'illégitimité déduit de la période 1853-1857 est, pour la monarchie entière, de 8.90. Mais il varie assez sensiblement d'après les nationalités. Dans sa statistique de l'Autriche (1853), dont les éléments ont été puisés aux sources officielles, J. Hain signale un accroissement des naissances naturelles dans toutes les parties de la monarchie pour lesquelles il a pu recueillir des renseignements. En 1864, d'après les derniers documents officiels, il a été de 10.9 p. 0/0.

BELGIQUE.

Le rapport a été de 6.94 de 1841 à 1845; de 6.87 de 1846 à 1850; de 8.19 de 1851 à 1855; de 7.65 de 1856 à 1860; de 7.28 de 1860 à 1864. L'accroissement constaté de la 2^e à la 3^e période est considérable: mais il n'a pas persisté.

ESPAGNE.

D'après les documents officiels, sur 100 naissances totales, 5.50 étaient naturelles en 1858; 5.57 en 1859; 5.62 en 1860; 5.50 en 1861; 5.50 en 1862; 5.52 en 1863; 5.54 en 1864. La moyenne est de 5.54.

FRANCE.

Le coefficient d'illégitimité n'a pas très-sensiblement varié. De 5.39 en 1800-1815, il s'élève à 7.05 de 1820 à

de 1831 à 1835; à 7.42 de 1836 à 1840. Il descend ensuite à 7.15 de 1841 à 1845, pour remonter à 7.16 de 1846 à 1850; à 7.28 de 1852 à 1855; à 7.51 de 1856 à 1860; à 7.54 de 1861 à 1863; à 7.45 de 1863 à 1865. On constate donc en France deux mouvements d'accroissement assez peu caractérisés, d'ailleurs, séparés par une période de diminution.

ITALIE.

Le rapport varie très-notablement de province à province. Dans les anciens États sardes, il a été de 2.13 de 1828 à 1857; en Lombardie, de 3.82 en 1850; dans l'ancien duché de Parme, de 4.75 de 1852 à 1857; dans l'ancien duché de Modène, de 1.59 en 1857; dans la Toscane, de 6.11 en 1860; dans l'ancien royaume de Naples, de 4.89 en 1855; en Sicile, de 6.61 en 1858. La rareté des documents officiels ne permet pas de comparaison avec des années ou périodes, soit antérieures, soit postérieures.

En ce qui concerne le royaume d'Italie (moins la Vénétie), les documents officiels lui attribuent un coefficient de 1.12 p. 100 en 1863, et de 1.17 en 1864. Mais ces rapports se modifient assez sensiblement si, aux enfants naturels, déclarés tels à l'état civil, on réunit, comme il y a lieu de le faire, au moins pour la plus grande partie, la catégorie des naissances désignées dans ces documents sous le nom d'*Esposti* (enfants trouvés ou exposés) presque tous naturels. Dans ce cas, le rapport monte à 4.9 en 1863, et à 5.1 en 1864.

PAYS-BAS.

Le rapport a été, en moyenne, de 4.22, avec une tendance à l'accroissement assez marquée, de 1850 à 1859. De 1860 à 1864, il est tombé à 4.09.

PORTUGAL.

On trouve, pour 1850, un rapport de 15.84, le plus élevé que nous ayons constaté après celui de la Bavière. Les documents manquent pour les années antérieures et postérieures.

PRUSSE.

De 8.36 de 1859 à 1861, il est monté à 9 de 1862 à 1864; mais ce rapport ne saurait être exactement comparé avec les précédents, les documents officiels de ce pays confondant les mort-nés (parmi lesquels se trouve un nombre exceptionnel d'enfants naturels) avec le total des naissances, tandis que nous avons pu les distraire pour les autres populations.

ROYAUME-UNI.

Angleterre. — Le rapport des naissances naturelles aux naissances totales ramenées à 100 semble être en voie de décroissance : 6.71 de

1841 à 1850; 6.59 de 1851 à 1855; 6.49 de 1856 à 1860, et 6.39 de 1860 à 1863. Mais il ne faut pas perdre de vue que, dans ce pays, la déclaration de la naissance elle-même n'est pas obligatoire sous une sanction pénale comme sur le continent; il y a donc lieu de croire que ses filles-mères ne s'y font aucun scrupule de dissimuler le véritable état civil de leurs enfants, au moins toutes les fois qu'elles ne les laissent pas à la charge de la paroisse.

Écosse. — Le rapport a suivi, de 1856 à 1863, un mouvement ascendant presque continu : 8.5 en 1856; 8.5 en 1857; 9 en 1858; 9.1 en 1859; 9.2 en 1860; 9.3 en 1861; 9.5 en 1862; 10.0 en 1863; 9.8 en 1864; 9.9 en 1865, et 10.1 en 1866.

RUSSIE.

Le rapport a été, en 1858, de 4.16 dans les possessions d'Europe; de 4.74 en Sibérie; de 0.44 seulement dans le Caucase. On ne sait au juste, dans l'état actuel de la tenue de l'état civil en Russie, quelle peut être la valeur de ces renseignements.

SCANDINAVIE.

Danemark. — On y a compté 10.98 naissances hors mariage sur 100, de 1835 à 1844, et 11.48 de 1845 à 1849. Nous ne connaissons pas de document officiel sur la matière depuis cette époque.

Suède. — Le rapport a été de 8.79 de 1856 à 1860. Dans ce pays, l'accroissement est presque continu depuis le commencement du siècle.

Norwége. — Le coefficient est resté à peu près stationnaire : 8.05 de 1841 à 1845; 8.29 de 1846 à 1850; 8.35 de 1851 à 1855; 8.33 de 1856 à 1860.

SUISSE.

On ne connaît que pour un petit nombre de cantons le mouvement des naissances naturelles. — Dans le canton de Vaud, sur 100 naissances totales, 4.62 avaient lieu hors mariage de 1821 à 1830; 4.34 de 1831 à 1840; 4.72 de 1841 à 1850, et 5.34 de 1851 à 1860. — Dans le canton de Zurich, le même rapport a été : de 4.15 de 1841 à 1845; de 4.66 de 1846 à 1850; de 5.13 de 1851 à 1855; enfin de 5.29 de 1856 à 1858. On voit que l'accroissement est continu. — Dans l'Argovie, 9.01 naissances étaient naturelles sur 100 en 1859. — Dans la Thurgovie, le rapport a suivi la marche ci-après : 2.22 de 1807 à 1810; 1.94 de 1811 à 1814; 2.29 de 1816 à 1820; 3.42 de 1821 à 1825; 3.26 de 1826 à 1830; 3.55 de 1831 à 1835; 3.56 de 1836 à 1840; 3.80 de 1841 à 1845; 4.06 de 1846 à 1850; 4.73 de 1851 à 1855, et 5.42 de 1856 à 1859. — Dans le canton de Glaris, le rapport a été de 1.10 en 1841-1845; de 1.45 en 1846-1850; de 1.55 en 1851-1855; de 1.21 en 1856-1859; dans le demi-canton

de 4.43 de 1856 à 1859. — Dans le canton de Genève, de 11.5 en 1862, de 11.6 en 1863, de 10.9 en 1864. — A des dates récentes, de 5 dans le canton de Neuchâtel; de 8 à Schaffouse; de 7 à Berne et à Bâle; de 9.13 à Soleure.

Ces chiffres se rapportent à des cantons protestants. Les suivants sont les seuls que nous ayons pu nous procurer pour des cantons catholiques. En 1859, on a constaté, à Lucerne, 15.15 naissances hors mariage sur 100; à Zoug, en 1858, 3.38; à Saint-Gall, 5.78 en 1859; Fribourg, 6.8 en 1863. Lucerne se fait remarquer par son coefficient exceptionnel, qui est égal à celui du Portugal.

Si l'on compare ceux des divers pays ci-dessus pour lesquels nous avons pu nous procurer des documents remontant à des périodes plus ou moins éloignées, on constate que le rapport qui nous occupe n'est stationnaire qu'en Angleterre, en Hanovre, en Norwége, en Belgique, en France et dans les Pays-Bas.

Si on les rapproche au point de vue du coefficient d'illégitimité, on trouve qu'ils se classent par ordre décroissant ainsi qu'il suit : Allemagne, 17.81; — Portugal, 15.84; — Lucerne (Suisse), 15.15; — Danemark, 11.48; — Autriche, 10.9. — Genève, 10.9; — Soleure, 9.13; — Écosse, 10.1; — Argovie (Suisse), 9.01; — Prusse, 9; — Suède, 8.79; — Norwége, 8.33; — Schaffouse, 8; — France, 7.51; — Belgique, 7.28; — Bâle et Berne, 7; — Angleterre, 6.49; — Fribourg (Suisse), 6.8; — Saint-Gall (Suisse), 5.78; — Espagne, 5.54; — Vaud (Suisse), 5.34; — Zurich (Suisse), 5.29; — Thurgovie (Suisse), 5.12; — Italie, 5.1; — Neuchâtel, 5; — Nidwalden (Suisse), 4.43; — Pays-Bas, 4.9; — Russie, 4.0; — Zoug (Suisse), 3.38; — Glaris 1.21.

II

CAUSES DES DIFFÉRENCES QUE NOUS VENONS DE CONSTATER.

Ce classement opéré, et en admettant comme exacts les renseignements qui lui ont servi de base, on est naturellement appelé à se demander quelles sont les influences sous lesquelles se produisent les grandes différences que nous venons de constater.

L'influence climatérique ou géographique existe-t-elle? La négative n'est pas douteuse, puisque le Portugal est presque en tête et que l'Espagne occupe le 20^e rang dans la liste; puisque le Danemark est au 4^e et la Russie au 29^e.

La nationalité exerce-t-elle une action quelconque? Ici la négative ne saurait être aussi catégoriquement affirmée; on voit, en effet, l'Allemagne figurer au 1^{er} rang, et elle est suivie à une faible distance par l'Autriche et la Prusse. Les deux pays scandinaves Suède et Norwége ont à peu près le même coefficient; mais, malgré la presque commu-

nauté d'origine, ils sont à une assez notable distance du Danemark. Les populations suisses d'origine allemande ont des coefficients très-différents, puisqu'ils varient de 15.15 (Lucerne) à 1.21 (Glaris). Les pays de race latine présentent également des écarts très-considérables : 15.84 (Portugal) et 5,54 (Espagne.) On est frappé de la presque identité du rapport belge et français.

Nous mentionnerons toutefois un fait assez important dans le sens de l'influence, au moins apparente, de la race sur l'illégitimité. Le docteur Thompson a remarqué (*Illegitimacy in Scotland 1863*), que le nord-ouest de l'Écosse, habité par la race celtique, ne donne que 5.8 naissances naturelles pour 100, tandis que le nord-est, habité par les Saxons et les Northmen, en fournit 15. Nous verrons toutefois plus loin que ce savant reconnaît d'autres influences que celles de la race.

La différence des cultes se fait-elle sentir dans celle des rapports d'illégitimité? Nous ne le croyons pas. Si la Bavière, le duché de Bade, le Portugal, Lucerne et, à une certaine distance, l'Autriche sont au nombre des pays qui ont le plus de naissances naturelles, les cantons de Saint-Gall, de Nidwalden et de Zoug, l'Italie et l'Espagne appartiennent à la catégorie opposée. D'un autre côté, si Glaris, canton protestant, n'a que 1,21 naissances hors mariage, la Saxe royale (protestante) en compte 15,40, le Wurtemberg 16,22, le Danemark 11,48, etc.

La prédominance de l'industrie agricole ou manufacturière a-t-elle un effet appréciable sur le mouvement de l'illégitimité? Les documents qui précèdent sont plutôt négatifs qu'affirmatifs sur ce point. Si la Saxe, le pays le plus industriel de l'Allemagne, a le plus fort coefficient, le Portugal, contrée essentiellement agricole, est au même rang. En Suisse, Lucerne, canton agricole, est au même rang que la Saxe et le Portugal, tandis que Zurich, canton industriel, a près de deux tiers de moins d'enfants naturels. La Belgique et l'Angleterre, pays plus manufacturiers qu'agricoles (malgré l'état florissant de leur agriculture), n'ont guère qu'un coefficient moyen.

Il y a donc lieu de penser que les causes de l'illégitimité sont surtout locales. Nous en indiquerons quelques-unes.

Les obstacles apportés au mariage constituent certainement la plus importante, la plus tristement efficace de toutes. Nous venons de voir que le Mecklembourg est l'État de l'Europe qui a le plus de naissances naturelles; or, dans ce duché, encore soumis, comme on sait, au régime féodal, les paysans ne peuvent se marier sans le consentement de leurs seigneurs. Vainement l'autorité locale fait-elle administrer un châtiment corporel ignoble (la bastonnade) à la femme qui accouche hors mariage; les lois de la nature sont plus fortes que tous les moyens d'intimidation.

Si la Bavière a un coefficient d'illégitimité si élevé, c'est qu'elle

riage des indigents y est subordonné au consentement de l'autorité. On lit, à ce sujet, ce qui suit dans une feuille locale : « Sur les 528,345 naissances constatées de 1861 à 1864, 101,917 ou le cinquième étaient illégitimes. C'est là une proportion qui n'est atteinte dans aucun autre pays de l'Europe. La cause en est dans les obstacles que l'autorité communale oppose systématiquement aux mariages, dans la crainte que les enfants ne tombent un jour à la charge de la commune. Ces obstacles, inspirés par un esprit de prévoyance étroite, ont pour effet d'altérer l'esprit de famille et le sentiment moral des populations. Le gouvernement semble s'en apercevoir et on assure que la réforme de cet état de choses sera un des principaux objets d'un projet de loi en voie de préparation. »

L'observation qui précède est confirmée par ce fait que, dans le Palatinat, où le mariage est libre, le nombre des naissances naturelles est notablement moindre, bien que l'âge moyen des époux au moment du mariage soit plus élevé que dans le reste du royaume.

Mais la preuve sans réplique des tristes conséquences du droit laissé à l'autorité locale de condamner les indigents au célibat, se trouve dans le petit nombre des mariages en Bavière. Tandis qu'en France leur rapport à la population est de 1 pour 118 à 122 habitants, il descend en Bavière, à 1 sur 144, terme tout à fait exceptionnel et qui ne se rencontre dans aucun autre état de l'Europe.

Un autre et puissant obstacle au mariage, non-seulement en Bavière, mais encore dans la plus grande partie (naguère dans la totalité) de l'Allemagne, résulte des nombreuses restrictions apportées à la liberté du travail, et des difficultés qu'y rencontre le changement de domicile quand il s'opère de la commune d'origine dans une autre commune.

Un document officiel attribue aux difficultés qu'y rencontre le mariage, difficultés dues surtout aux nombreuses et coûteuses formalités prescrites par la législation, le grand nombre de naissances naturelles dans le grand-duché de Bade. « Impuissants à faire face aux dépenses résultant de ces formalités, bien des gens, dit l'auteur du document, surtout parmi les pauvres, vivent dans le concubinat. »

Frappés de cette influence de la fréquence ou de la rareté relative du mariage sur le coefficient d'illégitimité, quelques statisticiens ont cru pouvoir affirmer que, toutes choses égales d'ailleurs, au point de vue de la composition, par âge et par sexe, des populations, les pays qui ont le plus de mariages ont aussi le moins de naissances naturelles. Cette thèse nous paraît trop absolue; on n'en trouve pas notamment la confirmation en France. En rapprochant les 10 départements où le coefficient des mariages est le plus et le moins élevé, on trouve les résultats ci-après, afférents à l'année 1860, qui peut être considérée comme une année moyenne.

Départements du plus grand nombre de mariages.

	Habitants pour 1 mariage.	Naissances naturelles pour 100 naissances.
Seine.	90	26.00
Charente.	108	4.12
Gironde	109	9.11
Dordogne.	110	4.85
Haute-Vienne.	110	6.14
Allier.	110	4.56
Rhône	111	12.62
Haute-Marne.	113	3.85
Bouches-du-Rhône	113	9.77
Corrèze.	114	4.47
Total et moyenne. . .	1,097	8.55

Départements du moins grand nombre de mariages.

	Habitants pour 1 mariage.	Naissances naturelles pour 100 habitants.
Hautes-Pyrénées.	159	7.43
Moselle.	155	5.59
Pyrénées-Orientales. . .	149	8.17
Haute-Loire.	147	3.39
Hautes-Alpes.	147	2.16
Cantal.	146	5.52
Lozère.	144	4.88
Landes.	142	8.06
Corse.	142	5.40
Vaucluse.	141	4.52
Total et moyenne. . .	1,472	5.51

D'après ce tableau, ce seraient les départements du maximum des mariages qui auraient le plus de naissances naturelles et réciproquement. Toutefois il importe de remarquer que, parmi les départements de la 1^{re} catégorie, figurent ceux qui, comme la Seine, le Rhône et les Bouches-du-Rhône, ont les plus fortes agglomérations urbaines et la population ouvrière la plus considérable; or, c'est à cette population que, d'après les observations les plus dignes de foi, il faut rapporter la plus grande partie des naissances naturelles. Les départements que nous avons rapprochés ne sont donc pas placés, en ce qui concerne les circonstances qui déterminent un coefficient plus ou moins élevé d'illégitimité, dans une situation identique, et il serait peut-être difficile d'en trouver qui fussent exactement comparables à ce point de vue.

Le Dr Engel (Introduction au mouvement de la population)

1854, 5, 32) s'exprime ainsi : « En ce qui concerne l'état civil des habitants d'un pays, il est évident que là où le célibat augmente, les naissances naturelles, toutes choses égales d'ailleurs, doivent suivre un mouvement ascendant. Tel est le cas dans la Saxe-Royale. » Et, dans un tableau qui fait suite à cette observation, l'auteur montre, d'une part, que le nombre des célibataires, des veufs et des époux séparés est en voie d'accroissement, de l'autre, qu'à cet accroissement correspond un rapport de plus en plus élevé des naissances naturelles aux naissances totales.

M. Giulio (introduction au mouvement de la population dans les États Sardes, 1839) établit qu'en Piémont le moindre nombre de naissances naturelles se trouve dans les provinces où le mariage est le plus fréquent. Voici le tableau par lequel il croit pouvoir démontrer cette concordance :

Provinces.	Mariages pour 100 habitants.	Naissances naturelles pour 100 naissances.
Alessandria.	0.804	1.03
Novara.	0.802	1.27
Cuneo.	0.771	1.92
Nizza.	0.704	1.79
Aosta.	0.678	2.32
Savoia.	0.652	1.56

Le même auteur confirme sa démonstration par le tableau ci-après, qui indique que les provinces où l'on compte le plus de mariages précoces (mariages d'hommes au-dessous de vingt ans), ont le moins de naissances naturelles. Dans ce tableau, les provinces sont classées par ordre décroissant des mariages de moins de 20 ans.

Provinces.	Naissances naturelles sur 100 naissances.	sur 100 habitants.
Alessandria.	1.03	0.038
Novara.	1.27	0.048
Nizza.	1.79	0.058
Cuneo.	1.92	0.071
Genoa.	2.47	0.086
Savoia.	2.56	0.082

J. Hain, dans sa statistique de l'Autriche, montre également que les provinces où le mariage est le plus retardé ont un plus grand nombre de naissances naturelles que les autres. Ainsi, le coefficient d'illégitimité est tout à fait exceptionnel dans l'Autriche supérieure, dans le Saltzbourg, dans la Styrie et la Carinthie, où l'état civil attribue l'âge le plus élevé aux époux. M. Hain ajoute à cette observation celle-ci qui n'est pas moins curieuse que l'illégitimité prédomine surtout parmi les *premiers*-

nés. Elle est moins forte dans les *puinés*, parce qu'il y a lieu de supposer qu'un grand nombre de filles-mères ont été épousées plus tard par des séducteurs.

Il faut quelquefois chercher les causes de l'illégitimité dans certains usages, dans certaines traditions qui n'ont rien de commun avec la législation. C'est ainsi qu'en Scandinavie, et particulièrement en Suède, les jeunes gens ne se marient guère dans les campagnes que lorsqu'ils peuvent prendre à loyer, d'un fermier principal, une métairie d'une certaine importance. Le pasteur lui-même refuserait, dit-on, de donner son ministère au jeune couple qui ne se trouverait pas dans cette condition. Or, le nombre des métairies disponibles étant toujours de beaucoup inférieur à la demande, il en résulte que les mariages sont rares et les unions illégitimes fréquentes.

M. Thompson, que nous avons déjà cité, recherchant les causes du grand nombre des naissances naturelles en Écosse, en dehors de l'influence de race mentionnée plus haut, croit les trouver dans les trois faits ci-après : 1° grande prédominance numérique des femmes dans ce pays ; 2° petit nombre des mariages ; 3° âge relativement avancé des époux au moment du mariage. Il est certain que l'Écosse est le pays de l'Europe qui, à population égale, compte le plus de femmes, et où le rapport des mariages aux habitants (malgré des facilités de toute nature et presque exceptionnelles) est un des moins élevés que l'on connaisse (0,69 mariages pour 100 habitants contre 0,80 à 0,81 en France).

En Russie, le petit nombre relatif des naissances naturelles est attribué à la précocité des mariages, précocité due aux faveurs que les seigneurs, sous le régime du servage, et dans un intérêt facile à comprendre, accordaient aux couples mariés.

En Angleterre, le même fait (en le supposant exact, nous avons fait nos réserves sur ce point) est expliqué par deux circonstances d'une extrême gravité : 1° le grand nombre des infanticides, découverts ou non ; 2° l'énorme développement de la prostitution dans les villes et particulièrement à Londres. Disons en passant que, dans ce pays, les coefficients d'illégitimité de chaque comté sont tellement fixes et permanents, depuis l'époque à laquelle ils ont été recueillis pour la première fois, que le directeur général de l'état civil croit pouvoir les attribuer, comme le D^r Thompson pour l'Écosse, à une influence de race.

En France, le chiffre relativement élevé des naissances hors mariage est attribué aux trois causes principales suivantes : 1° les difficultés apportées au mariage par les nombreuses formalités qu'exigent la loi civile (surtout pour les mariages entre Français et étrangers), ainsi que la loi religieuse, encore scrupuleusement respectée par le plus grand nombre des habitants ; 2° l'impunité assu-

au séducteur par l'interdiction de la recherche de la paternité(?); l'âge relativement avancé auquel l'homme contracte mariage.

, dans certaines parties de l'Italie et en Espagne, le coefficient d'illégitimité est en réalité ou paraît être très-faible, peut-être -il l'attribuer à ce fait que les mères ayant été longtemps et même encore (au moins dans quelques villes d'Italie) obligées de déposer dans des hospices spéciaux leurs enfants illégitimes, cette cruelle mesure a eu un effet préventif d'une certaine efficacité. D'un autre côté, dans les pays où l'autorité religieuse a été longtemps armée du bras séculier, on peut croire que les séducteurs ont dû le plus souvent réparer leur faute par les mariages. Il faut, d'ailleurs, tenir compte et du sentiment religieux, et de cette circonstance que les grandes agglomérations urbaines sont rares en Italie et en Espagne.

Nous venons de parler des agglomérations urbaines; étudions un instant leur influence sur le mouvement de l'illégitimité. Cette influence est assez contestable; elle résulte des documents ci-après, au moins en ce qui concerne la France; mais nous croyons pouvoir affirmer que les mêmes faits se produisent partout ailleurs (1).

Enfants naturels pour 100 naissances.

	1861.	1862.	1863.	1864.
Paris (département de la)... .	26.53	26.08	26.38	25.76
Villes (autres que Paris)... .	12.00	11.18	11.47	11.42
Campagnes (2)...	4.32	4.38	4.39	4.42

On voit ainsi que le coefficient d'illégitimité est en raison directe de la densité de la population.

La différence que présentent, à ce point de vue, les trois catégories de communes, ne saurait s'expliquer par un écart analogue dans le nombre de mariages, puisque nous allons voir que ce nombre est également en raison directe de la densité de la population.

	Habitants pour 1 mariage.
Campagnes...	129
Villes...	122
Seine...	118

Il faut donc demander à d'autres circonstances l'explication du phé-

Une exception, toutefois, doit être faite pour l'Ecosse, où le coefficient d'illégitimité est plus considérable dans les campagnes que dans les villes. En 1866, le rapport a été de 9.9 pour les huit principales villes et de 10.5 dans le reste du pays. Le même fait, s'étant produit dans les années antérieures, peut être considéré comme permanent.

Comprenant toutes les communes de moins de 2,000 habitants incluses.

nomène qui nous occupe. Ces circonstances sont diverses ; énumérons les plus importantes.

Et d'abord, un grand nombre de filles-mères viennent chercher dans les villes, dans les villes populeuses surtout, qu'elles peuvent y cacher plus facilement leur triste situation. Les rapports irréguliers entre les deux sexes sont naturellement fréquents là où ils échappent à la notoriété et où les unions illégitimes sont favorisées à la fois par le secret et par une certaine tolérance d'opinion. — Les périls du travail en commun (soit entre hommes et femmes et ce qui est souvent plus dangereux, entre femmes et femmes) sont plus fréquents surtout dans les grandes villes, presque toujours le siège d'industries importantes. — Au sein des classes ouvrières qui habitent ces villes, les nécessités du travail, en séparant, pendant la journée, les parents des enfants, affaiblissent la surveillance des premiers sur les seconds. — C'est dans les grandes villes que se trouve le plus d'adultères des deux sexes. — C'est là encore que la jeune fille est le plus exposée aux plus redoutables séductions, et que la misère livre à ses passions les plus rudes assauts ; enfin, qu'elle est le moins retenue par le respect de la famille, c'est-à-dire par le respect et l'affection de ses parents. — C'est encore là que le mariage rencontre le plus de difficultés au sein des classes ouvrières par suite des frais relativement élevés qu'il entraîne. — N'oublions pas non plus que, dans les grandes villes catholiques où l'assistance publique est donnée aux nouveau-nés, tous les enfants nés de parents inconnus et déposés aux hospices y sont inscrits comme naturels, bien que plusieurs soient légitimes.

Il ne faudrait pas croire que la constatation d'un nombre plus grand de naissances naturelles plus grand dans les villes que dans les campagnes indique d'une manière absolue des rapports plus irréguliers entre les deux sexes. Il est, en effet, reconnu que les campagnes voient beaucoup d'enfants *conçus illégitimes*, l'opinion y étant plus sévère pour le séducteur, et, d'un autre côté, les inégalités de rang, de fortune, y étant sensiblement moindres qu'au sein des villes où elles sont un des plus grands obstacles au mariage du séducteur et de la fille-mère. Enfin, bon nombre de filles enceintes quittent les campagnes pour venir accoucher dans les villes.

Mais, d'un autre côté, le développement rapide de la prostitution secrète et occulte (occulte surtout) dans les villes, y agit préventivement sur le nombre des unions et des naissances naturelles, circonstance qui ne se produit pas dans les campagnes. De là, un autre élément de différence dans la comparaison des deux populations au point de vue de la moralité des rapports sexuels (1).

(1) Ajoutons ici une observation, que nous croyons utile, —

nérale et professionnelle; enfin, à leur faiblesse physique. L'homme tend même à leur enlever, de nos jours, la portion du domaine de la production qui semblait devoir leur appartenir exclusivement, l'industrie du vêtement à leur usage, et ce mouvement est particulièrement facilité par l'invention des machines spéciales.

L'accroissement des armées permanentes, c'est-à-dire d'un nombre d'hommes considérable, voués, à la force de l'âge, à l'oisiveté des garnisons, peut bien avoir l'effet qu'on leur attribue. En France, on a constaté qu'à population civile égale, les villes qui entretiennent de nombreuses garnisons ont plus de naissances naturelles que celles qui n'en ont pas. Adolphe Frantz (statistique de l'Allemagne méridionale et de la Suisse) a fait la même observation dans quelques États allemands. Pour revenir à notre pays, on a cru remarquer, en se rapportant à la période 1800-1815, que lorsque la paix (paix toujours de courte durée) ramenait en France nos armées victorieuses, leur retour était signalé par une recrudescence de naissances naturelles. Voici les faits sur ce point. En 1802, nos troupes quittent le territoire étranger; le nombre de ces naissances s'élève de 42,708, cette même année, à 43,234 en 1803. — En 1810, nouvelle paix (plus prolongée que la première), elles montent de 52,167 à 56,533. — A la paix de 1814, le mouvement progressif est encore plus caractérisé : 55,134 et 60,086. Enfin en 1815, on passe de 60,086 à 62,553.

L'influence de l'indissolubilité du mariage sur les naissances naturelles ne nous paraît pas démontrée en fait, puisque, comme nous l'avons vu, plusieurs États catholiques, grands et petits, où le divorce n'existe pas, présentent le spectacle d'une assez faible fécondité naturelle comparativement à des États protestants. Mais, en théorie, elle nous paraît admissible. Il est certain que les époux séparés, ou qui, sans l'être judiciairement, ont cessé tout rapport, par suite d'une incompatibilité d'humeur ou de toute autre raison, ne sont que trop souvent tentés de chercher, dans une union illégitime, les plaisirs qu'ils ne trouvent plus au foyer conjugal.

Le développement du paupérisme est une des causes générales les plus actives de l'extension de l'illégitimité. Il n'est pas douteux, en effet, que les classes ouvrières ont le plus grand nombre de naissances naturelles. Les rapports publiés en France par les autorités locales sur l'origine des enfants (en grande majorité naturels), admis à l'assistance, après informations sur la situation des parents, sont tous affirmatifs sur ce point. Les recherches de Villermé sur les naissances naturelles dans les divers arrondissements ou quartiers de Paris attribuent également aux moins aisés la plus forte illégitimité. — Heuschling (*Mémoire sur le mouvement de la population à Bruxelles*) a mis en évidence un fait analogue, en constatant ainsi qu'il suit le rapport, par profession, de la fécondité naturelle à la fécondité totale.

Professions.	Naissances légitimes pour 1 naissance naturelle.
Industrie et commerce.	3,68
Domestiques et journaliers. . .	1.79
Professions libérales.	41.90
Propriétaires.	7.14

On a attribué aux diverses législations sur le droit des filles-mères l'obtenir des secours des séducteurs et sur celui des enfants naturels de rechercher leurs parents, une influence sur le nombre des naissances illégitimes que nous examinerons dans une autre partie de ce travail.

Les mêmes causes morales et économiques qui diminuent la fécondité générale ou légitime, agissent-elles sur la fécondité naturelle ?

Les observations dans ce sens sont rares et peu concluantes.

Dieterici (Introduction aux *Tabellen* de 1849) a remarqué que, tandis que, par suite de la cherté de 1847, de la diminution des mariages qui en avait été la conséquence, et des troubles politiques de 1848, le rapport des naissances à la population est tombé, en Prusse, de 1 sur 25.47 habitants, moyenne de la période décennale antérieure, à 1 sur 28.29, le rapport des naissances naturelles au total des naissances est descendu de 1 sur 13,64 à 1 sur 15.27. — Le même phénomène s'était déjà produit en 1831 sous le coup de préoccupations politiques analogues. Ainsi, le coefficient d'illégitimité, de 1 sur 13.97, moyenne de la période décennale antérieure, s'était abaissé à 1 sur 14.64.

En France, la constance du rapport entre les naissances légitimes et naturelles dans les années de cherté et d'abondance, semble indiquer que les deux fécondités s'élèvent ou s'abaissent dans la même mesure sous l'influence des mêmes circonstances ; c'est ce qu'indiquent les deux tableaux ci-après :

I. Années d'abondance.

Années.	Prix moyen du blé.	Naissances naturelles pour 100 naissances totales.
1841.....	18.54	7.28
1842.....	19.33	7.14
1843.....	19.46	7.10
1844.....	19.73	7.23
1845.....	19.75	6.99
1848.....	16.05	7.11
1849.....	15.37	7.13
1850.....	14.32	7.30
1851.....	14.48	7.18
1852.....	17.23	7.24
1858.....	16.75	7.70
1859.....	16.74	7.90
1863.....	19.78	7.55
1864.....	17.58	7.54
Moyenne.....		7.31

II. Années de cherté.

Années.	Prix moyen du blé.	Naissances naturelles pour 100 nais- sances totales.
1846.....	24.05	7.13
1847.....	29.01	7.12
1853.....	22.29	7.29
1854.....	28.82	7.59
1855.....	29.32	7.12
1856.....	30.73	7.17
1857.....	24.37	7.54
1860.....	20.24	7.24
1861.....	24.55	7.63
1862.....	23.24	7.43
Moyenne.....		7.32

III

MORTALITÉ DES ENFANTS LÉGITIMES ET NATURELS.

Nous avons constaté le fait, à peu près général, de l'accroissement des naissances naturelles en Europe. Cet accroissement est d'autant plus regrettable, que la mortalité des enfants illégitimes est de beaucoup supérieure à celle des enfants légitimes.

Cette différence de vitalité se manifeste jusque dans le sein de la mère, comme l'indique le tableau ci-après (mort-nés légitimes et naturels pour 100 conceptions).

Pays.	Périodes.	Mort-nés	
		Légitimes.	Naturels.
Autriche.....	1846-1860	1.35	3.26
Bavière.....	1856-1860	2.85	3.23
France.....	1856-1860	4.04	7.36
Hanovre.....	1854-1858	3.72	4.44
Pays-Bas.....	1850-1859	4.90	8.59
Saxe-Royale..	1858-1861	4.18	5.41
Suède.....	1856-1860	3.07	4.98
Norwége.....	1841-1860	3.85	6.32

Ainsi les chances de mortalité avant, pendant et peu après l'accouchement sont moindres pour les produits des conceptions légitimes que pour ceux des conceptions hors mariage. Les causes en sont faciles à trouver. La fille-mère, en supposant même qu'elle ne recoure pas aux abortifs pour faire disparaître le résultat de la séduction, ne néglige aucun effort pour le dissimuler le plus longtemps possible ; de là des manœuvres et notamment des pressions, qui font obstacle au libre développement du fœtus et peuvent même compromettre sa vie. Il faut tenir compte également de l'action délétère exercée sur la santé de l'enfant et de la mère par le chagrin de celle-ci (dans le cas presque général de la disparition du séducteur), par ses privations, par ses travaux excessifs, quelquefois par ses dérèglements et ses excès de toute nature. L'accouchement de la fille-mère est, en outre, souvent clandestin ; de là, de nombreux périls pour elle et son enfant.

Il est assez remarquable que, tandis que le nombre des mort-nés pour les naissances légitimes varie assez sensiblement dans les villes et les campagnes, il n'en est pas de même pour les naissances naturelles.

Voici les rapports de 1864 :

	Mort-nés pour 100 conceptions	
	légitimes.	naturels.
Seine.....	6.36	8.43
Villes.....	4.77	8.54
Campagnes.....	3.76	6.42

Montrons maintenant que cette différence dans les chances de mortalité entre les deux catégories d'enfants se poursuit au delà des premiers jours de la naissance.

En Autriche, le relevé du mouvement de l'état civil de 1864 attribue les mortalités ci-après, pour 100 naissances totales, aux enfants légitimes et naturels de la naissance à 1 an.

Enfants	
légitimes.	naturels.
23.95	32.75

La différence n'est pas moins sensible, si nous calculons le rapport pour les nés vivants, c'est-à-dire pour l'ensemble des naissances moins les mort-nés :

Enfants	
légitimes.	naturels.
24.30	33.80

En Bavière (période 1857-1858 à 1861-1862), tandis qu'on a compté, à la naissance, 78.9 naissances légitimes, pour 21.1 naturelles, aux décès, on a trouvé 75,8 individus nés dans le mariage pour 24.2 nés hors mariage. En s'arrêtant aux décès de la première année, tandis que, sur 100 enfants nés en même temps, sans distinction d'état civil, 32.4 sont morts dans les 12 mois qui ont suivi la naissance, ce rapport descend à 31.1 pour les enfants légitimes et s'élève à 37.1 pour les naturels.

En France, sur 100 enfants légitimes nés en même temps, 17.08 sont décédés dans la première année de leur naissance, en 1857-1860, et 16.56 en 1861-1864; — pour le même nombre d'enfants naturels, on a constaté 33.18 décès, dans la première période et 32.12 dans la seconde. Nous venons de voir qu'en Bavière, la mortalité des individus sans filiation légitime est plus considérable à tous les âges que celle de l'ensemble de la population; un fait analogue a été observé à Berlin pour les décès de 0 à 15 ans. En 1856, le rapport des enfants illégitimes décédés dans cette série d'âges au total des décédés des mêmes âges, a été de 17.82 pour 100, tandis qu'on n'en avait compté que 13.63 pour 100 naissances totales. La différence est encore plus saillante si l'on rapporte les décès de 0 à 15 ans des deux catégories d'enfants à leurs naissances respectives; on trouve alors les termes ci-après :

Décès pour 100 naissances		
totales.	légitimes.	naturels.
42.08	42.03	55.13

Comment expliquer cette mortalité extraordinaire? Évidemment, par les causes mêmes qui déterminent le coefficient mortuaire exceptionnel des enfants naturels pendant la gestation et à la naissance. Il est permis de croire, en effet, que l'enfant illégitime, lors même

qu'il a échappé aux dangers de la vie intra-utérine, est doué, en naissant, par suite des circonstances que nous avons fait connaître, d'une moindre vitalité que l'enfant issu du mariage (1). Il vient donc au jour avec des germes de maladies qui doivent abrégier sa vie, les mêmes qu'il rencontrerait, dans le cours de son existence, les mêmes soins, les mêmes appuis, en un mot, la même situation morale ou matérielle que ce dernier. Mais avons-nous besoin de dire qu'il n'en est point ainsi? S'il est abandonné par ses parents, hors d'état de l'élever, il est recueilli par l'hospice; or, on connaît la mortalité exceptionnelle (par des raisons que nous n'avons point à développer ici) des pupilles de ces établissements. On sait, en outre, que, privé à 12 ans de l'assistance hospitalière, il devient à peu près libre à un âge critique, c'est-à-dire, lorsqu'il va faire son entrée dans un monde où la sympathie sera l'exception, et l'indifférence, mieux encore une véritable hostilité, la règle. Sans doute, la tutelle de l'hospice lui reste; mais cette tutelle est, dans le plus grand nombre des cas, illusoire, surtout avec les facilités de déplacement actuelles qui permettent à l'enfant de mettre, à volonté, entre l'établissement nourricier et lui, des distances considérables. Le pupille est loin, d'ailleurs, d'avoir été armé contre les épreuves de la vie par une forte éducation morale et religieuse, par une instruction solide et variée. Quelques vagues notions du catéchisme, la lecture et l'écriture dans des conditions souvent très-imparfaites, voilà les seuls moyens que l'hospice lui a donnés de se faire sa place au soleil, alors que le vice indélébile de sa filiation lui suscitera des obstacles de nature à décourager la plus énergique volonté. Aussi les privations, la misère, puis les mauvais exemples, les mauvaises relations ne tarderont-elles pas à obscurcir sa raison, à paralyser ses meilleurs instincts, et à le faire dévier de la voie qui conduit, par le travail et l'honnêteté, à l'aisance, quelquefois à la fortune, toujours à l'estime publique. La situation sera bien autrement critique, les difficultés seront bien autrement grandes, si le pupille de l'hospice est une fille. Oh ! alors le triste, mais très-instructif livre de Parent-Duchâtelet nous apprendra comment elle finit presque toujours, lorsque la nature l'a douée de quelque beauté... (2).

(1) Depuis quelques années, les comptes rendus du recrutement font connaître les résultats de cette opération, d'abord pour l'ensemble des inscrits, puis séparément pour les élèves des hospices (enfants assistés et en très-grande majorité enfants naturels). Or, tandis que la moyenne générale des exemptions pour infirmités et faiblesse de constitution est de 28.14 0/0, elle s'élève, pour cette dernière catégorie de recrues, à 35.53.

(2) *De la Prostitution dans la ville de Paris*. D'après cet auteur, sur

L'enfant naturel est-il resté aux côtés de sa mère; celle-ci, bravant les sévérités de l'opinion, a-t-elle voulu garder ce témoin vivant de sa chute : alors, deux personnes sont frappées à la fois. Déjà à peu près impuissante à suffire, par son travail, à ses besoins personnels, la malheureuse jeune femme devra doubler ses veilles, ses fatigues, ses privations, pour satisfaire aux frais de l'éducation de celui qu'elle a conservé aux dépens de sa réputation. Les épreuves se multiplieront d'ailleurs sous ses pas : l'assistance publique lui sera refusée, ou ne lui sera donnée que d'une main avare et avec les plus humiliantes observations sur son passé; la crèche, plus tard l'asile, plus tard l'école publique et l'ouvrier ne s'ouvriront pour le *bâtard*, que si l'enfant légitime y laisse une place disponible. Le jeune paria a-t-il grandi, sa débile santé a-t-elle triomphé de l'inévitable misère, a-t-il conservé sa mère : les nécessités de travail de celle-ci l'empêcheront de surveiller son enfant précisément dans cette période décisive de la vie où le caractère se forme, où le cœur et l'esprit s'ouvrent aux premières impressions durables, et où il serait urgent, dans l'intérêt de son avenir, qu'il n'en reçût que de salutaires. Alors, viennent les influences délétères, les entraînements regrettables, les obsessions pleines de péril; alors s'éteint par degré, au souffle des mauvaises passions, cette pure et douce lumière dont la tendresse maternelle avait éclairé sa voie, et qui avait si heureusement guidé son enfance.... Les registres d'écrou de nos prisons et les annales de nos juridictions criminelles savent le dénouement.

IV

DU RAPPORT SEXUEL DANS LES NAISSANCES ILLÉGITIMES.

La statistique fournit encore, sur les naissances naturelles, un renseignement qui n'est pas sans intérêt, en ce sens qu'il semble indiquer que le plus grand nombre est dû à de très-jeunes parents (1), c'est la moindre prédominance numérique des garçons dans ces naissances comparées aux légitimes. Voici les faits :

1,183 filles publiques nées à Paris, dont on a pu constater l'état civil, 237 ou 1 sur 3.99 (soit environ le quart) étaient nées hors mariage; c'est à peu près le rapport des naissances naturelles aux légitimes dans cette capitale.

(1) Des observations nombreuses, quoique non concluantes encore, semblent indiquer que moins la différence d'âge est grande entre les époux, et plus ils sont jeunes, plus le sexe féminin est représenté dans les naissances issues de leur mariage.

Pays.	Périodes.	Garçons pour 100 naissances	
		légitimes.	naturelles.
Autriche.....	1853-1857	106.22	105.27
Bavière.....	1856-1860	106.98	103.71
Belgique.....	1841-1860	105.47	102.53
France.....	1858-1860	105.16	103.79
Hanovre.....	1854-1858	106.46	96.87
Italie.....	1863-1864	106.09	102.10
Pays-Bas.....	1850-1859	105.53	103.32
Saxe.....	1858-1861	106.18	103.85
Suède.....	1856-1860	104.96	102.12
Norwége.....	1841-1860	105.21	103.44

Ainsi, les filles sont en plus grand nombre dans les naissances naturelles que dans les légitimes, les filles, c'est-à-dire le sexe le plus exposé, le moins apte à se créer des moyens d'existence indépendants (1).

V

DE LA RECONNAISSANCE ET DE LA LÉGITIMATION DES ENFANTS NATURELS.

Les renseignements de la statistique, sur la destinée des enfants naturels, ne sont pas tous uniformément tristes et sombres. Il en est un qui nous apprend que, si le plus grand nombre est privé de toute filiation, quelques-uns reçoivent, soit à leur naissance, soit dans le cours de leur existence, le nom de leur père ou de leur mère, quelquefois de tous les deux.

(1) Nous ne connaissons qu'une exception à cette observation générale. Elle se produit en Écosse, où, en moyenne, on compte 107.3 garçons pour 100 filles dans les naissances naturelles, et seulement 105.7 dans les naissances légitimes. Le directeur du service de l'état civil en Écosse, M. le Dr Stark, croit pouvoir expliquer ainsi qu'il suit ce phénomène, qu'il reconnaît être spécial à l'Écosse : « Pour nous, il est la preuve que l'illégitimité est toute autre chose et a d'autres causes ici que sur le continent. Là, elle provient surtout de la prostitution (?) et du grand nombre de femmes entretenues comme maîtresses. En Écosse, il faut l'attribuer surtout aux rapports irréguliers qui s'établissent entre les jeunes gens qui ne sont pas encore en position de se marier. » Si l'observation de M. le Dr Stark était fondée, elle tendrait à infirmer l'opinion qui attribue la faible prédominance des garçons dans les naissances naturelles sur le continent, à la jeunesse des parents. Mais nous croyons qu'il se trompe et que la grande supériorité numérique du sexe masculin dans ces naissances, en Écosse, s'explique simplement par ce fait qu'elles sont plus nombreuses dans les campagnes, où le rapport sexuel (garçons pour 100 filles) est, toujours et partout, plus élevé, pour l'ensemble des naissances, que dans les villes. Ce rapport est, en effet, de 105.05 dans les huit principales villes, et de 106.16 dans le reste de la population, qui comprend encore un élément urbain considérable.

D'autres, plus heureux, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs parents.

En France, les documents officiels ne permettent de déterminer le rapport des reconnaissances aux naissances naturelles, que pour ceux de ces actes, à demi réparateurs, accomplis dans l'année même de la venue au monde des enfants qui en bénéficient.

Voici ce rapport pour quatre années récentes :

Années.	Enfants sur 100 naissances naturelles.	
	non reconnus.	reconnus.
1861.	70.16	29.84
1862.	67.72	32.28
1863.	64.11	35.89
1864.	66.13	30.87

Par rapport aux années précédentes, le progrès des reconnaissances paraît être assez sensible ; mais il peut n'être qu'apparent, c'est-à-dire résulter uniquement d'une constatation, plus exacte que par le passé, de leur nombre réel. Des observations plus nombreuses permettront seules d'apprécier leur véritable mouvement. Comme nous allons le voir, les rapports ci-dessus varient selon les lieux ou, plus exactement, selon les densités de population.

	Non reconnus pour 100 enfants.			
	1861	1862	1863	1864
Seine.	73.61	73.89	73.81	74.12
Villes.	76.49	74.36	67.29	72.60
Campagnes.	61.35	56.68	55.82	55.56

Ainsi, près des trois quarts des enfants naturels nés à Paris sont, ou paraissent être délaissés par leurs parents ; dans les autres villes, cette proportion est un peu moindre ; elle descend à 55 0/0, ou à un peu plus de moitié, dans les communes rurales.

En Belgique, on constate le nombre annuel des reconnaissances, avec la distinction de l'âge des enfants de chaque sexe qui en sont l'objet. Le document ci-après indique que, si les enfants naturels sont reconnus à tous les âges, ils le sont en immense majorité au moment de la naissance :

Âges.	Enfants reconnus dans les années 1848 à 1850.	
	Garçons.	Filles.
A la naissance.	2,455	2,273
Dans les 3 mois	49	44
De 3 mois à 1 an	55	50
De 1 an à 2 ans	40	34
De 2 à 5 ans.	57	70.
De 5 à 10 ans	31	43
De 10 à 15 ans.	20	14
A 15 ans et au-dessus. . .	41	39
Totaux	2,748	2,567

On remarquera, en outre, que les reconnaissances de garçons sont plus nombreuses que celles des filles dans une proportion supérieure au rapport des deux sexes, soit à la naissance, soit dans la population générale. Le même fait se produit en France. Cette prédilection des parents naturels pour leurs fils est confirmée par un document que nous trouvons dans un livre du D^r Mallet sur le mouvement de la population à Genève, dans les années 1814-1833. La moyenne annuelle des enfants abandonnés et légitimés par leurs parents, déduite de cette période, est la suivante :

Enfants abandonnés.		Enfants légitimés.	
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
54	65	61	56

Nous avons dit qu'un certain nombre d'enfants naturels sont légitimés par le mariage subséquent des parents. En 1864, la légitimation a été conférée, en France, par 13,399 mariages (dont 2,336 dans le département de la Seine, 4,607 dans les villes et 6,456 dans les campagnes), à 16,505 enfants, savoir : 3,319 dans la Seine, 5,700 dans les villes et 7,486 dans les campagnes. Plusieurs des enfants ainsi légitimés pouvant être nés antérieurement, il n'est pas possible de les rapprocher des naissances illégitimes de 1864. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les mariages légitimateurs sont beaucoup plus nombreux à Paris que dans les villes et surtout que dans les campagnes. Pour la France entière, on compte 1 mariage de cette nature sur 22 mariages annuels. Cette proportion est : pour la Seine, de 1 sur 8; pour les villes, 1 sur 15, et dans les campagnes, de 1 sur 32. A ces divers points de vue, on constate, dans les années antérieures, des résultats à peu près identiques.

En Bavière, sur 30,681 mariages (moyenne des années 1850-1856), 3,863, ou un peu moins de 1 sur 8, ont légitimé des enfants naturels. Il est vrai que ce pays est un de ceux qui voient naître le plus de ces enfants.

Nous ne connaissons pas, pour la Belgique, le nombre des mariages réparateurs; mais la statistique de ce pays fait connaître quels sont ceux des enfants naturels légitimés qui avaient été ou non reconnus. En voici le nombre pour 1864 :

Âges.	Enfants légitimés			
	déjà reconnus.		non reconnus.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Au moment de la naissance.. . .	19	21	18	17
Dans les 3 mois de la naissance.	143	138	109	109
De 3 mois à 1 an	209	207	238	232
De 1 à 2 ans	137	127	250	238
De 2 à 5 ans.	114	141	415	442
De 5 à dix ans.	75	51	254	295
De 10 à 15 ans	13	22	99	88
De 15 ans et plus.	5	7	37	42
Totaux	715	714	1,420	1,408

On voit qu'environ la moitié des légitimés avaient déjà été reconnus. Le tableau qui précède indique, en outre, que c'est de 3 mois à 10 ans que le plus grand nombre des enfants est légitimé. Quand ils ont atteint un âge plus avancé, ou leurs parents sont morts, ou ils ont cessé toute relation avec eux, ou enfin ces derniers ont perdu la trace de leurs enfants. Le fait de la non-reconnaissance par les parents d'un grand nombre d'enfants qu'ils ont l'intention de légitimer par mariage subséquent, a probablement sa cause dans la disposition de la loi belge et française, qui ne donne qu'une part de la succession paternelle ou maternelle à l'enfant naturel reconnu, tandis que les parents peuvent léguer ou donner, par libéralités entre-vifs ou testamentaires, la totalité de leurs biens aux non reconnus, s'il n'existe pas d'héritier à réserve.

VI

DES MESURES PROPRES A DIMINUER LE COEFFICIENT D'ILLÉGITIMITÉ OU A EN ATTÉNUER LES CONSÉQUENCES.

1° Est-il possible de réduire le nombre des enfants naturels? Cette diminution peut-elle être obtenue autrement que par un progrès des mœurs, par une plus forte éducation morale et religieuse des jeunes générations? Est-il possible, notamment, de prévenir la séduction, en protégeant, plus sûrement que par le passé, la jeune fille pauvre contre les dangers que sa vertu peut courir, surtout dans les grands centres de population, et lorsque l'appui de la famille vient à lui manquer? Peut-on notamment faire peser sur le séducteur, c'est-à-dire sur le véritable coupable (la séduction du fait de la femme étant extrêmement rare), la menace ou d'une peine afflictive ou d'un sacrifice pécuniaire? Est-il vrai, par exemple, que la loi anglaise, qui, d'une part, accorde une indemnité à la jeune fille, en cas de violation d'une promesse de mariage, même sans séduction et comme réparation du tort fait à sa réputation; — de l'autre, en cas de séduction, l'autorise à réclamer judiciairement des moyens d'existence du père de son enfant, — est-il vrai, disons-nous, que la loi anglaise puisse être considérée comme la cause première du petit nombre relatif de naissances naturelles constatées en Angleterre? En d'autres termes, la recherche de la paternité peut-elle agir préventivement sur la séduction?

N'hésitons pas à le dire, notre conviction n'est pas complète sur ce point. En effet, si nous nous reportons au coefficient d'illégitimité de l'Allemagne, où cette recherche est autorisée, nous constatons ces deux faits : d'abord, que le nombre des naissances naturelles y est très-élevé ; de l'autre, qu'il est en voie d'accroissement continu. Il est vrai que, si la loi allemande autorise la fille-mère à dénoncer son séducteur à la justice, elle n'oblige ce dernier à secourir son enfant que jusqu'à l'âge de

14 ans, sauf le cas d'infirmités qui le mettraient dans l'impossibilité de se créer des moyens d'existence.

En France, où l'article 340 du code Napoléon interdit la recherche de la paternité, le coefficient d'illégitimité peut être considéré comme stationnaire, et, dans tous les cas, il est notablement inférieur à celui de l'Allemagne catholique, ce qui semble indiquer que la législation sur la matière n'aurait pas un rapport étroit avec le fait qui nous occupe, ou, au moins, que ce rapport ne se dégage pas clairement, l'illégitimité étant, en quelque sorte, la résultante d'un grand nombre de circonstances de l'ordre moral, social et économique. En théorie, la jeune fille céderait-elle plus ou moins facilement à la séduction (acte éminemment spontané, procédant exclusivement de la passion, c'est-à-dire d'un sentiment aveugle et de pur instinct), parce qu'elle aura ou non la faculté de réclamer des secours du séducteur ? En fait, connaîtra-t-elle toujours son droit sur ce point ? La même question peut être posée pour le séducteur : chez lui, la voix du cœur ou des sens se taira-t-elle devant la crainte de la loi ? Et, d'ailleurs, doit-on lui supposer toujours l'arrière-pensée de délaisser, au premier symptôme de grossesse, la jeune fille qu'il aime ? — Ce n'est pas tout : croit-on que la faculté de traduire le séducteur devant les tribunaux n'est pas accompagnée de difficultés qui font, dans les pays où elle existe, de l'exercice de cette faculté l'exception plutôt que la règle ? Sans parler des frais d'un procès, la crainte de donner à sa faiblesse une publicité cruelle n'arrêtera-t-elle pas le plus souvent la fille-mère, et la crainte de flétrir la mémoire de sa mère n'arrêtera-t-elle pas également l'enfant ?

Mais si le droit de rechercher la paternité ne nous paraît pas de nature à prévenir la séduction, il peut en atténuer sensiblement les conséquences douloureuses pour la mère et l'enfant, en obligeant le séducteur, conformément à la plus rigoureuse équité, à réparer, dans la mesure de sa fortune, le tort souvent immense qu'il leur fait à tous deux, et le préjudice moral qu'il a causé, en outre, à toute une famille. Il est même à croire que souvent la crainte du scandale qui rejaillirait également sur lui d'un procès de cette nature, le déterminerait soit à épouser sa victime, soit à reconnaître l'enfant, soit à leur assurer spontanément des moyens d'existence.

Les adversaires du droit de recherche ont argumenté de l'abus qui pourrait en être fait, du trouble que cet abus jetterait dans les familles. Mais quel est le droit dont il ne peut être abusé, et comment supposer que l'abus (qui serait, au surplus, fort rare, la spéculation consistant pour la fille-mère à désigner mensongèrement un homme riche comme père de son enfant, supposant une perversité peu commune), que l'abus ne trouverait pas, dans le droit d'examen des tribunaux, un correctif suffisant ?

La législation de l'Angleterre mérite d'être connue sur ce point. En vertu d'une loi de la 4^e année du règne de Georges III, sur la déclaration d'une fille se disant enceinte et désignant un individu comme le père de son enfant, cet individu pouvait être emprisonné en vertu d'un mandat du juge de paix, sur la demande du directeur de l'assistance publique locale ou d'un propriétaire notable, et il n'était mis en liberté qu'après avoir garanti, par une caution ou autrement, le remboursement des avances que la paroisse pouvait être appelée à faire pour secourir la mère et l'enfant, s'il refusait d'épouser la plaignante et de se charger de l'enfant. Cette législation a été appliquée jusqu'en 1834. A cette époque, la procédure était encore celle-ci : la mère demandait des secours aux autorités paroissiales, qui la conduisaient devant le juge de paix, chargé de lui demander le nom du père. Sur sa déclaration, faite sous la foi du serment, et que le juge n'avait pas le droit de contester, un acte de filiation était dressé, et le père putatif devait garantir la paroisse contre toute charge éventuelle provenant de l'obligation légale pour elle d'assister la mère et l'enfant. En apparence c'était une action de la paroisse contre le père; en fait, le bénéfice de l'action revenait à la mère, à laquelle le législateur évitait ainsi les frais d'un procès. Sous Guillaume III, une loi autorisa le père à défendre contre l'action de la paroisse et à prouver la fausseté des allégations de la fille-mère. Plus tard (loi de 1844), la paroisse disparaît, et la fille-mère est seule en cause. Elle a ainsi l'action directe contre le séducteur. Cette action ne meurt pas avec elle : en cas de décès ou d'incapacité, elle passe aux parents et tuteurs, et, en dernier lieu, au directeur de l'assistance paroissiale, investi, d'ailleurs, du droit d'appuyer la demande. En cas de condamnation du père, les juges de paix (au nombre de deux au moins) confient l'enfant à la personne qu'ils désignent (et non, comme autrefois, aux autorités paroissiales), et ordonnent que le montant de la pension à payer (hebdomadairement) par le père sera versé entre les mains de ce tuteur. Cette loi, inspirée, dit-on, par un sentiment favorable aux filles-mères, paraît n'avoir pas eu le résultat que se proposait le législateur. Les demandes de secours ont sensiblement diminué, tandis que le nombre des infanticides s'est fortement accru.

Ainsi, la recherche de la paternité existe en Angleterre (1); seulement

(1) Mais, à un autre point de vue, la législation de ce pays est impitoyable pour le bâtard. Ainsi, il ne peut être ni reconnu, ni adopté, ni légitimé par le mariage subséquent de ses parents. Il n'a, ici-bas, d'autres droits que ceux qu'il peut se créer personnellement. La loi ne lui reconnaissant ni père, ni mère; il n'hérite de personne et n'a d'héritiers que ses enfants, s'il se marie. Légalement, il n'a d'autre nom que celui qu'il peut se faire. Cependant, il peut être légitimé par un acte du parlement (*Cabinet-Lawyer*, édit. de 1865). En Ecosse, l'enfant naturel peut être légitimé par le mariage subséquent de ses parents.

la déclaration de la mère ne suffit plus pour emporter la décision du juge; cette déclaration peut être repoussée par l'adversaire et appréciée par les tribunaux. Qu'en résulte-il? C'est que la recherche n'a de chances de succès que lorsqu'elle est justifiée par des faits certains (1).

Dans ces conditions, son introduction ou, plus exactement, son rétablissement dans notre droit civil actuel (car nul n'ignore qu'elle a fait partie du droit français jusqu'au Code Napoléon) ne pourrait avoir que des avantages, non pas, peut-être, nous le répétons, comme moyen de prévenir la séduction, mais comme une ressource pour les deux victimes de cette séduction, la mère et l'enfant, et, par conséquent, comme un moyen de réduire le nombre des avortements et des infanticides.

En Allemagne, les opinions sont très-divisées sur la valeur préventive du droit de recherche. Le Dr Grœtzer, après avoir constaté un moindre nombre de naissances illégitimes dans les villes allemandes des bords du Rhin, encore régies par le droit français, et dans les villes de la Prusse orientale, par exemple, croit pouvoir en conclure que le système de l'article 340 de notre Code exerce une heureuse influence sur la moralité publique, en ce sens que la crainte d'un abandon, et d'un abandon sans compensation, est de nature à provoquer de salutaires réflexions chez la jeune fille menacée par son séducteur. (*Recherches sur la population de la ville de Breslau*, 1854, p. 19.)

Cette opinion est partagée par Dieterici (introduction aux *Tabellen* de 1849). Il fait remarquer que, dans les provinces catholiques de la Prusse (provinces du Rhin, Wesphalie, duché de Posen), où la recherche de la paternité est interdite, l'illégitimité est moins caractérisée que dans les provinces orientales.

Mais le Dr Grœtzer et Dieterici n'ont-ils pas le tort d'attribuer à une cause unique un fait déterminé par un ensemble de circonstances très-diverses?

M. de Hermann, directeur du bureau de statistique de Bavière, voit aussi, dans la recherche de la paternité, une sorte de prime d'encouragement à la séduction, la fille étant ainsi rassurée sur les conséquences possibles de sa faute.

Pour nous, nous pensons qu'il faut chercher ailleurs que dans la suppression de l'art. 340 de notre Code les moyens de réduire l'illégitimité.

Et tout d'abord, nous plaçons au nombre des plus efficaces une éducation fortement morale et religieuse.

Nous voudrions en même temps que la législation facilitât la

(1) En France, les tribunaux tendent à réagir contre ce que l'article 340 a d'excessif, en accordant des aliments à l'enfant, lorsque la possession d'état résulte de témoignages écrits.

mariage, en réduisant les formalités, les délais, le nombre des pièces à produire, des justifications à faire, qui, dans presque tous les pays, **en compliquent**, en retardent l'accomplissement et imposent aux classes **ouvrières** des dépenses souvent très-onéreuses.

Quand on relit notamment les dispositions du Code Napoléon sur la **matière**, il est impossible de n'être pas frappé des obstacles de toute **nature** que le législateur, avec les intentions, d'ailleurs, les plus **respectables**, a semés sous les pas des jeunes gens disposés à s'unir.

Certes, nous ne demandons pas l'adoption de la législation **américaine**, aux termes de laquelle le consentement des parties suffit pour **valider** le mariage, quand il est contracté devant un ministre de leur **culte** ; mais on ne peut s'empêcher de rendre hommage à la simplicité de la loi anglaise, ne leur imposant d'autre condition que d'affirmer, **sous la foi du serment**, leur complète aptitude légale au mariage, et les punissant, en cas de fausse déclaration, de la peine du parjure qu'accompagne la nullité des avantages réciproques stipulés dans les **conventions matrimoniales**.

Il serait à désirer, en outre, que le droit d'adopter leurs enfants **naturels** fût formellement reconnu par la loi aux parents. La procédure de l'adoption ne devrait être, d'ailleurs, ni aussi minutieuse, ni aussi **coûteuse** qu'elle l'est aujourd'hui. Enfin, l'âge auquel elle pourrait avoir lieu devrait être rapproché. Il est évident qu'en fixant à 50 ans pour le père ou la mère, à 24 ans pour l'enfant, l'âge de l'adoption, on **réduit** considérablement pour ces derniers, les chances d'une filiation **régulière**, et cela sans aucun profit pour les intéressés ou la société.

Il importerait aussi d'agir fortement sur l'opinion pour provoquer, partout où il n'existe pas, ce sentiment de forte réprobation qui, en Angleterre, atteint le séducteur et lui ferme les portes de toutes les **familles honnêtes**. En France, non-seulement la loi lui assure l'impunité (sauf la pénalité réservée au cas de rapt d'une mineure de moins de 16 ans ; — et encore, combien de parents, combien de jeunes filles osent invoquer le bénéfice de cette disposition protectrice ?) ; mais encore sa triste victoire rencontre partout une indulgence presque **sympathique**. Oh ! si à cette coupable faiblesse succédait le mépris général pour l'auteur du lâche abandon de la fille-mère, on peut tenir pour certain que nos filles et nos sœurs seraient protégées avec une certaine **efficacité** contre les dangers de la séduction.

Une pression d'une autre nature devrait être exercée sur l'opinion par les hommes investis d'une certaine autorité sur elle, pression en faveur de l'enfant naturel, que, par une cruauté injustifiable, la loi et la société punissent à l'envi de la faiblesse de sa mère et de la faute de son père. Cet enfant, déjà si profondément atteint dans ses plus chers intérêts par l'irrégularité de son état civil, **privé des**

saintes joies, des fortifiantes influences de la famille légitime, presque toujours placé, en outre, dans une situation misérable, devrait être l'objet d'une pitié universelle. Il conviendrait de lui faciliter l'entrée des carrières où son intelligence, son activité peuvent s'appliquer le plus fructueusement. Si la considération d'humanité ne suffisait pas, nous invoquerions l'intérêt général. Par suite de la répulsion dont ils sont injustement l'objet, des obstacles qu'elle crée au légitime développement, au libre exercice de leurs facultés, les enfants naturels sont un danger pour l'État. Tendez-leur la main, et d'ennemis qu'ils sont, par voie de représailles, d'une société qui les repousse, ils en deviendront des membres utiles et dévoués.

Pourquoi, par exemple, ne pas organiser, en vue de cette mission de protection, de sollicitude, un vaste patronage, une sorte de tutelle publique, sous la haute présidence du chef même de l'État ? N'existe-t-il pas, en Angleterre, une institution analogue ? Le lord chancelier n'est-il pas le tuteur officiel de tous les incapables (1) ?

Pourquoi le ministre de la justice, en France, ne remplirait-il pas, par délégation du souverain, les mêmes fonctions ? Pourquoi, dans chaque commune, l'enfant naturel n'aurait-il pas pour défenseur légal de ses intérêts une personne charitable tenant directement son pieux mandat du ministre ou du préfet (2) ?

Le devoir de la société ainsi rempli, le législateur aurait à faire le sien. Interprète de cette hostilité générale contre un enfant... contre l'enfant né hors mariage, que nous avons signalée, la loi lui accorde, en matière de succession, une partie seulement des droits de l'enfant légitime. Elle lui interdit, en outre, de succéder par voie de représentation du père ou de la mère. Il résulte de la première de ces deux dispositions qu'au décès des parents, une part du modeste patrimoine laborieusement, péniblement acquis, en vue d'assurer l'avenir de l'orphelin, est attribuée à tous les successibles jusqu'au 12^e degré inclusivement. L'enfant n'est-il pas reconnu, les parents peuvent lui léguer la totalité de leurs biens. Sans doute, dans ce cas, s'ils décèdent sans avoir testé, il n'a aucun droit à leur héritage, et s'ils ont testé, le fisc intervient pour prélever sur la succession le maximum du droit dont les libéralités testamentaires sont

(1) *He is the general guardian of all infants, idiots and lunatics and has the general superintendence of all charitable uses in the Kingdom (Blackstone).*

(2) Nous avons à peine besoin de dire qu'une tutelle de cette nature ne devrait jamais être imposée; elle ne serait accordée qu'à l'enfant abandonné, ou à celui dont la mère, impuissante à le nourrir, croirait devoir la réclamer. Il importe, en effet, avant tout, de respecter le secret des familles.

passibles; cependant, tout bien pesé, on peut dire que la loi donne réellement une prime à la non-reconnaissance de l'enfant naturel, et lui fait ainsi courir un risque grave, le risque de l'exhérédation complète. Elle encourage, en outre, les libéralités détournées, les dons manuels, qui ont souvent de regrettables inconvénients.

Pourquoi ces témoignages de malveillance pour l'enfant naturel? Pourquoi cette inégalité de traitement, par rapport à ses frères et sœurs légitimes, si le mariage lui en a donné? Les mêmes liens du sang ne le rattachent-ils pas à ses parents? Leur tendresse pour lui n'est-elle pas aussi forte? La Convention, frappée de la profonde iniquité d'un pareil système, avait admis (loi du 12 brumaire an II) même l'enfant naturel non reconnu à l'égalité successorale, en l'autorisant à justifier (dans des formes peut-être un peu exclusives) de la possession d'état? Si cette loi dépassait la mesure, ne pourrait-on au moins en adopter l'esprit en recherchant les moyens d'améliorer la situation légale de l'illégitime?

On répond que l'institution du mariage en serait atteinte et affaiblie, que les unions illégitimes se multiplieraient. Mais le mariage n'est-il pas, ne sera-t-il pas éternellement défendu par les grands intérêts de toute nature auxquels il donne satisfaction, et par le profond et légitime respect dont l'entoure et l'entourera toujours la société?

A. LEGOTT.

L'AMÉRIQUE CENTRALE ET MÉRIDIONALE

A L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867

Les républiques de l'Amérique centrale et méridionale viennent de publier une collection des brochures distribuées par elles à l'occasion de l'Exposition universelle de 1867. C'est un livre in-8 d'environ 450 pages contenant des notices historiques, géographiques, économiques et politiques, un rapport sur les travaux du comité international des poids, mesures et monnaies, au point de vue particulier de l'uniformité monétaire, et un extrait du catalogue officiel des récompenses. C'est la réalisation, en ce qui concerne l'Amérique centrale et méridionale, d'un plan qui avait été conçu par la Commission impériale pour toutes les nations réunies au Champ-de-Mars, mais dont l'exécution est devenue impossible par suite de l'impossibilité où se sont trouvés tant de rédacteurs,

inconnus les uns aux autres, de se mettre d'accord pour une œuvre uniforme.

Les républiques en question se sont formées en syndicat sur la demande de M. Le Play, pour donner à leur exposition une certaine harmonie, et sans doute aussi, pour épargner à la Commission impériale les embarras de rapports trop nombreux avec quatorze ou quinze États différents. L'idée était bonne et féconde au point de vue de l'harmonie des aménagements ; elle avait encore son utilité pour la répartition de l'espace entre tous les États exposants ; mais on aurait dû s'en tenir là. Quant à la prétention de centraliser les rapports de tous ces États avec la Commission impériale, au moyen d'un comité syndical et de son président, comme on a tenté de le faire et comme on l'a fait en partie, je l'ai toujours considérée comme une atteinte aux droits et à la dignité des États exposants. Chacun d'eux se présentait à l'Exposition universelle à titre de nation indépendante, et il ne lui convenait pas plus d'y être représenté par un commissaire sans mandat direct et spécial, qu'il ne lui conviendrait d'être représenté auprès du gouvernement impérial par un ministre qu'il n'aurait pas accrédité lui-même. Cette centralisation a eu de graves inconvénients, et elle en aurait eu davantage sans la modération de ceux dont elle blessait les droits et les intérêts, et aussi, je dois le dire, sans l'esprit conciliant de ceux qu'elle investissait d'une fonction anormale.

Le Mexique et le Brésil n'ont pas été compris dans le syndicat des républiques de l'Amérique centrale et méridionale ; en revanche, et je ne sais trop pourquoi, on y a introduit la république d'Haïti. Je m'explique que le Brésil ait eu sa place à part, il n'a pas les mêmes institutions et il n'est pas de la même famille ethnologique que ces républiques ; quant au Mexique, la seule raison que pouvait avoir la Commission impériale de lui réserver une place à part, c'est qu'il venait d'être constitué en Empire ; mais cette raison ne suffisait pas pour lui réserver à lui seul plus de place qu'à toutes les républiques hispano-américaines ensemble ; car le régime impérial n'avait pas, que je sache, soudainement décuplé ses forces productives et sa richesse. Mais l'homme propose, et.... l'empire éphémère de l'infortuné Maximilien ne parut pas au Champ-de-Mars : cependant on y vit paraître quelques produits mexicains, grâce à l'hospitalité accordée par le syndicat des républiques hispano-américaines à leurs propriétaires, trop heureux d'entrer par cette porte dérobée à l'Exposition où la Commission impériale avait réservé à leur pays une place privilégiée.

Toutes les républiques hispano-américaines ne figurèrent pas à l'Exposition de 1867. Guatemala et Honduras, après avoir répondu officiellement à l'appel de la France, s'abstinrent d'envoyer leurs produits ; d'autres n'y figurèrent que très-incomplètement, ce sont notamment le

érou, la Bolivie et la Nouvelle-Grenade; d'autres enfin n'y figurèrent que grâce au dévouement de leurs consuls ou de leurs amis en Europe, comme le Paraguay, le Venezuela, le Nicaragua et le Costa-Rica. Aucune d'elles ne s'y montra comme elle aurait pu le faire, mais seul le Paraguay put expliquer sa défection par un obstacle de véritable force majeure.

CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

La Confédération Argentine se distingua entre toutes les républiques hispano-américaines par l'abondance, sinon par la richesse de son exposition. A ce titre je lui donne ici la préséance. Son gouvernement avait dès le principe affecté une somme importante à la collection dans le pays, au transport et à l'aménagement en France de ses produits; c'était le moyen le plus sûr et le meilleur pour arriver à un résultat satisfaisant. D'un autre côté, il avait choisi pour le représenter comme commissaire un homme qui réunissait toutes les conditions possibles d'aptitude, d'activité et de dévouement, le D^r Martin de Moussy, auteur du grand ouvrage en trois volumes et un atlas édité par la librairie Firmin Didot frères et F^{ils}, sous le titre de *Descriptions géographiques et statistiques de la Confédération Argentine*. Le zèle du D^r Martin de Moussy s'est traduit pour la Confédération Argentine en une pluie de récompenses, 45, c'est-à-dire près de la moitié de ce qui en a été décerné à toute l'Amérique centrale et méridionale.

Les produits argentins appartenaient aux groupes I, II, III, IV, V, VI, VII et X. Je ne rappellerai que ceux qui me paraissent offrir le plus l'intérêt économique ou scientifique.

Dans le groupe II se trouvait la magnifique collection d'ossements fossiles de M. Seguin, la plus intéressante des collections paléontologiques qui aient figuré au Champ-de-Mars. Malheureusement elle a été exposée trop tard pour obtenir la récompense qu'elle méritait. Dans le groupe V on remarquait les nombreuses collections minéralogiques de M. Léon Roque, de Cordova, de la commission provinciale de Mendoza, du major Ricard, de San-Juan, de M. Klappenbach, de Buénos-Ayres, et du D^r Martin de Moussy, composées principalement de minerais d'argent, de cuivre, de plomb et de fer, de quelques minerais d'or, de charbons, de marbres, de schistes, etc. On voyait dans le même groupe des collections de bois des provinces de San-Juan, Mendoza, Tucuman, Jujuy et Buénos-Ayres, des peaux et des cuirs tannés. On y voyait enfin de nombreux et magnifiques échantillons de laines provenant des provinces de Buénos-Ayres, Entre-Rios, Mendoza, Tucuman, Santa-Fé et Catamarca.

Il n'y a pas bien longtemps que la Confédération Argentine a commencé à cultiver la laine, et déjà cet article est devenu le plus important de son commerce extérieur. En 1866, elle en exportait 70 millions de kilogrammes, et chaque année elle en exportera davantage.

Dans le groupe VII on remarquait des collections de céréales et autres farineux, des viandes et des poissons conservés, des vins et des liqueurs, etc. Si on parvient enfin à conserver la viande pour en faire un article courant d'exportation en Europe, la Confédération Argentine, avec ses immenses prairies ou *pampas*, est appelée à une richesse incalculable. En attendant elle fait déjà des progrès étonnants, malgré la politique insensée et coupable de son gouvernement prétendu national siégeant à Buénos-Ayres.

Dans sa notice statistique, le D^r Martin de Moussy donne quelques chiffres dont l'exactitude est contestable; j'ai trop d'estime pour sa personne et ses travaux pour ne pas l'en avertir. Par exemple, il suppose que le commerce extérieur de la Confédération Argentine s'élève à 400 millions de francs, dont 150 millions pour les exportations et 250 millions pour les importations. Il suffit de rapprocher ces deux chiffres des exportations et des importations pour comprendre qu'il y a erreur dans le dernier, car on ne peut pas admettre que d'une manière normale un pays importe plus qu'il n'exporte, puisque ainsi il resterait débiteur envers l'étranger de toute la différence de ses importations et de ses exportations et que sa dette s'augmenterait chaque année indéfiniment. Cette différence, qui tient en grande partie partout aux pratiques de la douane, quand elle ne tient pas à des accidents fortuits de production dont la compensation doit se faire les années suivantes, et qui, généralement, ne dépasse pas certaines proportions, est trop grande dans la Confédération Argentine pour n'avoir pas sa source dans quelque double emploi des importations. M. Francis Clare Ford, dans son rapport au gouvernement anglais du 30 octobre 1866, rappelle que les valeurs officielles de l'importation et de l'exportation, par le port de Buénos-Ayres seulement, s'élevaient, pour 1865, les premières à 136 millions de francs, et les secondes à 120 millions; et il estime que pour avoir la valeur du commerce extérieur de la Confédération tout entière, par terre et par mer, il faut ajouter environ 30 0/0 à ces chiffres, ce qui donne pour les importations 177 millions et pour les exportations 140 millions, soit ensemble, 317 millions.

CHILI.

Le commissaire du Chili n'a pas cru devoir s'associer à ses collègues du syndicat pour la publication des notices et catalogues; c'est le seul qui ait fait défaut, et il laisse une lacune regrettable dans le livre dont j'ai parlé plus haut. D'un autre côté, il n'a pas publié de catalogue pour l'ensemble de son exposition, mais seulement pour les minéraux; en sorte qu'il faut recourir au catalogue général, qui ne contient que des noms de personnes et de produits, ou s'en rapporter à sa mémoire pour parler de son exposition générale. Le gouvernement chilien, à en j

Par ses publications, semble n'avoir tenu à faire bonne figure au Champ-de-Mars que sous le rapport minéralogique. Est-ce modestie? est-ce orgueil, au contraire, ou simplement omission? Je n'oserais me prononcer; en tout cas, c'est exception, unique exception je crois. Je ne voudrais pas me montrer plus Chilien que lui-même, en parlant de choses qu'il dédaigne de mentionner dans sa notice; mais comment ne pas dire qu'il avait à côté de ses minéraux de très-beaux produits, comme ses blés, par exemple; le Chili ne fait-il pas un grand commerce de blés? Et comment ne pas parler également de ses études de chemins de fer qui ont brillé dans la galerie circulaire du jardin central, de sa carte géologique exécutée par M. Pissis, voire même de ses œuvres d'art, de ses sculptures entre autres dont j'ai vu un remarquable spécimen dans le buste de M. Fernandez Rodella, son consul général à Paris? Quant à ses tissus, ses vêtements, ses broderies, ses cuirs, sa collection céramique, et autres objets plus ou moins industriels, que pourrais-je en dire avec les seules ressources de ma mémoire?

Si le gouvernement chilien n'a pas voulu cataloguer tous ses produits, en revanche il a fait une description savante et complète de ses minéraux. Il faut rendre hommage pour ce beau travail à M. Domeyko, ancien élève de l'École des mines de Paris, inspecteur général des mines du Chili, à qui le jury international a décerné un grand prix de collaborateur parfaitement mérité.

On se rappelle les blocs énormes de minerai entassés sur un plancher de 4 à 5 mètres de longueur sur 1 mètre et demi de largeur, dans la salle du V^e groupe de l'Amérique centrale et méridionale; c'était la collection des plus gros échantillons minéralogiques du Chili. Un seul de ces blocs — c'était un minerai de cuivre de la mine nommée *Placeres de Cachiyuyas* — pesait 750 kilogrammes. Sur les autres blocs, l'œil le moins exercé distinguait le cuivre et l'argent à l'état natif et dans des proportions considérables. Un fragment d'aérolithe trouvé dans le désert d'Atacama, au nord du Chili, couronnait ce monceau de richesses.

Tout près de ce plancher, dans des vitrines adossées à l'exposition des États-Unis, se trouvait une splendide collection de minerais de cuivre, d'argent, d'or, de mercure, de cobalt, de nickel, de plomb, de charbon, à tous les états possibles, avec des marbres, des lapis-lazulis, des kaolins, etc. Entre toutes ces pierres, il y en avaient qui brillaient par l'éclat de leurs couleurs, comme les malachites, les pyrites cuivreuses, l'argent rouge, le marbre, le lapis-lazuli, les soufres cristallisés, etc.; d'autres se recommandaient à l'attention des minéralogistes par leurs formes et leur composition, comme l'énargite ou cuivre gris arsenical, qui paraît appartenir exclusivement au système géologique des Andes du Pérou et du Chili. M. Kronnke, directeur de l'établissement de

MM. Ossa et Escobar, envoya une collection représentant l'argent aux différents états par lesquels il passe successivement avant d'être livré à l'industrie; ces différents états sont : 1° le minerai extrait de la mine; 2° le même minerai moulu à l'eau et séché au soleil; 3° le même minerai encore amalgamé, filtré et comprimé, avant la distillation; 4° le même minerai toujours après la distillation, et enfin, 5° le métal fondu en barre.

Toutes ces richesses viennent des contrées de Coquimbo, Huasco, Copiapo, Atacama, Aconcagua, Santiago et Colchagua, des quatre premières principalement, qui appartiennent, dans la carte de M. Pissis, à la région nord du Chili. Elles ont produit, en 1865, environ 80 millions de francs, dont les neuf dixièmes sont exportés. Dans ce chiffre le cuivre seul figure pour 71 millions. J'y fais figurer le charbon de terre, que la statistique chilienne n'évalue pas, pour 2,500,000 fr.; c'est peut-être trop peu. Les mines du Chili sont au nombre de 2,604, dont 1668 de cuivre, 268 d'argent et 668 de houille. Elles occupent 23,700 ouvriers. L'industrie minière n'a commencé sérieusement au Chili que depuis l'indépendance. Elle a donné de magnifiques résultats, en portant l'activité et la civilisation là où régnait l'oisiveté et la barbarie; elle a créé des chemins de fer et peuplé de vastes solitudes. Carrisal est une de ses fondations les plus récentes. Il y a à peine sept ou huit ans, c'était un désert; aujourd'hui, c'est un point relié par un chemin de fer à la petite ville de Carrisal-Alto qui compte plus de 9,000 habitants.

Le Chili est un pays où le progrès s'accomplit plus sûrement que rapidement; c'est le plus sage de tous les États hispano-américains; que dis-je? c'est un pays réellement sage. Il a eu peu de récompenses à l'Exposition universelle de 1867 parce que la plus grande partie de ses produits figuraient sous le nom de son gouvernement, qui ne pouvait réglementairement concourir avec des particuliers. Ainsi, tous ses produits des groupes II, III, IV et X et presque tous ceux des groupes I, V et VII étaient exposés sous le nom de son gouvernement.

URUGUAY.

Les produits de l'Uruguay appartenant aux groupes I, II, IV, V, VII et X. Comme pour les autres républiques, je laisse systématiquement de côté les œuvres d'art, de typographie, etc., et même les articles du IV^e groupe qui comprennent les *tissus, vêtements et objets portés par la personne*. L'Amérique espagnole ne peut pas briller par là, et je ne me propose pas d'en faire une étude à ce point de vue. C'est donc, pour l'Uruguay comme pour les autres républiques, sur les groupes V et VII que porteront mes observations, à moins, je le répète, qu'une certaine science scientifique ne s'attache aux articles des autres groupes.

Ce que l'Uruguay avait de plus intéressant dans le V^e gr

incontestablement dans ses échantillons de laine, qui rivalisaient pour l'abondance et la beauté avec ceux de la Confédération Argentine. Quatorze personnes en avaient exposé. Je citerai entre autres MM. Mallmann et C^o, dont l'estancia, dans le département de Mercedes, renferme 60,000 bêtes, qui ont produit, en 1866, 62,466 kilogrammes de laine; MM. Wendelstadt et C^o, dont l'estancia, dans le département de Paysandu, compte environ 54,000 bêtes, qui ont produit, en 1866, 88,500 kilogr. de laine; MM. Drabble frères et C^o, dont l'estancia, dans le département de San Jose, possède 54,000 bêtes qui ont produit, en 1866, environ 100,000 kilogr. de laine.

A côté de ce produit figuraient des suifs, qui entrent pour une part notable dans l'exportation de l'Uruguay, des peaux tannées, des collections de bois et de plantes, des cocons de vers à soie, et enfin, plusieurs collections de minéraux, appartenant à la commission provinciale de Salto et à l'amiral Chaigneau. A la collection de la province de Salto, appartenaient ces belles améthystes qu'on a pu voir entassées autour d'un tronc d'arbre pétrifié, en face des minéraux chiliens. Dans la collection de l'amiral Chaigneau se trouvait une pépite d'or assez volumineuse, recueillie dans la province de Tacuatambo où des gisements de sables aurifères assez riches auraient été découverts récemment.

Dans le VII^e groupe, on remarquait l'extrait de viande Liébig, de l'établissement de Fray-Bentos, qui a obtenu deux médailles d'or. Ce produit n'est plus à donner des espérances; ce sont des résultats et de très-beaux, à ce qu'il paraît, qu'il donne aujourd'hui. On en consomme beaucoup en Allemagne et en Angleterre, et la France commence à son tour à le consommer. Il est contenu dans des flacons de 1 livre, une 1/2 livre, 1/4 et 1/8^e de livre. Les plus grands flacons contiennent la matière soluble de 30 livres de viande sans graisse, ou de 45 livres de viande de boucherie, et on peut en faire 128 potages, dont on vante un peu trop le goût, mais auxquels on peut aisément donner du goût sans beaucoup de frais. A côté de cet extrait figurait l'extrait de viande en gelée de M. Biraben, qui ne se conserve pas indéfiniment comme le premier, mais qui se conserve assez longtemps pour les besoins de la consommation et qui est meilleur marché. Venaient ensuite les viandes salées d'après le procédé Morgan et Olliden et les viandes préparées par compression au moyen de la presse hydraulique; les premières de la Compagnie Orientale de Montevideo, les secondes de M. Mamoz. Inutile de rappeler l'importance pour nos marchés, où les aliments sont si chers, de pareils produits qui ne remplissent malheureusement pas encore les conditions propres à développer une sérieuse consommation; les uns comme l'extrait Liébig, parce qu'ils sont trop chers, et aussi parce que ce n'est pas que du bouillon que réclame le consom-

mateur européen ; les autres parce qu'ils ne donnent pas encore la solution d'une bonne conservation de viande.

L'exposition de l'Uruguay était très-heureusement et très-méthodiquement arrangée, grâce au commissaire urugayen, M. Wehner, qui s'est acquitté de sa mission avec beaucoup de zèle et de dévouement.

ÉQUATEUR.

Vivement sollicité par son consul général, à Paris, M. Bertrand Fourquet, et stimulé sur les lieux par son ancien ministre en France et en Angleterre, M. Antonio Flores, le gouvernement équatorien a fait un léger effort, et l'Équateur s'est trouvé représenté au Champ-de-Mars par une exposition qui peut être placée au quatrième rang d'importance entre toutes les républiques de l'Amérique centrale et méridionale et qui se place de fait au troisième pour le nombre des récompenses obtenues. Je dis un léger effort, parce qu'avec un peu plus de bonne volonté, l'Équateur aurait pu briller sérieusement au grand concours de l'Exposition de 1867. On en peut dire autant, il est vrai, de toutes les républiques hispano-américaines ; cependant, comme le Pérou, comme le centre Amérique et le Mexique, cette république a des antécédents historiques que n'ont pas les autres républiques de l'Amérique du Sud, dont la civilisation ne date, à proprement parler, que de la conquête ; elle a eu la civilisation des Incas, des Scyris, et même des rois de Quito, avant le x^e siècle de notre ère, et elle en a conservé de nombreux vestiges qui, réunis, classés méthodiquement et décrits par des archéologues intelligents, offriraient un grand intérêt à la science. D'un autre côté, l'Équateur a une position géographique exceptionnelle sous le grand cercle de la sphère dont elle a pris le nom et une constitution géologique qui, de tout temps, a fait l'admiration des savants. Mais il est privé de communications faciles entre ses différentes parties ; en sorte qu'il faudrait très-longtemps pour réunir les éléments d'une exposition complète, qui d'ailleurs coûterait beaucoup trop pour ses ressources financières.

• Si je m'occupais de tout ce que l'Équateur aurait pu envoyer au Champ-de-Mars, ma description s'étendrait trop ; cependant je rappellerai que c'est dans ce pays que se trouvent les plus grandes et les plus riches variétés de quinquina, la plus grande fécondité et la plus grande variété de cacao. Le cacao y croît spontanément partout ; mais dans les provinces du sud et de l'ouest, les plus vastes et les plus fertiles, ce sont les singes et les oiseaux qui le consomment exclusivement. On y voit une espèce de cacao blanc qu'on ne retrouve nulle part ailleurs, m'assurent-on. On y voit enfin des cacaos si riches en beurre qu'on ne peut pas les exporter en grains parce qu'ils se corrompent trop vite. Quant aux quinquinas, la commission anglaise, chargée de recueillir des jom

pousses de ce précieux végétal pour les acclimater dans l'Inde, leur a rendu justice en choisissant les espèces rouges de la province de *Rios*.

L'Équateur avait des produits dans les groupes I, II, III, IV, VI et VII, avec une collection intéressante, appartenant à l'histoire du travail.

Seule, entre toutes les républiques hispano-américaines, la république équatorienne fait un véritable commerce d'objets d'art, tels que peintures et sculptures; elle en répand dans toute l'Amérique centrale et méridionale. Ses sculpteurs sont très-habiles. On a pu en juger par une tête de mort en bois peint d'une exécution si parfaite que tout le monde a cru voir une véritable tête de mort et que, pour cela même, on n'y a pas pris garde; du reste, on s'expliquait mal la pensée d'un pareil tour de force chez un artiste. Un autre spécimen de sculpture, du même artiste, a eu plus de succès, du moins dans le public et principalement dans le public religieux, quoiqu'à mes yeux il en méritât moins; c'était un Christ en croix. Ce succès n'est pas moins un hommage au sculpteur équatorien, car il témoigne d'une comparaison avec des œuvres semblables de nos artistes européens, et, par conséquent, d'une estime réfléchie. Les peintures équatoriennes ont un mérite purement relatif qui ne pouvait pas appeler l'attention; il tient à la manière de faire des artistes qui, généralement, travaillent sur des modèles gravés et réduits. On leur donne une petite gravure et ils en font un grand tableau, dont la couleur et l'harmonie semblent dépasser le résultat qu'on peut attendre de pareils procédés dans un pays où l'artiste manque de l'éducation des yeux et de l'atelier.

Dans le III^e groupe, l'Équateur avait des tapis de laine qui sont également un article de commerce et d'exportation. La laine en est longue, ce qui permet de les tondre plusieurs fois quand ils sont tachés ou fanés. Les couleurs en sont vives et harmonieuses. Dans l'Amérique espagnole, les tapis de laine s'emploient principalement par les femmes pour s'asseoir sur le sol chez elles et à l'église. Les églises américaines n'ont pas de bancs et c'est un luxe d'y porter un magnifique tapis dont se charge un petit domestique noir ou indien. La posture que prennent les femmes sur leurs tapis est très-gracieuse, et je ne connais rien, pour ma part, de plus charmant et de moins religieux que ces groupes de femmes accroupies dans les églises un jour de solennité, comme j'en ai vu au Pérou, au Chili et dans la Plata.

Dans le IV^e groupe, on voyait des dentelles et des broderies, qui sont encore un article de commerce et d'exportation également. On ne doit pas oublier que, par suite d'une réglementation arbitraire de l'Espagne, au temps où l'Amérique était en son pouvoir, l'Équateur avait un monopole pour ses produits manufacturés; ses voisins ne devaient pas en fabriquer; en revanche, on lui avait interdit la production de certaines denrées agricoles, comme le raisin. Il est résulté de cet arrangement

aussi insensé qu'arbitraire, un véritable dommage pour l'Équateur, quand, avec l'indépendance et la liberté commerciale, lui sont venus les produits de nos manufactures européennes avec lesquelles la concurrence n'était pas possible. D'un autre côté, il avait forcément négligé son agriculture, la véritable ressource des peuples américains.

Mais le principal produit équatorien du IV^e groupe, c'est le chapeau de Guayaquil, appelé mal à propos chapeau de Panama, du nom du port grenadin où il passe pour arriver en Europe. L'Équateur n'est pas le seul pays d'Amérique qui produise et qui exporte des chapeaux de paille, ou, pour mieux dire, de feuille; mais il est sans rival pour cet article. Les vitrines équatoriennes contenaient une vingtaine de chapeaux de paille de prix différents. On en a remarqué deux d'une grande beauté, qui appartenaient à MM. Rosales et C^o. Le jury international aurait dû se montrer plus généreux, c'est-à-dire plus juste, pour un produit qui n'avait rien de comparable dans l'Exposition et dont l'importance commerciale, en Europe, depuis une douzaine d'années, méritait de fixer son attention. Assez coulant pour les mentions honorables et les médailles de bronze, il se montrait parcimonieux à l'excès pour les médailles d'or, quand il s'agissait des républiques de l'Amérique centrale et méridionale; l'influence de la majorité et des gros bataillons industriels pesait évidemment sur ses délibérations.

Dans le groupe V on voyait des collections de minéraux, de bois, et de plantes médicinales et industrielles; on y voyait les magnifiques quinquinas rouges, exposés par MM. Gomez de la Torre, Alvarez et Florès; les os reilles, les caoutchoucs, les cotons bruts et les corozos de MM. Millan, Ballen et C^o; les herbiers de MM. Barba et Jules Bourcier; enfin, les cocons de vers à soie de MM. Gomez de la Torre et Pacifico Chiriboga. Les collections du gouvernement pouvaient intéresser des savants curieux et jouissant de loisirs, mais pour la science elles offraient peu d'intérêt en somme, parce qu'elles n'avaient pas été classées sur les lieux et qu'on les avait recueillies sans méthode. On essaya de les classer à Paris, malheureusement les renseignements manquaient pour une bonne classification. Ce sont là des circonstances regrettables que je me fais un devoir de signaler au gouvernement équatorien pour une nouvelle occasion. Les beaux quinquinas dont je viens de parler étaient représentés par des échantillons trop petits et en trop petit nombre; en sorte qu'ils n'ont pas produit l'effet qu'on était en droit d'en attendre dans de meilleures conditions. Sans cela, voilà encore un produit qui aurait mérité une médaille d'or, puisqu'aucun autre du même genre ne pouvait lui être comparé dans l'exposition. Les cocons de vers à soie offraient un intérêt tout particulier, dont le jury international a tenu compte. Ils donnent des graines qui peuvent être et qui sont déjà utilisées en Europe. La maladie qui a frappé si rudement la sériciculture

Europe, et qui s'est montrée même en Amérique, est inconnue à l'**Équateur**, où la culture du vers à soie s'est établie depuis une douzaine d'**années**. Circonstance exceptionnelle et fort heureuse, les graines de l'**Équateur** tardent très-longtemps à éclore, ce qui permet de les envoyer en **Europe** où elles arrivent toujours à temps pour leur éclosion. Voilà donc une ressource pour la sériciculture européenne. MM. Gomez de la Torre et Pacifico Chiriboga ont compris cela, et ils ont consacré une partie de leurs terres, dans les environs de Quito, à l'exploitation de cette précieuse industrie, sur laquelle M. Gélot a donné à la Société d'acclimatation de Paris des renseignements intéressants.

Parmi les plantes pharmaceutiques de l'**Équateur** se trouvait la *chiquiragua* des plateaux élevés de la Cordillère. On lui attribue des vertus fébrifuges qui l'emporteraient sur les vertus du meilleur quinquina rouge. Il en a été demandé à Quito une certaine quantité qui va être soumise aux expériences des pharmaciens et des médecins. Avant peu la science saura ce qu'il faut croire de ce médicament dont la production peut être indéfinie.

Le VII^e groupe renfermait avec des céréales qui n'étaient pas sans mérite, des cafés et des cacaos qui en avaient beaucoup. Le jury international avait des préventions pour les cafés et il a méconnu complètement ceux de l'**Équateur**, dont la consommation, il est vrai, se fait presque exclusivement en Amérique; mais à quoi servent les expositions universelles et leurs jugements par jury, si ce n'est pour constater tous les mérites industriels connus ou inconnus? MM. Millan. Ballen et C^e, sauront à l'avenir qu'il ne suffit pas d'exposer de beaux produits, qu'il faut encore les annoncer à grands renforts de réclames. Le café équatorien ressemble beaucoup, pour la forme et la qualité, au café des Yungas de Bolivie, qui passe, en Amérique, pour le meilleur du monde. Ah! s'il avait été dans les vitrines de la Jamaïque, de Bourbon ou du Brésil.... Le jury des expositions est un peu comme le public des foires, il suit le monde et va où la grosse caisse l'appelle.

Le cacao de l'**Équateur** n'est pas comme son café; il est connu en Europe et pour sa qualité et pour son abondance. L'**Équateur** est de tous les pays producteurs de cacao, celui qui en produit et qui en exporte le plus. En 1866, il en a exporté environ 300,000 quintaux, dont 40,000 sont venus en France. Si de telles considérations ne méritaient pas un premier prix, je ne sais pas à quel genre de mérite on accordait les prix au Champ-de-Mars. Encore une leçon pour la maison Millan, Ballen et C^e, de Guayaquil, et pour M. Gomez de la Torre, principaux exposants des cacaos de l'**Équateur**, à qui on a accordé, *par rectification*, une médaille d'argent et une de bronze.

L'**Équateur** avait encore une exposition remarquable dans la catégorie de l'histoire du travail; mais disséminée dans toutes les autres ca-

tégories, il était difficile de l'apprécier. Le gouvernement équatorien et M. Jules Bourcier, ancien consul de France à Quito, ce dernier surtout, grand ami de l'histoire naturelle et collectionneur passionné, en avaient fait tous les frais.

VÉNÉZUELA.

L'exposition du Vénézuëla est due entièrement à l'initiative et au dévouement de M. Eugène Thirion, consul général à Paris et commissaire délégué de cette république. Elle se composait en grande partie d'objets que j'ai tout d'abord et systématiquement écartés de ce travail comme n'intéressant pas directement la science et l'économie politique. Ces objets, comprenant des oiseaux, des cocos, callebasses et autres matières travaillées par les Indiens, des tapis, des bijoux, des broderies, des ossements humains et autres, etc., ont tous été recueillis par M. Thirion lui-même pendant sa résidence au Vénézuëla, qu'il a exploré en voyageur infatigable et collectionneur intelligent. Ils étaient très-artistement exposés. Mais à côté de cela, on voyait, dans le V^e groupe, des collections intéressantes de minéraux et de bois d'ébénisterie, des cotons et des indigos très-remarquables. Les collections minéralogiques contenaient principalement des quartz aurifères, des lingots d'or, des minerais de cuivre et de plomb argentifère, du mercure natif, du cristal de roche, des porphyres rouges et verts et de l'amiante. Dans sa notice statistique, M. Thirion parle des mines d'or du Caratal, qui commencent à donner de brillants résultats et qui promettent suivant lui de devenir une seconde Californie.

Dans le VII^e groupe, MM. Delvail et Atticas de Paris, Davis de Londres, Siégert de Vénézuëla, et M. Thirion lui-même, ont exposé des cacaos qui sont dispensés de tout éloge. On sait que le nom de *caraque*, qui s'applique dans le commerce aux cacaos les plus estimés, à tort ou à raison, vient de la province vénézuélienne de Caracas.

SAN-SALVADOR.

Cette république a exposé différentes collections d'objets curieux à plusieurs titres, mais sans intérêt immédiat pour la science et l'économie politique ; ce sont des oiseaux, des nattes, des imitations de fleurs en coquillages, des étoffes à l'usage des Indiens, des écharpes de soie, etc. Il a exposé en outre des collections de minéraux et de bois, des écorces propres à la tannerie, des cotons, du tabac, différentes matières textiles, de l'indigo, des plantes pharmaceutiques, du blé, des noix muscades, du cacao, du sucre et du café. Entre tous ces produits, ceux qui méritent une mention spéciale sont : les bois, l'indigo, principal article d'exportation du San-Salvador, le cacao et le café.

Malgré les efforts de son commissaire, M. Victor Herran, l'exposition du San-Salvador n'a pas été ce qu'elle pouvait, ce qu'elle devait être.

PARAGUAY.

Ce pays, qui défend énergiquement son indépendance contre trois nations coalisées pour le démembrer et qui renait chaque jour des défaites quotidiennes que lui font éprouver les correspondances brésiliennes de plusieurs journaux de Paris, aurait eu une brillante exposition au Champ-de-Mars sans la guerre qui bloque ses ports depuis 1866. Tout avait été disposé dans ce but dès 1865. Ce qu'on a vu de ses produits n'est donc qu'une portion fort réduite de ce qu'on aurait dû voir, et on le doit au zèle de deux personnes qui lui sont dévouées à titres différents, M. Tenré, son consul général et commissaire, et M. Alfred Demersay, savant français, qui fut chargé il y a une vingtaine d'années d'une mission scientifique pour en explorer l'intérieur et qui en a écrit une histoire estimée.

Telle qu'elle était, son exposition se composait principalement d'une collection de bois très-variée, d'une table de marbre formant une espèce de mosaïque dont chaque morceau est de couleur différente, de tabac en feuilles et en cigares, de coton, de farines de manioc, etc.; enfin de cette espèce de thé du Paraguay appelé *yerba maté*, qui n'est pas une herbe mais la feuille d'une espèce de houx à laquelle on fait subir une préparation particulière pour la réduire en poussière. Je ne parle pas d'une collection intéressante d'objets divers appartenant à M. Demersay, comme des arcs, des flèches, des tambours, des callebasses pour prendre le maté, des vêtements, des broderies, des hamacs, etc.

Le Paraguay n'est arrivé à la vie commerciale proprement dite qu'après la mort du D^r Francia, en 1840, et vingt ans plus tard ses exportations s'élevaient déjà à près de 50 millions de francs, dont la yerba maté et le tabac représentent les 9/10. Son économie s'améliorera encore quand son gouvernement aura renoncé à la régie qu'il exerce sur l'industrie de ses administrés.

COSTA-RICA ET NICARAGUA.

Ces deux républiques n'avaient qu'un commissaire, M. Emile Ménier; elles n'avaient aussi qu'un seul exposant, c'était encore M. Emile Ménier. Je dois pourtant citer M. Thomé de Gamon, qui figure comme exposant du Nicaragua pour son projet de percement de l'isthme dont M. Félix Belly a occupé le monde savant.

M. Ménier, en sa double qualité de commissaire et de membre du jury international, s'est placé hors concours pour ses deux expositions de Costa-Rica et de Nicaragua, et aucune récompense ne lui a été décernée. C'était le cas de lui en décerner une étrangère aux délibérations du jury; mais la fortune est aveugle, ou plutôt elle est myope cette fortune dont je parle, et il faut la toucher pour être vu par elle.

Le Costa-Rica avait de belles collections de minéraux, de bois, de plantes pharmaceutiques et industrielles, de cafés et de cacao. Ses cafés sont très-estimés, et ils constituent le principal article de son exportation.

Le Nicaragua avait une exposition plus importante. On y voyait des collections de monnaies d'or et d'argent, des poteries, des nattes, des tissus, des bijoux, des hamacs; une abondante collection de minerais d'or et d'argent à l'état de sulfure; une collection de bois, des instruments domestiques à l'usage des gens du pays; enfin des produits plus intéressants, à mon point de vue, le coton, l'indigo, le café, et le cana, provenant du val Ménier.

Qu'est-ce que le Val Ménier? une véritable colonie qui porte le nom de son fondateur. Elle est située près de Nandaïmé, sur les bords du lac de Nicaragua, dans la province de Grenade. Elle produit du caoutchouc, du sucre, de l'indigo, du coton, du café, surtout du cacao, et déjà elle occupe un nombreux personnel, sous la direction d'un homme intelligent, M. Schiffmann, qui était naguère encore un modeste employé.

En 1860, je traversais l'Océan sur un des paquebots anglais qui avaient alors le monopole de la navigation à vapeur avec les Antilles. Nous étions plus de 300 passagers de toutes classes, au nombre desquels se trouvait un *voyageur de commerce*. J'en étais surpris; mais c'était bien un voyageur de commerce. Il était familier avec les usages de la navigation et les mœurs des passagers transatlantiques, comme ses confrères du continent le sont avec les chemins de fer, les diligences et les tables d'hôtes. Il représentait la maison Ménier, de Paris, et il recommençait pour la dixième fois peut-être, une tournée des Antilles et des deux Amériques. On peut juger par là de l'importance de cette maison, fondée par un homme supérieur, qui donna une puissante impulsion à l'industrie du chocolat en France, et continuée par son fils qui en a étendu les relations partout et qui lui donne des succursales ou des dépendances jusque dans les déserts du centre Amérique. Si le projet de M. Belly ou quelque autre pour le percement de l'isthme de Nicaragua vient à se réaliser, on peut être sûr que M. Emile Ménier n'y sera pas étranger.

PÉROU.

Je suis personnellement témoin de la profonde indifférence du gouvernement péruvien pour les expositions universelles et particulièrement pour celle de 1867. J'avais été nommé commissaire de cette république en 1863, et, quoique j'eusse fait, avec l'assistance du général Torrico, alors ministre péruvien à Paris, de grands efforts pour obtenir des envois de produits, rien n'avait été résolu au commencement de 1866, pas même une réponse à nos pressantes sollicitations. Au gouvernement du général Pezet succéda la dictature du colonel Prado, qui n'eut d'a

État à l'égard de l'exposition que mon remplacement par le nouveau ministre péruvien, M. Rivero. Le Pérou eut pourtant une exposition, due à l'initiative de quelques individus qui arrivèrent trop tard pour courir avantageusement aux récompenses du jury international.

Parmi les rares produits péruviens qui parurent au Champ-de-Mars signalerai en première ligue le guano des îles Chincha. Cet engrais incomparable, qui enrichit l'agriculture du monde entier, n'a pas même à ses exposants, MM. Thomas Lachambre et C^o, consignataires du guano péruvien en France, une simple mention honorable. Ces Messieurs ont rien demandé et on n'aura rien demandé pour eux ; or, le jury international n'ouvrait guère la porte des récompenses qu'à ceux qui paient, et encore fallait-il souvent frapper à coups redoublés. Ce jury était vraiment trop évangélique. Avec le guano, le Pérou, quelques Péruviens, veux-je dire, avaient exposé des borates et des nitrates de soude, la feuille dont les métis péruviens font une grande consommation, la *coca*, beaucoup trop vantée pour ses vertus nutritives, des savons, des liqueurs, des vins, du café et du coton. J'oubliais une statue en plâtre représentant un défenseur de la patrie.

Les vins du Pérou ne manquent pas de mérite et ses cafés valent quelquefois les plus renommés de la Bolivie. De tous ses produits, celui qui a attiré une véritable et universelle admiration, c'est le coton en coque exposé par le colonel Torrico de Lima. La plupart des coques exposées ont de 20 à 25 centimètres de long sur 6 d'épaisseur, et le coton en est d'une douceur exceptionnelle. De tous les pays exposants de coton, même les États-Unis, l'Inde, le Brésil, l'Égypte, l'Algérie, etc., on se précipitait sur la vitrine du Pérou pour obtenir un échantillon de ce précieux produit, qui fut ainsi distribué jusqu'à la dernière coque. Le colonel Torrico revient tout l'honneur de ce triomphe dont le jury international n'a peut-être pas entendu parler. Cet exposant est un propriétaire de la famille des Bernard Palissy ; mais plus heureux que celui-ci, il réussit à tous les points de vue économiques, c'est-à-dire qu'il enrichit son pays sans se ruiner lui-même. Son coton est le produit cultivé d'un coton sylvestre des provinces orientales du Pérou voisines de l'Équateur.

On ne peut pas s'empêcher de regretter amèrement que le Pérou, dont le commerce extérieur atteint le chiffre de 400 millions de francs, n'ait pas été au Champ-de-Mars où il aurait certainement brillé d'un éclat exceptionnel.

NOUVELLE-GRENADE OU ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE.

La Nouvelle-Grenade devait avoir une exposition complète ; ainsi avait annoncé son président, le général Mosquera, qui était en France au commencement de 1865 et qui fit les promesses les plus chaleureuses ; mais le

général n'avait pas plutôt pris possession de la première de son pays qu'il oubliait la France, le Champ-de-Mars et universel. C'était mal pour un chef d'État et plus mal en homme qui se flatte d'aimer la science, et qui a fait des t graphie.

Près de Londres, à Kew, dans le voisinage du parc royal, continuait ses études de prédilection, vivait modeste niste grenadin, M. Triana, qui avait compté sur son présenter ses collections de plantes grenadines au Champ-de s'était tristement résigné à n'en rien faire, puisque son pa de représentant officiel pour l'introduire, lui simple exp dant, il apprend que deux États démembrés de l'ancien l'Équateur et le Venezuela, exposent, et il conçoit l'espér trer sous les auspices de l'un d'eux dans la grande ellips officiellement il se trouvait exclu. L'Équateur, en effi comme un compatriote malheureux, et le syndicat tout en bliques de l'Amérique centrale et méridionale l'adopte a ment.

Voilà donc M. Triana au Champ-de-Mars avec ses coll vitrine est décorée du nom de son pays, qu'il représen mission officielle. Le succès se passe de formalités. Un gra médaille d'or et 3,000 francs de gratification, et deux bronze sanctionnent cette heureuse infraction. Parmi les exposés figuraient les œuvres de l'exposant, un herbier d Grenade contenant plus de 3,000 espèces classées et déte le quart nouvelles; un vêtement appelé poncho, dont la foncée extraite des feuilles de Chilca est inaltérable, une b de plantes pharmaceutiques et industrielles, toutes classées e scientifiquement.

C'est à cette circonstance, exceptionnelle dans l'exposit rique centrale et méridionale et dans beaucoup d'autres senté des collections botaniques, bien classées et determi quement, avec des espèces nouvelles, que M. Triana a dû se le seul qui ait été décerné à la science. Le jury internatio tré, cette fois, bien inspiré: je m'empresse de le reconnai critiques que je me suis cru obligé de lui adresser. Cependant inspiration lui est venue d'une façon inusitée. Un de ses membres, B « savant directeur du musée de Florence, M. Parlatore, courant seul B « pa ans, à la manière de ces souverains des *Mille et une nuits* qui parcou rent les villes incognites pour juger par eux-mêmes de la police qui se fait en leur nom, avise, dans un coin de l'Amérique centrale et méridionale, un exposant attardé occupé à l'installation de ses produits: c'étaient des plantes: et les étaient arrangées avec goût, soigneusement étiquetées.

lées, enfermées dans des bocaux symétriquement ordonnés ; il interroge, **il** examine ; il revient plusieurs jours de suite ; son rapport n'était pas **encore** terminé ; il apprend la situation personnelle de cet exposant que **son** pays avait envoyé en Europe puis abandonné ; il s'intéresse à lui. **On** sait le reste.

Dans le jury international, ce que je critique, ce que je blâme même, **c'est** avant tout l'institution. Quoique l'application à M. Triana du système **des** récompenses soit une des plus heureuses que je connaisse, ce système n'en est pas moins blâmable à mes yeux. Prétendre classer les **œuvres** et le mérite de leurs auteurs, c'est téméraire et outrecuidant. Je **voudrais** voir des expositions universelles sans autres juges que le **public**, sans autres récompenses que ses préférences volontaires. Signaler **officiellement** aux acheteurs des machines, des outils, des instruments, **des** produits qui ne sont pas nécessairement les meilleurs du genre, c'est **tromper** la consommation et fourvoyer la production. Alors même qu'on **le** ferait toujours avec un sens infailible, ce serait encore fâcheux, parce qu'on ne doit pas intervenir en faveur des uns et aux préjudice des **autres**. Appeler les compétiteurs de l'industrie et du commerce à un **concours** pour leur décerner des prix qui se transformeront en instruments **de** réclame, c'est soulever une véritable tourmente d'intérêts, d'amours-propres et de vanités dans laquelle la position personnelle, l'audace, l'intrigue et le charlatanisme l'emporteront toujours sur le mérite **modeste** qui se tient à l'écart. On élève des palais à l'industrie, on exalte le **travail** et on traite les travailleurs comme des écoliers ! Rien ne caractérise mieux cette mise en scène, cette alliance bruyante et pompeuse **de** la politique et du travail que la solennité du 1^{er} juillet, une distribution de prix où n'assistaient pas les élèves, pas même les lauréats ; mais où assistaient en revanche des têtes couronnées, des princes, des **ambassadeurs**, des ministres, des généraux, des sénateurs, des députés et un immense public recueilli dans l'élite des citoyens pouvant payer 60 francs !

BOLIVIE.

Cette république s'est présentée fort tard à l'Exposition et n'a pu **concourir** pour les récompenses. Dans le premier groupe, elle a exposé un **portrait** original du général Bolivar, appartenant à M^{me} la maréchale Santa-Cruz, une collection de vues photographiques, appartenant à **M.** Arman, son commissaire et consul général, et des cartes géographiques. Dans le IV^e groupe, elle a exposé une collection de minéraux, comprenant des cuivres natifs et oxydulés, de l'argent natif et à l'état **de** sulfure, de l'or en paillettes, des sables aurifères, et un grand nombre d'autres minéraux. C'est à son territoire qu'appartiennent les fameuses mines du *Potosé* qui ont donné plus de 8 milliards de francs depuis leur

découverte jusqu'à ces derniers temps où elle continue à donner plus de la moitié de l'argent que produit le territoire bolivien tout entier. On voyait dans le même groupe des résines, des plantes médicinales et des substances tinctoriales.

Parmi les plantes médicinales se trouvait le quinquina *calisaya* qui a été longtemps une des richesses de la Bolivie. Les mesures insensées du gouvernement bolivien, tantôt prohibant l'exportation de cette plante précieuse, tantôt la livrant au monopole, a réduit le commerce à s'approvisionner ailleurs qu'en Bolivie, et on a vu des pays qui n'avaient jamais songé au quinquina, en exporter énormément. Depuis lors, quoique le quinquina *calisaya* eût conservé une grande réputation, le pays qui le produisait à peu près exclusivement a perdu une grande partie des avantages qu'il en tirait. Je m'associe pleinement à la pensée du rédacteur de la notice sur la Bolivie, M. Louis Bouvet, pour conseiller à tous les pays américains producteurs de quinquinas de ne pas se laisser enlever le commerce de ce médicament par l'Angleterre, qui en a fait de nombreuses plantations dans l'Inde, et, à l'exemple qui leur en est donné, de le cultiver eux-mêmes, au lieu de l'épuiser par une exploitation irréfléchie qui récolte toujours sans jamais planter. On peut croire que sur le sol où il est né le quinquina donnera de meilleurs produits que là où il est transplanté.

Au VI^e groupe, M. Arman a exposé du huano de Mejillones dont il donne l'analyse dans son catalogue. Au VII^e, le gouvernement bolivien lui-même a exposé différents maïs, de l'herbe maté, du cacao et du café. J'ai déjà dit que le café bolivien connu sous le nom de café des *Yungas* est réputé en Amérique pour le meilleur café du monde. A l'exception de quelques rares maisons à Paris et à Londres, qui en font venir pour leur consommation particulière, on ne le consomme qu'en Amérique. On ne voudrait pas payer en Europe ce que les Américains consentent à le payer.

La Bolivie avait encore une exposition assez remarquable dans l'histoire du travail.

HAÏTI.

Pourquoi cette république dans le syndicat de l'Amérique centrale et méridionale? Je ne connais qu'une réponse à cette question : la commission impériale voulant se débarrasser des petits Etats les réunissait. Elle les traita comme on traite les enfants dans une grande famille, un jour de gala; elle leur fit dresser une table à part. M. Victor Herran, commissaire de San-Salvador en fut le moniteur, avec le titre de président.

Pourtant on a pu voir un petit Etat, très-petit, l'Etat d'Hawaï qui en resta séparé; cela étonne d'autant plus qu'il se trouvait littéralement enclavé dans leurs expositions; mais l'Etat d'Hawaï est une monarchie.

à ce titre, comme l'empire mexicain, il méritait de s'asseoir à la table des grands Etats. A tout seigneur tout honneur, et Sa Majesté Kaméhaméha V méritait bien une pareille attention de la part de la commission impériale.

La république d'Haïti avait préparé une Exposition assez complète qui n'a pu être envoyée par suite des troubles survenus dans le pays; malgré cela, l'auteur de son catalogue, M. Louis Bouvet, a cru devoir donner dans sa liste des produits haïtiens, les produits non exposés comme les autres. Voilà qui ne laisse pas de m'embarrasser, moi, dont la mémoire n'est pas certaine, et qui, pour plus d'exactitude, consulte les catalogues. Je suis tenté de m'abstenir; c'est le seul moyen de ne pas mettre au nombre des objets exposés par Haïti une chose qui n'aurait pas quitté les Antilles. Cependant, je puis assurer que parmi les objets exposés par Haïti il y avait des cigares, des chapeaux de paille, des imitations de fruits en cire et des bois en billes, notamment des acajous.

RÉFLEXION GÉNÉRALE.

L'ensemble harmonieux auquel on a sacrifié l'autonomie de chaque république de l'Amérique centrale et méridionale n'a pas été obtenu et ne pouvait pas l'être; le plan général de l'Exposition universelle ne le permettait pas. On connaît ce plan. Il consistait à échelonner les groupes de produits du centre à la circonférence, et de les étendre circulairement tout autour du jardin intérieur, de telle sorte que pour visiter successivement tous les groupes d'un même pays il fallait marcher du centre à la circonférence, tandis que pour visiter un même groupe de tous les pays, il fallait marcher en suivant une galerie elliptique autour du centre. Ce plan, tout séduisant qu'il paraisse, n'était guère favorable aux grandes nations, et il était très-défavorable aux petites dont il morcelait les expositions déjà trop réduites. L'Amérique centrale et méridionale n'avait pas assez de produits pour occuper tout un secteur du palais, et, d'ailleurs, elle n'avait pas de produits pour tous les groupes; en sorte que son exposition était coupée deux fois par le Brésil et les États-Unis, et quelle présentait des lacunes qui déconcertaient les visiteurs. Plus d'un américain espagnol qui voulait voir les produits de son pays est sorti du Champ-de-Mars convaincu que son pays n'avait pas exposé ou n'avait exposé que des produits insignifiants, le hasard ne l'ayant pas conduit où se trouvaient les produits qu'il cherchait. Les expositions universelles ne se prêtent pas à des conceptions trop symétriques.

TH. MANNEQUIN.

UN VOYAGE EN HONGRIE

LETTRE

A M. JOSEPH GARNIER, *Rédacteur en chef du JOURNAL DES ÉCONOMES*

La nouvelle organisation politique de la Hongrie. — L'esprit des partis. — La situation économique. — La statistique. — Effets de la cessation de l'exploitation païenne et de la réforme du servage. — Réveil de l'agriculture, des entreprises industrielles et commerciales. — Les banques. — La presse. — L'avenir.

I

J'ai fait récemment un voyage en Hongrie, mon cher Garnier, et j'ai rapporté toute une cargaison de documents et de notes. Des documents politiques sans doute? Il y en a, je l'avoue, et même un grand nombre. Mais rassurez-vous, j'ai rapporté aussi du *gibbier de votre étude*. J'ai emprunté la langue de Montaigne, et je veux vous le servir; j'y mets cependant une condition: c'est que vous ouvrirez la porte avec la générosité du libre-échange à la partie politique de mon bouquet. Vous ne serez pas surpris si je vous déclare, en commençant, que mon principal motif est le désir de revoir d'anciens amis qui, après avoir échappé au boiaï, viennent de retrouver une patrie libre, le principal motif qui m'a tiré chez les Magyars, c'est l'envie de voir de mes propres yeux un pays rendu à lui-même après de longues années d'oppression et de servitude. J'ai vu ce spectacle en Italie; j'ai voulu me le donner sur les bords du Danube.

L'Etat de la Hongrie cependant, je me hâte de le dire, ne ressemble guère à celui de l'Italie: je dois ajouter que dans sa situation actuelle la Hongrie diffère beaucoup d'elle-même. Si elle est libre, elle est incontestable, elle n'est qu'à demi indépendante. Elle ne tenait ses malheurs, à l'empire d'Autriche que par la personne du souverain, par ce qu'on a nommé l'union personnelle; elle y tient aujourd'hui par l'armée, par le budget, par la diplomatie, en un mot pas un de ses intérêts et de ses services, qui ont joui, dans un autre temps, d'une complète indépendance. C'est ce qui devait résulter plus ou moins du compromis qui a créé le nouveau régime et qui, s'il n'a pas satisfait toutes les espérances, a permis du moins à la Hongrie de reprendre possession d'elle-même.

Grâce à ce compromis, les Magyars jouissent maintenant de t

Avantages du gouvernement constitutionnel. Ils ont un ministère hongrois, un parlement hongrois, des fonctionnaires hongrois, eu un mot toute l'organisation des peuples qui s'appartiennent.

Le ministère, par sa composition, forme une sorte de lien entre l'esprit d'aujourd'hui et celui d'il y a vingt ans. Son président, M. Andrassy, est un des glorieux criminels de cette époque. Il avait été envoyé par M. Kossuth en mission à Constantinople ; c'est ce qui le sauva du gibet. Mais, comme le bourreau ne doit rien perdre de ses droits qui sont, comme on sait, l'une des bases de l'ordre social, le jeune et noble magyar fut pendu en effigie, ce qui ne l'empêche pas aujourd'hui d'être premier ministre. L'empereur d'Autriche a reconnu depuis que le gibet se serait trompé et aurait mal servi la cause de l'empire, en prenant M. Andrassy. « Il est fort heureux, lui disait-il un jour, que vous n'ayez pas été pendu, vous ne pourriez pas rendre à la Hongrie et à l'Autriche les services que vous leur rendez. » Quelques-uns des collègues de M. Andrassy s'étaient mêlés, comme lui, à la révolution et ils ont dû partager avec lui les rigueurs de l'exil. Ils représentent tous les idées politiques de M. Deak, qui a présidé, comme on le sait, à cette reconstitution de la Hongrie et dont l'influence est toujours prépondérante.

Le parlement compte aussi dans son sein beaucoup d'hommes de 1848, qui n'ont pas renié leur origine. Des deux chambres qui le composent, l'une, celle des députés, est élective sans aucune condition de cens ; l'autre, celle des magnats, est héréditaire. On peut dire qu'elles sont animées en général du même esprit. Elles en donnaient, il y a peu de temps, une preuve éclatante. Il s'agissait d'émanciper les Juifs et de leur accorder les mêmes droits qu'aux autres citoyens. La chambre des députés avait approuvé sans débat et à l'unanimité cette mesure généreuse. Il y eut une discussion à la chambre des magnats ; cinq discours y furent prononcés et les orateurs étaient tous des évêques catholiques : ils parlèrent successivement en faveur de la loi. Le vote, il est vrai, ne fut pas unanime, mais il n'y eut que quatre voix d'opposition, et, si j'en crois ce qu'on m'a dit à Pesth, l'une de ces voix était celle d'un noble débiteur qui avait été plus ou moins écorché par quelque arrière-petit-fils d'Abraham.

Il est presque inutile de dire qu'avec un pareil gouvernement la Hongrie possède la liberté de réunion, la liberté d'association et la liberté de la presse, qui sert de bouclier à toutes les autres libertés. Elle use virilement de tous ces droits sans rencontrer le moindre obstacle. La presse en particulier a des allures complètement indépendantes : si elle est soumise à un cautionnement, assez léger du reste, elle échappe à l'impôt du timbre, ce qui lui rend l'existence facile ; son langage est parfois de la plus grande hardiesse, et j'avoue que dans certains cas, il m'a paru manquer de mesure. Je n'ai pas remarqué cependant qu'elle

enfantât tous ces cataclysmes que certains hommes d'Etat, amis du silence, l'accusent volontiers de produire. Le Danube, par exemple, qui coulait sous mes fenêtres, n'est pas remonté une seule fois vers sa source. Pendant que je lisais ces journaux hardis et même véhéments, le courrier de Paris m'apportait le compte-rendu des débats du Corps législatif sur la presse et j'y voyais que M. Thiers était presque considéré comme un tribun, parce qu'il réclamait pour la France, comme une aumône impériale, les rigueurs draconiennes des lois de septembre.

Vous ne serez pas surpris d'apprendre que la Hongrie ait ses partis; quoi de plus naturel, puisqu'elle respire, qu'elle se meut et qu'elle marche d'un pas libre vers l'avenir? Ces partis ont leurs organes et leurs interprètes dans le parlement, comme dans la presse. Pendant que le *Pesti Naplo* (le *Journal de Pesth*) représente la majorité de la Diète, c'est-à-dire le parti qui gouverne, le *Hon* et le *Hazank* (le *Pays* et *Notre patrie*) servent d'interprètes à l'opposition modérée et le *Nep Zazsloja*, (l'*Étendard du peuple*), à l'extrême opposition. Un autre journal, fondé récemment sous les auspices du général Klapka, qui en a même pris la rédaction en chef, le *Szazadunk* (Notre siècle), s'attache à répandre les idées de la démocratie libérale, sans servir directement d'organe à un parti bien déterminé.

Je ne tracerais pas la physionomie de ces divers groupes, vous trouveriez sans doute que je m'écarte trop et vous ne manqueriez pas de réclamer au nom de l'économie politique. Mais je ne puis me dispenser de dire en passant qu'il n'y a véritablement que deux opinions qui comptent en Hongrie. L'une accepte l'union avec l'Autriche sous sa forme actuelle, tout en cherchant à élargir le compromis qui lui sert de base; l'autre aspire à rompre complètement avec l'Autriche, c'est-à-dire à doter la Hongrie d'une autonomie absolue. Si la Russie n'existait pas avec ses convoitises menaçantes, la dernière de ces opinions devrait sans doute l'emporter, car elle a le mérite incontestable de s'accorder mieux avec les revendications du patriotisme. Mais la Hongrie, dans l'état actuel, n'a-t-elle pas autant besoin de l'Autriche que l'Autriche de la Hongrie? Voilà une question dont les impatiences populaires peuvent bien ne pas tenir compte, mais qui doit assurément exercer une grande influence sur des hommes politiques. J'ai senti souvent cette influence pendant mon séjour à Pesth et je me garderai bien d'en faire un reproche à l'esprit hongrois.

Mon intention était d'assister à quelques séances de la Diète. Mais j'ai été privé de ce plaisir. Je croyais m'en dédommager à Vienne avec la Délégation hongroise. Quel spectacle intéressant en effet! La Hongrie à côté de l'Autriche, discutant librement avec elle d'égale à égale et lui imposant même parfois sa volonté, voilà ce que je comptais voir; malheureusement, la Délégation hongroise n'a pas siégé pendant le peu

de jours que j'ai passés à Vienne ; mais j'ai pu m'entretenir avec quelques-uns de ses membres. Aussi n'ai-je point été surpris de l'accueil qu'elle a fait récemment à ce général croate qui a cru pouvoir parler comme au temps de Iellachich.

Une question, qui m'intéressait peut-être plus que toutes les autres, c'étaient les rapports des magyars avec les divers peuples que le mouvement des invasions et des conquêtes a jetés pêle-mêle depuis des siècles sur le sol de la Hongrie, ainsi qu'avec les peuples voisins.

Je savais que, du sein même de l'exil, des hommes qui sont appelés aujourd'hui à jouer un grand rôle, avaient cherché par leurs écrits à modifier les idées et les sentiments d'une autre époque. Mais étaient-ils toujours dans la même disposition ? Les journaux allemands et les journaux russes en particulier n'ont-ils pas accusé plus d'une fois l'élément magyar d'abuser de la supériorité du nombre pour écraser les autres éléments ? J'ai eu le plaisir de reconnaître que cette accusation n'était nullement fondée. Il n'y a qu'une opinion en Hongrie, parmi les hommes qui gouvernent ou peuvent être appelés à gouverner, à l'égard des éléments étrangers qui se trouvent mêlés aux magyars : c'est l'idée d'une égalité complète. La gauche sur ce point est entièrement d'accord avec la droite : on a pu s'en convaincre par la loi qui a émancipé les israélites et les a placés sur le même pied que les autres citoyens. En voici une nouvelle preuve : la Diète reçoit, avec la même faveur les pétitions qui lui sont adressées en allemand, en serbe et même en roumain ; c'est la fraternité des langues préparant et proclamant la fraternité des races. Des sentiments analogues existent à l'égard des nationalités voisines dont les droits ont pu, dans d'autres temps, être méconnus et menacés. L'importance d'un pareil fait ne vous échappera pas. Tous ces peuples échelonnés le long du Danube ne peuvent vivre, ils ne peuvent surtout échapper à l'ambition de la Russie qu'en se serrant l'un contre l'autre. La Hongrie, qui en est la partie la plus puissante et la plus énergique, est appelée par la nature des choses à occuper une grande place dans cette organisation à laquelle la Suisse pourrait servir d'exemple. Elle semble s'y préparer par l'attitude qu'elle a prise et qui s'accusera, je l'espère, de plus en plus. Tous les amis de la liberté et de la civilisation doivent applaudir.

II

Je n'irai pas plus loin dans cet ordre de faits. Maintenant que je vous ai montré mes colis politiques et que votre douane a été si facile, je vais, mon cher libre-échangiste, vous faire voir l'autre partie de mon bagage, celle qui est votre *droicte balle*, comme aurait dit encore le charmant auteur des *Essais*. En un mot, j'aborde le terrain purement économique.

N'y étais-je pas déjà? ou, du moins, n'y avais-je pas un pied? C'est ce que j'incline à croire, malgré toutes les apparences. En effet, l'économie politique ne s'occupe pas seulement des produits et des lois qui le concernent, elle s'occupe aussi et avant tout des forces productives. Or, la plus importante et la première de ces forces, la seule peut-être qui mérite ce nom, car les autres sont ses esclaves, c'est l'homme lui-même. Mais l'homme, en tant que force, est fatalement soumis à l'influence des institutions. L'esclavage, sous toutes ses formes, l'énerve et l'affaiblit, tandis que la liberté accroît et développe ses énergies. La politique touche donc à l'économie proprement dite, et parler de la première, au moins dans ses principes généraux, c'est traiter indirectement de la seconde.

Quoi qu'il en soit, je vais me renfermer maintenant dans le cercle des faits purement économiques et vous dire comment sous cet aspect la Hongrie s'est montrée à moi. Je ne puis vous donner naturellement qu'un croquis rapide de ce que j'ai vu ou appris en passant, tandis qu'il s'agirait d'une série de tableaux plus ou moins développés. Que de questions en effet! Ce n'est rien moins que la vie économique de la Hongrie dans la variété de ses phénomènes.

Je pourrais suppléer à ces tableaux avec les chiffres, cette langue concise et expressive de la statistique. Malheureusement, il n'y a point de statistique hongroise. Je connais et j'apprécie les travaux de MM. de Czœrnig, de Fullinger et de quelques autres écrivains; je les ai consultés plus d'une fois dans mon voyage; mais, s'il est permis de les prendre pour guides, quand il s'agit de l'Autriche et de quelques autres parties de l'Empire, il n'en est pas de même à l'égard de la Hongrie. Leurs calculs, par exemple, sont incomplets et même erronés au sujet de la population et des éléments qui la constituent. C'est ce qui m'a été démontré. Une pareille statistique, sous l'administration autrichienne, au milieu des défiances et des haines que provoque toujours l'oppression étrangère, surtout chez un peuple fier et énergique, ne pouvait pas être dressé avec exactitude. Les chiffres qui concernent l'agriculture, l'industrie et le commerce donnent lieu en partie à la même observation. Ils se présentent cependant de la meilleure façon du monde et avec un air imposant d'autorité; mais ils n'en valent guère mieux. J'ai vu, en traversant l'Allemagne, un de ces honnêtes assembleurs de chiffres qui, réduit à ses seules forces et caché, pour ainsi dire, dans un coin, avait fait de gros volumes de statistique. L'esprit allemand est si fécond dans ce genre de travaux, comme dans tous les autres, qu'on ne l'embarrasserait pas, j'en suis convaincu, en lui demandant la statistique de Babylone, de Ninive ou de Persepolis.

Ce n'est guère qu'aujourd'hui que commence, à vrai dire, la statistique hongroise. Le gouvernement national était à peine installé.

créait un bureau spécialement chargé de recueillir et de coordonner tous les faits qui s'y rapportent. Ce bureau est dirigé par un homme intelligent, qui s'est voué avec zèle à cette tâche utile. Il a déjà commencé ses travaux; j'ai pu m'assurer, pendant mon séjour à Pesth, qu'il les conduisait habilement et je lui dois même quelques communications intéressantes.

Je pourrais, grâce à lui, vous donner certains chiffres qui me paraissent assez dignes de confiance; mais ils ne vous montreraient qu'un ou deux points du tableau; j'aime mieux les mettre de côté. Je n'en ai pas besoin d'ailleurs, pour vous faire voir quel est l'état actuel de la Hongrie sous le rapport économique et ce qu'on en peut attendre.

Des obstacles de toute sorte entravaient avant ces derniers temps la prospérité de la Hongrie et la condamnaient fatalement à une pauvreté relative au milieu même des richesses que la nature lui a prodiguées sous toutes les formes.

Le premier de ces obstacles et le plus puissant peut-être, c'était le régime adopté par l'Autriche à l'égard de la Hongrie. Il ne s'agit pas seulement ici des mesures politiques, mais encore des mesures administratives et financières dont l'influence était peut-être plus funeste. C'était l'ancien système colonial avec son âpre égoïsme. La Hongrie était sacrifiée à la métropole, c'est-à-dire à la partie allemande de l'empire. « Nous étions traités comme une colonie, » me disait naguère l'un des hommes d'État qui président aux nouvelles destinées de la monarchie de Saint-Etienne. Ce détestable régime a enfin disparu, mais il en reste encore malheureusement plus d'une trace dans la législation douanière.

Un autre obstacle qui retardait le développement économique de la Hongrie, c'était le servage avec ses tristes conséquences. Il disparaissait, il y a vingt ans, dans ce mouvement national qui, sans l'intervention russe, aurait rendu peut-être la Hongrie complètement maîtresse d'elle-même. Mais il a fallu un certain nombre d'années pour que cette mesure, sagement révolutionnaire, produisît les résultats qu'il était permis d'en attendre. Ce n'est qu'hier, pour ainsi dire, que le paysan émancipé a commencé à se reconnaître et qu'il a été moins avare de sa sueur, parce qu'il en devait recueillir tous les fruits.

Enfin, les vices des institutions étaient aggravés encore par les mœurs, et il y avait là un dernier obstacle à la prospérité nationale. Beaucoup de magyars, c'étaient généralement les plus riches, dépensaient leurs revenus en folles magnificences à Vienne, à Paris ou ailleurs; ils ne s'arrêtaient pas même toujours aux revenus; il leur arrivait plus d'une fois de dévorer une partie de leurs capitaux. C'était autant d'enlevé à la nation, victime de ces prodigalités. Aujourd'hui ces habitudes sont moins générales. Les fils et les héritiers de ces ~~magnifiques~~ fastueux tourmentent moins leur fortune, pour rappeler l'ancien; ils se

contentent même souvent de dépenser une partie de leurs revenus et ils capitalisent l'autre, ce qui augmente d'autant et leur propre richesse et la richesse nationale.

Il ne manquait, pour transformer entièrement la situation, que l'émancipation politique de la Hongrie. Elle a été obtenue par une revendication patiente et obstinée, qui a eu la fortune pour complice. C'était une garantie donnée à tous les intérêts et surtout à ceux qui avaient le plus à redouter le retour du despotisme : il est arrivé ce qui arrive toujours en pareil cas, on a vu surgir partout des forces nouvelles.

L'agriculture était déjà en progrès avant l'inauguration du régime actuel. Elle avait dû en partie ses développements à l'influence salubre qu'exerçaient plusieurs sociétés agricoles. Ces sociétés se sont multipliées cette année, parce que la liberté leur est naturellement favorable. Plusieurs centres importants en manquaient, entre autres Debreczin; ils en possèdent aujourd'hui. Ce sont, en général, les grands propriétaires qui sont à la tête de ces associations. Ils donnent eux-mêmes plus d'une fois l'exemple des améliorations et des réformes qu'ils cherchent à propager. La nature du sol et l'étendue des domaines, qui forment encore le caractère dominant de la propriété, se prêtent merveilleusement en Hongrie à l'introduction des machines à vapeur. L'usage de ces machines tend à se répandre; il y en a déjà un grand nombre et le chiffre en augmente tous les jours. J'ai vu assez souvent la vapeur courir à travers les champs, et sans la différence du ciel et du climat, j'aurais pu me croire en Angleterre. C'est grâce à ces progrès agricoles, que la Hongrie a pu, cette année, vendre pour 300 millions de blé à l'Europe occidentale, et elle aurait pu en jeter encore d'avantage sur le marché, si les moyens de communication avaient répondu aux besoins du moment.

Un mouvement, plus sensible encore, se manifeste dans l'industrie. La ville de Pesth a vu s'élever dans ces derniers mois des fabriques de toute sorte, dont le capital est assez considérable. D'autres établissements industriels sont à la veille d'y naître. Ceux qui existaient déjà augmentent leurs moyens d'action, et je sais que le gouvernement est saisi de plusieurs projets de société, d'un entre autres pour la construction des voitures de chemins de fer. La Hongrie abonde en minerais, et l'Europe serait peut-être surprise si une carte minéralogique lui montrait tout à coup l'étendue de ces richesses. Ces minerais commencent à être exploités. Des concessions ont été déjà données par le gouvernement; d'autres sont demandées et seront accordées à leur tour. L'industrie du fer existait déjà, mais elle était en souffrance; elle se ranime aujourd'hui et il est permis de croire qu'elle ne tardera pas à prospérer, parce que deux voies ferrées, celle de Kaschau à Oderberg et celle de Ha Gomor, vont mettre à sa disposition le bassin houiller du nord

Hongrie. Mais l'industrie qui a réussi le mieux et qui n'a point d'égale c'est celle des moulins à vapeur. De puissantes sociétés se sont constituées pour transformer en farine cette immense quantité de blé que la Hongrie vend à l'Europe. Quelques-unes de ces sociétés ont augmenté leur capital après quelques mois.

Il s'en est formé aussi de nouvelles. Les plus importantes ont leur siège à Pesth; mais il en existe dans les principales villes; leurs actions sont cotées à la Bourse et elles jouissent d'une grande faveur. Il y en a qui rapportent de 20 à 30 0/0. On trouverait peu d'entreprises industrielles, même dans les pays les plus favorisés, qui offrent des avantages aussi considérables.

Ce double progrès de l'industrie et de l'agriculture doit profiter nécessairement au commerce, qui se développe dans des proportions analogues. Il rencontre encore malheureusement trop d'obstacles dans l'insuffisance des voies de communication. Mais le gouvernement n'était pas plutôt installé qu'il songeait à lever ces obstacles. Tel est le but de l'emprunt qui vient d'être contracté : il doit servir à doter la Hongrie d'un nouveau chemin de fer, qui est indispensable à la prospérité commerciale. Le gouvernement songe aussi à consacrer d'autres crédits à l'amélioration de la viabilité ordinaire qui offre partout de fâcheuses lacunes et que l'administration autrichienne a laissée généralement dans un état déplorable. Si cette question n'est pas soumise à la Diète dans le courant de cette année, elle lui sera sans doute présentée l'année prochaine. Un code de commerce, qui est déjà prêt et qui ne tardera pas à être discuté, est appelé à écarter un obstacle, moins visible peut-être, mais non moins funeste : les mauvaises lois, comme les mauvais chemins, retardent fatalement le progrès des échanges et le rendent même quelquefois impossible. Au milieu de toutes ces difficultés, le commerce a su trouver le moyen de marcher en avant. Des sociétés d'exportation se sont établies et il s'en forme maintenant une nouvelle avec des ressources plus considérables. Voici du reste un fait qui peut servir à montrer l'essor que le commerce a pris dans ces derniers temps. Il existe trois compagnies de bateaux à vapeur sur le Danube : elles ne suffisent pas aux besoins, toujours croissants, des transports, et il est question de former une nouvelle société qui pousserait jusqu'à Galatz.

Il en est du crédit comme du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Je puis même dire qu'il a pris en peu de temps des proportions vraiment extraordinaires. En voulez-vous une preuve? Quelques semaines, tout au plus, après l'installation du nouveau gouvernement, au mois d'août de l'année dernière, il se fondait à Pesth une banque, destinée à créditer toute sorte d'entreprises, au capital de 30 millions de florins ou de 75 millions de francs. Bientôt après est venue une banque

anglo-hongroise, dont les titres ont été émis pendant mon séjour à Pesth. Son capital est de 10 millions de florins. Les actions ont été immédiatement placées et elles ont fait prime, pour employer le patois de la Bourse. Il existait déjà à Pesth deux autres établissements de crédit industriel et commercial : ils vont augmenter leur capital pour étendre leur cercle d'opérations. Enfin, il est question de fonder une société de crédit immobilier qui opérera dans toute la Hongrie, ainsi qu'une banque générale agricole, dont le privilège est déjà accordé. L'exemple de Pesth est suivi par les autres villes. Kaschau, Grosswardein et Arad possèdent déjà ou sont à la veille de posséder des institutions de crédit en faveur de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Il en est de même de Presbourg, de Szegedin et de Temesvar. Des banques populaires se fondent à côté de ces grands établissements, comme si la Hongrie voulait rivaliser avec l'Allemagne. Le principe fécond et salutaire du crédit mutuel se propage de tous côtés, et quoiqu'il date à peine d'hier, il a déjà poussé de profondes racines.

Je n'ai pas besoin de vous dire que la presse n'est point restée étrangère à tout ce mouvement économique. Si elle ne l'a point créé, car il est né en quelque sorte de lui-même, comme un produit naturel du temps, elle a du moins le mérite de le seconder avec un zèle tout patriotique. Les questions politiques occupent, il est vrai, la première place dans la plupart des journaux, comme vous avez pu le voir, par ce que je vous en ai dit en passant, mais il ne faut pas croire que les questions économiques y soient laissées à l'écart. C'est ainsi que le *Pester Lloyd*, par exemple, fidèle à son titre, ne néglige rien de ce qui peut intéresser le commerce national. Un autre journal, le *Szazadunk*, dont je vous ai déjà parlé, consacre tous les jours aux faits économiques une partie de ses colonnes. L'écrivain qui est spécialement chargé de ce travail avait été jeté par l'exil en Angleterre; il en est revenu avec un bon livre d'économie rurale. Il existe aussi un journal, le *Gazdaszati lapok*, qui traite uniquement de l'agriculture, comme son titre l'indique. Enfin, je puis citer une autre publication, d'un cadre plus vaste, dont le titre est emprunté à une feuille belge; c'est le journal de *Eanyaye erdekak* ou des *Intérêts matériels*. L'économie politique, envisagée comme science à point de vue exclusif des principes, ne se trouve représentée par aucun organe. Mais les Hongrois peuvent profiter, sous ce rapport, des travaux de l'Allemagne et de la France : ils connaissent tous l'allemand quant au français, il est généralement compris par les classes lettrées.

Voilà ce que j'ai vu en Hongrie et ce que je retrouve dans les documents que j'ai rapportés de mon voyage. Je pourrais y ajouter de nombreux détails qui vous montreraient mieux les hommes et les choses, mais je dois y renoncer, pour ne pas trop dépasser les limites d'un

simple lettre. D'un autre côté, je travaille dans ce moment à compléter ces notes, grâce à des communications obligeantes, pour en faire le sujet d'un livre qui ne sera point, je l'espère, dépourvu de tout intérêt; qui sait si je n'irai pas de nouveau puiser à leur source les renseignements qui me paraîtront nécessaires ?

En attendant, je crois pouvoir conclure de ce que je vous ai montré que la Hongrie, redevenue libre, profite virilement de sa liberté et que, par un heureux concours de circonstances, elle goûte déjà les bienfaits d'une véritable transformation économique. J'aurais peut-être le droit de tirer une autre conclusion de ce spectacle : c'est que, malgré tous les efforts des réactions politiques et religieuses, la vieille Europe s'en va tous les jours et tend de plus en plus à disparaître de la scène.

Certes, je traîne pour ma part, et qui la sent plus que moi ? cette *chaîne des espérances trompées*, dont parle Bossuet : il me faut même quelquefois faire un effort sur moi-même pour ne pas désespérer de l'avenir. Mais comment croire encore au passé ? Voici un empire qui semblait tenir par un câble d'airain aux institutions d'autrefois. Le passé, battu partout, s'y était réfugié comme dans une forteresse inexpugnable : il avait le droit de s'y croire immortel, et cependant il y meurt sans espoir de revivre. A Vienne comme à Pesth, partout j'ai cru assister à ses funérailles. Je ne sais pas si je me trompe, mais il m'a semblé voir son cadavre rouler dans le Danube, pour aller se perdre dans la mer Noire.

Je terminerai ma lettre par ces mots : ils en sont, en quelque sorte, le résumé, et comme je sais que vous n'en prendrez pas le deuil, je n'hésite pas à vous les dire en vous priant de croire à tous mes sentiments d'amitié.

PASCAL DUPRAT.

Florence, 30 avril 1868.

LA

LIGUE INTERNATIONALE DE LA PAIX

La ligue de la paix a été plusieurs fois déjà nommée dans ce recueil. Elle n'y a guère été que nommée. Ce n'est pas assez, quelque bienveillantes qu'aient été d'ailleurs ces rapides mentions. Les lecteurs du *Journal des Economistes*, justement préoccupés de tout ce qui peut modifier, en bien comme en mal, les charges et les ressources des sociétés, ont besoin d'être renseignés sur une œuvre qui, si elle atteint son but, doit avoir une influence de premier ordre sur la prospérité commune; et cette œuvre, de son côté, est en droit d'attendre de leur intelligence

et de leur cœur un concours aussi efficace qu'éclairé. Un aperçu sommaire de son but, de son caractère et de ses moyens d'action, est donc particulièrement à sa place ici. Nous allons essayer de le donner.

La *Ligue de la paix* est née, il y a précisément un an, en avril 1891, du soulèvement d'opinion qui arrêta alors une guerre imminente. Mais ce serait être injuste, ce serait en même temps affaiblir à plaisir l'importance des idées dont elle est l'expression, que de placer à cette date l'origine de la résistance contre la guerre, dont elle n'a été qu'une forme. La vérité est que, depuis un demi-siècle environ, — c'est-à-dire depuis la fin des grandes luttes dans lesquelles se sont épuisés nos pères, — un travail de plus en plus marqué n'a cessé de se faire, au sein des sociétés civilisées, contre cet esprit d'hostilité et de violence dont elles venaient de souffrir si longtemps. Dès 1818 se fondait à New-York une *Société de la paix*. Celle de Londres, dont l'activité ne s'est jamais ralentie, date de 1816. Ces premiers exemples furent promptement imités, et les pays occupés par la race anglo-saxonne virent se multiplier de divers côtés les fondations analogues. C'est dans ces sociétés que se signalèrent les Gurney, les Sturge, les H. Richard, les Burritt, les Scoble, et bien d'autres, dont plusieurs heureusement sont encore vivants pourvoir les progrès de leur cause.

A Genève, en 1830, une *Société de la paix* fut fondée par M. le comte de Sellon. D'autres furent établies en Belgique; et à Paris, dès 1841, la Société de la morale chrétienne instituait dans son sein un *Comité de la paix*. Peu après s'établissait dans la même ville une *Société de la paix* proprement dite. Plusieurs organes, notamment le *Héraut de la paix* (*The Herald of peace*), furent créés pour propager les doctrines de ces sociétés.

L'horreur de la guerre se faisait ainsi jour simultanément dans chaque nation. Bientôt elle prit un caractère plus général, et les efforts des hommes dévoués à cette cause ne demeurèrent plus circonscrits dans l'intérieur de leurs frontières respectives. Dès 1843, une manifestation internationale attestait leurs progrès. Ce fut le congrès tenu à Londres, sous la présidence de M. Hindley, membre du Parlement, par les délégués des Sociétés d'Europe et d'Amérique. L'*arbitrage* y fut, dès le début, nettement posé en principe, et 54 gouvernements reçurent communication d'une adresse dans laquelle ce principe était recommandé à leur attention. C'est ce même principe que, vingt ans plus tard précisément, l'un d'eux devait proclamer officiellement avec éclat, et que plus récemment la conférence de Londres, — sans l'appeler par son nom, — devait faire heureusement passer dans les faits.

L'exemple une fois donné, les congrès se multiplièrent rapidement, et chaque année, pour ainsi dire, eut le sien. Les plus célèbres sont ceux de *Bruxelles*, en 1848, présidé par M. A. Visschers (l'un des mem-

lres principaux de la Ligue actuelle), et qui pendant trois jours réunit ~~des~~ hommes les plus distingués des deux mondes; celui de *Paris*, en 1849, dont la présidence honoraire fut décernée à l'archevêque de *Paris*, la présidence effective à M. Victor Hugo, et dans lequel le véritable esprit du christianisme eut un de ces triomphes dont le seul récit, à vingt ans de distance, émeut et transporte encore tous les cœurs(1); celui de *Francfort* enfin, en 1850, qui porta sur la rive droite du Rhin le drapeau de la fraternité universelle, et constitua un moment, à côté du Parlement allemand, la diète du genre humain.

Bien d'autres assemblées analogues eurent lieu depuis, mais avec un retentissement moindre. Ce n'étaient plus des nouveautés. L'idée de la paix entrait, d'ailleurs, dans une phase nouvelle. Les rencontres momentanées ne suffisaient plus; on voulait davantage : on cherchait à rattacher, par des liens habituels et permanents, tous ces défenseurs de la même cause, — inconnus les uns des autres le plus souvent, ou à peine entrevus parfois dans le défilé oratoire d'une manifestation d'apparat, — dont l'ensemble doit former la grande et bienfaisante milice des temps nouveaux.

Le premier pas dans cette voie, à notre connaissance au moins, — nous sommes loin malheureusement de tout connaître, — c'est l'association créée, dès 1846, par l'infatigable E. Burritt, sous le nom de *Ligue de la Fraternité universelle* : un journal, publié sous le même nom, *The Bond of brotherhood*, atteste encore aujourd'hui la persévérante énergie de ce vaillant apôtre. Plus tard, et sur d'autres points, d'autres efforts furent faits, et d'autres succès obtenus. Nous citerons entre autres le *Cosmopolite*, sorte de tribune en trois langues, ouverte, en 1863, aux communications des amis de la paix de toutes les nations, par M. Edmond Potonié; et la *Ligue du bien public et de la paix*, fondée à Anvers, grâce à l'actif concours de M. Hubert Bastia, par le même. Nous citerons également l'*Union de la Paix*, du Havre, créée dans cette ville par un groupe d'hommes dévoués, à la tête desquels il convient de citer le président M. Bielefeld, et le secrétaire général M. F. Santallier, auteur d'une remarquable brochure qui justifie bien son titre d'*Appel au monde entier*. Cette union comptait déjà, avant le mois d'avril dernier, de nombreux et zélés adhérents; elle n'a cessé de se développer depuis.

Les choses en étaient là, lorsqu'au printemps de 1867 s'ouvrit ce grand et magnifique concours des peuples qui semblait la protestation universelle du travail contre la destruction et l'insécurité. Au même

(1) Organisée par MM. Richard et Burritt, délégués de la Société de la paix de Londres, par M. Visschers, et par M. Joseph Garnier, secrétaire perpétuel de la Société d'économie politique.

moment, comme pour essayer ses forces, l'esprit de guerre se révélait de toutes parts ; et les drapeaux des nations s'étaient à peine unis dans le *Champ de Mars*, devenu pour eux le *Champ de la Paix*, que déjà le vent des batailles tentait d'en séparer violemment les plis. Ce fut l'esprit de paix qui l'emporta, grâce à la modération réciproque des deux puissances en cause, grâce à la médiation conciliante d'une puissance amie, grâce surtout, peut-être, à l'heureuse influence de l'opinion qui, en manifestant hautement la sagesse des peuples, rendit possible celle des souverains.

Au milieu de ce grand et heureux soulèvement de l'opinion un mot avait été prononcé ; et, comme jadis un mot analogue en Angleterre, avait eu la bonne fortune de devenir aussitôt un cri de ralliement, c'était le mot de *Ligue internationale de la Paix*. La guerre écarta beaucoup de ceux qui avaient mis le plus d'empressement à acclamer cette croisade nouvelle n'y auraient plus songé peut-être : — on a avec raison que la crainte de la guerre ressemble à la crainte de mort, dont on ne se préoccupe en général que quand on l'a en face soi, c'est-à-dire quand il n'est plus temps, — et le but semblait atteint puisque la catastrophe était évitée.

Ce ne fut pas l'avis de tous, heureusement. Quelques-uns pensèrent que, pour éviter un danger, il faut le prévoir ; et que, les causes de guerre étant de tous les instants, c'est par une action de tous les instants qu'il faut combattre la guerre. Ils se dirent que ce n'était pas que l'Europe eût échappé aux horreurs d'un effroyable conflit, fallait qu'elle recouvrât la sécurité et la confiance ; et que pour la rendre il était nécessaire d'attaquer à sa source le mal même de la guerre n'est qu'un symptôme : l'esprit de jalousie, de cupidité, de prépondérance. En conséquence, ils s'entendirent pour faire succéder à un effort passager une action durable, et dès le mois de mai la déclaration suivante, tirée à plusieurs milliers d'exemplaires, était adressée par eux à tous les organes de la presse française et étrangère :

Les soussignés, unis dans des mêmes sentiments de prévoyance, de justice et d'humanité ;

Considérant que la guerre et les animosités réciproques qu'elle engendre sont en contradiction manifeste avec toutes les tendances de la civilisation, et spécialement avec cet irrésistible mouvement qui plus en plus, rapproche les hommes par le travail ;

Convaincus que le véritable patriotisme, à mesure qu'il fait sentir aux diverses nations le prix de leur propre indépendance, impose plus visiblement le devoir de s'abstenir de toute atteinte à toute menace à l'indépendance des autres nations ;

Déclarent prendre ensemble la résolution de défendre et de

elon leurs forces, ces grands principes de respect mutuel qui doivent être désormais la charte commune du genre humain ;

Et dans cette intention ils se constituent, dès aujourd'hui, en Comité pour la formation d'une *ligue internationale et permanente de la paix*.

Ils font avec confiance, pour le développement et le succès de cette œuvre, appel au concours de tous les hommes de bonne volonté de tous les pays.

Au bas de cet appel étaient les noms ci-dessous, qui sont demeurés mis dans toutes les publications ultérieures de la ligue :

ALTELD, conseiller intime de régence à Dusseldorf (Prusse), vice-président de la LXXXIX^e classe de l'Exposition. — Arlès DUFOUR, vice-président du IV^e groupe. — Cesare CANTU, ancien député au Parlement italien. — Michel CHEVALIER, sénateur, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques. — Auguste COUVREUR, membre de la chambre des représentants de Belgique. — Jean DOLLFUS, maire de Mulhouse, vice-président du X^e groupe. — Joseph GARNIER, rédacteur en chef du *Journal des Economistes*, secrétaire du Congrès de la paix, en 1849. — A. GRATRY, prêtre de l'Oratoire, membre de l'Académie française. — ISIDOR, grand rabbin du Consistoire central israélite. — Baron Justus de LIEBIG, de Munich, président du X^e groupe. — MARTIN PASCHOU, pasteur de l'Eglise réformée de Paris. — L. M. PASTOR, sénateur, ancien ministre des Finances, président de l'Association espagnole pour la réforme douanière, etc. — Frédéric PASSY. — Charles SUMNER, membre du Sénat des Etats-Unis, à Boston. — Docteur de VARRENTRAPP, de Francfort. — Auguste VISSCHERS, membre du Conseil des mines de Belgique, président du Congrès de Bruxelles en 1848, vice-président du Congrès de Paris en 1849, etc.

Cette première pièce n'était qu'un point de départ. Elle fut presque immédiatement suivie d'une seconde dont nous reproduisons également les dispositions principales :

La *Ligue internationale de la paix* a pour but exclusif la propagation des idées indiquées dans ses déclarations précédemment publiées.

Sa durée est indéfinie.

Elle admet dans son sein, *sans distinction de race, de couleur ou de sexe, sans acception de parti ou de religion*, toutes les personnes qui acceptent son programme et se sentent disposées à en seconder la réalisation.

La ligue se compose : 1^o de *Fondateurs* ; 2^o de *Sociétaires* ; 3^o d'*Adhérents*.

Le titre de Fondateurs est acquis aux membres actuels du Comité et à tous ceux qui, dans le cours de la première année, auront versé une somme une fois payée de CENT FRANCS au moins.

Les Sociétaires doivent une cotisation annuelle de CINQ FRANCS.

Les adhérents ne sont astreints à aucune obligation.

On le voit, le caractère de l'œuvre nouvelle était nettement déterminé dès le début. Ce n'était pas ce qu'on est convenu d'appeler une œuvre *politique*; ce n'était pas davantage une œuvre *nationale*; c'était une œuvre *HUMAINE*.

Ce n'était pas aux passions passagères, aux préoccupations personnelles, aux influences locales qu'il s'agissait de donner satisfaction et de faire appel; c'était aux convictions sérieuses, aux sentiments généraux, à la prévoyance et à la sagesse véritables. C'était, en un mot, sur un solide terrain « des principes et des intérêts universels » que se plaçait la Ligue. A choisir ce terrain, elle se privait, sans doute (et elle ne l'ignorait pas), de bien des moyens de succès apparent; elle renonçait aux concours intéressés et aux enthousiasmes éphémères; et elle se condamnait à n'avoir guère pour elle ces bruyantes trompettes toujours prêtes à sonner la charge contre ceci ou contre cela. En revanche, elle n'avait pas à craindre ces méprises, ces malentendus, ces illusions suivis bientôt de refroidissement, de découragement ou d'aigreur, qui sont l'écueil habituel des œuvres hâtives et trop légèrement prêtées. Elle pouvait espérer qu'on ne viendrait à elle qu'en connaissance de cause; qu'une fois venu on lui resterait fidèle; et que ses progrès, peut-être moins rapides d'abord, n'en seraient que plus certains et plus tenus.

C'est ce qui est arrivé et ce dont il serait facile de faire la preuve si nous n'étions retenus par le défaut d'espace. La Ligue, d'ailleurs, a ses publications, destinées plus particulièrement à ses membres, mais accessibles à tous. Elle a ses *Bulletins* (1), dans lesquels sont consignés, avec les noms de ses adhérents et leurs souscriptions, les extraits les plus intéressants et les plus significatifs de sa correspondance et des organes de la presse étrangère qui lui sont adressés des deux mondes. Elle aura bientôt, elle-même, pour le service de sa cause en France, un organe périodique et régulier, et dès maintenant elle a entrepris, et elle réalise activement, la formation d'une *Bibliothèque de la Paix* qui deviendra le dossier nécessaire de la question (2). Elle va, enfin, à l'expiration de sa première année, réunir ses membres pour leur rendre compte de sa situation matérielle et morale, en assemblée générale. Elle fera connaître alors ce qu'elle a obtenu déjà, et elle renvoie sans crainte à cet exposé

(1) *Ligue internationale et permanente de la paix*, premier et deuxième bulletins; Paris, Guillaumin. 2 broch. in-8, prix 15 cent.

(2) La première livraison : *Les Guerres contemporaines*, par M. P. Leroy Beaulieu, est en vente à la librairie Guillaumin et au secrétariat de la Ligue, rue Roquépine, 18. Les deuxième et troisième paraîtront avant la fin du mois. — On trouve aux mêmes adresses la conférence sur *la Paix et la Guerre*, de M. F. Passy, aux prix de 10 et 15 centimes.

qui demandent toujours des faits, comme si les idées n'en étaient

es? nous diront certaines personnes : est-ce avec ces armes que tendez avoir raison de cet esprit de vertige et d'erreur qui s'est e l'Europe? Penseriez-vous, par hasard, que les armées, partout se soulever comme des flots irrités, vont se disperser à votre que les souverains, si leur politique a décrété la guerre, ont devant votre *veto*? Nous le voudrions, mais nous n'y pas: ce n'est pas de cette monnaie que se payent les hommes

cela, nous n'avons qu'une réponse à faire, ou plutôt à répéter ; on ne comprend pas le but de notre œuvre, et que l'on nous prête des intentions qui ne sont pas les nôtres. Que la guerre éclate demain, que plaisent à le répéter les prophètes de malheur, nous en gémissons nous n'en serons ni découragés, ni humiliés. C'est que notre œuvre n'est pas celle qu'on nous attribue ; elle est à la fois et plus simple et plus haute. Nous ne nous sommes pas unis pour combattre ou pour empêcher spécialement telle guerre ou telle mesure, encore bien que notre œuvre ne cesse n'y pas être toujours inutile ; mais pour combattre l'esprit qui a fait les guerres et aux mesures de guerre. Nous n'avons pas la prétention d'ouvrir les conseils des princes et de peser directement sur les décisions qui s'y prennent ; mais nous avons la détermination d'agir et de nous tenir ferme sur les idées, sur les sentiments, sur les mœurs des sociétés. Ce n'est pas l'état règle toujours avec le temps la conduite des cabinets, et souvent sont les vraies coupables des fautes dont elles se plaignent. Ce n'est pas aux hommes, c'est aux choses que nous en avons ; et ce n'est pas à changer des lois, c'est à faire prévaloir des convictions que vise et que poursuit toujours notre propagande. Lorsque, grâce à elle, la guerre sera désuète et la paix devenue populaire ; lorsque, à force de réfléchir et de discuter, on saura ce que coûte la guerre et ce que rapporterait la paix ; lorsque surtout les partisans de la paix se seront comptés, et qu'à mesure qu'ils se compteront, ils se seront trouvés plus nombreux, plus actifs, plus influents et plus forts, ... alors, tout naturellement, l'esprit de guerre se retireront devant cette force grandissante ; et le monde, sans secousse et sans violence, s'il est sage, verra s'accomplir une nouvelle révolution plus grande et plus décisive que toutes les autres. C'est cette révolution pure et bienfaisante que la *Ligue de la paix* a pour mission de réaliser ; rien de plus, rien de moins.

est pas faite, nous le savons bien ; et c'est pour cela qu'il y faut persévérer. La guerre a toujours déchiré le monde, nous le savons encore. Nous savons aussi que bien d'autres maux ont pesé sur le monde et qu'il y a eu cependant. Il y a eu des temps où l'esclavage était la pierre

angulaire de la société et le travail universellement méprisé et honni. Il y a eu des temps où la justice s'appuyait sur la torture et où l'arbitraire était la règle des châtimens. Il y a eu des temps où l'impôt était en raison inverse de la richesse et où la conscience humaine, dans ce qu'elle a de plus sacré, était journellement et solennellement foulée aux pieds.

Tous ces abus et bien d'autres semblaient indestructibles, et cependant ils ont été détruits. Pourquoi ? Parce que contre eux se sont levés des hommes qui ne se sont pas arrêtés aux difficultés et aux obstacles. Ils ont vu le mal, ils ont vu le remède ; et ils ont combattu le mal et réclamé le remède, sans ignorer bien souvent que leurs bras s'useraient dans la lutte, et que leurs yeux se fermentaient avant le jour du succès. Ils ont gagné peu à peu à la vérité la conscience humaine, et le succès est venu. Pourquoi n'en serait-il pas de même de la répudiation de la guerre, et qu'y a-t-il de chimérique à essayer après d'autres cette grande réforme ? N'est-il pas visible que son tour est venu ? Si de grandes forces travaillent encore contre elle, de grandes forces ne travaillent-elles pas pour elle aussi ? Que sommes-nous nous-mêmes, et qu'est cette œuvre que nous tentons, sinon l'émanation d'une opinion nouvelle qui de toutes parts grandit et à laquelle nous devons le meilleur de nos lumières et de notre zèle ? Ne pourrait-on pas dire même, sans exagération, que cette opinion balance visiblement déjà l'opinion contraire ; et que les oscillations de la politique contemporaine ne sont que l'expression de cette lutte croissante de l'esprit ancien et de l'esprit nouveau ? Quand cet esprit nouveau remportera-t-il définitivement la victoire ? Nous ne le savons. Mais nous savons qu'il la remportera. Nous savons que le devoir, pour les hommes éclairés, est de travailler à hâter ce triomphe. Nous savons aussi que le *sens pratique*, pour les hommes réellement pratiques, consiste à faire ce qui est possible et à le faire le mieux possible. Or pour savoir ce qui est possible, nous ne connaissons qu'un moyen, c'est de l'essayer. C'est ce qu'ont fait avant nous les Franklin et les Cobden, ces grands ennemis de la guerre, pour n'en pas citer d'autres. Et quand on a avec soi des *utopistes* comme ceux-là, on peut, ce nous semble, ne pas trop se trouver trop humiliés de l'épithète et regarder, à son tour, avec quelque mélancolique et indulgente pitié ces hommes *positifs* dont l'idéal semble être de ne rien faire ici-bas, et qui ne s'y croient destinés, apparemment, qu'à enregistrer docilement les arrêts de la fatalité.

FRÉDÉRIC PASSY.

REVUE DES PRINCIPALES

PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER

SOMMAIRE. — *Journal of the statistical Society de Londres.* Discours d'ouverture de M. Grant-Duff. L'instruction publique en Turquie. La bienfaisance aux Indes. Le conseil de prud'hommes de Nottingham. Importation et exportation en France des cotons anglais et *vice versa*. Le Clearing-House de New-York (1854-1867). — *The Economist.* Nature et loi des crises. Recettes et dépenses locales. L'enseignement des sciences. — *Hunts Merchant Magazine.* Étude sur le tarif et le principe de taxation. Remboursement de la dette publique. Les banques nationales. — *Revue trimestrielle d'économie politique* de M. J. Faucher. La science économique appliquée. Les charges publiques il y a deux siècles. Le 10^e groupe à l'Exposition universelle. Divers. — *Revue trimestrielle allemande.* L'armée française et l'armée de l'Allemagne du Nord. Du meilleur emploi des fonds des caisses d'épargne. — *Zeitschrift du bureau de la Statistique de Prusse* de M. le conseiller intime Engel. — Le combustible. Les assurances contre l'incendie. — *Gazette internationale des assurances* de Berlin, premier numéro. — *Le Arbeitgeber.* Les armées permanentes. Assurances contre les faillites. — *Journal de statistique suisse.* Travaux originaux. Sociétés de secours mutuels. Taille moyenne. La statistique dans les écoles. Les registres de l'état civil sont une source pour l'histoire. Statistique des cultes en Suisse. — *Gaceta economista.* Morcellement de la propriété. Dette hypothécaire. Consommer n'est pas détruire. — *Le Finanze.* Comment les produits augmentent. Statistique financière.

Le *Journal of the statistical Society* de Londres renferme cette fois un plus grand nombre d'articles que d'habitude. La série est ouverte par l'*Opening adress* de M. E. Grant-Duff, M. P., prononcée à Dundée, lors du Congrès des sciences sociales. C'est une nouvelle et excellente apologie de l'économie politique et de la statistique, dans laquelle l'honorable orateur prouve pour la millième fois qu'un économiste n'est pas nécessairement un homme sans cœur, lors même qu'il trouve que la science économique est soumise à des lois, comme toutes les autres sciences.

M. Hyde Clarke expose, avec de très-intéressants développements, l'organisation de l'enseignement en Turquie. Nous apprenons que les écoles primaires musulmanes sont nombreuses, mais qu'on n'y apprend guère qu'à lire et à prier; — que les jeunes filles vont à la même école que les petits garçons, quoique dans une proportion moindre, et moins longtemps; — que les écoles secondaires ou supérieures sont principalement entretenues sur le produit de fondations, que ces produits sont insuffisants, que l'enseignement a lieu tout à fait à l'orientale, mais que, néanmoins, des pas, qu'il indique, sont faits vers l'adoption de méthodes

plus modernes, plus européennes. — Le colonel Sykes nous raconte des choses curieuses sur la bienfaisance des Hindous, des Parsis, des Israélites et autres indigènes. Il s'agit de la bienfaisance des gens riches, les sommes sont considérables, et nous admirons l'esprit de tolérance et de fraternité qui anime ces « mécréants. » Il est regrettable qu'on n'ait pas autant de renseignements sur les charités des classes inférieures, qu'on sait d'ailleurs être très-actives. — M. Renals décrit une sorte de conseil de prud'hommes (*Board of arbitration*) établi à Nottingham dans l'intérêt de l'industrie de la bonneterie. Ce conseil est composé de 9 patrons et de 9 ouvriers, il existe depuis 1860, et a pour but de résoudre d'un commun accord les questions de salaire. Ce conseil paraît avoir déjà fait beaucoup de bien, et avoir pu prévenir des grèves; mais comment se comportera-t-il dans le cas où l'un des fabricants fera une invention qui lui permettra de donner ses produits à meilleur marché que ses concurrents? Ajoutons qu'il y a en Angleterre une loi sur les *arbitrations*, mais une clause en défend expressément d'exercer une sur le taux des salaires.

Parmi les nombreuses notices du *mélange*, nous n'en choisissons que deux. L'une compare, d'après les documents anglais, l'importation des fils et tissus de coton anglais en France et l'importation des cotonnades françaises en Angleterre. Il résulte de ce tableau qu'en 1859, nous n'exportons dans îles britanniques que pour 371,774 l. st. de tissus de coton; à partir de 1860 nous y expédions aussi des cotons filés (1860, 45,322 livres, 1866, 2,518,635 livres pesant, valant 41,889 l. st.) et les tissus français importés en Angleterre atteignent la valeur de 589,216 l. st. Les cotons filés anglais importés en France en 1859 et années suivantes, s'élèvent au nombre de livres pesantes ci-après : 360,319, — 533,931, — 1,701,565, — 1,890,366, — 959,988, — 854,636, — 1,561,086, — 4,863,919. Ces chiffres montrent que ce commerce n'est ni important, ni régulier. D'après les documents français, nous avons exporté en Angleterre, en 1865, 841,000 kilog. et en 1866, 1,659,000 kilog. de fil de coton, tandis que nous n'avons reçu de ce pays que des quantités insignifiantes, confondues dans le chiffre des « autres pays. »

La seconde notice est relative au mouvement du clearing-house de New-York, pendant 14 années. Bornons-nous à reproduire les chiffres en millions de livres sterling.

1854. . . .	1,150 millions.	1861. . . .	1,183 millions.
1855. . . .	1,072 —	1862. . . .	1,374 —
1856. . . .	1,381 —	1863. . . .	2,973 —
1857. . . .	1,666 —	1864. . . .	4,819 —
1858. . . .	951 —	1865. . . .	5,206 —
1859. . . .	1,289 —	1866. . . .	5,743 —
1860. . . .	1,446 —	1867. . . .	5,755 —

Le papier-monnaie est bien pour quelque chose dans les gros chiffres de ces dernières années.

Du papier-monnaie aux crises il n'y a pas loin ; nous pouvons donc, sans transitions, appeler l'attention, avec l'*Economist* de Londres (du 1^{er} février), sur *la nature et la loi des crises commerciales*, telles que entend M. John Mills, banquier à Manchester. Tout en reconnaissant que des saisons bonnes ou mauvaises, que des découvertes inattendues, des lois nouvelles, des changements de mode, des guerres et tant d'autres causes de perturbation économiques, exercent une certaine influence sur le marché. M. Mills est d'avis que les crises commerciales n'en ont pas moins leur origine dans une disposition de l'esprit humain, qu'elles sont « *essentially of mental origin.* » Il pense que périodiquement, par exemple en dix ans, le marché commercial (1) passe par toutes les phases qui séparent la dépression de l'excitement, et de ce que les crises de 1815-16, 1825, 1837-39, 1847, 1857 et 1866 sont venues comme à heure dite, bien qu'accompagnées chacune de circonstances différentes, M. Mills conclut que la vraie cause est ailleurs que dans ces circonstances, qu'elle est dans le cœur humain. Les dix années qui s'écoulent entre une crise et l'autre, il les divise en trois périodes : 1° *the post-panic period* qui est caractérisée par une surabondance de capitaux attendant un emploi et par la léthargie de l'esprit d'entreprise ; 2° *the middle stage* (l'étape intermédiaire), caractérisée par le réveil de l'esprit d'entreprise et par une saine situation du crédit ; 3° *the speculative period*, qui est caractérisée par un esprit d'entreprise surexcité, par un crédit exagéré (*inflated*, boursoufflé), par des prix élevés, des placements improductifs, formant la transition naturelle à la catastrophe. On se demande pourquoi la période dure précisément une dizaine d'années, pourquoi pas 3, 6 ou 15 ? M. Mills croit pouvoir l'expliquer par le renouvellement d'une partie du personnel commercial. Il pense que les jeunes négociants, que ne retiennent pas les souvenirs des sinistres de la précédente crise, se jettent dans la mêlée, à corps perdu. Mais l'*Economist*, avec raison, trouve que ces jeunes négociants n'ont pas eu le temps d'acquérir une position commerciale assez élevée pour avoir une action prépondérante sur le marché, il attribue plutôt à l'entraînement général une influence enivrante qui fait oublier les leçons de l'expérience. On fera bien de comparer les opinions de M. Mills avec les recherches sur la même matière, présentées par M. Clément Juglar.

Parmi les autres articles insérés dans les derniers numéros de l'*Economist* anglais, nous signalerons celui qui est intitulé : *Comment payera-t-on les nouvelles impositions* (locales) ? Les besoins vont, en effet,

(1) Il y a, en anglais, *commercial mind*, qu'on pourrait traduire par sentiment commercial, ou par disposition d'esprit du commerce.

croissant, les impôts s'efforcent de se maintenir au niveau des besoins, seulement, comme les taxes locales n'atteignent que les propriétés visibles, situées dans la localité, elles deviennent de moins en moins supportables et de moins en moins proportionnelles. Vous direz : Mais pourquoi la commune n'imposerait-elle pas l'ensemble de l'avoir de ses habitants, pourquoi faire des distinctions entre les « biens réels » et les « biens personnels ? » C'est que cette solution radicale aurait de graves inconvénients. Par exemple, celui qui aurait des propriétés dans plusieurs communes, ne pourrait pas payer dans chacune d'elles pour toutes ses propriétés. Et où payerait-il pour ses effets publics, rentes, actions, obligations ? Les diverses solutions proposées dans l'intérêt des municipalités font toutes, plus ou moins, intervenir l'État, soit sous la forme de centimes additionnels aux impôts généraux, soit sous celle de subventions ; mais l'auteur s'oppose à ces expédients, car, dit-il, on ne dépense avec économie que les fonds qu'on a tirés de sa propre bourse. En d'autres termes, les recettes locales ont seul le pouvoir de poser une limite aux dépenses locales.

Plusieurs articles excellents de la feuille en question ont pour but de démontrer la nécessité de faire entrer de plus en plus l'enseignement des sciences dans les écoles secondaires et même supérieures ; ces réformes sont déjà réalisées en France, et nous ne signalons ces articles que comme manifestation d'une tendance qui s'accuse de plus en plus fortement de l'autre côté de la Manche.

Hunts Merchants Magazine, de New-York, renferme, dans son numéro de décembre dernier, entre autres articles intéressants, une étude sur le *tarif* (douanier) et le *principe de taxation*, par Ch. Carroll. L'auteur présente un argument tout à fait nouveau contre le tarif douanier. Il dit à peu près ce qui suit : « Le taux général des prix étant en rapport direct avec la quantité totale de la monnaie (métaux et papier) en circulation (c'est-à-dire que la valeur totale de cette monnaie répond à la quantité totale d'objets ou de services se présentant à l'échange), il en résulte que si, par l'effet du tarif, une marchandise vient à absorber une somme supérieure à celle qu'elle aurait exigée sans les droits d'entrée, une ou plusieurs autres marchandises seront privées de cet appoint, et leur prix baissera en proportion. Supposons, par exemple, que la valeur normale, franche de droit, soit la même pour 100 millions de boisseaux de blé et 100 millions de mètres de draps, disons 1 dollar par boisseau et par mètre, et mettons que le gouvernement charge les draps d'un droit d'importation de 25 0/0. Il en résultera que le prix des draps, indigènes et étrangers, haussera d'autant et sera de 1 dollar 25. 0 l'hypothèse, la circulation est de 2 millions de dollars, sans douanes, chaque mètre de drap et chaque boisseau aur

dollar son équivalent monétaire; mais, comme le tarif a fait monter le million de mètres de drap à une valeur de 1 million 250,000 dollars, le million de boisseaux de blé devra tomber à 750,000 dollars. Il va sans dire que M. Carrolle, pour plus de clarté, fait abstraction de toute circonstance secondaire susceptible de modifier l'action des facteurs qu'il met en jeu. Cet argument nous semble plus ingénieux que solide, par deux ou trois raisons, dont l'une est qu'il n'est pas sûr qu'il y ait, entre la circulation et les prix, les rapports étroits et mathématiques que M. Carrolle et de nombreux économistes — y compris Montesquieu — admettent, bien qu'il soit évident que la surabondance des métaux précieux doit nécessairement en faire baisser la valeur relative. Il règne encore en ces matières un certain brouillard, parce que le raisonnement ne s'appuie pas sur des observations claires, nettes et concluantes. De l'influence de ce brouillard nous ne citons qu'un résultat : nous connaissons des économistes distingués partisans de la doctrine formulée par Montesquieu, et d'après laquelle l'ensemble des marchandises a la même valeur que l'ensemble de l'or et de l'argent, et qui, pourtant, ne veulent pas admettre que l'affluence de l'or ait fait augmenter les prix. Ils acceptent la doctrine *à priori* et en combattent *à posteriori* les conséquences, et cela sans s'apercevoir de la contradiction.

Le *Merchants Magazine*, en reproduisant quelques-uns des projets émis sur le moyen d'opérer le *payement de la dette*, montre quelle est la tendance des esprits aux États-Unis. Si la république conserve la paix, il nous semble indubitable que ses citoyens ne seront satisfaits que lorsque la dette sera remboursée. Mais nous ne saurions analyser ici ces projets, nous ferons plutôt quelques extraits du rapport de M. Hurlburt sur les banques (livraison de janvier 1868). On sait que la loi du 25 mars 1863 (ou plus exactement les deux lois de cette date) a créé des banques nationales qui reçoivent leur investiture du gouvernement central et que ces banques nationales, dont la première a été fondée le 20 juin suivant, ont absorbé et remplacé toutes les banques d'État (recevant leur investiture des gouvernements d'État). En octobre 1864, il y eut déjà 50 banques nationales avec un capital total de 86,782,802 dollars. Un an plus tard, on nombra 1,513 banques avec un capital de 393,157,296 dollars. En octobre 1866, on compta 1,643 banques possédant un capital de 415,278,969 dollars, et en octobre 1867 le même nombre de banques avaient ensemble 420,073,415 dollars dont les actions appartenaient à environ 200,000 personnes. La plupart de ces banques se sont simplement transformées, il y eut toutefois 730 créations nouvelles. Depuis quatre ans, 10 banques seulement ont failli, mais les créanciers de ces institutions ont reçu 70 0/0 en moyenne, sans compter que les billets émis, protégés par l'endossement du gouverne-

ment, ont fait depuis 2 0/0 de prime sur le marché. Voici comment les banques sont distribuées parmi les divers groupes commerciaux des États-Unis :

	Nombre des banques.	Dépôts.	Circulation.	Capital.
		Millions de dollars.		
Nouvelle Angleterre.	490	83	104	145
New-York.	314	262	69	115
Pensylvanie.	203	72	39	50
Ohio, Indiana, Illinois. . . .	290	48	39	46
Autres États.	342	73	42	67
	<hr/> 1,639	<hr/> 538	<hr/> 293	<hr/> 424

L'auteur conclut de ce tableau que les banques sont réparties entre diverses parties du territoire d'une manière assez conforme aux besoins. Toutefois on reproche au système des *National banks* que l'émission de billets n'a pas l'élasticité nécessaire, qu'elle ne peut pas être augmentée ou diminuée selon les besoins, puisque le maximum (300 millions de dollars) a été fixé par la loi. On voit poindre là une objection contre le système. A cette occasion, nous pourrions répéter ce que nous avons dit antérieurement, savoir : qu'on ne peut restreindre la faculté de créer qu'en restreignant celle d'être utile, et qu'en donnant de grands pouvoirs pour le bien, on en donne, qu'on le veuille ou non, d'aussi puissants pour le mal. On tentera toujours en vain de séparer la médaille du revers.

Passons en Allemagne, où nous attend la *Revue trimestrielle d'économie politique*, de M. Jules Faucher. Nous avons sous les yeux le tome ou la livraison trimestrielle, qui porte le numéro 19, où nous signalons surtout les articles suivants. Avant tout celui de M. le professeur Emminghaus qui offre *quelques matériaux pour la fondation d'une économie appliquée*. M. Emminghaus suppose un jeune homme ayant des capitaux suffisants, qui a passé par les écoles secondaires spéciales et même par les écoles techniques supérieures, qui, se destinant à la teinture, a étudié la chimie sous les premiers maîtres, a ensuite travaillé comme ouvrier, comme contre-maître et directeur dans plusieurs teintureries, a pu comparer les procédés de divers pays, qui, en un mot, est, — au point de vue technologique, — parfaitement préparé pour fonder un établissement. Lui manque-t-il une chose essentielle pour s'assurer le succès? Tout économiste et plus d'un entrepreneur répondra de suite affirmativement : il lui faut encore tout un ordre de connaissance, ou de notions, celles qui doivent le guider dans le choix de la localité, dans l'étude de la situation du marché, dans ses rapports avec les ouvriers et dans mille autres circonstances que nous désignerons suffisamment en

les embrassant sous le nom d'économie industrielle et commerciale. M. Emminghaus se demande, où notre jeune homme apprendra ce qu'il a besoin de savoir; l'économie politique reste trop, selon lui, dans le domaine des lois générales, il faut à notre teinturier des applications, où les trouvera-t-il? M. Emminghaus pense que le livre qu'il rêve est encore à faire, et pour mieux nous faire saisir son idée, il nous présente un plan développé et raisonné de l'ouvrage qu'il demande. Ce plan, même sans commentaire, occupe plus de quatre pages et demie, ce qui est une circonstance prohibitive pour sa reproduction, et il est impossible de l'abrégé, puisqu'il ne se compose que de titres de chapitres souvent formulés en un seul mot. Par exemple : Du local. Le louer ou l'acheter? — Travail à la journée ou à la tâche? etc., etc.

La lacune signalée par M. Emminghaus est réelle, du moins en partie, car M. Courcelle-Seneuil n'en a comblé qu'une partie (1), et en somme nous ne pouvons qu'applaudir aux idées émises par l'habile professeur de Carlsruhe. Toutefois son plan ne nous semble pas complet : nous ne le trouvons d'ailleurs pas assez « appliqué », c'est-à-dire, nous le considérons comme assez théorique encore; nous voudrions qu'on passât en revue les diverses industries, et qu'on leur appliquât plus directement, plus immédiatement les données générales de la science économique. Nous fournirons peut-être un jour un plan qui explique notre pensée.

Mentionnons rapidement : Scholz, *il y a deux siècles*, matériaux pour servir à l'histoire des « charges » publiques. Il s'agit, bien entendu, des charges fiscales, et nous conseillons la lecture de cet article à tous les admirateurs des temps jadis, il agira comme un calmant. — J. Faucher, *le dixième groupe à l'Exposition universelle*. M. Faucher a l'art de vous dire d'une manière attachante, spirituelle même, des choses très-instructives sur les logements; sur le meilleur endroit pour placer la porte, le lit, la cheminée, sur la construction de celle-ci, et tout cela, sans que vous ayez le moindre doute sur les convenances de traiter tout cela dans une revue de la science économique. Vous trouverez que c'est bien à sa place. — M. R. Seebold a donné *les motifs économiques de la législation minière allemande*, et M. Lammers a discuté (souvent, mais pas toujours, avec raison) *les encouragements accordés à l'agriculture par l'État*. On trouve dans cet article des arguments sérieux contre les haras de l'État. — Le rapport développé sur les travaux du neuvième congrès des économistes allemands, congrès qui mérite d'avoir son article spécial dans le *Journal des Economistes*.

La *Revue trimestrielle allemande* consacre un article étendu à la comparaison de l'armée française et de l'armée de l'Allemagne du Nord,

(1) *Traité des entreprises industrielles*. Paris, Galland.

dans lequel, après avoir compté les divisions, les brigades, les régiments, les bataillons de chacune d'elles, et fait ressortir les différences d'organisation, l'auteur rend hautement justice aux qualités guerrières de notre armée, mais revendique le même mérite pour l'armée allemande. Plus ces qualités sont grandes, de part et d'autres, plus le choc est formidable; aussi proclame-t-on une guerre entre les deux nations comme une calamité. « Nous considérerions, dit l'auteur (le baron de Wickedé), une guerre entre la France et la Confédération du Nord comme un grand malheur national pour les deux peuples, car nous ne sachons en quoi et comment le vainqueur pourrait trouver, dans le cas le plus heureux, un profit qui aurait le moindre rapport avec la grandeur immense des sacrifices qu'il aurait fallu faire. » — Un article de M. Beckhaus expose les efforts faits par les seigneurs de la Livonie pour supprimer les corvées et pour transformer en propriétés les biens ecclésiastiques et autres cultivés par les paysans. — M. Koch examine la *surveillance par l'Etat du travail dans les mines* en Allemagne. Enfin (car nous passons les articles politiques ou scientifiques) un article non signé est consacré aux *rapports de la poste avec les caisses d'épargne et avec l'assurance*, ainsi qu'à l'emploi des fonds de ces caisses pour des prêts hypothécaires. Cet article renferme une étude approfondie du mode de placement des fonds des caisses d'épargne. Il va sans dire que l'auteur n'approuve pas l'emploi préféré en France et en Angleterre, et qui consiste à verser les fonds en compte courant ou Trésor; il passe en revue les divers autres placements, tant mobiliers qu'immobiliers, pèse les avantages et les inconvénients des uns et des autres, en rappelant qu'il s'agit de capitaux susceptibles d'être redemandés en masse et subitement. La solution qu'on nous propose consiste dans la création, dans toute caisse d'épargne, d'une division qu'on pourrait appeler *épargne immobilière*, en allemand il y a simplement : *une division hypothécaire*. Voici ce que cette division aurait de particulier. Pourrait en être membre qui voudrait. On y entrerait en prenant l'engagement d'économiser une somme déterminée, c'est-à-dire de verser le montant d'une ou de plusieurs actions (ou parts à valeur nominale égale). Le produit de ces versements serait prêté hypothécairement aux membres qui en font la demande. Le prêt est fait pour une série d'années et le taux de l'intérêt est calculé pour renfermer l'amortissement. Quand un membre a versé la totalité de son action, ou de ses actions, il est invité à venir en toucher le montant, mais il peut l'employer à se faire ouvrir de nouvelles actions et grossir ainsi son avoir. La division en parts ou actions n'a d'autre but que de pousser à l'épargne. Se poser un but, ou seulement des jalons, est un bon moyen pour avancer avec constance. Du reste, on peut passer son engagement à un autre, c'est-à-dire qu'on peut réaliser ses économies quand on ve-

même avant d'avoir complété l'action, mais seulement sous la forme d'un transfert. Pour plus ample informé nous renvoyons à l'article, en nous bornant à dire que l'auteur a exposé les idées de M. le conseiller intime Engel, de Berlin, idées dont celui-ci a trouvé le germe dans les *buildings societies* d'Angleterre.

Le même M. Engel, on le sait, publie la *Zeitschrift* (revue) du bureau de la statistique de Prusse. Nous avons sous les yeux les numéros 10, 11 et 12 de 1867, renfermant trois grands articles : comparaison de la production du bois et du combustible minéral en Prusse (par M. de Dechen); les préparatifs pour le recensement de 1867 (par M. Engel); histoire, étendue et importance des assurances contre l'incendie (par M. de Hülsen). Le premier de ces articles nous apprend, avec beaucoup d'autres choses, que la Prusse avait en 1864-66, 7 millions 615,812 morgens (25 arcs) de forêts produisant 64 millions de pieds cubes (27 = un stère) de bois d'œuvre et 392 millions 327,000 pieds cubes de bois de chauffage, tandis que les mines ont fourni en 1865, 371 millions 842,299 quintaux (30 kilog.) de houille et 100 millions 428,921 quintaux de lignite. Comparé à la population et eu égard à la nature du combustible, le bois fournit en moyenne par tête un pouvoir calorifique égal à 22,92 et la houille et le lignite égal à 145,3. Le 2^e article n'intéresse que les statisticiens de profession; quant au 3^e, il renferme une statistique presque complète des compagnies d'assurance contre l'incendie et des considérations sur les établissements publics d'assurance armés par la loi de droits coercitifs sur les propriétés immobilières situées dans leur rayon, comparés aux simples compagnies réduites à leurs propres forces. Ce qui est dit en faveur des établissements publics et contre certaines compagnies anglaises et américaines n'est pas sans fondement, mais en somme, l'auteur, qui est directeur d'un établissement public (officiel) d'assurance, est un peu trop orfèvre. Rendons-lui cette justice d'ailleurs, qu'il nous apprend lui-même que les établissements publics d'assurance n'étendaient en Prusse (1864) leur protection que sur une valeur en immeubles de 1 milliard 780 millions de thalers, tandis que les compagnies privées assurent pour 3 milliards 104 millions de meubles et immeubles.

Nous avons reçu le premier numéro d'une *Gazette internationale des assurances* publiée en français, bien qu'elle paraisse à Berlin. Elle est rédigée par M. A. F. Elner et paraît deux fois par mois. C'est une revue qui promet de devenir intéressante, mais on comprend que nous ne pouvons la juger d'après un seul numéro.

Glanons un peu dans le *Arbeitgeber* de MM. Max et François Wirth, (paraissant à Francfort), ou plutôt choisissons un ou deux extraits entre

mille. En voici un sur les armées permanentes dans lequel on démontre que cette organisation a duré trop peu de temps, un siècle ou deux, pour qu'on puisse soutenir qu'elle doive se maintenir en toute éternité : un régime qui a commencé, finira. On se permet dans cet article, le contraire ! de douter de la sagesse de l'antique dicton *si vis pacem, para bellum* et l'on constate que le *para bellum* d'une puissance fait nécessairement naître le *para bellum* de l'autre et en annule l'effet. Somme toute, ce *para bellum* n'est que la destruction, sur une grande échelle, des capitaux formés avec tant de peine et une tentation de se lancer dans les hasards de la guerre. Du reste, on cite des faits desquels il résulte que de vieilles troupes aguerries ont été battues par des recrues patriotiques comme les soldats de la République en 1792 et 1793, et la landwehr prussienne en 1813. — Voici un autre extrait ; il est relatif à un projet américain de créer une compagnie d'assurance contre les faillites (*Loan Assurance company*). Notre savant ami, Max Wirth se borne à exposer le projet américain et à demander qu'on étudie la question. Nous pensons qu'on trouvera dangereux de donner une prime à la légèreté. Pour qu'une pareille assurance réussisse, il faudrait trouver le moyen de ne pas affaiblir l'intérêt qu'a tout capitaliste, industriel ou marchand à n'accorder du crédit qu'à des personnes honnêtes et solvables. On ne doit assurer que contre des accidents, mais point contre l'effet de la négligence. Le projet américain en question classe ainsi qu'il suit les risques qu'un capital peut courir. Le remboursement peut être empêché : 1° par la guerre extérieure ou la guerre civile, qui annule légalement la dette ou qui en rend le remboursement matériellement impossible ; 2° par des lois nouvelles qui touchent aux statuts des banques, au taux des droits et à d'autres circonstances qui influent sur la solvabilité du débiteur ; 3° par des lois rétroactives ; 4° par la défectuosité des lois ou des usages locaux qui ne permettent pas de poursuivre le débiteur ; 5° par le défaut d'habileté et d'esprit d'entreprise du débiteur ; 6° par des sinistres, naufrages, incendies, etc., qui rendent le débiteur insolvable ; 7° par la maladie ou la mort ; 8° par l'insuccès de l'affaire, et la faillite qui s'ensuit. Nous croyons inutile de soumettre cette classification à un examen approfondi.

La dernière livraison du *Journal de statistique suisse* pour l'année 1867 (n° 11 et 12) renferme des articles variés, dont quelques-uns nous font mieux connaître les travaux de la Société de statistique. Car il y a des travaux qu'on voit et des travaux qu'on ne voit pas, et ces derniers ne sont pas les moins utiles. Ce qui, à nos yeux, constitue le principal mérite de cette société, c'est qu'elle entreprend des travaux originaux, qu'elle fait des relevés directs, qu'elle complète l'œuvre du bureau de statistique. Il est, en effet, des renseignements qui ne sont pas susceptibles

recueillis par des agents officiels, les personnes intéressées ne les **fournissent** que s'ils le veulent bien et qu'à des particuliers. Aussi peut-on **compter** la Société statistique de la Suisse parmi celles auxquelles une **place** honorable sera accordée au banquet de la science des chiffres. Un **des** relevés dû à cette société est celui qui concerne les sociétés de **secours** mutuels ; il a été opéré par des membres de la Société et a eu un **résultat** presque complet. Il nous donne des détails sur 616 sociétés **fondées** :

2 de 1500 à 1599	94 de 1840 à 1849
3 1600 1699	150 1850 1859
17 1700 1799	159 1860 1866
29 1800 1819	51 date inconnue.
40 1820 1829	
71 1830 1839	<hr/> 616 sociétés.

De ces sociétés, 35 0/0 sont composées d'artisans, 19 0/0 d'ouvriers des fabriques et de domestiques (pourquoi les confondre?), 10 0/0 de fonctionnaires et employés, 36 0/0 de membres appartenant à toutes les classes sociales. La plus petite de ces associations a 5 membres, la plus grande 5,001. Nous passons bien d'autres détails pour dire que le nombre total des membres est de 94,579 (1 sur 26.3 hab.), que leur fortune totale est de 7,605,541 fr., soit 81 fr. 90 par membre (en France, année 1863, 51 fr. 80). Le nombre de 616 sociétés correspond à 1 société sur 4075 habitants : en Angleterre, il y en a une sur 1459 hab.; en France 1 sur 7435; en Belgique, 1 sur 16390 hab.; en Italie, 1 sur 49200.

Les recherches de M. le D^r Dunant sur la taille moyenne en Suisse sont intéressantes, malheureusement elles ne s'étendent que sur un pays microscopique. Le fait a trop peu de surface pour en faire la base d'un raisonnement. Ce sont surtout les réflexions de M. Dunant qui méritent d'être lues, c'est par elles qu'on se rendra compte du degré d'intérêt qu'il faut accorder à ces recherches. La taille est-elle en rapport avec la race, la configuration du sol (plaine ou montagne), le genre d'occupation, d'alimentation, etc. Il nous semble que jusqu'à présent la question est loin d'être résolue, puisque les réponses sont contradictoires. — M. Beust voudrait introduire la statistique dans les écoles, c'est-à-dire y faire connaître quelques résultats au moyen de tableaux graphiques, seulement ses tableaux nous semblent manquer de clarté. M. Pupi-Kofer croit nous apprendre que les registres de l'état civil peuvent figurer parmi les sources de l'histoire. Ce travail, dans ses considérations générales, ne nous dit rien que nous ne sachions, et comme on ne nous cite que les chiffres relatifs à une petite commune, les conclusions de l'auteur ne sont pas assises sur des fondations assez solides. Ces réserves faites, nous pouvons reconnaître le soin avec lequel il a

travaillé. — M. Siegfried donne la statistique des cultes en Suisse par cantons. On compte 1,476,982 protestants, contre 1,023,430 catholiques et 4,216 israélites. Les catholiques l'emportent dans sept cantons, parmi lesquels il faut compter Genève (42,099 contre 40,069). Parmi les autres articles nous ne citerons que les statistiques cantonales, tant pour les budgets que pour le nombre des bestiaux.

La *Gaceta economista* a depuis quelque temps une excellente veine, qui veut dire, une proportion plus grande de bons et utiles articles. En présence du régime qui gouverne la presse en Espagne, où la censure règne en despote inintelligent, et condamne toute parole un peu courageuse, nous devons être doublement reconnaissant à la *Gaceta*, de bons travaux qu'elle nous offre. Nous allons présenter quelques extraits : le n° 372 renferme une statistique du morcellement de la propriété en Espagne; cette statistique s'étendant à plusieurs années, elle permet d'entrevoir, 1° que le morcellement s'accroît; 2° que les emprunts hypothécaires augmentent. Les propriétés se divisent ainsi qu'il suit selon leur valeur en 1865.

	Propriétés rurales.	Propriétés urbaines.
Propriétés valant moins de 200 écus.	64.72 0/0	37.63 0/0
— de 200 à 1,000 . . .	21.22	39.74
— de 1,000 à 2,000.. .	3.08	8.51
— de 2,000 à 5,000.. .	1.70	5.97
— de 5,000 à 10,000. .	0.50	1.94
— de 10,000 à 20,000.	0.25	0.89
— de 20,000 à 50,000.	0.12	0.53
— de 50,000 à 120,000.	0.03	0.16
— de plus de 120,000.	0.01	0.06
Valeur inconnue.	8.37	4.57
	<hr/> 100	<hr/> 100

Nous renvoyons pour le reste à la *Gaceta*, qui donne encore toute série de tableaux, résumés d'après un document publié par le ministère de la justice. On revient sur les hypothèques dans le numéro 374 nous apprend entre autres choses que la dette hypothécaire s'élève à 617 millions 690,867 écus et que le nombre et l'importance des prêts augmentent. Le numéro 378 contient, avec une vigoureuse attaque, la « protection légitime, » due à la plume de M. Alonzo de Berazal, analyse d'une conférence de M. A. Polo de Bernabé sur la consommation improductive de la richesse. Cette conférence — autant que nous en jugeons — a été remarquable. Nous louerons M. Polo de Bernabé de ce qu'il a fait du travail plutôt une nécessité qu'une vertu — c'est d'être plus vrai et plus scientifique, — et de ce qu'il trouve qu'en commentant un objet, on ne le détruit pas, l'homme ne pouvant pas de

la matière. N'ayant qu'une analyse de son discours sous les yeux, nous ne savons si nous rendons bien la pensée de l'orateur ; dans tous les cas, ce qui suit est la nôtre. La définition : *consommer, c'est détruire*, est inexacte ; on devrait dire : *consommer, c'est utiliser*. On pourrait tout au plus considérer la consommation comme une action de transformer. Le pain qu'on a consommé n'existe plus sous la forme de pain, mais sous la forme de force musculaire, ou des produits de cette force. Le livre qu'on a consommé, c'est-à-dire lu, n'en est pas détruit, ni la maison non plus (une maison habitée dure plus longtemps qu'une maison qui ne l'est pas). Est-ce qu'on détruit le fil en faisant un tissu, ou le fer en faisant une serrure ? et ce que l'on appelle la consommation improductive ne constitue pas une destruction, mais une transformation, par exemple, d'une somme d'argent en plaisir (morale ou immorale), en satisfaction d'orgueil ou de vanité. Bref, nous demandons qu'on révise la définition du mot *consommer*, en regrettant que l'espace ne nous permette ici qu'une simple indication et non la démonstration de notre thèse.

Le *Finanze*, de Florence, continue de donner des articles qui se distinguent par un esprit vraiment libéral et par une noble franchise. La rédaction de cette publication ne croit pas rendre service en couvrant d'un voile les côtés faibles, il aime mieux chercher les moyens de les renforcer. Un des exemples caractéristiques de la manière de raisonner de le *Finanze* est celui du n° 7, de 1868, intitulé : *Travail ou fêtes*, article qui a pour but de montrer le sophisme caché sous cet axiome des bonnes vieilles femmes, qu'il faut faire aller le commerce, dût-on instituer des fêtes publiques. La feuille en question tient aussi le lecteur au courant des faits de statistiques financières ; par exemple le n° 8 donne, par grandes divisions territoriales, le produit des douanes du sel, du tabac, de l'accise (*dazio consumo*) pendant les années 1861 à 1867. Nous voyons que les douanes ont rapporté en 1861 60 millions 454,044 fr. ; en 1867, 64 millions 296,507, et avec Venise, 70 millions 931,047 ; — le sel, 1861, 32 millions 641,619 fr. ; en 1867, 59 millions 483,533, de plus 6 millions 889,435 fr. pour Venise ; — le tabac, 1861, 59 millions 808,911, et en 1867, 81 millions 262,131, plus pour Venise, 12 millions 438,517 fr. Parmi les autres articles les plus importants, nous pouvons citer ceux sur la réforme administrative, sur le cours forcé, sur la mouture et diverses notices administratives que nous regrettons de ne pouvoir analyser, car déjà nous avons presque dépassé l'espace dont nous pouvons disposer. C'est une raison pour clore brusquement notre revue.

MAURICE BLOCK.

NOTICE HISTORIQUE ET STATISTIQUE SUR LES CÉRÉALES

HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION. — PRIX. — PRODUCTION.
— IMPORTATIONS, EXPORTATIONS.

I

En France, le régime du commerce des grains avec les pays étrangers a été, à toutes les époques, l'objet de la sollicitude plus ou moins éclairée du gouvernement.

Au moyen âge et jusqu'à la renaissance, les baillis et sénéchaux étaient chargés d'accorder ou de refuser, selon les circonstances, les permissions nécessaires pour l'envoi des blés hors du royaume. Ce commerce avec l'étranger, que l'on désignait sous le nom de *traites foraines*, était autorisé ou défendu sur les divers points de la frontière, suivant la situation particulière des approvisionnements dans chaque province; mais, néanmoins, le pouvoir royal intervenait dans certains cas, pour interdire, d'une manière générale ou partielle, l'exportation des grains. C'est ainsi que sous Charles VII, en 1455, sous François I^{er}, en 1515, des interdictions furent décrétées par lettres patentes. En 1539, ce dernier régularisa cet état de choses; toutes les traites foraines précédemment autorisées furent révoquées; le pouvoir royal se réserva le droit exclusif de les accorder. Un droit d'un écu sol par tonneau devait être prélevé, au profit de l'État, sur les traites foraines qui seraient autorisées.

Il n'y a plus aucun profit aujourd'hui de porter les investigations dans ce chaos de lettres patentes, d'édits, de déclarations de toutes sortes qui remplirent les temps qui suivirent, pour régler la matière, notamment en ce qui concernait la partie des grains, qui a toujours été, dans ces temps reculés et même depuis, l'objet de mesures restrictives très-sévères; c'est à ce point que dans les grandes disettes qui affligèrent la fin du règne de Louis XIV, les infractions étaient punies de la confiscation des biens, des galères et même de la mort.

C'est à Quesnay que l'on doit les premières tentatives, en 1757, pour affranchir les entraves apportées à la circulation des grains. Turgot déposa, dans le préambule de l'arrêt du Conseil d'État du 13 septembre 1764, les notions qui sont devenues la loi de notre époque. Dans l'édit

du 29 juillet précédent, la liberté du commerce des grains avait été posée en principe, mais, pour rassurer les esprits timorés, on y ajouta la clause que voici : « Pour ne laisser aucune inquiétude à ceux qui ne sentiraient pas encore assez les avantages que doit procurer un tel commerce, il nous a paru nécessaire de fixer un prix au grain, au delà duquel toute exportation hors du royaume en serait interdite, dès que le blé serait monté à ce prix. » Malheureusement, les efforts de ce grand citoyen furent paralysés jusqu'en 1789, car l'autorisation de 1764 avait été supprimée en 1770, par l'abbé Terray (1). La liberté d'exportation, rétablie en 1774 à l'entrée de Turgot au ministère, fut de nouveau supprimée quand il en sortit, en 1776. Jusqu'en 1787, elle fut tantôt permise et tantôt défendue. Un édit du 17 juin de cette année considère la liberté du commerce des grains comme devant être l'état habituel du royaume (2).

En 1788 et 1789, les prohibitions furent de nouveau prononcées. La Convention nationale, dans le but de dominer la crise alimentaire du moment, ne trouva rien de mieux que de proposer une mesure au moins singulière, c'était d'ordonner *un jeûne général, un carême civique* ! un décret du 29 août 1789 rétablit la liberté du commerce à l'intérieur, mais il excepta le commerce au dehors, et même, le 18 septembre suivant, un décret déclara attentatoire à la sûreté publique toute exportation de grains et de farine à l'étranger. Sous la Révolution, on ne s'occupa guère que de prévenir les accaparements, notamment par les décrets d'octobre 1792, mai et août 1793, lesquels prononçaient la peine de mort et la confiscation contre ceux qui se rendraient coupables de ce crime contre l'humanité !

La plus ancienne loi contre les accaparements en France se trouve dans les capitulaires de Charlemagne; elle a été suivie par une foule d'ordonnances des rois et d'arrêts des parlements. Chez les Romains, à diverses époques, le crime d'accaparement a été puni d'amendes, de confiscation et d'exil (3).

Une loi du 11 septembre 1793 prononçait la peine de six ans de fer contre les conducteurs des voitures et équipages servant aux accapareurs; deux lois du 7 vendémiaire au IV et 26 ventôse an V réduisirent la peine à la confiscation. La défense d'exporter les grains a été maintenue jusqu'au 25 prairial an XIII, où elle cessa d'être appliquée d'une manière absolue.

(1) C'est à cette occasion que Turgot lui adressa ses remarquables *Lettres sur le commerce des grains*, qui ne contribuèrent pas peu à faire naître les idées les plus avancées parmi les économistes.

(2 et 3) *Notes et petits Traités*, par M. Joseph Garnier, vol. in-42. Guillaumin, rue de Richelieu, 14.

Le décret du 2 juillet 1806, en modifiant les dispositions précédentes, peut être considéré comme la première application en France du système de l'échelle mobile. Jusqu'en 1809, des circonstances favorables permirent d'autoriser l'exportation, mais, en 1810, on en revint aux mesures restrictives. Les droits à la sortie furent doublés; des prohibitions partielles furent prononcées et elles s'étendirent à tout l'empire en 1811, 1812 et 1813; en 1812, le prix du sac de farine monta, le 14 avril, de 72 à 140 fr. (1).

Une ordonnance royale du 26 juillet 1814 autorisa provisoirement la sortie des grains et farines, moyennant un droit de balance fixé à 15 c. par 100 fr. de valeur.

La loi du 2 décembre 1814 est le véritable point de départ de la question des céréales. Elle se proposait de concilier les intérêts du consommateur et de l'agriculture, et fixait le mode et les conditions auxquels il pourrait être permis d'exporter des grains. Pour arriver à ce résultat, les départements frontières furent divisés en plusieurs classes, suivant le degré de cherté habituel des grains dans chacun d'eux. Une ordonnance du 2 août 1815 arrêta temporairement l'exportation et encouragea l'importation par la levée de la surtaxe qui avait été imposée au pavillon étranger, et par des primes.

Les lois du 28 avril 1816, 16 juillet 1819 (2), 11 juillet 1821, 25 octobre 1830, 15 avril 1832, 26 avril 1833, ont modifié plus ou moins la loi fondamentale, tout en maintenant le système de ce qu'on a appelé *l'échelle mobile*, dont la durée séculaire a fait enfin connaître tous les inconvénients. Nous nous bornerons à citer les principaux.

Au point de vue général, disons de suite que l'abondance ou la rareté de la marchandise amènera toujours, quoi qu'on fasse, la baisse ou la hausse dans une certaine mesure; or, ce qui a été établi, c'est que l'échelle mobile a augmenté les écarts et les fluctuations de prix signalées par les chiffres officiels. Cette preuve résulte des mesures prises par le gouvernement en 1847 et notamment en 1853 (début de la disette qui s'est prolongée, par suite de la faiblesse des récoltes, dans les trois années suivantes), pour dégager les crises du funeste effet de ce système,

(1) En juin 1817, par suite de la mauvaise récolte de 1816, le prix moyen de l'hectolitre de froment fut de 45 fr., et il s'éleva à 81 fr. 69 c. dans les deux départements formant l'ancienne Alsace. (Archives statistiques du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, année 1837.)

(2) C'est de cette loi que date l'adoption d'un système d'ensemble destiné à régler l'entrée et la sortie des grains et l'établissement du régime de l'échelle mobile qui s'est perpétuée, sauf certaines modifications, jusqu'en 1861, époque de sa suppression.

qui n'avait nullement répondu aux espérances de fixité qu'on avait conçues, et qui, loin de provoquer ou aider les améliorations introduites dans notre agriculture, a, tout au contraire, empêché le développement de la production, par les obstacles qu'il apportait à l'exportation.

En résumé, pratiquement et intentionnellement, les droits mobiles aboutissent à ce résultat : Avec de bonnes récoltes, entrave à l'entrée, liberté à la sortie; la mesure est dans le sens inverse dans le cas de mauvaises récoltes; avec une récolte moyenne, entrave à la sortie et à l'entrée; dans les temps de disette; on proclama la liberté absolue pour prévenir les mécontentements populaires (1).

Quelques mots maintenant sur la manière dont on éludait l'exécution de ces lois prohibitives. Le prix moyen de chaque section, destiné à devenir le prix régulateur, était loin d'être le prix commun à toute la section, de telle sorte que l'exportation était permise ou l'importation interdite alors cependant que le prix du blé dépassait ce prix moyen dans un grand nombre de lieux de consommation. On constata aussi que, d'une section à l'autre, le prix moyen affectait des écarts assez sensibles pour que l'on pût faire arriver avec avantage des grains étrangers d'une section où l'importation était permise, dans une section voisine où elle était interdite; de même pour l'exportation, de manière à assurer l'entrée ou la sortie contre la prescription de la loi. Enfin, une autre manœuvre, ou mieux une véritable fraude, avait lieu pour fausser le prix moyen, en opérant, sur des marchés de peu d'importance, des achats ou des ventes à des prix fictifs qui entraient dans le calcul de la moyenne, pour arriver ainsi à l'importation ou à l'exportation, suivant les besoins de la spéculation du moment.

La loi du 29 mai 1861, qui a fait cesser cet état de choses, a substitué à l'échelle mobile une législation tout à fait en harmonie avec la marche normale du progrès. Le froment, l'épeautre et le méteil y sont taxés, à l'importation, d'un droit de 80 c. par quintal métrique de grains, et de 1 fr. pour les farines importées par terre ou par navires français, le droit est du double par navires étrangers pour les grains, et de 1 fr. 50 c. pour les farines. Les autres grains sont exemptés de droits à l'importation par terre ou par navire français, et passibles d'un droit de 50 c. par quintal métrique, par navires étrangers. Les grains, farines, denrées alimentaires et les pommes de terre, sont exempts de tous droits à l'exportation.

Tout en reconnaissant les bienfaits de cette loi, nous ajoutons qu'il

(1) D'après des observations faites par des agronomes distingués et citées dans un document authentique sinon officiel, sur dix années, il y en a une extrêmement abondante et une détestable, deux bonnes et deux mauvaises, et quatre médiocres, d'où il ressort que la récolte moyenne est la médiocre.

est fâcheux qu'une mesure aussi salutaire et dont une longue expérience avait démontré l'impérieuse nécessité, ait été prise aussi tardivement, car en Angleterre, l'échelle mobile, établie en 1828, a été abandonnée en 1846; en Hollande, en 1847, en Belgique, en 1848, et elle existait depuis 1834; ces États ont adopté le régime de complète liberté, dont les alarmistes se font un épouvantail que rien ne saurait justifier. Ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple, on craint que la liberté du commerce n'amène un abaissement dans les prix; ce qui se passe en Angleterre prouve le contraire, car le prix du blé y était sensiblement plus élevé qu'en France, de 1840 à 1859 sous la protection de l'échelle mobile.

C'est ici le lieu de citer la déposition de M. Passy, ancien ministre des finances, au comité d'enquête sur les céréales, en 1859 (1): « Les populations, débarrassées d'une prétendue protection qui les trompe et les énerve, et livrées à elles-mêmes, gagnent en activité d'esprit, en énergie, en persévérance, en qualités intellectuelles et morales, se fond qui soit doublement fécond et productif, et finissent par se déshabituer de la déplorable manie de rendre le gouvernement responsable, tantôt du haut prix, tantôt du bas prix des choses. »

II

On a recueilli le prix moyen du blé de première qualité vendu au marché, de Rozoy, en Brie, ou à la Halle de Paris, de 1643 à 1788, le septier pesant 240 livres, et le marc d'argent, calculé à 54 livres jusqu'en 1673 et à 54 livres 6 sols, de 1674 à 1763.

Pour les 146 années de la période, la valeur a été prise, sur le premier marché du mois de janvier, avril, juillet et octobre. Les bases des tableaux qui suivent sont, d'une part, pour le marché de Rozoy : *Essai sur les monnaies*, ou *Réflexions sur le rapport entre l'argent et les denrées*, depuis 1643 jusqu'à 1673. Pour la Halle de Paris : *Réflexions sur la valeur du blé en France*, publiées par Messence, à la suite de ses recherches sur la population, de 1674 à 1763; registres des officiers-mesureurs de grains à la Halle de Paris, de 1764 à 1788, le tout rapporté par Arnould, dans sa *Balance du commerce*.

	L.	S.	D.		L.	S.	D.
1643-1652.....	35	14	1	1716-1725.....	17	10	9
1653-1662.....	32	12	2	1726-1735.....	16	9	4
1663-1672.....	23	6	11	1736-1745.....	18	15	7
1673-1682.....	25	13	8	1746-1755.....	18	10	11
1683-1692.....	22	0	4	1756-1765.....	17	9	1
1693-1702.....	31	16	1	1766-1775.....	28	7	9
1703-1712.....	23	17	1	1776-1788.....	22	5	0
1713, 14 et 1715..	33	1	6				
					20	1	4
Moyenne....	28	1	5				

(1) Volume III de l'enquête, page 263.

Voici maintenant le prix moyen de l'hectolitre de froment à diverses époques, depuis 1797, année dans laquelle on a commencé à établir des sortes de mercuriales d'une manière officielle.

Il faut être très-réservé pour la fixation de ces prix à des dates antérieures, parce qu'alors on confondait souvent tous les genres de grains affectés à l'usage des populations et parce que les prix étaient excessifs dans les moments de disette, ce qui arrivait fréquemment

	Fr.	C.		Fr.	C.
De 1797 à 1806...	20	20	1840.....	21	84
1807 à 1816...	21	84	1845.....	19	75
1820.....	19	13	1850.....	14	32
1825.....	15	74	1855.....	29	32
1830.....	22	39	1860.....	20	28
1835.....	15	25	1865.....	16	41

Le prix minimum, 14 fr. 32 c. se rapporte à 1850; le maximum, 30 fr. 75 c. à 1856. De 1820 à 1857 inclus, le prix moyen a été de 19 fr. 95 c. D'après le dire de cultivateurs, le prix nécessaire serait de 20 fr.

Voici un rapport curieux. Le prix moyen du septier de blé a été de 24 l. 1 sol 5 deniers, de 1643 à 1748. Le septier pesant 240 livres et l'hectolitre moyen 76 kilog., il en résulte que le prix moyen de 1820 à 1857 n'aurait dû être, dans la même proportion de poids, que de 15 fr. 20 c. Puis il faut encore tenir compte que de 1643 à 1748, le marc d'argent a été calculé à raison de 54 livres.

III

La production totale et comparative du froment, à diverses époques, exprimée en millions d'hectolitres pour le total et en hectolitres pour la production par hectare (1), a été comme suit :

Production totale. Par hectare.				Production totale. Par hectare.			
	M.		Hect. Lit.		M.		Hect. Lit.
1820...	44	4	9 46	1847...	97	6	16 32
1825...	61	0	12 57	1850...	88	0	14 78
1830...	52	8	10 53	1855...	73	0	11 36
1835...	71	7	13 43	1857...	110	4	16 75
1840...	80	9	14 62	1859...	87	6	13 05
1845...	72	0	12 53	1860...	101	6	15 13
1846...	60	7	10 23	1865...	95	0	13 85

Il faut noter que depuis l'année 1861, c'est le produit des 89 départements formés à la suite de l'annexion de la Savoie et du comté de Nice.

(1) En 1700, Vauban estimait le rendement à 8 hectol. par hectare.

1760, Bandeau et Mirabeau, à 7.

1788, Lavoisier et Tolosan, à 8.

Dans les bonnes années, le produit par hectare a varié de 12 hectolitres 25 litres (1821) à 16 hectolitres 75 litres (1857.)

IV

Afin que l'on puisse bien saisir l'influence des dispositions législatives qui ont réglementé le commerce des céréales alimentaires et des farines depuis 1816, nous allons faire connaître, sous leurs divers aspects, leurs importations et leurs exportations dans cette période de 51 ans.

	(FROMENT, MÉTEIL, ÉPEAUTRE.)		(FARINES.)	
	En hectolitre.		En quintaux métriques.	
	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
Totaux généraux.....	84 m. 2	26 m.	5 m. 0	15 m. 7
Moyenne générale....	1,651,942	509,491	98,507	307,631
Moyenne de 1816-1860.	1,508,692	434,116	83,012	247,556
— 1861-1865.	3,152,236	816,435	272,624	421,706
Année 1866.....	596,700	2,366,607	21,600	2,040,638

Ainsi donc, dans toute la période, les importations en France, en froment, méteil et épeautre, ont dépassé les exportations de plus de 58 millions d'hectolitres; pour les farines, le résultat est inverse, nous en avons exporté 10 millions 1/2 de quintaux métriques, ce qui s'explique par ce fait que nous avons fait sortir en farines une partie des blés reçus de l'étranger, c'est-à-dire après avoir reçu une main-d'œuvre dont l'industrie nationale a profité.

Mais les moyennes faussent étrangement les données qu'elles présentent pour chacune des années formant les périodes auxquelles elles s'appliquent. On peut en juger par le résumé qui suit, donnant le *total moyen* des époques décennales des résultats généraux qui précèdent.

	CÉRÉALES (hectolitre) (1).		FARINES (quint. métriques).	
	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
1816-1825....	672,566	38,295	16,468	63,477
1826-1835....	1,000,812	56,777	32,916	97,555
1836-1845....	981,132	223,088	10,323	159,798
1846-1855....	2,685,325	613,032	201,063	467,550
1856-1865....	3,025,398	1,430,550	239,548	536,475

Si maintenant on compare les chiffres réels afférant à une année, on voit combien ils diffèrent, en plus ou en moins, avec ceux de la

(1) Il est à regretter que les lois concernant les céréales et les farines n'aient pas pris une unité pour exprimer les quantités, soit en hectolitres, soit en quintaux métriques. Bornons-nous à dire que le rendement est calculé sur 56 k. 1/4 de farine pour 1 hectolitre de froment pesant 76 kilogrammes, d'après l'évaluation moyenne des douanes.

moyenne. Voici d'abord pour les importations de céréales alimentaires. Ce détail est d'autant plus intéressant qu'il permettra d'indiquer les conséquences qu'à eues l'échelle mobile du temps de sa durée.

De 1816 à 1825 les importations de froment ont été nulles dans les quatre dernières années; en 1816, 1820 et 1821, elles ont atteint à peine un demi-million, et le chiffre maximum, à peu près 2 millions, est celui de 1817. Comme on le voit, la loi de 1819 a porté un grand préjudice à nos importations. Dans la période suivante, la première année et les trois dernières sont nulles; en 1828, le chiffre dépasse à peine 1 million d'hectolitres; le chiffre maximum, 4 m. 2, est celui de 1832. Période 1836-1845. Le chiffre moyen des années 1836, 37, 38, 41, 42 et 43 est de 344,000 hectolitres; pour les 4 autres années, le chiffre varie entre 1 m. 2 et 2 m. 5 (1839 et 1844). De 1846-1855. — En 1846, 4 m. 8; 1847, 8 m. 8; 1848, 1 m. 2; de 1849 à 1852, moyenne : 93,000 hectolitres; en 1853 et 54, 4 m. 2, et 3 m. 1 en 1855. — 1856-1865, 1^{re} année, 7 m. 2; la suivante, 3 m. 7; en 1858 et 1859, 1 m. 1/2; en 1860, un demi-million; mais en 1861, après la suppression de l'échelle mobile, l'importation s'élève au chiffre maximum de la période générale, à 9 m. 2; descend à 4 m. 1 en 1862, à 1 m. 6 en 1863, à 561,200 en 1864 et à 232,000 en 1865, par l'effet de bonnes récoltes. Ainsi, en 1866, nos importations n'ont été que de 231,943 hectolitres, tandis que nos exploitations en froment se sont élevées à 2 millions 217,330 hectolitres.

Le chiffre des exportations est nécessairement dans le sens inverse des importations dans les conditions normales, car l'abondance des récoltes, non-seulement dispense de recourir aux nations étrangères, mais permet de leur expédier tout ce qui n'a pas été nécessaire à la consommation. La moyenne générale de nos exportations en céréales alimentaires a été de 509,491 hectolitres. En 1818, 1855 et 1856, elles ont été nulles. Le chiffre minimum, 1,789 hectolitres est celui de 1817; le chiffre maximum 4 millions 360,796 se rapporte à 1859.

Quant aux farines, les chiffres annuels diffèrent aussi beaucoup avec ceux de la moyenne, qui est de 98,507 quintaux métr. à l'importation et de 307,634 à l'exportation. Dans le premier cas, le chiffre a pour ainsi dire été nul en 1820, 1822-1827, 1833-1838, 1841, 1842, 1849-1852. Pour les autres années, le chiffre minimum 4,873 est celui de 1843; au maximum, 662,620 quintaux m. en 1847, 684,626 en 1854; 752,271 en 1861, et 851,647 quintaux métriques en 1856. Aux exportations, le chiffre a été inférieur à la moyenne jusqu'en 1847 inclus et dans les années 1850, 1854-1857, 1862 et 1863. Le chiffre maximum se rapporte aux années suivantes : en 1851, 1 million 549,494 quintaux métriques; en 1858, 1 million 339,664; en 1859, 2 millions 10,817.

Tous nos chiffres sont puisés principalement dans les tableaux des

douanes et aussi dans les *Annales du commerce*. Ils sont donc officiels depuis 1816.

Une étude curieuse, selon nous, serait celle qui aurait pour objet de faire connaître l'action sur le mouvement de la population, de la cherté des céréales, provenant soit du manque de production, soit de causes exceptionnelles qui ont amené une disette; mais ce serait sortir du cadre que nous avons dû nous tracer; cependant, nous en parlerons pour les cas où des dispositions ont dû être prises commercialement, pour faciliter l'entrée en France des denrées alimentaires ou pour empêcher la sortie, car ce point de la question est tout à fait dans le domaine de l'économie politique dont nous devons principalement, sinon exclusivement, nous occuper ici.

La première défense d'exporter les subsistances date de 805, sous Charlemagne, et l'année suivante les réserves en magasins furent interdites. A l'occasion des disettes de 1263 et 1272, la fabrication de la bière d'orge fut interdite. Cinq années plus tard, des parlements prohibèrent l'exportation des vins et des céréales dans les provinces de leur ressort : lors de la disette de 1389, une ordonnance de Charles VI du 14 août interdit l'exportation, excepté du Languedoc, où la récolte avait été suffisante. La mauvaise récolte de 1390 provoqua une ordonnance du prévôt de Paris, à la date du 10 juin 1391, laquelle prescrivait à chaque famille, sous des peines sévères, de porter son superflu au marché, interdisait le commerce des blés; ordonnait aux cultivateurs de vendre directement leurs blés au marché sans aucun intermédiaire, et de les vendre à un prix juste et raisonnable. L'insuffisance de la récolte de 1544 motive la remise en vigueur des lettres patentes du 25 octobre 1531, aux termes desquelles il était défendu d'acheter la récolte sur pied et de vendre ailleurs qu'au marché. La cherté en 1574 motiva encore l'interdiction de l'exportation des substances alimentaires. Même défense a lieu en 1629, mais de la part de plusieurs parlements, sans recourir à l'autorité royale.

Comme on peut le voir, déjà à cette époque, des ligues de douane existaient à l'intérieur, car des lettres patentes du 30 novembre 1631 défendent l'exportation, mais autorisent le transport de province à province. En 1643, un arrêt du conseil interdit l'exportation, et, pour la première fois, punit cette infraction de la peine de mort; pareille défense est faite le 4 septembre 1649; mais en restreignant l'exportation à l'étranger. En 1863, il se passe un fait bon à citer. Le lieutenant civil d'Aubray proposa d'essayer du régime de la liberté absolue du commerce des blés et de la vente du pain; mais les boulangers ayant étrangement abusé de cette liberté, force fut à l'autorité non-seulement de revenir aux anciens règlements, mais de les aggraver par de nouvelles rigueurs. En 1679, 1687, la sortie fut encore prohibée.

En 1764, pour atténuer les fâcheux résultats de mauvaises récoltes, le gouvernement, pour la première fois, autorisa, sans permission, le transport des blés de province à province. Une mesure efficace fut prise en 1761; le gouvernement fit acheter des blés à l'étranger, et avança des sommes considérables à plusieurs provinces pour les mettre à même d'en agir ainsi. En 1776, l'État accorda des primes à l'importation, exempta de tous droits de fret les navires importateurs et suspendit les droits d'octroi et de marché sur les grains, à l'exception de Paris et de Marseille(1).

Nous avons indiqué plus haut les mesures que l'autorité avait dû prendre depuis le commencement de ce siècle concernant le commerce des blés. Mais les circonstances ne sont plus les mêmes et n'offrent plus des résultats aussi désastreux, autrement dit les famines des premiers temps sont devenues des disettes et aujourd'hui celles-ci se résument en chertés.

A. BERNARD.

BULLETIN

LA CIVILISATION ÉCONOMIQUE DES GAULOIS AU TEMPS DE CÉSAR (2).

I

Les Gaulois descendaient de cette forte race venue de l'Inde, ce berceau de la famille humaine, et qui peupla le monde. Dès la plus haute antiquité, ils sont représentés déjà comme des conquérants audacieux, imposant leur nom aux pays qu'ils soumettaient. Leur langue tirait son origine du sanscrit. A quelle époque prirent-ils possession de leur nouvelle patrie ? L'histoire ne le dit pas.

Quinze siècle avant notre ère, une double invasion des Galls en Ibérie et des Ibères dans les Gaules, révèle l'existence d'un peuple celtique dont la population est assez dense pour fournir à des émigrations nombreuses; ils viennent peupler l'Espagne sous la conduite d'Ogmios, puis, deux ans après, ils traversent les Alpes et vont peupler l'Italie.

(1) Si nous avons puisé ces détails dans des auteurs contemporains, nous nous ferions un devoir de les citer, mais il nous sont fournis notamment par Delamarre (1738); Herbet (1755), l'abbé Baudron (1775), etc., auteurs dont les ouvrages sont tombés dans le domaine public.

(2) Lu à l'Académie des sciences morales et politiques.

Un siècle plus tard, 1400 ans avant J.-C., sous le nom d'Ombrons Ambrons, ce qui veut dire : *les Vaillants*, les Gaulois font de nouvelle irruption en Italie. Vaincus par les Étrusques, 1000 avant notre ère, ils descendent en Sicile.

C'est au XII^e siècle, avant Jésus-Christ, lorsque les Gaulois formaient déjà une agglomération importante de peuples énergiques mais à demi sauvages, chasseurs, pêcheurs et pasteurs, que les historiens placent la découverte que firent les Phéniciens des côtes méridionales de la Celtique. Ces commerçants intrépides, ces navigateurs courageux comprirent dès l'abord l'importance de la belle position de ce pays, et, au VI^e siècle, après avoir soutenu des luttes terribles avec les Autochthones, ils triomphèrent des obstacles et fondèrent des colonies. C'est donc aux Phéniciens et non aux Phocéens, que la Gaule méridionale dut les premiers éléments d'une civilisation que le génie grec devait plus tard perfectionner.

A défaut d'histoire régulière, les traditions ne sont point à dédaigner, elles renferment toujours un fond de vérité. Il existe une intéressante et curieuse légende sur l'Hercule Tyrien, ou plutôt sur le demi-dieu Melkartz. Le nom d'Hercule lui a été donné par les Romains qui pliaient toutes les croyances pour les ramener aux leurs.

Ce Melkartz ou Hercule Tyrien, était comme le génie de l'échange, de l'activité, du travail et du commerce, il représente les Phéniciens eux-mêmes; voici la curieuse légende qui le concerne ;

Le Melkartz (1) ou l'Hercule Tyrien est né à Tyr ; le jour même de la fondation de cette ville célèbre, il aborda à l'embouchure du Rhône, fut assailli par Albion ; il faut voir dans ce nom *Albici*, tribu montagnarde, du mot : *Alb*, montagne, qui répond aux Basses-Alpes ; il eut à soutenir aussi une lutte avec Ligur, ce sont les Ligures, enfants de Neptune. Après qu'il eut épuisé ses flèches, le maître du ciel lui envoya une pluie de pierres, symbolisme des pierres de La Crau, dont il se servit pour vaincre ses ennemis ; il y a là une ingénieuse allusion aux frondeurs tyriens. Après sa victoire il fonda la ville de Nemausus, à laquelle son fils donna son nom, *Nemausus* (2). Il appela autour de lui les peuplades éparses dans les bois (3), construisit des villes, enseigna l'art du labourage (4). Il pénétra dans l'intérieur de la Gaule par la vallée du Rhône et de la Saône, et fut attaqué par le montagnard Taurisque (5), il en triompha, et, s'avancant dans la Gaule, au pagus des Éduens, Mandubiens, il fonda Alesia, la ville sainte, la ville mère de toutes les Gaules (6). Il épousa des filles de Rois, quitta la Gaule pour pas-

(1) *Melkartz* veut dire : *Maître de la ville*, selon Creuzer. *Mythologie*, II, p. 211. — Heeren, t. II, p. 12 et note.

(2) M. de la Saussaye, dans sa *Numismatique de la Gaule narbonnaise*, p. 155, signale sur les drachmes d'argent de Nîmes l'effigie du dieu Nemausus, imberbe et diadémé.

(3) Diodore de Sicile, liv. IV, ch. CCXXVI.

(4) Denis d'Halicarnasse, liv. I, ch. XLI.

(5) De Thor. : hauteur.

(6) Diodore de Sicile, lib. IV.

ser en Italie, et franchit les Alpes. Cette légende est de l'histoire !

Les Phéniciens, bien établis, donnèrent un libre cours à leur génie commercial, ils fondèrent des comptoirs sur la côte occidentale de la Méditerranée, depuis Malte jusqu'au détroit de Calpé, ils vinrent exploiter en Gaule les mines d'or et d'argent qui étaient à fleur de terre dans les Pyrénées, les Cévennes et les Alpes, ainsi que les mines de fer des montagnes de l'intérieur ; c'est Possidonius et Strabon qui le disent (1).

Lorsque les Phéniciens vinrent s'établir sur nos côtes, ils avaient déjà fondé Carthage et bien assuré leur domination dans les îles orientales de la Méditerranée : Chypre, la Crète, les Sporades, les Cyclades. Ce ne fut que plus tard qu'ils fondèrent la célèbre colonie de Tartessus que des auteurs affirment être la même que Gadès (Cadix), sur la côte d'Espagne, et que le savant Heeren, dans son *Histoire du Commerce et de la Politique des peuples anciens*, considère comme l'Espagne entière (2). Carthage fut promptement indépendante et ne conserva avec la mère patrie que des relations de commerce et d'amitié.

Les Phéniciens avaient été attirés en Gaule par la richesse du sol et son admirable position. Outre ses produits végétaux, la partie de ce pays située sur les bords de la Méditerranée possédait des mines d'or, l'on y trouvait un grenat fin qu'on croit avoir été l'escarboucle, dit Pline le Naturaliste (3), et les Ligures ornaient leurs armes du corail qu'ils pêchaient autour des îles Staccades.

Les éléments de leurs échanges furent des objets de verre, fabrication dont ils gardèrent longtemps le secret, des tissus de laine, de lin, de soie, très-bien teints dans les fabriques de Tyr, de Sidon, de Tripoli, des ornements d'ambre et d'or, de l'encens, des parfums, du vin ; ils introduisirent tous les arts de la paix ; ils glorifièrent le travail, enseignèrent l'agriculture, le commerce, l'extraction et la fabrication des métaux ; ils habituèrent les hommes à user de demeures fixes. Diodore de Sicile (4) nous montre, en effet, que ce peuple intéressant de négociants habiles « ne se répandant pas, dit-il, par l'envahissement de la conquête, mais par des voies plus pacifiques, ses progrès ne sont pas marqués par le saccagement des villes et la dévastation des pays, comme le furent les expéditions des Mèdes et des Assyriens, mais par une longue suite de colonies florissantes qui introduisirent l'agriculture, l'industrie et le commerce chez des peuples barbares. »

Sur notre littoral comme sur celui de l'Espagne, après les cités et les comptoirs ils construisirent des routes qui firent rayonner un commencement de civilisation dans les Gaules. L'une de ces routes passait sur les bords de la Méditerranée, venant des Pyrénées-Orientales, et descendant en Italie par le col de Tende. Cette route existait avant la

(1) Possidonius *apud Athenæum*, lib. VI, chap. iv. — Strabon, liv. IV.

(2) Heeren, t. II, p. 51.

(3) Pline, liv. XXXII.

(4) Diodore de Sicile, I, p. 264. — Heeren.

deuxième guerre punique, et les Massaliotes y élevèrent plus tard des pierres milliaires pour le service des armées romaines se rendant en Espagne. D'après le savant auteur de l'histoire des Gaulois, M. Amédée Thierry, cette route ne fut pas construite par les Massaliotes qui n'étaient pas encore assez puissants, et les Romains n'eurent qu'à remettre à neuf; ils en firent les voies *Aurelia* et *Domitia*.

II

Les Grecs furent promptement les rivaux redoutables des Phéniciens dans la Méditerranée, et lorsque les peuples de Carie et les Hellènes les dépossédèrent de leurs établissements sur les côtes occidentales et septentrionales de l'Asie-Mineure, ils furent cause de la direction que les Phéniciens prirent dans la Méditerranée occidentale.

Les Grecs de l'Asie-Mineure étaient destinés à effacer le souvenir des Phéniciens dans les Gaules; mais, avant eux, lorsque la domination phénicienne s'affaiblit, les Rhodiens, dont la puissance brilla d'un vif éclat, parurent sur les rivages de la Gaule et continuèrent la salutaire impulsion donnée par les Phéniciens, qui y restèrent du ^{xii}^e au ^{ix}^e siècle avant notre ère. Cette pacifique influence, exercée pendant 300 ans, fut on ne peut plus favorable à des peuplades alors vraiment barbares, vivant dispersées, sans demeures fixes, qui marchaient et combattaient nues, ne craignaient rien que *la chute du ciel* ! et s'avançaient le glaive au poing, contre tous les obstacles. Race d'une grande aptitude, éloquente naturellement, et avide de savoir, et qui, amoureuse des récits de voyage, forçait ceux-ci à conter leurs aventures.

Ce fut neuf siècles avant J.-C. que les Rhodiens abordèrent les rivages de la Gaule; ils y restèrent 300 ans, du ^{ix}^e au ^{vi}^e siècle avant J.-C. Ils ranimèrent les colonies phéniciennes expirantes, depuis que la puissance de Tyr allait s'affaiblissant; ils fondèrent *Rhoda* ou *Rhodanensis*, près des Bouches-du-Rhône. Rhoda existait encore du temps de saint Jérôme, qui visita la Gaule (1). Ils fondèrent aussi Héraclée, dont il ne restait plus qu'un souvenir du temps de Pline, qui disait : « *Sunt auctores et Heracleam oppidum in ostio Rhodani fuisse* » (2)

III

La race grecque de Phocée, dans l'Asie-Mineure, apporta de notables développements à la civilisation des Gaules, déjà commencée par les Phéniciens et les Rodiens, comme on l'a vu. Quand les Phocéens abordèrent les côtes de la Gaule méridionale, 600 ans avant notre ère, ils trouvèrent, en effet, les Gaulois déjà moins barbares; un grand nombre de villes importantes, de bourgs et de villages, avaient été fondés; et quelques auteurs pensent que Marseille pouvait bien être antérieure à leur arrivée, et qu'ils n'eurent qu'à en prendre possession pour lui imprimer ce caractère grec si distingué et si délicat qui ne tarda pas à en

(1) Hieronimus Com. Ep. Gala, lib. II.

(2) Pline, liv. III et IV.

ne ville de premier ordre (1). Ils contractèrent des alliances avec leurs voisins (2), et lorsqu'ils eurent battu les Carthaginois en ces rencontres, ainsi que nous l'apprennent Hérodote, Strabon et (3), et qu'ils purent s'emparer du commerce de toute la côte, l'influence devint considérable sur la civilisation gauloise, déjà née.

C'est l'historien Justin qui va nous révéler cette influence grecque exercée sur les peuples de la Gaule, par les Massaliotes.

« Ce sont les Massaliotes, dit Justin, qui enseignèrent aux Gaulois à cultiver et de tailler la vigne, la culture des céréales et celle de l'olivier. Ils leur apprirent à fortifier leurs villes, à préférer l'empire des armes à celui de la force et des armes, les douceurs de la civilisation à la rudesse du sauvage, et les hommes et les choses en sont venues au point que *il ne semble plus expatriée en Gaule, mais que la Gaule paraît être devenue de la Grèce*! » Ce passage, dont nous soulignons la fin, contient d'une manière précise l'état de civilisation de la colonie phocéenne qu'elle yonnait dans toute la Gaule par les relations commerciales. En Marseille reçut un accroissement rapide, surtout lors de la ruine de Carthage par Harpagus, lieutenant de Cyrus; elle construisit des forts, des comptoirs sur toute la côte et aux îles Staccades, dont elle prit le nom. Rhodanousia, près des Bouches-du-Rhône, et Rhodanus, au delà de la Saône, la reconnurent pour leur protectrice et pour leur nouvelle mère; Cahors, Avignon, Arles, ressemblèrent bientôt à des colonies marseillaises, et l'on y parlait grec.

Le commerce contribua beaucoup à étendre la bienfaisante action des Grecs sur la Gaule; dès le second et le premier siècle avant notre ère, les échanges de l'intérieur de la Gaule et ceux des îles Britanniques furent entre les mains des Massaliotes activement secondés par les Grecs. Ils tiraient des îles Britanniques des pelleteries et des quantités énormes d'étain. Ce précieux métal apporté par eux dans des bateaux aux embouchures de la Seine, de la Loire et de la Garonne, venait, par leurs navires, sur tout le littoral de la Méditerranée, jusqu'au nord de l'Afrique et jusqu'en Asie.

La marine armoricaine, déjà puissante, servait de moyen de communication avec les îles Britanniques (4). Les Massaliotes remontaient le Rhodan, et la Saône, puis transportaient leurs marchandises par des chariots à quatre roues, sur les bords de la Seine où ils s'embarquaient de nouveau (5).

Sur la Loire, ils avaient une route à travers les Cévennes; pour l'établir, ils avaient dû vaincre de grandes difficultés dans un pays des plus sauvages.

Maul-Rochette, *Établissement des colonies grecques*, t. II. p. 418.

Justin, liv. XLIII.

Hérodote, liv. I. — Strabon, liv. IV. — Justin, liv. XLIII.

Strabon, liv. IV. — Diodore de Sicile, V.

Strabon, liv. IV.

Sur le rivage des fleuves de la Gaule, leurs premières routes maritimes, ces chemins qui marchent, et à leurs embouchures, ils fondèrent de nombreux comptoirs que les Romains trouvèrent transformés en villes puissantes, pleines de prospérité, et où leurs commerçants vinrent s'établir en grand nombre : Noviodunum, Genabum, Avaricum, Gergovia, Cabillo, Burdigala et beaucoup d'autres cités importantes, sans citer même Bibracte, où s'établirent des écoles célèbres, et qui était un centre important d'enseignement agricole et commercial. Toutes ces villes, dont nous ne nommons qu'une faible partie, attestent les progrès rapides que la civilisation grecque fit chez les Gaulois.

Avec leur activité et leur génie commercial remarquable, les Phocéens Massaliotes comprirent immédiatement l'importance d'une route qui reliait la Méditerranée à l'Océan, par l'Aude, ils l'établirent jusqu'à Narbonne d'où ils allaient, par terre, jusqu'à la Garonne (1). Ce trajet considérable se faisait en trente jours (2).

Quand il reprenaient la voie de terre, ils marchaient en caravanes, se servant de chevaux, de mulets et de chariots (3), comme l'attestent plusieurs auteurs, et notamment Festus qui s'exprime ainsi : *Petoritum Gallorum vehiculum esse, et nomen ejus dictum esse existimant à numero quatuor rotarum.*

Le commerce du vin d'Italie était fait par les Latins et les Massaliotes qui l'apportaient dans des vases de bois cerclés de fer. Les Gaulois riches étaient avides de cette liqueur et donnaient volontiers un esclave pour un tonneau. Tant d'activité déployée au milieu d'un peuple ami de la nouveauté, donna à ce peuple une telle impulsion que Strabon va nous apprendre jusqu'à quel degré arrivait le savoir des Gaulois; ils ne se bornaient pas à l'emploi des caractères grecs, ils se servaient de la langue grecque elle-même; laissons parler Strabon : « Tous ceux qui jouissent de quelque considération, dit-il, s'appliquent à l'éloquence et à la philosophie, et Massilia qui était naguère l'école des Barbares et communiquait aux Gaulois le goût des lettres grecques, a tel point que ceux-ci rédigeaient en grec jusqu'à leurs contrats, oblige aujourd'hui les plus illustres Romains même, à préférer pour leur instruction, le voyage de Marseille à celui d'Athènes! Les Gaulois excités par cet exemple emploient volontiers leur temps à des occupations semblables; et cette émulation a passé des particuliers à des villes entières; car non-seulement les personnes privées, mais les villes font venir à leurs frais des professeurs de lettres et de science ainsi que des médecins. » Ce curieux et remarquable passage de Strabon est décisif dans la question de la civilisation des Gaules. Il établit que les Gaulois cultivaient la langue grecque et s'en servaient dans leurs contrats : κατεσκευζε τα συμβολαια Ελληνιστι rédigeaient leurs contrats en grec. Il ajoute : ceux qui veu-

(1) Strabon, liv. IV.

(2) Diodore de Sicile, liv. IV.

(3) *Curribus devehunt.* Diodore de Sicile, lib. IV. — *Carpenta Gallorum*, dit Florus.

ont apprendre le vrai préfèrent aller à Massilia qu'à Athènes : *αὐτὶ τὰ ἰσ' Ἀθήνας ἀποδημίας οὐκ οὐκ.*

« Quant à la vie simple des Massaliotes et à la sagesse de leur conduite, en voici une grande preuve, continue Strabon : chez eux la plus riche dot n'excède pas la somme de cent pièces d'or (2,500 fr.) et cinq pour les habits (125 fr.), et autant pour les ornements en or. »

Les habitudes d'économie des Gaulois, attestées par Diodore de Sicile (1) avaient à ce qu'il paraît réagi déjà sur les mœurs grecques ; les Massaliotes ont voulu réunir la politesse grecque à la parcimonie gauloise, selon Strabon.

L'influence massaliote fut donc immense, elle est attestée par une foule de noms de villes, de bourgs et de villages d'origine évidemment grecque, et la numismatique nous le prouve encore. « Le monnayage de l'Arvernie et de l'Armorique doit remonter, dit M. Fréville, de la Société des antiquaires de France, au commencement du second siècle avant l'ère chrétienne. Ce monnayage a simplement copié le statère à la tête d'Apollon. »

Plus tard le statère fut modifié conformément à la théogonie gauloise. Apollon devint Belenus ou Ogmius, et le Bige fut remplacé par un cheval libre si fréquent dans les monnaies gauloises. Les Eduens, dans la forme de leurs monnaies, imitaient celle des drachmes de Massalie.

Les mœurs adoucies des Gaulois, le perfectionnement de leur culture sont attestés par Divitiac, le prince des Druides qui habitait Bibracte au centre de la Gaule, et qui devint l'ami de César ; en sollicitant l'appui de Rome contre l'invasion des Germains, il disait : « Séduits par la fertilité de nos champs, par la douceur de nos mœurs et par nos richesses, les Germains veulent s'établir chez nous dans les Gaules. » Cette attestation du chef des Druides, si bien placé pour juger sainement et les hommes et les choses, nous semble d'un grand poids dans la question qui nous occupe.

Strabon était si frappé de la situation topographique heureuse de la Gaule qu'il l'a décrite ainsi : « Toute la Gaule est arrosée par des fleuves qui vont se jeter les uns dans l'Océan, les autres dans la Méditerranée. Les lieux qu'ils traversent sont, pour la plupart, des plaines et des collines qui donnent naissance à des rivières assez fortes pour porter bateau. Les lits de tous ces fleuves sont les uns à l'égard des autres si heureusement disposés par la nature, qu'on peut aisément transporter les marchandises de l'Océan à la Méditerranée, et réciproquement, car la plus grande partie des transports se fait par eau, en descendant ou en remontant les fleuves, et le peu de chemin qui reste à faire par terre est d'autant plus commode que l'on n'a que des plaines à traverser. »

Strabon continue plus loin dans le même 4^e livre : « Je l'ai déjà dit, ce qui mérite surtout d'être remarqué dans les Gaules, c'est la parfaite correspondance qui règne entre ses diverses contrées, par les fleuves

1. Diodore de Sicile, lib. V, c. x vii.

qui les arrosent et par les deux mers dans lesquelles ces derniers se déchargent ; correspondance qui, si l'on y fait attention, constitue, en grande partie, l'excellence de ce pays, par la grande facilité qu'elle donne aux habitants de communiquer les uns avec les autres et de se procurer réciproquement tous les secours et toutes les choses nécessaires à la vie. »

Ce tableau tracé de main de maître donne une juste idée du commerce important de la Gaule à l'intérieur et à l'extérieur, par les deux mers, il révèle aussi les rapports internationaux des peuples entre eux.

A la chute de Carthage, Marseille, dont elle était la rivale, vit s'augmenter son commerce, dans la Méditerranée, sur les côtes de l'Ibérie, de l'Armorique, et avec les îles Britanniques, le reste de la Gaule en profita, l'activité des Massaliotes excita celle des Gaulois.

IV

Nous avons vu, par un passage de Strabon, que les Gaulois ne se bornaient pas à l'emploi de l'alphabet grec, mais qu'ils cultivaient la littérature et la philosophie des Hellènes. Voici ce que dit Ammien Marcellin (1) : « Les Gaulois s'étant peu à peu policés firent fleurir les études utiles que les Bardes, les Eubages et les Druides avaient commencé à cultiver. Les Bardes chantèrent en vers héroïques, au son de leurs lyres, les hauts faits des hommes ; les Eubages tâchèrent, par la méditation, d'expliquer l'ordre et les merveilles de la nature. Au milieu de ceux-ci se distinguaient les Druides qui, réunis en société, s'occupaient de questions profondes et sublimes, s'élevaient au-dessus des choses humaines et affirmaient l'immortalité de l'âme. »

Ammien Marcellin a emprunté ces détails à l'historien grec Timagène qui vivait du temps de César, et voici ce que César lui-même écrivit sur les travaux philosophiques des Druides : « *Multa præterea de sideribus atque eorum motu, de mundi ac terrarum magnitudine, de naturâ rerum de Deorum immortalium vi ac potestate disputant, et juventuti tradunt.* » Un pareil enseignement n'était-il pas un puissant élément de civilisation que les moyens de communication naturelle, et les routes celtiques ont porté rapidement dans toute la Gaule ; cette civilisation due en partie aux Grecs, ces moyens de communication avaient frappé Strabon, comme nous l'avons vu, et il ajoute :.... « L'on peut remonter le Rhône bien haut avec de grosses cargaisons (2) qu'on transporte en divers endroits du pays par le moyen d'autres fleuves navigables qu'il reçoit et qui peuvent également porter des bateaux pesamment chargés. Ces bateaux passent du Rhône sur la Saône, et ensuite sur le Doubs qui tombe dans ce dernier fleuve, de là, les marchandises sont transportées par terre jusqu'à la Seine, qui les porte à l'Océan à travers le pays des

(1) Ammien Marcellin, XV, ix.

(2) Strabon, liv. IV, p. 189.

Lerovii et des *Caleti* (peuples des deux rives de la Basse-Seine), éloigné de l'île de Bretagne de moins d'une journée.

« Cependant, comme le Rhône est difficile à remonter à cause de sa rapidité, il y a des marchandises que l'on préfère porter par terre au moyen des chariots. » *Devehunt curribus*, dit la traduction latine, ἀρμαμάζαι, dit le texte même de Strabon ? ce qui ne laisse plus aucun doute sur l'usage des chariots, et par conséquent sur la construction des routes. Strabon continue : « Les marchandises qui sont destinées pour les Arvernes, Ἀρουέρνους, dit encore le texte lui-même, qui indique une contrée très-accidentée, et celles qui doivent être embarquées sur la Loire, quoique ces contrées avoisinent en partie le Rhône, sont transportées par terre. Un autre motif de cette préférence est que la route est unie. » La traduction de Strabon dit *iter campestre* qui accuse irrévocablement la route, mais qui n'est point assez exact. En effet, il y a dans le texte grec : ἀλλ' ἡ ὁδὸς πεδία, οὐσα καὶ οὐ πολλή, mot à mot : la route était en grande partie en plaine, περὶ οχτακουσίου σταδίου, d'environ 800 stades. Cette route, si bien indiquée, était une grande voie de commerce. Strabon ajoute : « On charge ensuite ces marchandises sur la Loire qui offre une navigation commode. Ce fleuve sort des Cévennes et va se jeter dans l'Océan. »

« De Narbonne on remonte à une petite distance d'Atax (l'Aude), mais le chemin qu'on a ensuite à faire par terre pour gagner la Garonne est plus long, on l'évalue à 7 ou 800 stades ! »

Dans ses descriptions de routes, de chaînes de montagnes, de fleuves et de rivières, l'on voit que Strabon parlait de toute la Gaule celtique.

Les peuples qui formaient la grande confédération gauloise avaient donc de puissants moyens de communication qui les reliaient entre eux, et comme la fécondité des femmes y était prodigieuse au dire de tous les auteurs, ils pouvaient mettre sur pied des armées considérables, et fournir à des émigrations compactes et nombreuses.

V

Diodore de Sicile (1) nous dit que les différentes nations, *multæ gentes*, qui habitaient la Gaule, n'étaient pas également peuplées, les plus considérables comptaient deux cent mille combattants, les plus faibles n'en avaient que cinquante mille. Les Arvernes et leurs alliés, sous les ordres de Vercingétorix, purent réunir jusqu'à 400 mille hommes, il faut dire que c'était presque la Gaule entière qui avait pu fournir ce contingent considérable. Avant cette époque les Gaulois avaient combattu avec 200 mille hommes, contre Maximus Emilianus ; et ils avaient le même nombre de combattants dans la bataille qu'ils livrèrent à Domitius Oenobarbus.

La Belgique était si peuplée, dit Strabon (2), qu'on y comptait autrefois jusqu'à 300 mille hommes en état de porter les armes. « A mesure,

(1) Diodore de Sicile, lib. V.

(2) Strabon, liv. IV, p. 178.

dit-il, qu'on avance vers le Nord et les Cévennes, l'olivier et le figier disparaissent, quoique tout le reste y croisse. Il en est de même de la vigne; elle réussit moins dans la partie septentrionale de la Gaule; tout le reste produit beaucoup de blé, de millet, de gland, et abonde en *bétail de toute espèce*. Aucun terrain n'y est en friche, si ce n'est les parties occupées par les bois et les marais; encore ces lieux mêmes sont-ils habités; ce qui néanmoins est l'effet de la *grande population*, les femmes y étant très-robustes, très-fécondes et excellentes nourrices. »

Les différents peuples de la Gaule étaient au nombre de 89. Il y en avait 27 dans la Gaule-Belgique, 43 dans la Celtique, 12 dans l'Aquitaine, et 7 dans la Narbonnaise. Appien, Flavius (Josèphe), Plutarque et Pline, admettent beaucoup plus de divisions, et comptent, le premier, 400 peuples; le second, 305; le troisième, 300, et le dernier, 140; cette différence de chiffres vient de la manière de compter par *pagus* ou *paricus*, dernière subdivision.

Voici les divisions de Pline : « Le pays, compris sous le nom de Gaule chevelue, se partage en trois régions généralement séparées par des fleuves. De l'Escaut à la Seine est la Belgique; de la Seine à la Garonne, la Celtique, appelée aussi Lyonnaise; de là jusqu'aux Pyrénées est l'Aquitaine. »

César s'exprime ainsi (1) : « Toute la Gaule est divisée en trois parties, dont l'une est habitée par les Belges, l'autre par les Aquitains, la troisième par ceux que nous appelons Gaulois, et qui, dans leur langue, se nomment Celtes (2)... La partie habitée par les Gaulois commence au Rhône, et a pour limite la Garonne, l'Océan et le pays des Belges; elle va aussi jusqu'au Rhin, du côté des Helvètes et des Séquanais; elle est située au nord. Le pays des Belges commence à l'extrême frontière de la Gaule; borné par la partie inférieure du cours du Rhin, sa position est au nord-est. L'Aquitaine est bornée par la Garonne, les Pyrénées et la partie de l'Océan qui baigne les côtes d'Espagne; elle est située au nord-ouest. » Maintenant que nous connaissons les divisions territoriales, passons à la population.

La nation gauloise confédérée comptait environ 8 millions d'habitants. Le plus récent historien des Gaules (3) a pu arriver à ce chiffre par d'ingénieux calculs qui peuvent être résumés ainsi : après avoir relevé le nombre des hommes en état de porter les armes, il trouve 513,600 pour les levées de l'an 687 de la fondation de Rome; au moins 573,600 pour celles de l'an 702, ce qui donne 1,087,200, auxquels il faut ajouter 82,000 Helvètes, et 625,000 des belligérants non comptés par César, ce qui donne 1,804,200 hommes. Quadruplant ce nombre, l'auteur arrive au chiffre de 7,216,800 habitants.

1. C. J. Cæsar, *Commentarii de bello gallico*.

2. De Coût qui veut dire : *Forêt*.

3. *Histoire de Jules César*, imprimée chez Plon, t. II, p. 195.

VI

D'après Diodore de Sicile que nous avons cité plus haut, la moyenne des chiffres qu'il donne de la population des différents États qui formaient la confédération gauloise, étant de 125,000 hommes, cela donne, pour 64 nations citées par Tacite, 8,000,000 d'habitants.

César, dans ses *Commentaires*, nous vient en aide pour constater que la situation des Gaulois de son temps, avec leur religion unithéiste, leurs institutions, leurs assemblées délibérantes partielles et générales, leur commerce étendu, leur culture variée, leurs moyens de communication, leur industrie, leur instruction, n'était pas celle de peuplades barbares, et si le proconsul a employé cette qualification, c'était comme synonyme d'étrangers, ce que faisaient volontiers les Grecs et les Romains. Leur puissance d'organisation est attestée par la lutte même qu'ils soutinrent contre César qui dut employer dix ans à les combattre, et qui, selon Plutarque (1), fut obligé de leur livrer trente batailles, lui le plus habile stratéliste du monde, qui fit le siège de 80 villes (*oppida*), qui soumit 300 États, nations ou peuples, *gentes*; qui, plusieurs fois, eut à combattre 300 mille hommes, qui en fit périr sur le champ de bataille un nombre immense, et en réduisit une autre part notable en esclavage.

Tant de puissance, tant d'énergie, tant de résistance, révèlent une organisation à laquelle la qualification de barbare n'est nullement applicable.

Les nations confédérées de la Gaule comptaient : l'Aquitaine, 16 villes importantes *insignes*; 5 fleuves renommés, des ports de premier ordre; la Lyonnaise, 26 villes considérables, trois ports excellents; la Belgique, 38 villes à signaler. Voici ce que dit César sur le commerce de la Gaule avec les îles Britanniques seules, ce passage montre une force maritime imposante que l'état prospère, donné par la civilisation, peut seul expliquer : « Les Vénètes (et les peuples du littoral de la Manche) exercent une grande autorité sur toutes les contrées maritimes de la Gaule occidentale, soit à cause de leur *habileté dans l'art de la navigation*, soit comme possesseurs d'une quantité considérable de vaisseaux, avec lesquels ils trafiquent sur les côtes de l'île de Bretagne, soit enfin comme maîtres du très-petit nombre de ports où l'on peut s'abriter contre les ouragans irrésistibles d'une mer tout ouverte, circonstance qui rend tributaires de cette nation presque tous les navigateurs de l'Océan. » Avec une telle marine le commerce ne pouvait manquer d'être florissant, elle est la preuve de cette prospérité.....

Polybe (2) nous dit que, de son temps, 200 ans avant J.-C., les Gaulois combattaient nus, cela était possible à cette époque quoique difficile à croire sous un climat rigoureux; mais, au temps de César, c'est-à-dire 150 ans plus tard, ils étaient vêtus. Diodore de Sicile (3), qui vivait du temps

(1) Plutarque, *in Cæsare*.

(2) Polybe, liv. II.

(3) Diodore de Sicile, V, xxx.

is connaissaient le corail si beau dans le golfe de Lyon, *ico*, dit Pline (1), *laudatissimum curalium*. Ils en ornaient s, leurs boucliers et leurs casques. Strabon (2) décrit ainsi nent : « Un pantalon ou braie, une chemise à manches ou sa-
dant au milieu des cuisses, ce *sagum* était leur principal
. »

VII

pectacle vraiment intéressant que celui qu'offre, dans ses
euple de la Gaule, ardent, impétueux, éminemment apte à
ivilisation que lui apportaient des nations commerçantes et
avait été asser puissant, assez nombreux pour verser, à des
lées, ses flots pressés sur l'Italie par les Alpes grales (3),
s maritimes, par les Alpes pennines (4), qui s'en allait ser-
age, qui donnait de puissants renforts à Annibal, qui jetait
partout, en Europe, en Asie, en Afrique, imposant son nom
ablissait !

tion romaine, en leur apportant ses grandeurs, les surper-
s de la Gaule, effaçant peu à peu par le triomphe de la force
s d'une grande existence.

ination romaine profita de tout ce qui avait été fait de grand
ulois et se l'appropriâ, elle se substitua au passé pour
is sa grandeur, et cette grandeur sembla venir entièrement

nombreuses, florissantes, animées, commerçantes, où af-
négociants romains eux-mêmes, avant la domination, les
oppida, les ports, les flottes, les navires, les bateaux de
es sanctuaires religieux, les collèges savants, et puis les
es tours, les portes bardées de fer (5), les fossés instantané-
is d'eau quand l'attaque était menaçante, parlent avec élo-
grandes assemblées attestées par César et par Strabon,
nstituait une civilisation réelle, préparée par les Phéniciens
ens, comme nous l'avons vu, et achevée par les Phocéens-

e Damas disait des Gaulois, en rendant hommage à leur cou-
ptable qui leur donnait tant d'avantages sur leurs ennemis
une forte race peu disposée à s'endormir dans une apathie
olas de Damas disait (6) : Ils pensent qu'il est honteux d'être
et que dans toute guerre il n'y a que deux chances : vaincre
Dans le même ordre d'idée, Paul Orose s'exprimait ainsi à

v. XXXII, ch. II.

. IV.

nt-Bernard.

aint-Bernard, où l'on peut lire une inscription : *IOVI PÆNNINO*.

ait des portes pareilles ; on en a trouvé les débris, et marqué les baies sur

ον ή γούνται, ήττημένοι ζήν άλλ' άναγκαίον ήνιχάν ή άποθήσχειν.

Les avaient dépouillées d'une part de leur puissance. Il y avait communauté de bien entre les époux.

Les chevaliers formaient comme un corps de noblesse. César nous les montre prenant les armes et se faisant accompagner par leurs clients et ses serviteurs dont le nombre était d'autant plus grand qu'ils avaient plus de naissance et de richesse.

Après les Druides et les chevaliers, venaient les laboureurs, hommes libres. Cette classe donnait des clients attachés à leurs patrons pour le service militaire, et qui reprenaient leur travail après la guerre.

Narrateurs intrépides et pleins de verve, les Gaulois aimaient que des étrangers leur fissent connaître les choses curieuses qu'ils avaient vues dans leurs voyages.

Ils étaient hospitaliers, d'une rare beauté de formes, d'une bravoure personnelle que rien n'égale dans l'antiquité, dit M. Amédée Thierry, d'un esprit franc, impétueux, ouvert à toutes les impressions, éminemment intelligents et mobiles, et aptes à recevoir les bienfaits de la civilisation plutôt que d'en prendre eux-mêmes l'initiative.

Ils avaient des poètes lyriques et des poètes satiriques, et, à la bataille d'Armançon, quarante Bardes excitaient les guerriers au combat par des hymnes qui les enflammaient ?

Il nous semble que nous en avons assez dit sur la civilisation gauloise, qui ressort naturellement des preuves que nous avons accumulées ; qu'il nous soit permis de rappeler en terminant, que César vainqueur des Gaules, remplit immédiatement le Sénat romain de chefs gaulois ; n'est-ce pas là une irréfutable preuve à l'appui de la thèse que nous avons soutenue.

Cette civilisation des Gaulois combien ne s'affirme-t-elle pas encore par la sainte résistance de Vercingétorix ; par l'héroïque lutte soutenue sous les murs d'Alise, au pays des Eduens, où périt la nationalité gauloise, où succomba son autonomie avec les marques d'une grande puissance stratégique et d'un patriotisme puisé dans les plus purs sentiments de l'âme humaine !

JULES PAUTET.

CORRESPONDANCE

LES DOMAINES NATIONAUX EN AUTRICHE. -- NOUVEAUX
RENSEIGNEMENTS.

Paris, 6 mai 1868.

A Monsieur le Rédacteur en chef du JOURNAL DES ÉCONOMISTES.

Monsieur,

Ayant reçu de nouveaux documents relatifs aux domaines de l'Autriche, je crois devoir compléter les renseignements que contient à ce sujet le dernier numéro du journal. M. Brestel, ministre des finances, a

présenté au Reichsrath cinq projets de loi for-
mes économiques et financières, un plan de
système nouveau qui promet d'inaugurer une
che et d'améliorer radicalement sa situation ;
loi sur l'aliénation des domaines de l'État et
celui qui a été le plus généralement approuvé
l'opinion publique ; on ne saurait donc sup-
témoigne moins de sympathie que le pays.

Le projet ministériel divise les domaines d'groupes. Le premier se compose des 13 domaines de la Bohême, qui seuls ont été d' Le rapport officiel constate que l'on réalisera p alors 3,389,579 fl. en plus de leur valeur véna (période quinquennale) du revenu net annuel nistre à la perspective d'obtenir ce prix, le Re instant, j'espère, à voter au plus vite le pr mêmes avantages sont à attendre de la vente contient 10 domaines de la Galicie et de la Bo 10 domaines, obtenue également de la moyenne capitalisé à 5 0/0. est de 3,402,920 fl.; le rap en obtiendra par la vente le prix de 7,228,000 groupe est de 1,133,260 fl.; l'aliénation produ vente du quatrième et du cinquième groupe 2,950,000 fl. La somme totale par laquelle l'hi de secourir le Trésor autrichien, si la Chaml domaines, se monte donc à 28,623,549 fl. = 7

Je pense, Monsieur, que ces détails intéressants du journal, voilà pourquoi je vous prie de l'insérer dans la livraison du 15 mai.

Croyez, Monsieur, etc.,

DEUX RECTIFICAT

Les tarifs différentiels. — Les concessions exclusives.
Les acquits à caution : l'identique et

1. — Mon cher rédacteur en chef, vous me t
d'un lecteur, qui veut bien trouver ingénieux
de la dernière livraison, mais déclare avoir ét
trouver les résultats inscrits à l'intérieur d
image.

Notre lecteur est parfaitement dans le vrai d'une erreur qui n'est le fait ni du graveur (celui-ci demeure cependant responsable), inexact. J'espère qu'une simple (je devrais est plus favorablement traitée qu'un péché e

C'est dans la détermination de l'inclinaison de cette rampe douce qu'a été commise la faute dont je viens faire un *meâ maximâ culpâ*. Je me bornerai à indiquer le procédé de calcul sur l'exemple constamment pris dans mon article, pour base de raisonnement.

Le palier supérieur, correspondant à la cote de 20 francs, commencerait au 500^e kilomètre. — Le palier inférieur, correspondant à la cote de 16 francs, finirait au 320^e kilomètre. — La rampe douce régnerait donc du 500^e au 320^e kilomètre, soit sur une étendue de 180 kilomètres, et correspondrait à la différence des deux cotes de 20 francs et de 16 francs, soit à 4 francs. En divisant donc 4 par 180, ce qui donne 0 fr. 022 (et non 0 fr. 10 comme j'ai eu le tort de l'écrire p. 126, 10^e ligne), on aurait l'inclinaison de la rampe douce ou, pour sortir du domaine de la comparaison et rentrer sur le terrain de l'hypothèse, le prix kilométrique à faire payer entre les 320^e et 500^e kilomètres.

On trouverait de même les nombres 0 fr. 025 et 0 fr. 018, au lieu de ceux 0 fr. 07 et 0 fr. 14 qui ont été inscrits, je ne sais par suite de quelle aberration, sur le dessin primitif.

2. — Pendant que je tiens la plume aux rectifications, voulez-vous me permettre, dans l'intérêt de cette vérité scientifique au culte de laquelle nous sommes tous voués et après m'être corrigé, de corriger autrui ? Si oui, je vous prierai de regarder comme devant être impitoyablement biffée cette phrase de notre collaborateur T.-N. Bénard (p. 90) :

« C'est à peu près comme cet ancien article de la loi sur les mines qui déclarait que toute concession nouvelle ne pouvait être accordée qu'à un maître de forge : il fallait justifier de la possession d'un haut fourneau pour pouvoir obtenir une nouvelle concession. »

Ma mémoire ne me dit pas, en ce moment, si une telle disposition a pu figurer dans quelque projet de loi ; mais je puis affirmer que jamais, ni sous l'ancienne monarchie, ni sous le régime de la loi transitionnelle du 28 juillet 1791, ni sous celui de la loi actuellement en vigueur du 21 avril 1810 (1), la qualité de maître de forge n'a été exigée pour obtenir une concession de mine de fer. J'ajouterai qu'en fait, il me serait facile de citer des cas où un gîte de minerai de fer a été concédé à des exploitants qui n'avaient point d'usines à fer.

A un autre point de vue, si l'article instructif de M. T.-N. Bénard montre, avec juste raison, que, sous le régime actuel des acquits à caution, la production de nos ateliers de construction a pris un développement considérable, la question de légalité est tranchée un peu lestement : « Notez, y lit-on (p. 88-89), que cette identité n'avait pas été exigée par la loi de 1836, dont nous avons donné le texte plus haut. » Or, c'est précisément en me reportant à ce texte (p. 85) que je ne puis être de l'avis de notre collaborateur. Quelle est donc la signification de ces mots : « destinés à être fabriqués ou à recevoir, en France, un complément

1. Voir, dans la livraison de juin 1866 (p. 412 et 467), l'exposé de la législation minière de l'industrie du fer qui sera inaugurée le 1^{er} janvier 1876.

DE MAIN-D'ŒUVRE et que l'on s'engagera à réexporter ou à rétablir en entrepôt, » si elle n'implique pas l'*identique* ?

Au surplus, M. Combes lui-même (p. 33 de son rapport) le reconnaît, quand il dit : « Je conviens que l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836, pris à la lettre, semble indiquer l'identité. » Et, si cependant il justifie l'administration de n'avoir pas suivi la lettre, c'est parce qu'on ne pouvait, pour si peu, priver l'industrie française des avantages considérables qu'elle devait retirer d'une interprétation plus large du texte légal et qu'il est absurde de supposer que telle ait pu être la pensée du législateur. Pourquoi alors n'avoir pas recouru à ce législateur, lorsqu'en 1851, — pour la première fois, après quinze années d'application du régime de l'*identique* (dont huit années, 1843-1851, aux tôles, cornières et autres pièces en fer destinées à la construction des bateaux en fer et des chaudières à vapeur; — ordonnance du 28 mai 1843), on s'est aperçu des entraves qu'apportait à l'industrie l'exécution littérale de la loi de 1836 ?

Il est impossible de dire que la non-exécution de la loi ne blesse ici qu'une formule; ce qui serait déjà beaucoup trop à mon sens, car le sentiment de la légalité nous fait absolument défaut, à notre très-grand détriment. Des tiers-intérêts sont, en outre, directement atteints par le régime des acquits à caution, tel qu'il se pratique aujourd'hui. Comparons, en effet, le régime de l'*identique* et de l'*équivalent*.

Sous le régime de l'*identique*, l'usine du Creusot est autorisée à importer, par la frontière du Nord, une tonne de fers anglais en franchise temporaire. Cette tonne reçoit au Creusot un certain complément de main-d'œuvre, puis elle est réexportée bientôt, sous forme de machine, par Marseille. La matière n'a fait que transiter et a seulement reçu, du fait d'un travail français, une augmentation de valeur qui profite à notre industrie. Du reste, point de déboursés de part ni d'autre, mais seulement un mouvement d'acquits à caution, souscrits à Dunkerque par le Creusot, — déchargés encore pour le Creusot, à Marseille.

Sous le régime de l'*équivalent*, l'usine du Creusot, qui a été autorisée à importer une tonne de fonte en franchise temporaire par la frontière du Nord, n'use pas directement de cette autorisation et elle préfère fabriquer avec du fer français, avec son propre fer, le produit d'un travail plus avancé, qu'elle est tenue de réexporter. Le fer anglais reste, en conséquence, sur le littoral, parce qu'il se trouve là des fabricants auxquels il convient d'avoir du fer anglais, pour le transformer en produits destinés à être vendus à l'intérieur et qui, à cette fin, ne pourraient point obtenir la faculté de l'importation en franchise. Ces fabricants se font donc céder, par l'usine du Creusot, une faculté dont celle-ci préfère ne pas user pour son propre compte; ils achètent un acquit à caution à un prix (2 fr. 40 environ), nécessairement inférieur au droit d'entrée de 6 francs par quintal métrique de fer. Or il est facile d'apprécier le trouble ainsi apporté dans les conditions économiques qu'a créées le traité de commerce de 1860.

Sans doute, le Trésor est désintéressé dans la question; car, s'il est vrai qu'en France, il est resté un quintal métrique n'ayant pas payé ce

droit fiscal de 6 francs, il est vrai aussi que ce quintal ne serait point entré sans les facilités données par le système de l'équivalent. Mais ce qui est bien autrement à considérer que l'intérêt du fisc, c'est qu'il reste ainsi, chaque année, dans la zone du Nord, 500 à 600 mille quintaux métriques de fer anglais faisant concurrence aux forges françaises, sans avoir payé les 6 francs fixés par le traité de commerce, et payant seulement une prime au constructeur qui cède son pouvoir d'introduction. C'est là une condition d'inégalité faite aux maîtres de forges du Nord, contrairement au traité de commerce. Il n'est donc pas étonnant que ceux-ci se plaignent des résultats de l'illégalité qu'ils ont dénoncée au Sénat. Je suis grand partisan de la liberté commerciale, mais je suis encore plus grand partisan de la légalité, qui n'est pas, je pense, l'appanage des protectionnistes.

J'aurais encore quelque chose à dire sur ce sujet délicat des acquits à caution, mais je ne dois point oublier que j'avais demandé la parole pour un fait personnel et que je l'ai gardée pour toute autre chose, absolument comme si j'avais l'honneur de faire partie d'une assemblée.

Veillez m'excuser et agréer, etc.,

E. LAMÉ FLEURY.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Réunion du 5 mai 1868.

COMMUNICATIONS. — Mort de MM. Kauffmann, Garbé et Agathon Effendi, membres de la Société. — Notice sur Agaton Effendi, par M. Villiaumé. — Le mouvement du *Free trade* aux États-Unis, par M. Simon Stern.

OUVRAGES PRÉSENTÉS. — *Apology for sinking funds*, par M. Sargant. — *Cours de droit administratif*, par M. Ducroq. — *Histoire de l'impôt en France*, par M. Clamagran. — *Liberté et Socialisme*, par M. Courcelle-Seneuil. — *Le Progrès politique en France*, par M. Dupont-White. — *Questions sociales*, par M. Hendlé. — *Les Républiques de l'Amérique méridionale à l'Exposition universelle*. — *La Ville de Paris et le Crédit foncier*, par M. Léon Say. — *Les Guerres contemporaines (1853-1866)*, par M. Lavy-Beaulieu. — *Souffrances de l'industrie métallurgique*, par M. Cambesfort. — *Port de mer*, par M. A. Dumont. — Brochures italiennes par MM. Salvadori, Vigna. Bari, Alberto Errera.

DISCUSSION. — De l'utilité d'un domaine pour l'État. — Le revenu public par la rente foncière. — Addition à la discussion du 4 avril : La justice en matière d'impôt.

M. H. Passy, ancien ministre des finances, a présidé cette réunion à laquelle assistaient M. Rouland, sénateur, ancien ministre de l'instruction publique, gouverneur de la Banque de France, récemment admis par le Bureau à faire partie de la Société, et en qualité d'invités : M. Simon Stern, avocat secrétaire de la *Free trade*, association de New-York.

auté par le Bureau ; M. Bouvet , membre de la Société d'économie politique de Lyon ; M. Florent-Lefèvre, membre du conseil général du Pas-de-Calais ; M. Carcenac, membre du jury de l'Exposition ; MM. Victor Somer et Feillet publicistes, rédacteurs du *Journal des Économistes*.

Avant les communications habituelles, M. le secrétaire-perpétuel a la pénible mission d'annoncer à la Société la perte de trois de ses membres : MM. Kauffmann, Garbé, morts depuis quelques jours, et M. Agathon Effendi mort la veille.

M. Kauffman, qui s'avancait vers la vieillesse, dit M. Joseph Garnier, avait été un des plus vaillants journalistes de la presse départementale à Lyon, après la révolution de 1830. Il a successivement consacré sa vie à la politique, à la poésie et à l'économie politique ; il a publié des ouvrages d'imagination et dernièrement un livre d'appréciation politique et économique sur Rome. On pouvait ne pas partager ses vues ; mais il était impossible de ne pas reconnaître en lui un noble caractère. De pareils hommes honorent un parti. — M. Garbé (le vicomte), neveu du général de ce nom, était encore dans l'âge viril, et rien en lui ne pouvait laisser prévoir une fin si prochaine : il est mort subitement à Oran (Algérie) dont il était maire, enlevé par une maladie contractée dans ses visites officielles au dépôt des mendiants arabes, établi près du Mers-el-Kebir. Après les événements de 1848, M. Garbé avait été préfet de cette province ; plus tard, il s'y était créé des intérêts, et il était ainsi arrivé à connaître à fond les questions coloniales en général, les questions algériennes en particulier sur lesquelles il a parlé et écrit avec autorité, lucidité et précision, sur lesquelles il a publié divers articles et un journal spécial. Il a été aussi le principal promoteur des sociétés qui se sont occupées dans ces dernières années des questions algériennes.

En ce qui concerne Agathon Effendi, M. le secrétaire perpétuel cède la parole à M. Villiaumé, qui l'a plus particulièrement connu.

M. Villiaumé s'exprime comme suit :

« Messieurs, J'ai la douleur de vous annoncer qu'Agathon Effendi, ministre des travaux publics de l'Empire ottoman, est mort hier, à quarante-quatre ans, à Paris, après une cruelle maladie de trois mois. C'est une perte sensible pour l'économie politique, irréparable pour ses amis, et cruelle pour l'humanité.

• Agathon était fils d'un estimable agriculteur arménien, établi à Constantinople. A l'âge de vingt ans, il fut envoyé à Paris par un ami de sa famille pour compléter son éducation et étudier notamment l'économie politique et l'agriculture. Après y avoir passé cinq ans tant à suivre les cours des facultés, qu'à l'école de Grignon, sous la protection de Reschid Pacha, père de l'honorable ambassadeur actuel, il fut nommé direc-

teur de l'Ecole d'agriculture de l'Empire Ottoman, et fonda une ferme-modèle qui fait l'admiration de tous les hommes compétents. Il fut élu président de l'Assemblée nationale d'Arménie.

« Cependant sa réputation comme savant et comme administrateur fit sentir au gouvernement l'utilité de l'appeler à des fonctions plus importantes que celles qu'il exerçait. En 1858, on le nomma membre du conseil des finances. Ce fut lui qui conçut et dirigea par la volonté de Fuad Pacha la suppression des *caïmés*, c'est-à-dire de diverses espèces de papier-monnaie qui embarrassaient depuis longtemps toutes les transactions. Cette opération seule suffirait pour illustrer son nom comme financier. Il fut ensuite nommé président de la Cour des comptes.

« En 1863, comme il s'agissait d'organiser les télégraphes et les postes, l'une des conditions de la civilisation, le gouvernement confia cette mission difficile à Agathon qui s'en acquitta avec le zèle, l'habileté, et l'intégrité qu'il a montrés dans toute sa carrière. Les relations nombreuses et étroites qu'il a eues avec les ministres, les directeurs généraux d'Europe, et spécialement ceux de France, lui ont acquis leur estime, leur affection, et je dirai même leur respect.

« Quoique depuis vingt ans Agathon exerçât des emplois publics où il lui eût été facile de s'enrichir, il meurt pauvre, après avoir toujours vécu avec une extrême simplicité; il ne laisse à sa veuve et à ses trois enfants que l'honneur éclatant de sa bonne réputation et des immenses services qu'il a rendus à sa patrie.

« Il pensait que non-seulement il faut que l'homme public soit loyal, intègre et désintéressé, mais qu'il ne doit même pas s'exposer aux soupçons. Ainsi, pour pourvoir ses télégraphes de leur dispendieux matériel, il s'enquit en France et en Angleterre des prix et des qualités; puis, il pria le gouvernement français d'acheter ce matériel qu'il lui fit rembourser par l'Empire Ottoman.

« Jusqu'à présent, le grand-vizir et tous les ministres de cet empire ont été choisis parmi les musulmans. Mais, par une inspiration équitable et salubre, le Sultan et le grand-vizir ont voulu, il y a six semaines, qu'un ministre chrétien fît partie du conseil. Leur choix, sûrement guidé par l'opinion publique, est tombé sur Agathon; ils lui confièrent le portefeuille des travaux publics, auquel ils ajoutèrent les télégraphes et les postes qui auparavant ressortissaient des affaires étrangères.

« Agathon en reçut la nouvelle, à Paris, au commencement de sa maladie, alors ignorée de son gouvernement, qui le mandait à Constantinople où une ovation l'attendait; car les musulmans comme les chrétiens mettaient en lui leur confiance et leur espoir. Vous vous souvenez avec quels éloges pour Agathon et pour le grand-vizir tous les journaux d'Europe accueillirent cette nomination dont le choix était si heureux! Car Agathon présentait ce rare et précieux mélange de bonté, de générosité

et de fermeté qui le fit chérir de tous ceux qui le connurent, et respecter de tous ses rivaux.

« Mais hélas ! l'impitoyable mort est venue enlever prématurément à notre ami la récompense de ses travaux et de ses sacrifices. Il avait préparé sur les finances un livre qui devait être publié en français et en turc, et qui l'eût placé à côté des plus célèbres économistes de notre époque.

« Tous ceux qui ont eu le bonheur de le connaître dans l'intimité sentaient, après chaque entretien, croître leur estime pour son érudition, ses talents et son caractère. Aussi, quoiqu'il laisse sur la terre une digne femme, des enfants chéris, un frère et des amis tendrement dévoués, il est mort avec le calme de l'homme de bien, dont l'approche de l'instant fatal n'altère en rien la sérénité. « *Vous ne sauriez croire, mon ami, me disait-il, combien on se sent heureux au milieu des accidents terrestres, lorsque l'on a la conscience tranquille et que l'on a rendu quelques services à l'humanité !* »

« Comme sa vie fut le modèle accompli du citoyen, du fonctionnaire public et du savant, 30 millions d'hommes pleureront sa mort. Félicitons-nous, Messieurs, d'avoir eu pour correspondant un tel homme, qui ne manquait jamais d'assister à nos séances chaque fois qu'une mission l'appelait à Paris. » (Très-vive sensation).

M. le secrétaire perpétuel a présenté les ouvrages suivants :

Apology for sinking funds (1), par M. W. Lucas Sargant, avec une histoire de la dette anglaise et l'indication de sa situation présente.

La 3^e édition du *Cours de droit administratif* (2), par M. Th. Ducroq, professeur à la Faculté de droit de Poitiers. — L'auteur expose dans cet unique volume les principes ; il résume la législation et analyse les textes dans un ordre méthodique, s'attachant toujours à faire profiter la science du droit des principes de l'économie politique.

Le deuxième volume de l'*Histoire de l'Impôt en France* (3), par M. Clamageran, membre de la Société. — La continuation de cette savante étude comprend l'époque monarchique depuis l'établissement de la taille permanente (1439), jusqu'à la mort de Colbert (1683).

Liberté et Socialisme, par M. Courcelle-Seneuil, membre de la Société. — Dans cette nouvelle publication, l'auteur traite, à propos des questions ouvrières, des principes de l'organisation du travail industriel.

Le Progrès politique en France, par M. Dupont-White, membre de la

(1) Williams et Norgate. Londres, Édimbourg, 1868, 1 vol. in-8.

(2) Paris, Thorin, 1868, 1 fort vol. in-8.

(3) Paris, Guillaumin, 1 fort vol. in-8.

(4) Paris, Guillaumin 1868, 1 vol. in-8.

Société. — Il est surtout question dans ce volume du régime parlementaire et de l'enseignement primaire.

Questions sociales, par M. Ernest Hendlé. — Série d'études politiques et économiques ; une de ces études porte ce titre caractéristique : *La Réforme sociale par la Liberté*, les questions coopératives, le mouvement coopératif en Italie.

Exposition universelle de 1867. — République de l'Amérique centrale et méridionale (2). — Ce volume contient, en outre des notes et catalogues, le rapport de M. Mannequin aux commissaires de l'Amérique méridionale sur l'*Uniformité monétaire*.

La Ville de Paris et le Crédit foncier (3), par Léon Say, membre de la Société. — Sous forme de lettre aux membres de la commission du Corps législatif, l'auteur fait une critique serrée, chiffres en mains, du traité entre la Ville de Paris et le Crédit foncier pour la transformation d'une dette de 4 à 500 millions en *bons de délégation*, délivrés aux entrepreneurs de bâtiments.

Les Guerres contemporaines (4), par M. Leroy-Beaulieu. — L'auteur fait l'éloquent relevé des pertes d'hommes et de capitaux dans la période de 1853 à 1866.

Souffrances de l'Industrie métallurgique (5), par M. Jules Cambefort — 3^e publication de la Société d'économie politique de Lyon, dont l'auteur est le secrétaire.

Paris port de mer (6), par M. Aristide Dumont. — Conférence sur un important projet, plusieurs fois abandonné et proposé de nouveau.

Sul metodo nelle scienze economiche, — scritti varii, — l'Arte vetraria (8), *del Metodo delle scienze morali* (7), quatre brochures par M. C. Salvadori, jeune économiste vénitien.

Viaggio cooperativo, à Parigi, pell. Viganò (9). Conférence aux ouvriers coopérateurs de Come, par un apôtre.

(1) Paris, Noirot, 1868, in-8.

(2) Paris, Bouchard-Huzard, 1867, 1 vol. in-8. — Voir dans ce numéro, p. 295, un article de M. Mannequin sur l'Amérique centrale et méridionale à l'Exposition universelle.

(3) Paris, Guillaumin, Dentu, 1868, in-8 de 16 pages.

(4) Paris, Guillaumin, in-32 de 96 pages.

(5) Paris, Guillaumin, 1867, vol. de 16 pages.

(6) Paris, Dunod, in-32 de 24 pages.

(7) Venise, Naratovich. — (8), Turin, Negro, extrait de la *Rivista contemporanea*.

(9) Come, 1868, in-32.

La Sienza economica. Nella Educazione civile (1), par M. Cogaetti de Martis, professeur à l'Institut professionnel de Bari.

Il primo anno di libertà nelle provincie venete. — Annuario delle istituzioni popolari (2), — publié par les soins de M. Errera, avec le concours de divers collaborateurs. — M. Hérold, membre de la Société, entre dans quelques explications en présentant cette publication.

C'est, dit-il, un annuaire des institutions populaires qui existent dans les provinces vénitiennes, rédigé avec le plus grand soin, particulièrement par M. Alberto Errera, économiste distingué, qui a beaucoup contribué à la propagation des doctrines économiques dans son pays, et à la fondation des institutions dont parle l'Annuaire. On trouve dans ce livre des renseignements intéressants sur les banques populaires et sur les sociétés coopératives, principalement de consommation, qui, depuis l'affranchissement de Venise, s'y sont établies, et qui, à en juger par leurs commencements, paraissent destinées à y prospérer. La Société a gardé un bon souvenir de la séance où elle a entendu, il y a quelques mois, un compatriote de M. Errera, M. Luzzati, raconter le mouvement économique qui s'est produit dans cette partie de l'Italie depuis les dernières années ; elle trouvera dans l'Annuaire la constatation de plusieurs des résultats obtenus. Le livre de M. Errera contient encore une statistique de l'instruction publique et des notices sur les bibliothèques populaires, les lectures en commun et les cours libres. L'initiative de ces excellentes choses ne date que de 1866 ; la domination autrichienne y avait fait obstacle. Ce qui prouve bien qu'il y a plus de rapports que ne croient certaines personnes entre les institutions politiques et les institutions économiques. M. Errera est lui-même une démonstration de cette vérité ; il a été emprisonné par l'Autriche pendant deux ans et demi pour s'être occupé de ces questions mêmes qui, sous le régime de la liberté, lui ont valu une chaire de professeur d'économie politique. La publication qu'il nous offre aujourd'hui mérite les remerciements de la Société, et l'œuvre à laquelle il s'est voué a droit à vos encouragements et à vos éloges. »

M. Guillemin, directeur de la ferme-école de Gan près Pau, offre plusieurs exemplaires du *programme de l'association par la liberté des échanges* en 1846, aux travaux de laquelle il a pris une part active en qualité de membre du conseil d'administration ; — cette présentation offre à M. Wolowski l'occasion d'annoncer qu'il fera le dimanche 10, à l'École de médecine, une conférence sur les heureux résultats du traité de commerce de 1860, qui doit être le lendemain l'objet d'une vive discussion au Corps législatif. — A ce propos M. G. Lafond, lui recommande de ne pas omettre de dire que nous sommes redevables de ce traité à

(1) Bari, typ, nationale, 1868, de 16 pages.

(2) Anno I, 1867-68. Venise, Antonelli, in-8.

l'initiative de MM. Cobden et Michel Chevallier. — Plusieurs membres applaudissent.

L'attention de la réunion était tournée par ces incidents sur la question de la réforme douanière, M. le président invite M. Simon Stern, secrétaire de l'association du *Free trade* à New-York, à donner quelques explications sur l'état de cette question aux États-Unis.

M. Simon Stern se rendant à l'invitation de M. le président dit, en anglais, ce qui suit :

En acceptant l'invitation qui m'a été faite de me joindre à vous, j'ai compris que je devais cet honneur à ma position de secrétaire du comité exécutif de la Ligue du libre échange américain. Je vous remercie donc, Messieurs, au nom de notre Ligue, de l'honneur que vous me faites, et comme je suis parmi des libres échangistes (car les économistes sont nécessairement des partisans du libre-échange), je pense qu'un court récit de ce que nous avons fait en Amérique, dans le but d'organiser une résistance à la spoliation sous le nom et le couvert de la protection, pourra avoir de l'intérêt pour vous.

Notre Ligue du libre-échange fut créée dans un moment où la voix du canon retentissait dans notre pays. Nous eûmes le soin, en organisant notre comité exécutif et en choisissant les *officiers* de la Ligue, de prendre des hommes pour lesquels l'amour du pays était hors de question, et qui n'eussent aucun motif intéressé. Et néanmoins on nous accusa de manquer de patriotisme parce que, pendant que les grandes questions surgies de la guerre étaient en train de se résoudre par l'épée, nous cherchions à appeler l'attention de la nation sur ce qui, à première vue, semblait une question de moindre importance. Mais nous sentions, et quel est le libre-échangiste qui ne le sent pas, que le libre échange n'est et ne peut être, dans aucune circonstance, une question secondaire. Qu'un homme soit empêché de recueillir la pleine récompense de sa peine en restreignant ses moyens d'achat et de vente, c'est là un esclavage relatif; et la liberté individuelle, selon l'enseignement de l'économie politique, est dans tous les temps et dans toutes les circonstances, la question politique importante et suprême. Les questions si agitées de reconstitution du pays et les différends malheureux qui se sont élevés entre les pouvoirs exécutif et législatif de notre gouvernement nous ont empêchés de gagner l'oreille du public aussi entièrement que nous eussions pu le faire dans des temps moins troublés; il nous a été ainsi refusé d'obtenir les résultats que pouvaient nous faire espérer pour notre mouvement, notre propre organisation et les avantages que nous retirions de votre théorie et de votre expérience pratique.

Cependant, voilà le moment qui approche où la question du libre-échange, ou tout au moins les avantages d'un tarif fiscal, à la place d'un tarif protecteur, ne peuvent pas plus longtemps être négligés de nos hommes politiques et de tous nos compatriotes.

La charge imposée d'une manière si peu philosophique, pèse si lourdement sur nous, qu'on commence à jeter les yeux sur ces questions comme un moyen d'en alléger le poids, et je peux dire, sans suffisance, que les Américains sont trop intelligents pour ne pas discerner promptement qu'ils ne peuvent souffrir davantage d'être taxés lourdement pour payer l'intérêt et aussi le principal de notre dette nationale, et en même temps de payer d'autres lourdes taxes pour enrichir quelques manufacturiers. La lumière se fait déjà dans l'Est. Au cœur des Etats protectionnistes, nous avons deux professeurs d'économie politique, qui sont complètement libres-échangistes. Je parle du professeur Walker, de *Amberst College*, et du professeur Perry, de *William College*.

Nous avons trouvé dans un manufacturier du Massachusetts, M. Alkinson, un allié précieux ; ses pamphlets en faveur du libre-échange, démontrant la futilité de la protection, et signalant les avantages qu'en retireraient les manufacturiers eux-mêmes, ont rendu d'incalculables services à la cause de la liberté du commerce.

Permettez-moi aussi d'attirer votre attention sur une cause d'erreur qui peut vous tromper sur notre force. Il est vrai que nous, libres-échangistes, ne sommes pas suffisamment nombreux dans aucun district, pour élire un libre-échangiste véritable, parce qu'il faut, d'après notre faux système de représentation, être absolument dans la majorité pour pouvoir le faire ; mais vous ne devez donc pas regarder la non-représentation des idées les plus avancées du libre-échange dans notre assemblée nationale comme une preuve de faiblesse ; et si nous avons un système de représentation personnelle au lieu d'une représentation de majorité, nous ne serions pas longtemps à adopter une politique libérale et éclairée, en ce qui concerne le commerce extérieur.

Avec cette extrême liberté de discussion que nous donnent, à d'autres égards, nos libres institutions ; avec les avantages de l'étude et de l'observation, que nous pouvons tirer des travaux de l'*anticorn Law League* d'Angleterre, avec les efforts de notre propre ligue libre-échangiste, notre cause doit finir par prévaloir. Et de même qu'autrefois, à l'époque de notre lutte pour la liberté, la France nous prêta ses bayonnettes et son Lafayette, de même aujourd'hui, dans ce combat pacifique pour des libertés plus étendues, nous devons encore à la France un immense arsenal d'arguments que les Quesnay, les Turgot, les Say, les Bastiat, et plusieurs des membres ici présents de la société d'économie politique ont mis à notre disposition. (Applaudissement.)

Après ces communications, la Réunion procède au choix d'une question. Celle relative aux domaines de l'État, récemment inscrite au programme, est préférée par la majorité, et la discussion suivante s'engage.

DE L'UTILITÉ ET DE L'EMPLOI DES DOMAINES NATIONAUX. — LE REVENU PUBLIC PAR LA RENTE FONCIÈRE.

La question était ainsi formulée au programme par M. Joseph Garnier : « l'État doit-il conserver des domaines? »

M. le Président invite M. V. Somer, auteur d'un travail sur ce sujet, publié dans le dernier numéro du *Journal des Économistes* (1), à prendre le premier la parole.

M. Victor Somer dit que dans son travail sur cette question, publié récemment par le *Journal des Économistes* et présenté aujourd'hui à la Société par M. le secrétaire perpétuel, il s'est efforcé de prouver, — en s'appuyant sur les données de la théorie et de la pratique, — que les États qui possèdent encore des domaines devraient s'en débarrasser au plus vite. La possession des domaines avait eu une raison d'être dans le passé, mais elle ne s'accorde plus avec notre organisation sociale actuelle. Elle est contraire aux intérêts financiers et économiques des nations civilisées. A quelque point de vue que l'on se place pour juger l'opportunité et l'utilité de la possession des Domaines par l'État, il faut reconnaître, après un examen impartial, que cette possession équivaut aujourd'hui, sous tous les rapports, à la *main-morte*. M. Somer est profondément convaincu que le plus sage conseil que l'on puisse donner aux gouvernements, c'est celui d'aliéner, aussi promptement que possible, les derniers débris de leurs propriétés domaniales qu'ils conservent encore comme un héritage d'une autre époque. Il applaudit donc au projet du gouvernement autrichien, qui s'est décidé à suivre cette voie, d'autant plus que la vente des domaines présente, en outre, pour l'Autriche, le grand avantage de lui offrir facilement des ressources dont elle a tant besoin, à cause de ses embarras financiers.

M. Wolowski, membre de l'Institut, soutient qu'en principe il vaut mieux que l'État aliène les domaines ; il ne peut les exploiter avec l'énergie et l'habileté qu'inspire l'intérêt privé, et le prix qu'il en retire, de quelque manière qu'il l'emploie, soit pour dégrever la dette publique, soit pour en prévenir l'extension ou pour diminuer l'impôt, lui profitera mieux que ne le ferait le revenu des domaines. Pour qu'il conserve ceux-ci, il faut un motif d'excuse, puisé dans des considérations étrangères au bénéfice matériel. La propriété forestière, par exemple, peut avoir des exigences particulières, surtout pour les bois qui ne sont

(1) *La Question des domaines de l'État et les finances de l'Autriche*, 1868, présent tome, p. 95.

pas en plaine. Mais l'exception, loin de porter atteinte au principe, ne fait que le fortifier.

En ce qui concerne la situation de l'Autriche, point de départ de ce débat, M. Wolowski se rappelle avoir eu, il y douze ans, une longue conversation avec M. de Bruck, qui regardait l'aliénation des domaines comme avantageuse pour l'empire à un double point de vue, et afin de lui procurer des ressources immédiates, et afin d'accroître l'assiette d'un impôt productif. Les hommes distingués qui président actuellement aux finances de l'Autriche partagent ces vues, pleinement conformes aux saines notions de l'économie politique. Ils ont à combattre, comme un écho lointain des doctrines d'État du moyen-âge, qui faisaient reposer le revenu du Trésor sur l'exploitation directe des propriétés domaniales. Il arrivait alors que le souverain changeait souvent de résidence avec la cour, afin de consommer ses produits sur place.

Ces procédés primitifs ne sauraient résister à l'influence du progrès général, qui a pour point de départ l'énergie individuelle et l'activité productive. Augmenter le nombre des propriétaires par l'aliénation des domaines de l'État, c'est arriver en même temps à un grand avantage politique et moral, car la liberté humaine se complète et se fortifie par l'exercice du droit de propriété. Les États-Unis ont bien compris cette vérité, ils la pratiquent sur la plus large échelle. Les domaines publics sont destinés à rejoindre les majorats et les biens de mainmorte.

M. Michel Chevalier, membre de l'Institut, croit aussi que c'est une opinion très-fondée en économie politique que les gouvernements vont au delà de leurs attributions lorsqu'ils se font producteurs d'articles de commerce. Ce n'est pas le propre d'un gouvernement d'être agriculteur, manufacturier ou commerçant. — Ce n'est pas à dire pourtant qu'un gouvernement ne puisse avoir des domaines. Autre chose est de posséder des fonds de terre, même en très-grande quantité, ou de se livrer à la culture du blé, ou de la vigne, ou de la betterave. Les gouvernements ne sont pas absolument libres d'avoir ou de ne pas avoir des domaines; et quand ils se trouvent en avoir et qu'ils veulent s'en dessaisir, force leur est d'y mettre le temps, ne fût-ce que par la raison que, s'ils voulaient tout écouler avec précipitation, il faudrait vendre à tout prix, ce qui occasionnerait une dépréciation extrême de la propriété territoriale, fait dommageable à un grand nombre de citoyens. Même voulût-il vendre à tout prix, si les domaines étaient indéfiniment étendus, on finirait par ne pas trouver preneurs. Les États-Unis offrent un exemple d'un gouvernement qui est devenu, sans l'avoir prémédité, possesseur d'un domaine gigantesque, illimité. Il s'en défait petit à petit, mais avec de sages précautions. Le domaine territorial de la fédération

n'existait pas lors de la déclaration de l'indépendance. Une fois le pays maître de lui-même, l'abandon généreux fait par divers Etats conféra à la fédération la propriété de vastes terrains situés dans la vallée de l'Ohio. Un peu plus tard, la cession, par le premier consul Bonaparte, de la Louisiane, qui était plusieurs fois grande comme la France, accrut extraordinairement ce domaine. Il s'augmenta ensuite une vingtaine d'années après de la Floride, et puis du Texas, et puis de la Californie, et plus tard encore d'un autre empiétement sur le Mexique. Bref, le gouvernement fédéral possède un domaine qui, déjà grand, quelques années après que l'Union se fut constituée, a été toujours croissant. On s'est occupé de s'en défaire en le cédant à prix d'argent à des cultivateurs, et tous les ans on en vend quelques millions d'hectares.

Le système conçu est fort démocratique : on vend par fractions qui descendent jusqu'à 32 hectares; on se contente d'un très-bas prix; les formalités pour la vente sont tout ce qu'il y a de plus expéditif, de plus simple, de moins coûteux. Le nombre des émigrants désireux de se faire un patrimoine agricole est très-grand, et pourtant personne ne peut dire à quelle époque la vente sera consommée tout entière.

Voilà donc un premier exemple d'un gouvernement qui est légitimement et opportunément propriétaire d'un domaine, et qui conserve cette situation pendant un temps indéfini. Il ne serait pas difficile d'en citer d'autres. Il y a des gouvernements qui ont fait des canaux et des chemins de fer et qui les exploitent. C'est le cas en Belgique pour tout un réseau de chemins de fer. On peut trouver des raisons contre cet arrangement; mais on peut en trouver de très-bonnes aussi en sa faveur. Certainement l'intérêt privé est un mobile d'une grande puissance, et en général l'industrie qui en est privée se perfectionne moins et produit plus chèrement; mais jusqu'à un certain point, l'esprit de concurrence peut trouver une place dans les détails de l'exploitation, ensuite dans une grande industrie, comme celle des chemins de fer, qui opère sur la surface entière de l'Europe avec une publicité exceptionnelle. Le gouvernement qui exploite, est stimulé par l'industrie privée qui détient et dessert les chemins de fer dans les autres contrées. « Enfin, si le gouvernement exploite plus chèrement, comme je suis porté à le croire, soit dit sans offenser la Belgique pour laquelle j'ai beaucoup de considération, cet inconvénient réel est compensé aux yeux du public par l'avantage qu'il trouve dans des tarifs très-réduits. »

Un autre cas est celui où un gouvernement juge à propos de fabriquer lui-même certains objets destinés à son usage, dans la croyance que de cette manière il ne sera pas trompé sur la qualité des matériaux : c'est ainsi que la plupart des gouvernements construisent eux-mêmes les navires de leur flotte. La raison alléguée est-elle bonne ou non ?

vaise ? question complexe qu'il serait trop long de discuter. Mais une question qui me semble ne pas faire doute est celle de savoir si un gouvernement doit faire lui-même ses canons ou ses machines à vapeur pour la navigation. L'administration de la marine de l'Empire français possède à Indret un établissement de construction pour les machines à vapeur dont il devrait bien se défaire.

Je citerai enfin un autre cas très-intéressant, c'est celui des mines métalliques dans plusieurs parties de l'Allemagne et particulièrement dans le Hartz. Il y a là une organisation très-remarquable dans laquelle l'État intervient comme propriétaire des mines et qui garantit le maintien de l'exploitation par le moyen d'un ensemble de mesures de prévoyance, d'un système d'éducation professionnelle et d'une hiérarchie qui fait au mérite personnel une grande part. Si les mines du Hartz étaient abandonnées à l'industrie privée purement et simplement, il est douteux qu'elles continuassent d'être exploitées. — Mais, dans l'état actuel des choses, il y a un fonds de roulement formé peu à peu, pour lequel l'État ni personne ne réclame un gros intérêt, ni, à certaines années, un intérêt quelconque. Avec l'industrie privée, il n'en serait pas ainsi. Les capitalistes qui auraient fourni ce fonds supporteraient avec impatience un état de choses où ils ne seraient que peu ou point rémunérés. Les ouvriers du Hartz reçoivent de l'administration des mines des soins paternels qui leur font accepter la modestie de leur salaire. En serait-il de même avec une compagnie de capitalistes ? Il est permis d'en douter. — A ces observations il y en aurait d'autres à ajouter : mais M. Michel Chevalier espère que, admettre qu'il y a là une ancienne et respectable organisation, fondée sur l'intervention de l'État et sur l'appropriation par l'État des mines et des forêts, qui mérite d'être maintenue, puis que rien ne pourrait la remplacer.

M. Michel Chevalier mentionne encore l'exploitation des forêts, qui, par la longue durée des opérations qu'elle comporte, par la simplicité de ces opérations, et par la patience qu'un gouvernement peut avoir, beaucoup plus que des particuliers, lorsqu'il s'agit de toucher des revenus, est dit-il, un des meilleurs exemples qu'on puisse citer, de la convenance qu'il y a à ce que l'État possède certains domaines.

Il termine en insistant sur ce que le principe général de la supériorité de l'industrie privée n'en subsiste pas moins, et que les exceptions qu'il a énumérées sont de celles qui, selon le proverbe, confirment la règle au lieu de la contredire.

M. Villiaumé, publiciste, présume que les membres de la Société sont unanimes sur la question de savoir s'il est bon, en général, que l'État possède des domaines et surtout qu'il les administre. L'État ne sait ni gérer, ni cultiver avec l'ordre, l'économie, la productivité de l'intérêt

privé. L'honorable président de la Société a démontré depuis longtemps, dans un de ses écrits, que les immenses domaines de l'État, des nobles et du clergé (qui étaient de mauvais petits États) ont produit beaucoup plus après leur division, de 1790 à 1800, qu'ils ne produisaient auparavant. Mirabeau a dit un mot sage et profond en répondant à ceux de ses collègues qui objectaient que l'on n'achèterait point ces immeubles : « *Eh bien ! on les donnera !* » En effet, ils furent vendus à vil prix. Mais qu'importe ! la nation tout entière en profita, surtout dans l'avenir. Heureux ceux qui eurent assez de hardiesse pour les acquérir. Nous n'avons point à examiner ici la question tant débattue de la grande ou de la petite culture ; elle est purement technique et n'est point du ressort de l'économie politique. Il suffit d'observer qu'elle ne contrarie en rien le principe de l'appropriation par les particuliers, et non point celle par l'État ou par les communautés.

Néanmoins, l'État fait bien de rester propriétaire des immeubles que lui seul sait conserver. Par exemple, on a remarqué que la superficie d'une forêt est ordinairement ravagée par le fils quand le père l'a réservée sagement. Or, il faut 120 ans pour faire un hêtre et 200 ans pour un chêne. L'État seul peut aménager ainsi. La France, qui a gaspillé ses forêts, n'en possède plus que 3 millions d'hectares soumis au régime forestier. Ce n'est point assez ; car les 2 millions et demi qui appartiennent aux particuliers sont dans un triste état. La plupart aspirent même à les défricher, sans savoir que les deux tiers des défricheurs depuis quarante-cinq ans se sont ruinés en trouvant un mauvais sol arable. On peut donc faire exception en ce qui touche les forêts, car généralement il ne s'agit point, comme pour les terres et les usines, de travailler ; il suffit de conserver.

Ce qui est indispensable à la production même, et ce que l'État seul peut conserver forme donc une exception au principe. Mais, en admettant cette exception pour la France, on doit la repousser pour les pays qui ont plus de forêts qu'il n'en faut dans le temps présent et dans un long avenir. La Hongrie, par exemple, contient près de 9 millions d'hectares de forêts sur un territoire exploitable de 27 millions, et pour une population de 15 millions d'habitants. Or, il est constant qu'il y a excès dans le boisement, surtout lorsque le sol de la plupart de ces forêts est propre à la culture et aux prairies. L'État profiterait donc réellement dans ce pays de la vente, et même du gaspillage, et surtout du défrichement d'un tiers des forêts.

M. Boutron, agrégé de l'Université, professeur de philosophie, pense que quelques membres ont un peu raisonné en dehors de la question. La question à traiter est ainsi conçue : « l'État doit-il des domaines ? » Eh bien, il ne s'agit pas de savoir si un État

sède des domaines doit les exploiter lui-même. On peut très-bien posséder des domaines et en tirer un revenu en les affermant. Par conséquent, tout ce qui a été dit contre l'exploitation par l'État peut être vrai, mais est tombé à côté de la question.

Sur la question elle-même, M. Boutron soutient l'affirmative, et cela sans hésitation, car les raisons qu'il a de le faire sont des principes déjà anciens chez lui. En effet, ce sont précisément ceux qui lui ont servi de base dans le livre intitulé : *Théorie de la rente foncière*, qui lui a valu, il y a dix ans, le prix d'un des concours de l'Institut (Académie des sciences, morales et politiques).

Il faut un revenu à l'État; cela n'est pas douteux. Comment pourrait-il s'en procurer un? Est-il pour cela dans le même cas qu'un particulier? Oui, à certains égards, mais non pas absolument. En effet, il a deux moyens qui lui sont propres, l'amende et l'impôt. L'amende ne lui fournit qu'un revenu très-faible; faut-il qu'il demande le reste à l'impôt? M. Boutron ne le pense pas.

D'abord tous les impôts ont des inconvénients plus ou moins graves. Aussi les questions d'impôt ont toujours été le cauchemar des gouvernements. La plupart, quand il leur a fallu sortir de la routine, n'ont jamais vécu que d'expédients, parfois même ils ont pris des mesures qui étaient ou frauduleuses ou funestes à la production, ou écrasantes pour les contribuables. Alors même que les gouvernements agissent avec le plus de bonne foi et d'habileté, ils n'évitent pas complètement que la nécessité de payer l'impôt ne soit pour eux une cause d'impopularité. C'est toujours avec peine que le monde se voit forcé de livrer son argent, surtout quand c'est pour une fin dont il ne comprend pas l'importance. Aussi, de tout temps, les hommes d'opposition plus ou moins sincères ont exploité habilement cette disposition pour jeter de la défaveur sur les gouvernements qu'ils voulaient miner, et jusqu'à présent on n'y a que trop souvent réussi. C'est ce qui explique pourquoi la nécessité de payer l'impôt a occasionné tant de troubles, de révoltes et même de révolutions.

Pour bien comprendre la gravité du mal, il faut savoir détourner son attention des circonstances accidentelles et passagères. Alors même qu'on n'aime pas le gouvernement sous lequel on vit, on doit considérer les intérêts permanents de la société. Autrement on ne mériterait ni le nom de publiciste, ni même celui d'économiste.

Pour être heureux et pour accomplir la tâche que la nature leur impose, les hommes ont besoin de s'associer et de concerter leurs efforts. Si chaque individu vivait isolément, s'il en était réduit à l'exercice de ses facultés personnelles pour soutenir sa vie et travailler à son bonheur, la majeure partie du globe serait dépourvue d'habitants; c'est à peine si un petit nombre de personnes pourrait subsister dans les portions les

plus clémentes par le climat et par le sol, et encore ce petit nombre n'aurait qu'une existence chétive et misérable. C'est seulement en associant leurs facultés et leurs efforts que les hommes ont pu acquérir une destinée supportable et se multiplier, en occupant les différentes parties du globe qui sont peuplées aujourd'hui. Mais il n'y a pas d'association durable sans un gouvernement, c'est-à-dire sans une autorité possédant la force nécessaire pour exercer les droits de la communauté. Or il n'est pas bon pour une nation que son gouvernement soit impopulaire, et, comme la nécessité de faire contribuer les sujets est un inconvénient, sous ce rapport, il est désirable de voir les impôts ou disparaître entièrement, ou tout au moins diminuer.

Mais, en supposant que cela soit possible, par quoi remplacera-t-on le revenu que donne l'impôt? Pour répondre à cette question, il faut considérer les éléments qui forment le revenu des particuliers. On peut les réduire à deux, la rétribution du travail et celle du service rendu par le capital. Pour le gouvernement, il ne faut point parler du premier. Son travail à lui, c'est de gérer les affaires de la société dont il est le mandataire; il ne serait pas sage de proposer qu'à ce travail il en joigne un autre propre à lui procurer l'argent nécessaire pour faire marcher le char de l'Etat. Reste donc qu'il tire d'un capital le revenu dont il a besoin pour remplacer l'impôt.

Mais quelle est l'espèce de capital dont le revenu convient le mieux à l'Etat, qui est et qui doit être éternel? C'est celui que donne la terre, et cela à cause de sa durée, qui peut être éternelle aussi à certaines conditions. Cette proposition mérite bien qu'on s'y arrête.

Les autres formes du capital se détruisent par l'usage, quelquefois même, avant qu'un outil soit usé, on l'abandonne, pour en adopter un nouveau, qui est meilleur. En est-il de même de la terre? Non, elle est impérissable et même sa vertu productive augmente avec le temps. Chaque génération laisse sa trace sur le sol et l'améliore; on nivelle, on assainit, on amende. Ce supplément de fécondité passe d'une génération à l'autre. Sans doute il en a coûté pour le produire; mais, ce qui a coûté aux pères, les enfants en jouissent à titre gratuit. Ainsi la manière de capitaliser, qui est la plus sûre et la plus durable, est celle qui consiste à acheter des terres et à les améliorer.

Je ne crains donc pas de le répéter, ce qui distingue surtout la terre des autres formes du capital, c'est la durée; c'est cette circonstance que sa vertu productrice, non-seulement ne périt pas, comme celle des autres instruments, mais au contraire augmente avec les progrès de la population, des lumières et des richesses. Aussi les établissements humains qui ont eu le plus de durée et de solidité; les fondations civiles, politiques et religieuses qui ont le mieux résisté à l'action dévorante du temps, sont celles qui avaient pour base la propriété du sol.

C'est sur ce fondement solide et durable que M. Boutron voudrait voir assis le revenu de l'État. La plupart des gouvernements ont des revenus fonciers. Supposons, dit-il, un État qui ait des revenus de cette nature en quantité suffisante pour faire fonctionner la machine politique; il est clair que les impôts n'y seraient pas nécessaires. Si cette hypothèse venait un jour à se réaliser chez une nation, ce serait un grand bien pour elle. On y verrait la mise en commun d'un revenu qui est, pour une part, un don gratuit de la nature, et pour l'autre part, le fruit du travail des générations éteintes. Le produit du travail des personnes vivantes ne serait jamais entamé par les exigences du pouvoir. Ainsi, l'action du gouvernement ne se ferait sentir que par des bienfaits; le souverain rendrait des services aux sujets, sans rien demander en échange. Quelle popularité, quelle force, quelle influence un pareil rôle ne lui donnerait-il pas ?

Cet idéal n'est pas près d'être réalisé complètement; mais il l'est déjà d'une manière partielle dans tous les pays où l'État possède des domaines. « Après les considérations que je viens d'exposer, dit M. Boutron en finissant, il est facile de comprendre pourquoi je pense que, partout où il en est ainsi, l'État doit conserver ses biens fonds et même les accroître autant que possible. Plus il aura de revenus fonciers, moins il sera obligé de demander à l'impôt, et moins il subira les inconvénients que j'ai signalés. »

M. Bénard, rédacteur du *Siècle*, n'est pas souvent d'accord avec M. Wolowski, mais il est heureux de déclarer en cette circonstance qu'il partage complètement son opinion. Il ne suffit pas, cependant, de dire que l'on est d'avis que l'État ne possède pas de domaine, il faut dire pourquoi.

Le pourquoi, c'est parce que la propriété dans les mains de l'État est un commencement ou, si l'on veut, un reste de communisme.

Qu'est-ce que l'État, c'est le pays en entier, c'est nous tous : chacun de nous possède donc une partie infinitésimale du domaine dit de l'État. Or, toutes les propriétés indivises appartenant à des corporations, sont non-seulement mal gérées, mais mal cultivées. On n'en retire pas tout ce que la terre pourrait donner.

Pour qu'une nation atteigne le plus haut degré de prospérité auquel elle peut aspirer, il faut que toutes les propriétés, toutes les valeurs du pays, puissent arriver aux mains des travailleurs qui peuvent les exploiter de la manière la plus productive.

Quand la propriété, de quelque nature qu'elle soit, reste immuablement dans les mêmes mains, le progrès est arrêté, il ne se révèle aucune amélioration. Il importe donc que toute propriété soit mobilisable

et mobilisée, ce qui ne peut avoir lieu pour les domaines qui restent en possession de l'État.

M. Villiaumé nous a dit, continue M. Bénard, qu'il faut cent cinquante ans pour faire un chêne et cent vingt ans pour faire un sapin. M. Bénard ignore s'il faut réellement cent vingt ans pour faire un sapin. Mais il prétend qu'affirmer de ce fait que l'État seul peut avoir assez de patience et de prévoyance pour produire des arbres de cet âge, c'est dire que l'État est un être supérieur au reste de la nation. L'État cependant n'est qu'un mot : chacun sait, que le chef de l'État, quel qu'il soit, ne peut s'occuper de la gestion des forêts ; au-dessous de lui, il y a six, sept ou huit ministres suivant les régimes, mais ces ministres dont M. Bénard reconnaît toute la supériorité sont cependant des hommes comme nous, et nul ne saurait prétendre qu'il n'y a pas en France de propriétaires qui sachent s'il est de leur intérêt de faire croître des chênes plutôt que du colza, de l'herbe ou du froment. Si les chênes rapportent plus que l'herbe ou la luzerne soyez assuré qu'on en cultivera.

Il est vrai que l'on nous dit que si l'État se défaisait de ses domaines forestiers, la France manquerait bientôt de bois. C'est là une éventualité qui n'effraye pas M. Bénard. Un des orateurs qui l'ont précédé a dit qu'il y avait en Hongrie neuf millions d'hectares de forêts. Eh bien, quand nos bois nous feront défaut nous irons en chercher en Hongrie ou ailleurs.

Si l'on veut bien se reporter à trois cents ans en arrière et se demander ce qu'auraient dit les parisiens d'alors, et qu'on leur eût prédit que les bois et forêts qui entouraient Paris seraient à peu près détruits, ou tout au moins improductifs quant au bois de chauffage en 1868, quand Paris aurait deux millions d'habitants, ils se seraient incontestablement récriés contre l'imprévoyance qui permettait le déboisement !

Les générations vivantes ne sont plus chargées de veiller au bien-être des générations futures : il se présentera une foule de choses dont nous n'avons aucune idée et qui remédiera aux maux que nous semblons voir. Qui aurait dit, il y a trois ou quatre cents ans, que le jour viendrait où la moitié de Paris se chaufferait à la houille ?

Répondant aux observations de M. Boutron, sur les avantages que présentent les grands domaines de l'État, M. Bénard croit que c'est vouloir nous reporter au temps de Charlemagne qui tirait une partie de ses revenus de la vente des herbes et des fruits de ses jardins. Sans doute il est bon que les peuples payent aussi peu d'impôt que possible, mais il ne faut pas que ce soit au prix de la confiscation de toutes les propriétés, car alors il n'y a plus qu'un maître et des esclaves. L'idée de M. Boutron nous ramènerait aux majorats, aux grandes propriétés de la noblesse et du clergé avant la Révolution. Qui ne sait les progrès qu'il

faits l'agriculture et tout le travail national depuis que les propriétés de **mainmorte** ont en partie disparu ?

En Angleterre, il y a encore de grandes propriétés immobilières dans les mains de l'aristocratie, eh bien ! toutes les aspirations du parti libéral, du parti démocratique, sont avec raison, d'obtenir l'abolition de ces privilèges qui entravent l'accessibilité de tous à l'acquisition de la terre qui est en définitive le premier instrument du travail.

M. Bénard n'est qu'un profane dans la science météorologique, il en demande pardon aux climatologues qui peuvent se trouver dans la réunion, mais il ne croit pas que les forêts empêchent les inondations : il croit même qu'elles les rendent souvent inévitables. Dans une terre dénudée on ne voit ni ces agglomérations de nuages, ni ces brouillards et cette humidité qui sont inhérents à l'existence des forêts. Si nous regardons au loin, nous voyons que le Mississipi, qui prend sa source au milieu des forêts sans limites et qui traverse des terres boisées autant qu'elles peuvent l'être, déborde avec une furie qui n'a d'égale que celles du Gange, du Hooghly et autres fleuves de l'Inde, sans parler des autres cours d'eau de l'extrême Asie.

Maintenant, si nous nous reportons au temps passé, nous voyons que Grégoire-de-Tours fut témoin d'une inondation dont aucune de celles que nous avons vues ne peut approcher. Monté sur la plus haute tour de l'église de Saint-Martin, Grégoire vit cette inondation s'étendre bien au delà des points que l'on cite aujourd'hui comme la dernière limite. Or, dans ce temps-là, la France était couverte de forêts. Il est convenu que ce sont les moines d'occident qui ont défriché le pays, ils en avaient bien peu défriché à cette époque et les inondations étaient plus fortes qu'aujourd'hui.

M. Wolowski, répondant à quelques objections, dit qu'il n'a pas voulu compliquer un débat, simple et décisif de sa nature, en entrant dans l'examen de quelques cas tout à fait exceptionnels rattachés à des considérations spéciales. Sans être ingénieur, il ne saurait croire à la nécessité de faire exploiter les mines par l'Etat, et croit que l'Angleterre offre à cet égard un exemple colossal, qui vaut bien l'exercice d'autres systèmes dans quelques contrées de l'Allemagne. L'Etat sera toujours un médiocre entrepreneur et un exploitant gêné par la complication d'un contrôle indispensable et par une paperasserie coûteuse. Il ne faut pas se payer de grands mots ; l'Etat se personifie en fin de compte, dans quelque obscur commis qui administre sans être poussé par l'aiguillon de l'intérêt, et dont la lumière et l'activité égaleront difficilement les qualités mises en relief par l'industrie privée.

Ceux qui préconisent l'avantage de diminuer l'impôt en percevant un revenu direct oublient que celui-ci profite peu au Trésor, et qu'on ne

l'aliénera point, à moins qu'on ne commette un coupable gaspillage, sans entrer en possession d'un capital équivalent, plus productif ou d'une recette plus considérable.

M. Joseph Garnier, rédacteur en chef du *Journal des Économistes*, est, à tous égards, partisan de l'aliénation des domaines publics, à condition qu'on puisse les vendre et qu'on en tire un parti profitable à l'intérêt collectif. Dans la situation où se trouve l'Autriche ou dans tous autres cas analogues, il est infiniment plus avantageux de procéder à la suppression du déficit par cette aliénation que par un emprunt. C'est de l'arithmétique. En effet vendre tout ou partie des domaines, c'est consacrer un fonds improductif ou peu productif, à faire disparaître les exigences des créanciers impérieux; tandis qu'emprunter, c'est continuer la dette indéfiniment, c'est appauvrir la génération présente et les générations futures, obligées de payer des intérêts, et ce, pour conserver des propriétés improductives. On dit que ces propriétés domaniales doivent être réservées comme ressources dans des temps difficiles. Mais précisément l'Autriche se trouve dans un pareil moment où il faut se servir de la « poire réservée pour la soif. »

Dans l'hypothèse d'un pays sans déficit et sans besoins urgents **M. Garnier** serait encore partisan de l'aliénation du domaine, soit en vue de le faire passer de l'état improductif à l'état productif, soit en vue de diminuer la dette, d'améliorer les voies de communications ou de satisfaire à tout autre besoin collectif.

M. de Renusson est, comme les préopinants, un partisan décidé de la propriété individuelle : non-seulement parce que l'Etat, alors qu'il se fait commerçant, produit à plus de frais que l'industrie privée, sur le domaine de laquelle il a toujours tort d'empiéter; mais surtout parce que la propriété individuelle est la source la plus féconde de la richesse et de la moralité, et que, somme toute, elle est l'une des trois bases fondamentales des sociétés modernes, c'est-à-dire de la civilisation.

Evidemment l'exploitation des mines avec ses énormes mises de fonds, ses bénéfices qui, s'ils peuvent être tout-à-coup considérables, doivent souvent se faire attendre pendant de longues années, est impossible pour les particuliers à l'heure présente et dans notre milieu social.

Il n'est pas moins incontestable que, comme l'a fait observer **M. Villiaumé**, il faut une possession plus que centenaire pour obtenir tout le rendement possible des forêts, et que partant, leur possession est presque toujours aujourd'hui onéreuse pour les particuliers au grand détriment de la chose publique. Mais est-ce qu'il en serait ainsi si notre société n'était pas depuis trois quarts de siècle appauvrie par des guerres et des révolutions continuelles, qui ont anéanti ou empêché de se ser-

mer tant de richesses dans notre pays. Est-ce qu'il en serait surtout de même si notre société, au lieu d'être composée de familles instables sous l'influence désastreuses du partage forcé, était formée de familles ayant acquis avec la liberté de tester la possibilité de vivre d'une existence normale, en jugeant, récompensant et en soulageant ses différents membres. Une paix d'une certaine durée et la réforme de notre loi testamentaire rendrait absolument inutile le domaine de l'Etat, au fond duquel il y a toujours une porte ouverte au communisme et aux socialistes autoritaires.

Évidemment, dans cette observation du domaine de l'Etat, on devra non-seulement opérer avec une certaine promptitude, mais à la fois tenir compte des intérêts des propriétaires voisins et de ceux de la communauté sociale.

Les biens vendus par l'Autriche et devenus presque stériles depuis que l'Etat ne les exploite plus, ne sont pas, comme on l'énonçait tout-à-l'heure, une preuve de l'infériorité de l'association individuelle.

Le phénomène qu'on invoque tient uniquement à ceci : c'est que les sociétés financières belges, qui ont acquis les biens autrichiens, n'avaient d'autre but que de les revendre par petites parcelles aussi promptement que possible. N'ayant pu le faire, elles préfèrent en tirer un moindre revenu, plutôt que d'organiser un personnel administratif, que les espérances de vente qu'elles entretiennent rendraient, dans leur opinion plus ou moins fondée, promptement inutile après avoir été très-dispendieux. C'est une affaire de pure spéculation.

M. Victor Somer, croit devoir répondre en quelques mots à certaines assertions qui viennent de se produire.

Il partage entièrement les idées émises par MM. Wolowski, Garnier, etc., sur la question des Domaines, lesquelles sont d'ailleurs en parfaite harmonie avec les opinions qu'il a fait valoir lui-même dans un article traitant ce sujet. En revanche quelques arguments produits par MM. Michel Chevalier et Villiaumé, ne lui paraissent pas concluants et sont en contradiction avec les faits. Tous les orateurs ont été d'accord sur ce point, que l'État est un mauvais agriculteur et un mauvais industriel, qu'il doit, par conséquent, se défaire des Domaines.

M. Michel Chevalier admet pourtant quelques exceptions, notamment en ce qui concerne les forêts. Mais dans son discours, l'éminent orateur n'a pas énoncé clairement ses raisons ; il n'a pas établi la nécessité et l'utilité du maintien exceptionnel des Domaines ; il s'est borné presque à une simple affirmation. En effet, ces cas exceptionnels dans lesquels l'État devrait conserver un état de choses contraire aux principes de la science et aux intérêts économiques en général, n'ont pas été déterminés par M. Chevalier, avec assez de netteté, pour convaincre l'orateur.

Quant à l'opinion de M. Villiaumé, à savoir, que l'Etat doit conserver les forêts pour prévenir le manque de combustible, le déboisement et les fâcheuses conséquences climatériques qui en résultent, elle est l'expression de craintes mal fondées; et du reste, même en admettant la légitimité de ces craintes, — ce qui n'est nullement prouvé — ne serait-il pas facile d'obvier à tous les inconvénients à l'aide d'une bonne législation forestière?

Il n'est donc ni rationnel ni utile, en face d'un danger plutôt imaginaire que réel, de soustraire à l'activité individuelle et de laisser stérile entre les mains de l'Etat, une portion quelconque de la richesse nationale. L'expérience nous montre qu'avec une administration modèle, en Prusse, l'Etat ne peut retirer de ses domaines qu'à peine 3 0/0. En France, les revenus des forêts dépassent un peu 2 0/0. L'exploitation y laisse beaucoup à désirer et depuis le commencement du siècle, elle a fait peu de progrès. En Angleterre, le Trésor est le plus souvent obligé d'ajouter certaines sommes pour son exploitation forestière. En Autriche, les forêts coûtent généralement plus qu'elles ne rapportent. Sur les 8 millions d'hectares en forêts, qui existent en Hongrie et appartiennent pour la plupart à l'Etat, une partie minime à peine est exploitée; le même fait a lieu en Gallicie. — M. Horn souscrit en principe à la nécessité de la vente des domaines; mais il croit qu'il ne faut les aliéner qu'avec une extrême prudence, et lorsqu'on a pour excuse, d'avoir à parer à des besoins extraordinaires; les domaines, selon lui, doivent être conservés comme une ressource, pour les besoins de l'avenir. — D'abord, les meilleures ressources de l'avenir consistent principalement dans la mise en œuvre de toutes les forces productives, dans un développement économique, normal et entier. Par le maintien des domaines, on entrave précisément ce développement. Ce n'est pas de la prudence que de garder son argent dans sa poche, en prévision d'un besoin extraordinaire, lorsqu'on a la certitude de recueillir un bénéfice considérable d'opérations effectuées immédiatement à l'aide du capital possédé. Ensuite la vente dans des circonstances critiques, ne se fait habituellement qu'avec perte. Au reste, quant à la dernière objection de M. Horn, ses vœux sont exaucés, puisque dans l'espèce, il s'agit d'aliéner les domaines Autrichiens pour faire face à des besoins extraordinaires, c'est-à-dire, sortir d'une situation déplorable, couvrir le déficit sans emprunter de nouveau, arriver à un budget régulier, réformer le système actuel et préparer les voies à une bonne organisation économique et financière. Est-il sage, dans la situation de l'Autriche, de se permettre le luxe de la conservation des domaines, lorsqu'une valeur de 7 millions (domaines en Gallicie, destinés à la vente par le projet ministériel) au lieu d'enrichir le Trésor lui impose une charge annuelle de 30,000 florins. On doit, au contraire,

regretter que le ministère ne propose qu'une aliénation très-restreinte des domaines autrichiens.

Addition à la Réunion du 4 avril 1868 (1).

DU MEILLEUR SYSTÈME D'IMPÔT ET DE LA JUSTICE EN MATIÈRE D'IMPÔT (2).

La fin de la discussion de la réunion du 4 avril a été omise dans le dernier compte-rendu; nous la rétablissons.

M. Villiaumé fait remarquer qu'en essayant de réfuter le système général d'impôt qu'il a proposé, **M. Wolowski** prétend qu'il a mis au nombre des impôts indirects les honoraires des avocats et des médecins.

M. Wolowski est dans l'erreur la plus complète; car **M. Villiaumé** a dit que « les offices ministériels », c'est-à-dire l'obligation d'employer des agents privilégiés lorsqu'on veut acheter ou vendre des valeurs, succéder, se marier, etc., etc., constituent un véritable impôt. En effet, ces agents fournissent un cautionnement sur lequel ils perdent une partie des intérêts, et ils subissent encore d'autres charges dont ils doivent être rémunérés. Tout cela retombe sur le public et le grève de plus de 300 millions par an : **M. Villiaumé** a donné le détail dans son *Nouveau Traité d'économie politique* (livre IV, chapitre 8). **M. Wolowski** ancien avocat, ne peut pas confondre les avocats et les médecins avec les officiers ministériels? Comment surtout un économiste peut-il nier que l'institution de ces derniers ne crée des impôts indirects! N'est-il pas évident que, s'il hérite avec des mineurs, il faut qu'un notaire fasse la liquidation, que des avoués seuls ont le droit de faire homologuer. S'il veut vendre des actions ou des obligations, il faut qu'il recoure au ministère d'un agent de change, etc., etc.

Qu'il soit bon ou mauvais de conserver les offices ministériels, dit **M. Villiaumé**, en finissant, c'est une question en dehors de l'ordre économique que je n'ai point à examiner ici. Nous n'avons qu'à en constater les résultats financiers.

M. Renouard, membre de l'Institut, président, dit qu'il résulte de cette discussion, comme de bien d'autres, que la légitimité de l'impôt a

(1) Et non du 5, comme cela a été imprimé par erreur dans le dernier numéro.

(2) Voir le numéro d'avril, présent tome, p. 130.

pour fondement la nécessité, et même la simple utilité des dépenses, auxquelles sa destination est de pourvoir; et il est justifié quand le dommage direct, qu'il cause toujours, est inférieur au profit, habituellement indirect, que la dépense par lui subventionnée procure à la personne qui le paye. Les meilleures conditions d'assiette et d'établissement de l'impôt sont un des objets principaux de la science financière qu'elles engagent dans une longue série de problèmes graves et difficiles.

Quant à l'allégement des impôts, c'est un rêve d'en concevoir l'espérance autrement que par l'application d'un procédé infailible, mais unique : par la réduction de la dépense.

M. Vée fait remarquer que **M. Joseph Garnier**, auteur de l'une des questions en discussion — « de la justice en matière d'impôt » — n'a pas pris la parole.

M. J. Garnier, répond à l'interpellation de l'honorable vice-président, en disant qu'il abonde dans le sens des paroles de **M. le président** en ce qui touche la légitimité et l'allégement de l'impôt. En ce qui touche le point de vue de justice, il ne peut que répéter une conclusion qu'il a exprimée dans son *Traité de finances*, savoir : qu'il n'est pas possible de formuler une simple règle générale, un peu significative, en partant du principe de justice. Ce qui n'empêche pas cependant que la justice ne soit l'idéal en vertu duquel il est possible de formuler une série de règles, se déduisant de l'étude des divers impôts, de leur nature, de leur incidence, de leurs effets, se déduisant encore des divers systèmes de tarification arithmétique qui peut être fixe, proportionnelle ou proportionnelle-progressive. — Il n'y a plus de difficulté théorique au sujet du principe d'égalité devant l'impôt, au sujet du quantum de l'impôt et de l'usage qu'on en doit faire. Mais il y en a encore une sur la question de savoir si le citoyen doit contribuer, comme l'a examiné **M. Clamageran**, en raison des avantages qu'il retire de la société ou en raison des ressources qu'il possède; et, dans les deux cas, il y a à déterminer la nature des avantages et la nature des ressources. L'exposé de la question de la justice de l'impôt n'est donc soluble que par l'ensemble des notions financières, et ne peut être présentée en une formule abrégée et par cela même saisissante et susceptible d'être vulgarisée.

BIBLIOGRAPHIE

SOUVENIRS DU CAP DE BONNE-ESPÉRANCE, par M. Aug. HAUSSMANN, ancien consul de France au Cap, auteur du *Voyage en Chine*. Paris, Paul Dupont, 1866. (Histoire de cette colonie.)

Ce livre, son titre l'indique assez, est le résultat d'observations personnelles, très-judicieusement faites, et d'informations recueillies, avec beaucoup de soin, par un homme que sa position officielle et un séjour de près de cinq ans, dans le pays qu'il nous fait connaître, mettaient à même de bien voir et de puiser aux sources les plus dignes de confiance. M. Haussmann avait d'ailleurs, antérieurement déjà, fait ses preuves par la publication d'un *Voyage en Chine*, écrit à son retour d'une mission commerciale, qu'il remplit en accompagnant M. de Lagrenée dans cet empire lointain, alors à peine connu en France. Dans cet ouvrage, comme dans la monographie dont nous allons rendre compte en peu de mots, un esprit droit et juste, un grand bon sens et une instruction aussi solide que variée se manifestent partout sous une forme simple et naturelle, qui n'étouffe pas ce qu'il y a de vivant dans les souvenirs et les impressions véritables de l'auteur, par le bagage d'emprunt d'une érudition prétentieuse ou superflue.

La colonie du Cap est, par son ancienneté, sa situation, son importance territoriale et la diversité des races qui l'habitent, par les événements curieux dont elle a été le théâtre et les changements de régime qui en sont résultés, comme aussi par le développement remarquable que l'agriculture et le commerce y ont pris, une de celles qui méritent le plus de fixer l'attention. M. Haussmann ne s'est pas contenté d'en faire une description *de visu*, pittoresque et animée, dans la première partie de son livre ; il a retracé au complet, dans la seconde, d'après les sources écrites et les témoignages oculaires les plus dignes de foi, l'histoire du Cap depuis l'époque où le Portugais Barthélemi Diaz en fit la découverte jusqu'à nos jours. Nous y voyons successivement la fondation de la colonie par les Hollandais au milieu du xvii^e siècle, les actes de leurs gouverneurs avec les traits caractéristiques du caractère et de l'administration de chacun d'eux ; l'essai et la propagation des cultures suivant les progrès de l'occupation territoriale, dans l'ancienne colonie ; l'arrivée d'une centaine de familles calvinistes de France, après la révocation de l'édit de Nantes, et les visites d'un grand nombre de voyageurs et de personnages marquants au Cap de Bonne-Espérance, dans le cours du siècle dernier. C'étaient des réfugiés français qui avaient apporté, vers la fin du xvii^e siècle, la vigne dans la vallée de la Perle. Plusieurs des familles qui vinrent alors chercher un asile sur cette terre lointaine appartenaient à la noblesse. On trouve encore aujourd'hui, dans

la colonie du Cap, de leurs descendants portant les noms des marquis de Roubaix, des de Villiers (de la Rochelle), des Du Plessis, des Joubert, etc. ; mais, s'ils ont gardé vivant le souvenir de leur origine, ils ont perdu avec le temps l'usage de la langue de leurs ancêtres, et ne diffèrent plus des autres colons.

Le premier voyageur qui ait écrit un livre sur le Cap, l'Allemand Kolbe, y avait paru dès 1705 ; La Gaille y vint en 1751 ; les célèbres marins Bougainville, Anson, Cook, Carteret, le bailli de Suffren et Nelson, encore adolescent, y débarquèrent ensuite à d'assez courts intervalles, ainsi que l'auteur de *Paul et Virginie*, Bernardin de Saint-Pierre, le naturaliste Thunberg et d'autres voyageurs ou savants, comme Sparrman, Barrow et notre compatriote Levillant, dont la relation vive et attachante, sinon parfaitement véridique en tous points, avait, à une certaine époque, mis le pays du Cap plus en vogue, parmi nous, que n'ont pu le faire, depuis, les explorations bien autrement curieuses de l'intrépide et infortuné Livingstone, étendues sur toute l'Afrique australe.

En 1806, le Cap, déjà occupé une première fois par les Anglais en 1795, mais restitué à la Hollande, après la paix d'Amiens, tomba définitivement sous la domination britannique. Ici commence la période la plus importante pour l'histoire du développement de la colonie, qui n'eut pas à se plaindre du régime de ses nouveaux maîtres, car l'Anglais y est véritablement le représentant du progrès, et l'on ne peut nier que le triomphe de son esprit entreprenant, sur l'ancienne routine hollandaise, n'y ait opéré des changements considérables et salutaires, dans l'intérêt général. Ils y furent cependant accompagnés de fortes secousses, qui faillirent même, plusieurs fois, mettre en jeu l'existence de la colonie. D'abord, l'abolition de l'esclavage, ayant mécontenté les boërs ou fermiers hollandais de l'intérieur, leur fit prendre le parti d'émigrer, pour sauvegarder leur indépendance, et détermina ainsi la fondation des États libres de la rivière d'Orange et du Transvaal, dans lesquels ils fixèrent leurs pénates, après avoir longtemps erré et bataillé dans tous les sens. Puis, vinrent les guerres avec les Cafres, dont la première remonte à 1834, et qui ont toujours été comme l'épée de Damoclès, suspendue sur la tête des colons. Mais, d'autre part, l'occupation du district de Natal, dont les ressources naturelles ont permis d'ajouter aux productions presque européennes du Cap les produits les plus précieux de la zone tropicale, a doublé la valeur de celui-ci, sous tous les rapports. car le nouvel établissement, indépendamment de sa richesse agricole, procure au commerce britannique tous les avantages du seul débouché maritime possible pour les produits du pays des Bassutos, les plus industriels des indigènes, et des contrées habitées par les boërs indépendants de l'intérieur. Il faut aussi considérer comme un heureux progrès la réforme de l'organisation politique du Cap, doté d'une constitution qui fonctionne sans encombre depuis 1853, et dont la colonie n'a qu'à s'applaudir, ainsi que de la plupart des actes de l'administration et de la politique africaine de sir G. Grey, qui y occupa le poste de gouverneur jusqu'en 1861. La colonie eut moins à se louer des émigrations qu'il

patrona dans la métropole. Elles n'amènèrent que des artisans et des domestiques anglais ou irlandais, au lieu du renfort de bras vigoureux dont on avait besoin pour la culture. En général cependant, le gouvernement britannique a fait preuve, au Cap comme dans ses possessions de l'Amérique du Nord et de l'Australie, des dispositions les plus favorables au développement de l'autonomie coloniale. Il voudrait, en même temps, que ces provinces lointaines se missent autant que possible en mesure de pourvoir, par l'organisation de milices, à leur propre défense. Il a même été question à Londres de retirer la garnison anglaise du Cap, ce dont la colonie s'est beaucoup émue, dans l'appréhension du danger de quelque nouvelle guerre avec ses redoutables voisins, les Cafres; mais peut-être ne s'agit-il, au fond, que d'amener les colons à contribuer pour une plus forte part aux frais de l'établissement militaire. Cette seconde partie du livre de M. Haussmann se termine par un aperçu général de la situation économique et commerciale du Cap. Il y entre dans d'intéressants détails sur la culture de la vigne, une des plus anciennes de la colonie, et le fameux vin de Constance; sur l'élève et l'exportation du bétail et des chevaux, comme sur le développement extraordinaire qu'y a pris la production des laines; sur l'exploitation, depuis 1844, du guano que contient l'île d'Ichabœ, déclarée possession britannique en 1864; sur l'extraction des minerais de cuivre dans le pays des Namaquois, depuis 1854, et sur les essais peu satisfaisants de la culture du coton dans la colonie.

Malheureusement celle-ci, par suite d'épidémies, de sécheresses et d'épizooties, de la dépréciation des laines, de l'ordium et de la concurrence faite aux vins du Cap, en Angleterre, par les vins étrangers, a eu à traverser, de 1853 à 1864, une crise fâcheuse, dont elle commence seulement à se reléver. La valeur des importations y a considérablement dépassé celle des exportations, pendant que de grands travaux publics indispensables imposaient de lourdes charges au budget colonial. Le manque de bras a rendu l'agriculture stationnaire, et la vie matérielle est devenue très-coûteuse dans la ville du Cap, jadis renommée pour le bon marché auquel on s'y procurait toutes les denrées alimentaires. En 1861, on y payait 2 kilogrammes de mouton 3 fr. 10 c., c'est-à-dire aussi cher qu'autrefois un mouton tout entier. C'est un fait important à signaler, au point de vue du ravitaillement des navires qui viennent relâcher dans son port. L'exportation des produits du sol de la colonie n'a repris le dessus qu'en 1865.

Les renseignements fournis par M. Haussmann sur les habitants et la société du Cap rectifient quelques erreurs plus ou moins accréditées. Ainsi, la race hottentote, dont le type nous est connu par les relations des voyageurs plus anciens, a fait place, dans la ville du Cap et aux environs, à un mélange formé par le croisement de nègres des tribus les plus diverses. On ne la retrouve qu'en pénétrant dans l'intérieur. La population de couleur comprend en outre beaucoup de Malais. Dans la population blanche, c'est l'élément hollandais, avec sa ténacité bourgeoise et ses habitudes patriarcales, qui paraît avoir subi le moins d'al-

tération, dans le va et vient continu de cette grande hôtellerie de la route maritime des Indes-Orientales.

Le style de l'auteur est facile et sans prétention, mais non dépourvu d'élégance. Des anecdotes caractéristiques animent son récit et ses descriptions. Des observations piquantes et pleines de justesse s'y rattachent. S'agit-il, par exemple, d'expliquer le succès de la propagande des sociétés de tempérance en Angleterre et aux États-Unis, il fait la remarque judicieuse qu'il est certainement moins difficile pour l'Anglo-Saxon de renoncer complètement à l'usage du vin et des spiritueux que d'en user modérément. Bref, il est à regretter que ceux de nos consuls qui sont observateurs n'aient pas tous, comme M. Haussmann, l'attention de nous conserver les souvenirs qu'ils emportent de leur séjour dans des pays lointains. Ils rendraient service au commerce non moins qu'à la géographie et à l'économie politique.

CH. VOGEL.

COMMERCIAL HANDBOOK OF FRANCE (*Manuel commercial de France*), par Frédéric MARTIN, auteur du *Statesman's Yearbook*. Londres, Longmans, Green et C^e. 1867. 1 vol in-8, avec cartes.

C'est une excellente idée qu'a eue M. Fréd. Martin de réunir en un volume facile à consulter tous les renseignements commerciaux relatifs à la France qu'il peut être désirable d'avoir sous la main. Ce livre est fait au point de vue anglais, c'est-à-dire qu'il a un but pratique; son plan est rationnel, excluant le superflu, mais n'omettant rien de ce qui peut paraître utile. Après une introduction dans laquelle on compare les monnaies, poids et mesures anglaises aux monnaies, poids et mesures françaises, avec des barèmes commodes, vient la première partie ou section qui donne la statistique du territoire, de la population et des professions. La deuxième section fait connaître les ressources naturelles et les productions agricoles et industrielles de la France, en insistant sur les produits les plus importants. La troisième section passe en revue le commerce de 1864 et 1865, général et spécial, à l'importation et à l'exportation, par matières et par pays, avec de plus amples développements pour les relations entre la France et l'Angleterre. La quatrième section est consacrée à la navigation et aux chemins de fer; un tableau indique les ports où aboutissent des railways.

Voilà qu'on pourrait appeler la partie générale, puisqu'elle embrasse la totalité de la France. Les subdivisions ou sections suivantes constituent une sorte de topographie commerciale, comme l'indiquent les titres que nous allons reproduire. Cinquième section : *les quatre grandes villes de France*, Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, où l'on donne de chacune d'elles la description, la population, l'industrie, et divers enseignements sur la banque et les banquiers (avec leurs noms), les hôtels, etc. Sixième section : *les principaux ports et les principales villes manufacturières de France*. Septième section : *les villes de France par ordre alphabétique*. Dans la sixième section, les notices sont développées. Dans la septième

Les notices sont courtes ; voilà la seule différence entre les deux subdivisions, et chacun voit et approuve les motifs de cette différence.

Enfin un appendice donne *in extenso* le traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

Ce travail de M. Fréd. Martin ne saurait avoir que la prétention d'être clair, méthodique, exact et complet. Les trois premières de ces qualités, personne ne les contestera au *Commercial Handbook* ; quant à être complet, c'est un point délicat. Il y a là une question de mesure que chacun appréciera à sa manière : celui qui aura trouvé trois ou quatre fois de suite le renseignement cherché jurera que tout y est ; celui, au contraire, dont l'espoir aura été déçu une ou deux fois soutiendra qu'il n'y a rien. La vérité est, comme toujours, entre les extrêmes.

MAURICE BLOCK.

LES LOIS ÉCONOMIQUES ; *résumé d'un Cours fait à la Faculté de droit de Nancy en 1865 et 1866*, par M. DE METZ-NOBLAT. Paris, Guillaumin, 1867 ; 1 vol. in-8.

L'auteur est connu par des écrits d'une distinction réelle. Après avoir pris ample part à la rédaction d'un recueil qui, sous le nom de *Varia*, a obtenu un grand et légitime succès, il a traité de l'Eglise et de l'Etat dans un livre dont notre honoré et savant confrère M. de Lavergne a entretenu l'Académie. L'ouvrage qu'il vient de publier n'est pas moins digne d'attention. C'est un traité complet d'économie politique. Toutes les parties de la science, toutes les questions dont elle est tenue de s'occuper y sont passées en revue, examinées, discutées, et il n'en est pas une qui n'ait été l'objet d'un examen plus ou moins détaillé.

M. de Metz-Noblat, n'a pas eu toutefois la prétention, si commune de nos jours, de refaire complètement la science. Loin de là, dans une préface remarquable à plus d'un titre, il affirme que, grâce aux progrès qu'elle a réalisés depuis un demi-siècle, la science est faite, que les principes dont elle réclame le triomphe sont d'une vérité incontestable, et qu'il ne reste plus qu'à élucider, rectifier, compléter quelques solutions sur la rectitude desquelles planent encore des doutes. Telle est, en effet, la pensée à laquelle il a obéi dans le cours de son travail. D'une part, il a rendu hommage à la parole des maîtres toutes les fois qu'elle lui a paru ne recéler aucune erreur, de l'autre, il n'a pas hésité à reprendre en sous-œuvre et à analyser de nouveau toutes celles des conclusions économiques qui ne lui ont pas paru reposer sur des données suffisamment nombreuses ou suffisamment exactes. Ainsi, il s'est attaché à préciser la notion du capital et à marquer plus nettement la part qui, dans la production de la richesse, appartient aux biens et agents naturels. De même, il y a des observations bonnes à recueillir dans les chapitres où il est question de l'épargne et de ses effets, de la propriété et du rôle qu'elle remplit au sein des sociétés humaines, des écarts qu'entraîne entre la théorie et la pratique l'empire ou la présence de circonstances d'ordre économique ou moral ayant leurs exigences avec lesquelles il est indispensable de compter. Peut-être, ces obser-

vations n'ont-elles pas toutes autant de nouveauté que l'auteur semble disposé à leur en attribuer ; mais il en est qui ont leur valeur propre et contribueront à grossir le nombre de celles que la science a mises à profit et qui lui ont servi à dégager de toute incertitude les vérités qu'elle a mission de répandre et d'enseigner.

C'est sans réserve aucune que M. de Metz-Noblat a adopté les doctrines de Ricardo et de Malthus. Certes, il est juste de défendre ces doctrines contre les accusations imméritées qu'on leur a prodiguées ; mais sans méconnaître cependant ce qu'il y a de fondé dans plusieurs des reproches que bon nombre d'économistes leur ont adressés, Ricardo ne s'est pas trompé en affirmant que la rente foncière dépend, quant à sa quotité, des facilités de production que les terres mettent au service des hommes, et qu'à mesure que la population augmente, la nécessité d'étendre la culture sur des fractions du sol inférieures en fertilité à celles qui déjà y étaient soumises tend à renchérir le prix des subsistances et à élever le prix des fermages. Mais, à côté de ce fait incontestable, en existe un autre qui en limite et en combat victorieusement la fâcheuse influence, c'est le progrès des connaissances humaines. Si les sociétés qui croissent en nombre sont contraintes de demander à des champs de moins en moins féconds de nouveaux et plus amples moyens les subsistance, des découvertes et des lumières nouvelles viennent les mettre à même de tirer meilleur parti de leurs efforts, et non-seulement de maintenir, mais de changer à leur avantage la proportion préexistante entre les charges et les rémunérations du travail agricole. Voilà ce que Ricardo n'a fait qu'entrevoir, ce dont il n'a pas suffisamment signalé la portée tutélaire, et ce qui a permis de supposer qu'il considérait l'humanité comme condamnée par la difficulté croissante d'arracher au sol qui la nourrit les ressources que requiert son développement numérique, à subir d'irremédiables misères.

C'est un tort de même sorte que l'on reproche à Malthus. Tout est vrai dans ce que dit Malthus de la nécessité pour les familles et surtout pour celles qui ont à lutter contre le besoin, de ne multiplier qu'avec réserve et en se préoccupant de l'avenir des enfants qu'elles appellent à l'existence ; mais Malthus, en prêtant à une force purement virtuelle plus d'action qu'elle n'en déploie au sein des sociétés humaines, est allé trop loin. L'humanité, loin de végéter dans l'indigence originaire, s'est élevée graduellement à une condition de plus en plus prospère. C'est la preuve qu'elle a crû en richesse plus rapidement qu'en nombre, et que en réalité la tendance à procréer, n'a opéré que sous la gouverne des sentiments qui d'ordinaire ont suffi pour contenir ce qu'elle pouvait avoir de trop énergique. Il est à regretter que M. de Metz-Noblat n'ait pas examiné jusqu'à quel point la théorie Malthusienne peut se concilier avec les faits les plus généraux, les seuls auxquels, en matière scientifique, appartienne une autorité décisive ; il aurait vraisemblablement modifié le jugement qu'il en porte, et montré par où pèche une théorie dont l'exagération a conduit ceux qui l'attaquent à méconnaître la mesure de vérité qu'elle recèle.

Quelque estime qui soit due au travail de M. de Metz-Noblat, il a des parties et contient des affirmations auxquelles les économistes sont en droit d'adresser de justes reproches. M. de Metz-Noblat a voulu, dit-il, et il faut lui en savoir gré, montrer aux plus récalcitrants que l'économie politique est véritablement une science, et que les hommes qui, jusqu'à présent ont rejeté ou tenu pour suspects les enseignements qu'elle apporte sont dans l'erreur ; mais, voici ce qu'il ajoute : « Avant tout, je me suis attaché à enlever à l'économie politique le cachet antichrétien dont l'ont affublée les économistes : non pour lui concilier la faveur des catholiques ; mais parce que c'est un devoir de dire la vérité ; or, cette science n'enseigne, loin de là, rien de contraire à la doctrine de l'Eglise. » Nous l'avouons ; il nous est impossible de découvrir où se trouve l'empreinte du cachet antichrétien dont parle M. de Metz-Noblat : ce que nous savons, c'est que les fondateurs de la science, Adam Smith, Malthus et leurs successeurs étaient des chrétiens sincères, des hommes d'une piété éclairée et qui, dans leurs investigations, n'ont été guidés que par l'amour du bien et de la vérité.

Ce qui explique la pensée de M. Metz-Noblat, c'est la conviction qui paraît bien arrêtée chez lui que, parmi les différentes branches de la famille chrétienne, il n'en est qu'une, celle à laquelle il appartient, qui puisse assurer aux vertus dont la pratique opère sur les progrès de la richesse tout l'essor désirable. Son langage est formel à cet égard. « La pure sève évangélique, dit-il, ne circule largement que dans les veines du catholicisme. Chez les Eglises dissidentes, dans les rameaux séparés du tronc, la théorie de la privation a cessé de s'étendre à tous les genres de sensualisme et ne se rencontre plus qu'affaiblie, parfois même presque reniée. Au catholicisme donc, et à lui seul, appartient logiquement la pleine solution du problème économique. » Cette opinion, l'auteur n'est pas le premier qui l'ait énoncée. Avant lui, un écrivain de beaucoup de savoir et de talent, M. Charles Perrin, professeur du droit public et d'économie politique à l'Université catholique de Louvain, lui avait donné large place dans son livre sur la *Richesse dans les sociétés chrétiennes*. Selon M. Perrin, la richesse ne saurait être féconde en avantages sociaux, exempte d'influence corruptrice, que grâce au renoncement, et comme à son avis, plus que toute autre, l'Eglise catholique fait du renoncement une règle obligatoire ; seule, cette Eglise a le pouvoir d'assurer aux nations le plus haut degré de bien-être et de prospérité compatible avec les choses d'ici-bas. C'est cette assertion que M. de Metz-Noblat a reprise et reproduite dans son travail, et suivant toute apparence, c'est parce qu'il ne l'a pas rencontrée dans les publications des économistes, qu'il accuse ceux-ci d'avoir, affublé la science d'un cachet antichrétien.

Il est un fait cependant que l'auteur aurait dû remarquer ; c'est que si les économistes ne se sont pas servis des mots privation et renoncement, c'est parce qu'ils leur ont préféré des mots moins complexes, moins vagues, caractérisant mieux et plus nettement les vertus dont la pratique féconde le travail, et en rend les fruits de plus en plus bien-

faisants. Economie, sobriété, épargne, énergie et régularité dans les labeurs, fidélité aux engagements, réserve et contrainte morale, ces mots fourmillent dans les écrits des économistes, et ce qu'ils expriment y est déclaré non-seulement nécessaire, mais indispensable au développement du bien-être privé et public. Parmi les hommes qui ont laissé dans la science un nom justement honoré, nous n'en connaissons pas un qui n'ait compris et affirmé que les sociétés n'amendent leur destinée qu'à mesure que leur état moral et intellectuel se perfectionne et que les individus qui les composent apprennent à sacrifier les satisfactions du moment aux satisfactions plus hautes et plus pures que promet l'avenir, comme à remplir plus complètement envers autrui les devoirs qu'imposent les droits de la justice et de la liberté.

Nous ajouterons une observation : La science n'admet les affirmations, de quelque origine qu'elles soient, qu'à une condition ; c'est qu'elles reposent sur des preuves authentiques, sur des faits bien constatés et d'une généralité qui ne permette pas d'en récuser le témoignage. M. de Metz-Noblat pose en principe qu'au catholicisme seul appartient le privilège de pouvoir résoudre pleinement le problème économique ; il ne suffit pas d'énoncer une telle proposition, il faut en fournir la démonstration. Or, il existe dans le monde, en Amérique comme en Europe, des nations au sein desquelles le christianisme a revêtu des formes diverses. C'était à l'auteur à prouver que celles qui appartiennent au catholicisme sont plus avancées, plus florissantes, plus riches, mieux ordonnées, moins adonnées au mauvais luxe que les autres. Tant qu'il n'aura pas pris ce soin, ses paroles rencontreront des contradicteurs en droit de les tenir pour erronées et non avenues.

Il importe au succès des recherches scientifiques qu'aucune idée préconçue ne pèse sur leur cours. M. de Metz-Noblat ne s'en est pas suffisamment souvenu, et plusieurs parties de son travail s'en sont dommageablement ressenties.

Voici, par exemple, ce qu'il dit dans le chapitre où il traite de l'aumône : « Non-seulement, dans les sociétés catholiques, la charité ou bien n'entraîne pas de fâcheuses conséquences économiques, ou bien elle en entraîne moins qu'ailleurs ; mais la manière dont elle y est faite soulage efficacement la misère, tandis qu'ailleurs celle-ci est développée par l'aumône. » Vainement cherche-t-on sur quels faits peut s'appuyer l'assertion. Sans doute, la taxe des pauvres a exercé en Angleterre une déplorable influence ; mais nulle part, en Europe, la mendicité ne s'est montrée aussi générale, aussi féconde en dégradations intellectuelles et morales qu'en Espagne, en Italie, dans les électorsats ecclésiastiques de l'Allemagne et surtout à Cologne. C'est ce qu'ont constaté les voyageurs du siècle dernier. Townshend, le baron de Ricsebeck, Levesque et d'autres encore, nous ont transmis à cet égard des informations trop nombreuses et trop exactes pour qu'il soit permis de douter que l'aumône, partout où elle est prodiguée, n'importe par quelles mains, à tous les effets de la charité légale, et sème, avec la fainéantise et l'insouciance de l'avenir, des vices qui engendrent plus de misères qu'il ne lui a donné d'en pouvoir guérir.

L'auteur voudrait que le soin des pauvres demeurât abandonné à la charité des individus, « sauf, ajoute-t-il, à ceux-ci à s'associer et à fonder des institutions permanentes pour accomplir plus efficacement ce noble devoir. » Bien peu d'économistes se sont montrés aussi exclusifs. Presque tous ont établi entre les misères une distinction fondée sur la différence des causes qui les produisent. Il y a des misères qui proviennent de l'inconduite, des mœurs déréglées de ceux qui les subissent, et celles-là, il faut en abandonner le soin à la charité privée ; il y en a, au contraire, qui sont dues uniquement à des accidents, à des infortunes que les calculs de la sagesse humaine ne sauraient prévenir ou conjurer, et celles-là, il est juste et naturel que la société tout entière les prenne à sa charge. La volonté des personnes n'est pour rien dans les cas de cécité, d'aliénation mentale, d'infirmités natives, de mort laissant des orphelins sans moyens de subsistance, et l'État peut étendre sa protection sur les malheureux qui en sont victimes sans avoir à redouter que l'assistance qu'il leur prête en accroisse le nombre.

L'auteur a terminé son travail par un chapitre consacré à l'étude des moyens de pourvoir aux frais du culte. La question n'est économique que par un seul de ses côtés. Aussi, nous bornerons-nous à dire : d'abord, que les économistes considèrent toute immobilisation d'une fraction quelconque du sol, toute constitution de biens de main-morte comme préjudiciable au bien public ; en second lieu, qu'ils ont constaté l'impuissance où sont les régies collectives de remplir avec toute l'habileté désirable la tâche qu'imposent les soins dus aux intérêts d'ordre agricole et foncier.

Il nous a fallu mêler de nombreuses critiques aux éloges que mérite l'ouvrage dont nous venons d'entretenir l'Académie. Nous aurions désiré n'avoir qu'à applaudir aux efforts faits par l'auteur pour répandre les enseignements de la science et déraciner les préventions défavorables qui en contrarient la propagation. Mais à côté de parties d'une distinction réelle, le travail en a que des idées d'un exclusivisme fâcheux, rendent défectueuses, et celles-ci affaiblissent naturellement la valeur de l'ensemble.

Peut-être, le désir de concilier à l'économie politique des suffrages qui jusqu'à présent lui ont manqué a-t-il exercé sur l'esprit de l'auteur une influence excessive. Les sciences cependant ne sauraient admettre ni transactions, ni concessions. Leur tâche consiste à rechercher ou à constater des vérités générales, des vérités qui sont les mêmes dans tous les temps et dans tous les lieux, et ces vérités quand elles les proclament, elles n'ont pas à se préoccuper de la question de savoir dans quelle mesure s'en accommoderont tels ou tels intérêts particuliers, ces intérêts fussent-ils ceux d'un pouvoir politique ou d'une croyance religieuse.

H. PASSY.

LE POSITIVISME ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE, par M. Pierre LAFFITTE. Brochure in-8.
Paris, 1867. Dunod, éditeur.

M. Pierre Laffitte est un des quelques héritiers d'Auguste Comte qui ont accepté purement et simplement sa succession philosophique et qui enseignent, pure de toute altération, la doctrine du maître. Il a voulu dans cette brochure, extraite de son cours général, réfuter cette assertion de M. Littré, que *« le positivisme est nul en économie politique. »*

Cette brochure confirme de la manière la plus éclatante l'affirmation de M. Littré. Après l'avoir lue, on demeure convaincu qu'Auguste Comte et M. Pierre Laffitte, loin d'avoir innové en économie politique, n'ont pas pris connaissance des travaux dont cette science a été l'objet et se contentent d'en parler par ouï-dire.

Ainsi, M. Laffitte reproche aux économistes *« d'avoir mal conçu le problème social en le restreignant au monde industriel. »* Autant vaudrait reprocher aux géomètres d'avoir mal conçu les mathématiques, parce qu'ils n'en auraient étudié qu'une partie.

M. P. Laffitte impute aussi aux économistes, qui tous l'ont réfuté, la fameuse théorie de M. de Saint-Chamans, sur la nécessité des grandes consommations. Puis il glorifie le positivisme d'avoir découvert ce que chaque homme peut produire au delà de ce qu'il consomme ; que les matériaux obtenus peuvent se conserver au delà du temps qu'exige leur reproduction ; que l'épargne est utile et nécessaire ; que notre travail personnel se lie à celui de nos devanciers et à celui de nos successeurs sur la planète et à celui d'un grand nombre de nos contemporains que nous ne connaissons pas. » Ces vérités ne sont certes pas contestées par les économistes, mais elles ne sont pas neuves, et leur découverte est bien antérieure à la naissance même d'Auguste Comte et du siècle présent.

Personne n'est plus disposé que nous à imputer les sentiments pieux qui s'attachent à la mémoire des grands penseurs entre lesquels Auguste Comte occupe sans conteste un rang éminent. Mais encore faudrait-il que cette piété fût éclairée et juste. Qu'on ne fasse pas un crime à Auguste Comte et à ses disciples trop scrupuleux d'avoir ignoré l'économie politique, nous y consentons sans peine, tout en observant que cette ignorance est une mauvaise condition pour comprendre la vie des sociétés humaines et les lois qui la régissent. Mais puisqu'il est constaté qu'Auguste Comte a ignoré l'économie politique, pourquoi ne pas l'avouer franchement ? Pourquoi surtout, si l'on veut laver l'école positiviste de ce reproche, ne pas s'empresser d'étudier une science qu'on peut apprendre facilement ? Pourquoi se renfermer dans un étroit esprit de secte ? Il y a bien des ordres et bien des couvents dans le catholicisme, mais que d'ordres et de couvents existent en dehors de lui !

COURCELLE-SENEUIL.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

SOMMAIRE. — Toujours des paroles de paix et des préparatifs de guerre. — Les interpellations protectionnistes. — Ouverture du parlement douanier allemand. — Abolition de la contrainte par corps en Allemagne. — Une enquête sur les pièces de cinq francs. — La Suède adhère à nos pièces d'or. — Retrait des anciennes pièces de monnaie subdivisionnaires. — La nouvelle loi sur la presse. — Mort de lord Brougham, d'Agathon Effendi, de Narvaez.

Des paroles de paix ont été de nouveau prononcées, le 10 mai, par l'Empereur à Orléans; quelque temps auparavant par le ministre de la justice posant la première pierre d'une église à Rambouillet; et le 27 avril par le roi de Prusse, ouvrant le Parlement allemand.

Le roi de Prusse a dit au Parlement douanier que « les bienfaits de la paix sont assurés au développement de la prospérité nationale. » L'Empereur a dit à Orléans « qu'il était persuadé qu'au milieu de la tranquillité générale de l'Europe, le travail et l'industrie pourront se développer avec confiance. »

Mais (il y a toujours des *mais* et celui-ci est des plus gros), voilà que le *Constitutionnel* et le *Moniteur* publient un article politique, financier et statistique très-étudié dont, selon la *Patrie*, « la haute origine ne saurait être douteuse » pour expliquer le chiffre des dépenses militaires par la transformation de l'outillage et par la nécessité pour la France d'avoir une armée de 1,250,000 hommes dont 500,000 de garde mobile, « ce qui peut nous conduire un jour au désarmement ! » Il y a là un gros sophisme, comme aurait dit feu Bastiat, que nos amis de la Ligue de la paix (v. p. 233) doivent s'attacher à faire comprendre à Jacques Bonhomme pour que celui-ci puisse le signaler à ses délégués.

En fait, et en dépit de la continuation des armements, le printemps est venu sans la déclaration de guerre redoutée, et l'année semble maintenant devoir se passer dans cette situation.

— La demande d'autorisation d'interpellation par les députés protectionnistes s'est produite dans la séance du 27 avril sous cette forme indirecte. — « Nous demandons l'autorisation d'interpeller le gouvernement sur les conséquences du régime économique de la France; » lisez : « Sur les désastreuses conséquences du traité de 1860, entre la France et l'Angleterre, qu'il y a lieu de ne plus continuer. »

L'autorisation n'a pas été contestée, et la discussion a commencée dans la séance du 11 mai 1868.

Cette demande d'interpellation a été signée par MM. Pouyer-Quer-

tier, Jules Brame, Kolb-Bernard, baron Lespérut, Quesné, des Rotours, de Montagnac, Joliot, Leclerc d'Osmonville, Barbet, marquis d'Andellarre, Cosserat, Plichon, Pinart, baron de Bussière, baron de Coëhorn, Berryer, Lefébure, René Hamoir, de Chiseuil, duc de Marmier, Stévenart, marquis de Grammont, Calvet-Rogniat, de Janzé, Thiers, Chapt, Lambrecht, Malézieux, Stéphen Liégeard.

Au moment où nous écrivons, la discussion continue. Plusieurs des membres que nous venons de nommer et d'autres encore ont pris la parole. — Nous nous occuperons de cet important débat dans notre prochaine livraison.

— Le parlement douanier des États de l'Allemagne, représentant le Zollverein reconstitué, s'est réuni le 27 avril à Berlin. Il se compose des membres du Parlement fédéral et de la Confédération du Nord, et de 86 députés des États du Sud. L'ouverture en a été faite par le roi de Prusse, qui s'est réservé le *præsidium*.

C'est au moyen de l'union douanière, c'est-à-dire de la liberté commerciale entre Allemands, que la Prusse est parvenue à jeter les fondements de sa suprématie en Allemagne, c'est sur le terrain du Zollverein que la Prusse a commencé à battre l'Autriche. Après avoir conclu depuis 1819 un grand nombre de traités commerciaux et douaniers avec les divers États de l'Allemagne, la Prusse, de concert avec les deux Hesses, traça le premier cadre d'une association générale des douanes et du commerce dans un traité signé à Berlin, le 22 mars 1833, avec la Bavière et le Wurtemberg. Dans le préambule, les États contractants déclarent que « leur désir est de favoriser la liberté de commerce et les relations commerciales entre leurs États et dans l'Allemagne général. »

Le Zollverein s'est successivement accru par des annexions nouvelles, a été prorogé jusqu'en 1863, époque à laquelle le contrat fut renouvelé jusqu'en 1877, puis enfin reconstitué sur les bases actuelles par le traité du 8 juillet 1867, en vertu duquel la Confédération du Nord s'est unie, point de vue douanier, aux quatre États de l'Allemagne du Sud, la Bavière, le Wurtemberg, Bade et Hesse-Darmstadt. C'est en vertu de l'article 6 de ce traité que le roi de Prusse jouit du *præsidium* et possède le droit de négocier des traités dont les bases sont soumises au Parlement.

Le roi Guillaume constate, avec précaution et modération dans son discours d'ouverture, le triomphe de la politique de ses devanciers, évite avec soin de montrer les griffes de l'annexion prussienne. Il borne à recommander aux députés de « tenir leurs regards fermement attachés sur l'intérêt commun de l'Allemagne » pour mériter la gratitude de « la nation » composée des États « allemands qui ont contra

alliances réciproques, » et peuvent, Dieu aidant, compter « sur la force compacte des peuples d'Allemagne. »

Le Parlement s'est assez sagement tiré de la première difficulté à résoudre : la réponse à l'adresse. Il a rejeté les formules par trop unitaires de M. Benigsen, chef du parti soi-disant national libéral, qui s'appelait naguère le National-Verein et qui pousse à l'absorption des États du Sud par la Confédération du Nord qui est la Prusse agrandie.

— La contrainte par corps vient d'être abolie en Autriche. Un projet de loi, ayant le même objet, est en élaboration au sein du Conseil fédéral de l'Allemagne du Nord ; dès que le Parlement l'aura sanctionné, les États du Sud feront la même réforme, et sur ce point encore la législation va être uniforme d'un bout de l'Allemagne à l'autre.

— Le ministre des finances a cru devoir consulter les Chambres de commerce sur l'opportunité de retirer aux pièces de cinq francs en argent le caractère de monnaie normale et obligatoire, et d'adopter l'or comme étalon unique. Cette enquête a dû être close, il y a quelques jours, le 10 mai.

On ne tardera sans doute pas à faire connaître les résultats de cette information si rapidement effectuée.

Un pas de plus vient d'être fait dans ce sens et vers l'uniformité monétaire : le gouvernement de Suède fait frapper des pièces d'or de 5 et 10 francs.

— On sait que, par la convention du 23 décembre 1864, la France, la Belgique, l'Italie, les États romains et la Suisse ont adopté l'uniformité de valeur, de poids, de titre et d'argent qui ont cours dans chaque État réciproquement. D'après les articles 4 et 5, l'ancienne monnaie d'argent, dite monnaie d'appoint, doit être refondue au titre de 835 millièmes de fin, et retirée avant le 1^{er} janvier 1869. Les détenteurs sont donc intéressés à la verser le plus tôt possible dans les caisses publiques, pour éviter les pertes.

Les pièces à démonétiser sont celles de 20 c., 50 c., 1 et 2 fr. Cette mesure atteint pour la France celles de Napoléon I^{er}, Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe, de la République, de Napoléon III ne portant pas au revers la couronne impériale ; pour la Belgique, celles de Léopold I^{er} ; pour l'Italie, toutes celles d'une date antérieure à 1863.

— La nouvelle loi sur la presse a été promulguée le 11 mai.

L'article premier porte ceci : « Tout Français majeur et jouissant de ses droits civils et politiques peut, sans autorisation préalable, publier un journal ou écrit périodique paraissant, soit régulièrement et à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement. » — C'est la fin du régime

administratif et dictatorial inauguré par le décret du 17 février 1852, qui a duré plus de seize ans. C'est un vrai progrès. Ce qui est encore un progrès, c'est la diminution du timbre à 5 centimes pour Paris et à 2 centimes dans les départements. Ce qui est encore un progrès, c'est la possibilité d'établir une imprimerie spécialement destinée à un journal. Mais le reste de la réglementation, mais la juridiction correctionnelle mais la pénalité draconienne restent comme un triste monument de l'esprit des majorités de notre époque.

— Lord Brougham, qui allait bientôt entrer dans sa 90^e année, s'est éteint le 7 de ce mois, à Cannes, où il avait fixé sa résidence d'été depuis un grand nombre d'années. Il a été avocat célèbre, jurisconsulte éminent et en outre un des plus zélés promoteurs de l'enseignement populaire, de l'émancipation des catholiques, de la réforme parlementaire, de la paix internationale, de l'abolition de l'esclavage, de la réforme des abus, et en particulier de la réforme du monopole de la Compagnie des Indes et de la protection douanière. De pareils hommes honorent leur pays, leur époque, l'humanité.

Lord Brougham a parcouru toute sa carrière; il n'en aura pas été de même d'Agathon Effendi enlevé à la fleur de l'âge, au moment de rendre de grands services à son pays, ainsi que le lecteur pourra en juger par les détails donnés sur ses travaux par M. Villiaumé, dans la dernière réunion de la Société d'économie politique (p. 283). Le jour où nous avons conduit sa dépouille terrestre à une sépulture provisoire, nous avons constaté des regrets vivement sentis parmi ceux de ses compatriotes qui habitent Paris, à commencer par l'ambassadeur du sultan, Dgemil-Pacha. L'un d'eux nous disait : « Vous connaissiez aussi ce brave garçon ? Hélas ! la Turquie vient de perdre son Cavour. » C'était faire, en un mot, une oraison funèbre aussi éloquente que vraie.

La mort de pareils hommes est une calamité. C'est un sentiment, inverse, n'était le respect humain, qu'inspirerait la disparition d'ambitieux sabreurs comme Ramon Narvaez.

JOSEPH GARNIER.

Paris, 14 mai 1868.

Bibliographie économique

(AVRIL 1868.)

AMANS DE CHAVAGNEUX. Question suprême. *Accroissement de la richesse universelle par la création d'une nouvelle valeur monétaire.* Moyen d'employer comme argent toute valeur meuble ou immeuble, d'en tirer un intérêt, et d'en con-

server néanmoins la propriété et l'usufruit. In-8, 16 p. Dentu.

Annuaire administratif et commercial de Lyon et du département du Rhône pour 1868, suite à la collection séculaire des almanachs de Lyon, commencée en 1711 (150^e an-

née), etc. Gr. in-8, XLIII-914 p. Lyon, Fournier.

Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des chambres françaises, imprimé par ordre du Corps législatif français, sous la direction de MM. J. Mavidal et E. Laurent, 1^{re} série (1787 à 1799). T. I et II. *Introduction, Etats généraux, préliminaires, Cahiers des séances, séances et bailliages.* Gr. in-8 à 2 col. II-1596 p. Paul Dupont.

BELLET (Louis). *De la réforme du Code de procédure civile et de la loi sur les ventes judiciaires et les partages.* In-8, 7 p. Imp. Noblet.

BEUGNOT (comte). *Mémoires* (1783-1815) 2^e édit., 2 vol. in-8 938 p. Dentu.

BOITEAU (Paul). *Produits de l'imprimerie et de la librairie.* (Exposition universelle de 1867 à Paris.) In-8, 100 p. P. Dupont.

Rapports du jury international (1).

BONNEFONT (G.). *L'emprunt devant le Corps législatif.* In-8, 26 p. Dentu.

BOURGEAT (Louis). *Le pain en 1868.* Question sur les grains, la meunerie, la boulangerie, la vermicellerie et la coopération. In-8, 16 p. Lyon, imp. v^e Chanoine.

Chemins de fer. Documents financiers. Ministère de l'agriculture et des travaux publics. Statistique centrale, ch. xxxii-276 p. Imp. Impériale.

COQ (Paul). *La science économique en Angleterre*, de son mode de propagation à propos des œuvres de miss Harriett Martineau. In-8, 24 p. Guillaumin et C^e.

COUMES. *Matériel et procédés de pisciculture fluviale.* In-8, 7 p. P. Dupont.

Rapports du jury international.

DAUBRÉE (A.). *Substances minérales.* In-8, 266 p. P. Dupont.

Rapports du jury international.

DERBANS (Ch.). *Etudes sur l'enregistrement*, 1^{re} partie; in-8, 24 p. Le Mans, imp. Loger, Boulay et C^e.

DESPOIS (Eugène.). *Le vandalisme révolutionnaire; fondations littéraires, scientifiques et artistiques de*

(1) Nous ne mentionnons les Rapports du jury, dont il a été fait des tirages à part, que lorsqu'ils présentent un intérêt économique quelconque.

la Convention. In-48 jésus, VIII-380 p. Germer-Baillièrre.

DUPIN (Charles). *Discours sur une pétition relative à l'inspection du travail des enfants dans les manufactures.* Sénat (28 février 1868). In-8, 15 p. Imp. Lahure.

DUREAU (B.). *Etat de l'industrie du sucre.* In-8, 45 p. P. Dupont.

Rapports du jury international.

DURRIEU (Alcée). *Examen d'un projet de loi concernant les ventes judiciaires d'immeubles, les partages et la purge des hypothèques.* In-4, 56 p. Renou et Maulde.

ENGEL-DOLLFUS. *Production du coton.* In-8, 39 p. P. Dupont.

Rapports du jury international.

Enquête agricole, 2^e série. Enquêtes départementales, 14^e circonscription. *Haute-Marne, Côte-d'Or, Saône-et-Loire.* Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. In-4, 416 p. Imp. Impériale.

EON (A.). *Du crédit mobilier et spécialement du crédit sur marchandises.* (Discours prononcé à la rentrée de la Faculté de droit de Rennes.) In-8, 48 p. Rennes, Oberthur et fils.

GALLOIS (F.), maire de Ruffec. *Etudes sur la boulangerie et sa manutention.* In-8, 18 p. Angoulême, Nadaud et C^e.

GARNIER (J.). *Traité d'économie politique, sociale ou industrielle; exposé didactique des principes et des applications de ladite science et de l'organisation économique de la société*, 6^e édition. In-18 jésus XVI-764 p. Garnier frères et Guillaumin et C^e.

GODEFROY (Louis). *La crise industrielle et commerciale.* In-8, 32 p. Imp Goupy.

GRÉHAN (A.). *Le royaume de Siam.* Publication ornée du portrait de S. M. le roi de Siam et de 9 photographies représentant l'exposition de Siam, 2^e édition. Gr. in-8, 91 p. Imp. S. Raçon et C^e.

GRUNER. *De l'acier et de sa fabrication.* In-8 127 p. et 6 p. Dunod.

HAUTEFEUILLE. *Des droits et des devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime; 3^e édition, corrigée et modifiée.* 3 vol. in-8, XXXVI-1284 p. Guillaumin et C^e.

HOAN (J.-B.). *Le*

pire. 3^e édition, in-8, 30 p. Dentu.
 KHÉRÉDINE. *Réformes nécessaires aux Etats musulmans*; essai formant la première partie de l'ouvrage politique et statistique intitulé : La plus sûre direction pour connaître l'état des nations. Traduit de l'arabe. In-8, 80 p. P. Dupont.

LA CAZE. *Lettre d'un conseiller général sur les dépenses départementales*. In-8, 24 p. Pau, imp. Veronèse.

LAPPARENT (DE). *Poids et mesures, monnaies* (à l'Exposition universelle). In-8. 16 p. P. Dupont.

Rapports du jury international.

LAVERGNE (DE). *Notice historique et biographique sur Dupin aîné*. In-8, 23 p.

LE PELLETIER DE SAINT-RÉMY. *Des petites assurances sur la vie et des assurances contre les accidents pouvant atteindre les personnes*. In-8, 23 p. Guillaumin et C^e.

LEVASSEUR (Emile). *La France et ses colonies* (Géographie et statistique). In-8 Jésus, VIII-415 p. Delagrave et C^e.

LIÉBIG (J. DE), *Matières fertilisantes d'origine organique*. In-8, 23 p. P. Dupont.

Rapports du jury international.

MALARCE (A. DE) *Histoire, état et administration des institutions sociales*. L'enseignement technique. La maison de Notre-Dame des Arts, institution sociale et école professionnelle supérieure pour l'enseignement artistique des femmes; 4^e édition, in-8, IV-48 p. P. Dupont.

MALTE-BRUN (V.-A.). *Les trois projets anglais, allemand, français, d'exploration au pôle Nord*, avec carte, In-8, 165 p. Challamel aîné.

MOLL (Louis). *Les laines à l'Exposition universelle*. In-8, 53 p. P. Dupont.

— *Lins et Chanvres*, in-8, 16 p. P. Dupont.

Rapports du jury international.

MOUSSY (Martin DE). *L'Amérique centrale et l'Amérique méridionale à l'Exposition universelle*. In-8, 64 p. P. Dupont.

Rapports du jury international.

NERVO (DE). *L'Espagne en 1867*. Ses finances, son administration, son armée. In-8, 273 p. Michel Lévy frères.

Observations sommaires sur le service des dépenses et sur la nécessité d'établir des rapports légaux entre la Cour des comptes et la législation, par L. In-8, 23 p. Annecy, imp. Thésio.

PERRAUD (le R. P. Charles). *Le Christianisme et la Misère*. In-8, 36 p. Douniol.

PROUDHON (Œuvres complètes). *Théorie de l'impôt*. Question mise au concours par le Conseil d'Etat du canton de Vaud en 1860. Nouvelle édition; in-18 Jésus, 332 p. Libr. internationale.

— *Idée générale de la révolution au XIX^e siècle*. Choix d'études sur la pratique révolutionnaire et industrielle. Nouvelle édition. In-18 Jésus, 324 p. Libr. Internationale.

RAMBOSSON (J.). *Les colonies françaises*. Géographie, histoire, production, administration et commerce, avec cartes. In-8, x-652 p. Delagrave et C^e.

Rapports des délégués lyonnais, publiés par la délégation, avec le concours de la commission ouvrière. Exposition de 1867. In-8, xv-356 p. Lyon, imp. Regard.

Responsabilité (de la) des membres des conseils de surveillance dans les sociétés en commandite par actions, envers les créanciers et les actionnaires. In-8, 36 p. Imp. Renou et Maulde.

SAINT-PAUL (de). *La situation financière*. Session de 1868. In-4, 23 p. P. Dupont.

SOURD. *La nouvelle grève des tailleurs de Paris*. In-8, 14 p. Tous les libraires.

Statistique de l'enseignement secondaire spécial en 1865. Ministère de de l'instruction publique. In-4, CLVI-481 p. Imp. Impériale.

TORRES-CAICEDO. *Colonisation des deux Amériques*. In-8, 18 p. Imp. V^e Bouchard-Huzard,

VIVIEN DE SAINT-MARTIN. *L'année géographique*, 6^e année (1767). In-18 Jésus, XVI-619 p. L. Hachette et C^e.

Le Gérant, PAUL BRISSOT-THIVARS.

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

LES INTERPELLATIONS

SUR LA

NOUVELLE POLITIQUE COMMERCIALE

APPRÉCIATION GÉNÉRALE DE LA DISCUSSION

I

« Il est rare, disions-nous ici même, il y aura bientôt seize ans (1), à propos de la réaction protectionniste qui s'était manifestée en Angleterre sous l'influence de la crise de 1848, il est rare qu'une réforme obtienne l'adhésion de ceux-là mêmes qui l'ont combattue. C'est seulement lorsque la vieille génération dont les passions et les intérêts ont été engagés dans la lutte s'est éteinte tout entière, et qu'une nouvelle génération a pu apprécier avec impartialité les résultats obtenus, que l'amélioration accomplie finit par obtenir l'assentiment général. » Cette observation que nous faisons au sujet des réformes qui avaient été préparées en Angleterre par la féconde agitation de la *Ligue contre les lois céréales*, n'est-elle pas applicable à un plus haut degré encore à la réforme commerciale opérée d'autorité en France, sans que l'opinion publique eût pu y être suffisamment préparée ? Ce n'est pas un reproche que nous voulons adresser au gouvernement qui a eu la sagesse et le courage d'accomplir cette réforme, et auquel la constitution conférait d'ailleurs le droit de l'accomplir *proprio motu*, c'est un fait que nous constatons et

(1) Les funérailles de la protection en Angleterre. *Journal des Économistes*, décembre 1852.

dont la cause remonte aux événements politiques de 1848. Nous n'avons pas à rappeler ici qu'une « association pour la liberté des échanges » dont Bastiat avait été le promoteur, qui avait à sa tête le duc d'Harcourt, dans ses rangs, Ch. Dunoyer, Horace Say, Blanqui, Léon Faucher, Coquelin, Fonteyraud, pour ne citer que les morts s'était constituée en 1846 pour opérer la réforme dans les esprits, afin de permettre au gouvernement et au besoin de l'obliger par la pression du dehors de l'accomplir dans les faits. L'*Association pour la liberté des échanges* après avoir publié un journal, le *Libre-Echange*, et tenu des meetings dans les principales villes de France, dut se dissoudre en mars 1848, et ses membres passèrent sans transition de la lutte contre le protectionnisme à la lutte contre le socialisme. Au fond, comme l'a fait remarquer judicieusement M. de Forcade La Roquette dans la discussion dont nous allons rendre compte, n'était-ce pas la même lutte (1)? Le protectionnisme, n'est-ce pas le socialisme de l'entrepreneur d'industrie ou du propriétaire foncier qui réclame le droit au profit ou à la rente, comme le socialisme est le protectionnisme de l'ouvrier qui réclame le droit au travail et au salaire? N'était-il pas tout simple que le socialisme d'en bas succédât en 1848 au socialisme d'en haut, et que les ouvriers voulussent contraindre leur gouvernement, issu du suffrage universel, à

(1) « L'État, a dit M. de Forcade La Roquette dans la séance du 14 mai, ne doit de protection ni aux personnes, ni aux établissements, ni aux individus, et ceux qui soutiennent une doctrine contraire, soutiennent, permettez-moi de le dire, le mot a été prononcé, une doctrine socialiste. »

Plusieurs membres. C'est vrai.

M. LE MINISTRE. Qu'est-ce que le droit au travail? C'est la revendication par l'ouvrier du travail; c'est le droit prétendu pour l'ouvrier de demander à la société un salaire pour vivre.

« Voilà le principe du droit au travail; vous l'avez combattu, M. Thiers, avec une haute éloquence et un grand succès; vous avez dit à l'ouvrier: Vous n'avez pas droit au travail, vous n'avez pas droit au salaire, quand le travail manque; faites un effort, vous trouverez des sympathies, mais vous n'avez pas de droit au travail.

« Est-ce que, Messieurs, quand il s'agit de questions industrielles, vous devez une autre protection que celle qui protège l'ensemble de l'industrie? Est-ce qu'il y a des industriels qui ont le droit de dire: « Discutons nos situations, il faut que j'aie un revenu net, il faut que j'aie un prix rémunérateur. »

Avons-nous besoin d'ajouter à ces paroles de M. le ministre du commerce que « l'ensemble de l'industrie, » c'est-à-dire l'ensemble des branches du travail agricole, manufacturier, commercial, littéraire, artistique, etc., ne peut être protégé que par le droit commun, et que toute protection partielle accordée à une branche n'est autre chose qu'un impôt vé sur toutes les autres?

les protéger, comme les gouvernements issus du suffrage restreint avaient protégé les industriels et les propriétaires fonciers ? Il était tout naturel aussi que les économistes combattissent le socialisme des ouvriers comme ils avaient combattu le socialisme des chefs d'industrie, et on doit certainement regretter qu'il n'ait pas dépendu d'eux de continuer leur propagande libérale. Si la France avait possédé, comme l'Angleterre les « libertés nécessaires » de la presse et des meetings contre lesquelles tous ses gouvernements, sans oublier le gouvernement de Juillet, le libéral M. Thiers étant ministre, ont cru devoir se protéger, n'y aurait-il pas aujourd'hui moins d'ouvriers socialistes et moins d'industriels protectionnistes ?

Quoi qu'il en soit, la réforme commerciale s'étant accomplie d'autorité, en vertu d'une constitution contre laquelle, comme le remarquait spirituellement M. John Lemoine (1), les protectionnistes n'avaient point songé à protester, aussi longtemps qu'elle n'avait touché qu'aux journaux sans toucher à leurs fabriques, on devait bien s'attendre à ce qu'elle provoquerait, à la première occasion, une réaction formidable.

(1) Autant que nous pouvons voir clair, dit M. John Lemoine, dans la lanterne magique des chiffres qu'on a fait figurer sous nos yeux, il ne nous paraît pas que l'industrie nationale soit aussi malade qu'elle veut bien le dire. Dans tous les cas, et s'il nous était prouvé que beaucoup des industries qui se plaignent ont réellement lieu de se plaindre, même dans ce cas malheureux, nous demanderions à faire l'économie de nos larmes. S'il y a dans notre fait une certaine apparence d'égoïsme, nous pouvons dire, pour notre justification, qu'on nous en a donné l'exemple. Chacun prêche pour son saint. Tel prêche pour le coton, tel pour les fers, tel autre pour les vins, tel autre pour les bateaux. Pourquoi ne nous serait-il pas permis de prêcher aussi pour nos petits bateaux ? Or, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que ces grands industriels qui demandent aujourd'hui le contrôle des Chambres s'en étaient très-bien passés aussi longtemps qu'ils n'avaient pas été touchés dans leurs intérêts. C'est étonnant comme les beaux yeux de la cassette sont clairvoyants. Ainsi que le dit un dicton : Quand le bâtiment va, tout va. Quand le bâtiment allait, ces messieurs n'éprouvaient aucun besoin de libertés politiques ; ils trouvaient très-naturel, nécessaire même, qu'on fermât la bouche aux bavards. La liberté de la presse, la liberté de la tribune, la liberté des élections, la liberté des réunions, à quoi bon quand les flatures marchaient ? Le régime administratif et facultatif était parfait tant qu'il s'agissait de réglementer l'opinion publique et d'en réprimer les écarts. Mais quand ces messieurs ont vu que ce même régime donnait aussi le droit de faire des traités de commerce et la faculté de régler les tarifs, alors, et alors seulement, ils ont commencé à trouver que tout n'était pas pour le mieux dans la meilleure des constitutions possibles.— (*Journal des Débats*, numéro du 24 mai.)

Dans les premières années qui ont suivi le Traité de commerce, la nouvelle politique commerciale avait imprimé à toutes les branches de travail un tel essor que l'industrie s'était à peine ressentie de la crise américaine, et qu'un bon nombre d'industriels commençaient à convenir, quoique d'assez mauvaise grâce, que l'on pouvait vivre et même réaliser d'assez jolis bénéfices sous le nouveau régime. Mais survinrent les événements politiques et financiers de 1866, la guerre d'Allemagne avec sa « queue » d'inquiétudes et de gros armements, la crise du *noir vendredi*, puis le déficit presque universel des récoltes, puis encore les réactions causées par le retour du coton dans la consommation, bref, tout un ensemble de causes de perturbation qui devaient paralyser ou ralentir pour longtemps, dans l'ancien monde et dans le nouveau, le mouvement des affaires. A la vérité, la crise était générale ; elle étendait ses ravages en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Suisse, aux États-Unis, tout autant et même plus encore qu'en France ; en Angleterre, c'est-à-dire dans le pays dont le machiavélisme commercial bien connu travaille incessamment à « ruiner » toutes les autres nations, en y déchaînant les révolutions politiques et les crises industrielles, pour s'enrichir de leurs dépouilles ; aux États-Unis qui s'étaient préservés des atteintes funestes de la perfide Albion, en opposant à l'invasion de ses produits la barrière presque infranchissable du tarif Morrill. Ne devait-on pas conclure de cette universalité de la crise et de l'intensité des maux qu'elle répandait en même temps au sein de l'Angleterre libre-échangiste, et des États-Unis prohibitionnistes, que la liberté commerciale était étrangère à l'affaire, et qu'il était parfaitement absurde d'imputer au Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre la souffrance universelle ? Mais l'occasion était trop belle pour qu'on la laissât échapper, et, l'ignorance générale du public s'ajoutant à leur ignorance particulière, les protectionnistes ont cru qu'il leur serait facile de faire du Traité de commerce le bouc émissaire de la crise. De là, les interpellations de MM. Pouyer-Quertier, Jules Brame, Kolb Bernard, etc., « sur les conséquences du régime économique de la France, » interpellations autorisées avec l'assentiment du gouvernement, et sur lesquelles, après une discussion qui n'a pas occupé moins de neuf séances—du 11 au 20 mai—le Corps législatif a passé à l'ordre du jour, à une majorité considérable. Cependant, tout en s'unissant pour faire ces interpellations, les protectionnistes n'étaient pas d'accord sur le but qu'il s'agissait de poursuivre. Tandis que le *Moniteur industriel* et quelques autres *purs* demandaient la dénonciation du Traité de commerce, impliquant le retour pur et simple au régime prohibitif, les protectionnistes du Corps législatif repoussaient au contraire avec une certaine indignation la qualification de *prohibitionnistes*, et ils se proposaient simplement de réclamer pour le Corps législatif

le droit d'intervenir dans la conclusion des traités de commerce ou, pour mieux dire, dans l'établissement des tarifs de douanes, car — chose bonne à signaler ! — les protectionnistes, qui préféraient autrefois les traités de commerce aux tarifs généraux, préfèrent aujourd'hui les tarifs généraux aux traités de commerce. Il est bien entendu que les tarifs qu'ils voudraient confectionner désormais de leurs propres mains seraient des tarifs protecteurs, mais à quel degré ? Sur ce point, nous pourrions encore signaler entre eux plus d'une dissidence, et nous ne pensons pas que M. Pouyer-Quertier qui a réclamé la réduction des droits sur les houilles et sur les laines, pût s'entendre aisément avec M. Thiers dont les doléances des propriétaires d'Anzin avaient autrefois la vertu de toucher l'âme compatissante et qui « frémissait », à la seule pensée d'un abaissement du droit sur les laines. Nous ne pensons pas non plus que M. Jules Brame, qui prévient la ville de Bordeaux « cette capitale du libre-échange » qu'elle ne doit pas s'attendre à le voir appuyer une demande de protection isolée pour « le pavillon national, » soit près de s'entendre avec certains députés des ports, qui sont à la fois libre-échangistes sur terre et protectionnistes sur mer (1).

Desinit in piscem mulier formosa superne.

Les protectionnistes seraient donc loin de s'entendre s'il s'agissait de reconstruire la protection, mais ils sont d'accord pour démolir la liberté commerciale, et, en ce moment, c'est l'essentiel ! Le procédé que leurs orateurs ont employé pour atteindre ce but est bien connu, et on le trouve dans la collection des *sophismes* de Bastiat avec cette étiquette : *Post hoc, ergo propter hoc*. Un grand nombre d'industries souffrent — et personne ne conteste leurs souffrances ; — elles souffrent *après* le traité de commerce, donc elles souffrent *à cause* du traité de commerce. A quoi on peut répondre, à la vérité, qu'elles y ont mis le temps ; qu'il est assez extraordinaire qu'elles aient attendu six ans pour commencer à ressentir les atteintes mortelles de ce fatal traité ; que des gens simples considé-

(1) « Battus par la tempête, s'écrie M. Jules Brame dans ce langage imagé pour lequel les protectionnistes n'ont à redouter aucune concurrence, ils ne veulent plus lancer leur navire que sur une mer tranquille ; ils espèrent, dit-on, qu'un bon petit décret, bien isolé, bien inaperçu, viendra les consoler et rétablir les choses dans leur ancien état. Mais nous leur déclarons que cela est impossible, parce que la concurrence des transports, c'est le transport à bon marché ; or le transport à bon marché, c'est la vie à bon marché, c'est-à-dire le résultat désiré du système ; par conséquent le renversement de la concurrence du transport serait le renversement du système lui-même. Nous ne demandons pas mieux, mais, je le répète, un décret isolé et inaperçu est impossible. — (Discours de M. Jules Brame ; séance du 12 mai).

rant qu'elles ont joui, de l'aveu des protectionnistes eux-mêmes, d'une prospérité exceptionnelle dans les années qui ont suivi le traité, et qu'elles ont commencé à souffrir seulement depuis la crise de 1866, seraient portés à croire qu'elles souffrent de la crise et non du traité de commerce. Mais, si quelques orateurs protectionnistes consentent à reconnaître que la guerre d'Allemagne, le déficit des récoltes et le reste, pourraient bien avoir causé un certain malaise en France et ailleurs, le traité de commerce n'en est pas moins le grand coupable.

« Il est une date néfaste pour un certain nombre de nos industries, s'est écrié M. Lespérut dans la séance du 18. Je doute qu'il s'en soit présenté une plus funeste en France depuis la révocation de l'édit de Nantes, c'est celle du 23 janvier 1860. Ce jour, qui est celui du premier traité, du traité franco-anglais, couvrait de ruines une grande partie du pays. »

Passons sur cette assimilation au moins singulière d'un traité qui a donné la liberté avec un édit qui l'a ôtée, et constatons qu'aux yeux des protectionnistes le traité de commerce est sinon le seul, du moins le principal artisan des maux de l'industrie. C'est pourquoi l'honorable M. Kolb Bernard, qui a ouvert le feu dans cette mémorable campagne de neuf jours, et qui est remonté tout de suite aux origines du mal, a fait entendre de sévères paroles aux oreilles des économistes qui ont poussé à la conclusion du traité de commerce, sans distinguer « le progrès nécessaire » du « progrès armé d'utopie ».

« Ce progrès, qui prend trop souvent l'agitation pour le mouvement et la stabilité pour l'immobilité, ce progrès, vous le connaissez : c'est le changement sans fin et sans terme. Devant ce principe, la société n'est plus destinée à être ; elle est sans relâche destinée à devenir. Le devenir est le mot nouveau imaginé pour cette loi des transformations perpétuelles, pour lesquelles la stabilité est un obstacle à la perfectibilité indéfinie de l'humanité.

« N'est-ce pas à la famille de ces idées nouvelles qui, plus qu'on ne pense, ont passé dans les faits ; n'est-ce pas à ces théories en même temps vagues et illimitées qu'appartiennent ce cosmopolitisme humanitaire qui efface l'intérêt national, et ce communisme universel dont le libre-échange, dans sa thèse absolue, est une des plus expressives applications. »

Comme preuve à l'appui, M. Kolb-Bernard lit un extrait du manifeste du Congrès de Genève, lequel a été, la chose est notoire, organisé par des économistes, et, après avoir accusé les disciples d'Adam Smith, de Turgot, de J.-B. Say, de Ch. Dunoyer, de pousser « au communisme universel », il leur attribue l'invention d'un art nouveau, que bien des gens croyaient antérieur à l'économie politique et aux économistes. « Il s'est fait, a-t-il dit, un art nouveau, celui de dépenser plus que ses revenus.

La consommation s'est ainsi étendue en même temps que la richesse a relativement diminué. » M. de Saint-Chamans, un précurseur de l'honorable M. Kolb Bernard, accusait au contraire les économistes de restreindre la consommation aux dépens de la richesse publique, en préconisant l'épargne, et le même M. de Saint-Chamans faisait l'éloge des dissipateurs, dont les économistes du temps s'étaient avisés de contester les mérites. Nous n'avons donc point inventé l'art nouveau dont parle M. Kolb-Bernard, et nous avons laissé aux docteurs de la prohibition le soin de le recommander et de le propager. En revanche, il est un autre reproche que l'honorable M. Kolb Bernard a adressé aux économistes et dont ils auront quelque peine à se laver, nous voulons parler de l'obstination qu'ils mettent à « s'en tenir à cette doctrine fondamentale de la science moderne qui fait COMME UNE LOI DE LA NATURE de la loi de l'offre et de la demande. » Il est certain que les économistes sont généralement d'avis qu'aucun décret émané du Corps législatif, fût-il rédigé par l'honorable M. Kolb Bernard en personne, ne parviendrait à abroger la loi de l'offre et de la demande. Ces communistes ou ces socialistes, comme l'honorable M. Kolb Bernard voudra les nommer, croient véritablement que le pain hausse de prix quand le blé est rare, et qu'il ne dépend ni du gouvernement, ni de M. Kolb Bernard, de renverser cette loi de la nature. Il est clair que des gens qui professent des doctrines si absolues et qui persistent à s'y tenir, qui y persisteront même, nous en avons peur, après avoir lu et médité le discours de M. Kolb Bernard, n'auraient jamais dû être consultés dans les questions de tarif. On aurait dû se contenter de l'assistance désintéressée des industriels français, et, en tout cas, « croire un peu moins les industriels anglais et, à leur tête, sir Cobden, si magnifiquement et si justement récompensé par son pays. »

II

Quel aurait donc été le langage des industriels français si on les avait consultés de préférence à « sir Cobden ? » Quelles raisons auraient-ils fait valoir pour repousser la nouvelle politique commerciale ? Ah ! ils auraient, avant tout, proclamé bien haut leur impuissance radicale et irrémédiable à soutenir la concurrence britannique. Sur ce point, tout le monde est d'accord. Il y a vingt ans, le *Moniteur industriel* nous disait dans un langage que nous nous permettions de trouver médiocrement flatteur pour ses clients : « L'industrie française est un nain, l'industrie anglaise est un géant. Peut-on, à moins d'être vendu, etc., etc., vouloir obliger un nain à lutter avec un géant ? » Eh bien, après vingt ans, le nain est toujours aussi débile et aussi rabougri ; le géant, toujours aussi colossal et formidable. Ceux qui les ont mis aux prises doivent-ils s'étonner si le nain a été aplati, écrasé ? — Mais il n'a été ni aplati, ni écrasé. —

Allons donc! non-seulement M. Kolb Bernard et les orateurs protectionnistes, encore plus notables, qui lui ont succédé, vous démontreront qu'il l'a été, mais encore pourquoi il l'a été.

Écoutons M. Kolb Bernard d'abord :

« L'expérience est faite. Elle a constaté l'irréremédiable infériorité, non pas certes d'intelligence, mais de situation, où se trouvent certaines industries capitales vis-à-vis de l'industrie anglaise organisée dans ses colossales proportions pour fournir aux besoins de 180 millions de consommateurs répandus sur toute la surface du globe ; vis-à-vis de l'industrie anglaise, si fortement constituée, avec ses larges capitaux, ses moyens de crédit, son combustible abondant, son fer à bon marché, ses facilités de transport, ses colonies nombreuses, ses comptoirs multipliés et dès longtemps établis, etc., etc. »

M. Jules Brame :

« Les Anglais — ce sont des gens prévoyants et prudents — avaient eu le soin de conserver leurs nombreuses colonies peuplées de 200 millions d'âmes ; ils s'étaient bien gardés, dans le traité de commerce, d'en faire l'abandon ; ils savaient ce qu'ils faisaient. »

M. Pouyer-Quertier, qui connaît l'Angleterre, qui a même connu « sir Cobden » pour parler comme M. Kolb Bernard, à l'époque où il faisait ses études industrielles en Angleterre, est plus affirmatif encore. De même que M. Kolb Bernard avait accusé les économistes d'avoir inventé l'art nouveau de dépenser plus que ses revenus, il accuse la perfide Albion de maintenir le régime protecteur dans ses colonies pour conserver ce marché de 200 millions de consommateurs qui lui assure une supériorité si écrasante :

« Quand on sait, dit-il, que dans les colonies anglaises les navires français, les produits anglais, sont traités sur un autre pied que les navires et les produits anglais ; que les produits anglais, les navires anglais, jouissent d'un traitement de faveur dans l'Inde, dans toutes les colonies de l'Angleterre, dans l'Australie, ainsi que dans l'Atlantique, je dis qu'il est impossible que... etc., etc. »

On pouvait répondre à M. Pouyer-Quertier, et M. Rouher n'a pas manqué en effet de lui répondre, qu'on sait précisément le contraire; que le marché de 200 millions de consommateurs qui rend l'Angleterre invulnérable, tout en lui permettant d'écraser ses rivales, est aujourd'hui librement ouvert à toutes les nations ; qu'il n'existe plus en Angleterre même un seul droit protecteur; que le tarif britannique ne frappe plus qu'une quinzaine d'articles en vue du revenu fiscal ; que les produits anglais, les navires anglais payent dans les colonies anglaises exactement les mêmes droits que les produits français, les navires français, et, par conséquent, qu'il ne tient qu'à nous de participer

aux bénéfices que procure à l'Angleterre son immense empire colonial, avec cet avantage que nous n'avons pas comme elle à participer aux frais de conservation et de défense de ce magnifique, mais coûteux empire, qu'elle a la magnanimité de nous ouvrir gratis. Ce qui n'empêche pas M. Thiers de s'écrier, à son tour, en donnant à une pensée superficielle un air profond :

« Je n'ai jamais cherché à diminuer la gloire de mon pays ; mais, enfin, il faut vous dire la vérité : nous avons gagné la bataille d'Austerlitz, mais malheureusement nous avons perdu la bataille de Trafalgar ! Nous ne sommes pas restés maîtres des mers et nous n'avons pas 200 millions de consommateurs comme l'Angleterre les a. Voilà tout le secret de notre infériorité. »

Et l'auditoire d'applaudir. Est-il bien avéré cependant que notre infériorité prétendue provienne de ce que nous avons perdu la bataille de Trafalgar ? Que serait-il arrivé si nous l'avions gagnée au lieu de la perdre ? Nous aurions conquis peut-être dans les cinq parties du monde forces colonies qui nous fourniraient à un prix excessif — l'Algérie est là pour nous l'apprendre — les 200 millions de consommateurs que l'Angleterre nous donne aujourd'hui pour rien. Voilà tout ! Et vraiment, s'il eût été glorieux au point de vue militaire de gagner la bataille de Trafalgar, au point de vue économique, n'était-il pas plus avantageux de la perdre ? — Mais, outre le gain de la bataille de Trafalgar, l'Angleterre a une foule d'autres avantages qui lui permettent de défier toute concurrence. Elle a, en premier lieu, le droit d'aînesse :

« Le droit d'aînesse, dit M. Jules Brame, qui laisse à un seul membre d'une maison la disposition de capitaux considérables qui lui permettent de tenir tête aux crises ; les entraves apportées à la mutation de la propriété territoriale, ce qui assure à l'industrie anglaise des capitaux en abondance et à bon marché... »

Elle a mieux encore, elle a, toujours d'après M. Jules Brame, des ouvriers qui s'habituent, au besoin, à ne plus manger qu'un jour sur deux.

« C'est en vain surtout que nous sommes venus rappeler qu'en France, le gouvernement et les patrons traitent paternellement les ouvriers, tandis qu'en Angleterre, le pays par excellence de la splendeur et du paupérisme, on est sans pitié et les ouvriers sont périodiquement forcés, aux époques de crise, de s'habituer à ne plus manger qu'un jour sur deux (Exclamations diverses). Oui, messieurs, c'est constaté par les économistes ; c'est positif, les ouvriers Irlandais sont habitués à ce régime presque impossible. »

Comment le droit d'aînesse et les entraves apportées à la mutation de la propriété territoriale ont contribué à enrichir l'Angleterre, tandis qu'ils appauvrissaient les autres pays : voilà ce que M. Jules Brame a

négligé d'expliquer, de même qu'il a oublié de citer les économistes qui ont découvert, entre l'estomac de l'ouvrier des manufactures anglaises et l'œsophage du chameau ou du dromadaire, une analogie qui a une importance si considérable au point de vue de la concurrence internationale.

L'Angleterre a enfin, d'après M. Pouyer-Quertier, l'avantage de payer beaucoup moins d'impôts que la France. Il s'agirait d'une différence d'un milliard ni plus ni moins. Sans refaire avec M. le ministre d'Etat, les calculs de M. Pouyer-Quertier, de manière à démontrer que c'est la France qui paie un milliard d'impôts de moins que l'Angleterre, nous rappellerons qu'il y a trente ans les protectionnistes anglais affirmaient que l'agriculture britannique était hors d'état de lutter avec l'agriculture continentale, parce qu'elle était infiniment plus grevée d'impôts. Ils avaient tort apparemment, à moins qu'on n'admette que l'honorable M. Pouyer-Quertier ait apporté, à l'étude du système d'impôts de l'Angleterre, la même attention et la même exactitude dont il a fait preuve en étudiant le régime douanier des possessions britanniques.

Quoi qu'il en soit, un marché *réserve* de 200 millions de consommateurs, — le droit d'aînesse — des ouvriers qui s'habituent à ne manger qu'un jour sur deux, des impôts inférieurs aux nôtres, sans oublier non plus la houille qui coûte 10 francs par tonne à Londres, tandis qu'elle revient à 45 francs à Paris, encore d'après M. Jules Brame, — ce qui met le transport de Londres à Paris à plus de 30 francs la tonne! — voilà les causes principales qui rendent toute lutte impossible entre « le géant britannique » et le « nain français. » Cependant, chose assurément des plus singulières, quoique la lutte soit impossible, elle existe, et non-seulement elle existe en France, mais sur tous les marchés du monde, à commencer par le marché de l'Angleterre et de ses colonies. Sur tous ces marchés, le nain lutte avec le géant, et s'il faut ajouter foi aux relevés de commerce extérieur, il lutte même avec un avantage marqué. Etudions, par exemple, avec M. de Forcade la Roquette, les progrès du commerce entre la France et l'Angleterre, et nous en aurons, pour nous servir d'une expression favorite de M. Thiers, la preuve irréfragable.

« Pendant les quatre dernières années de la Restauration, quel était, dit M. de Forcade la Roquette, le commerce de la France avec l'Angleterre? Sous le régime protecteur, comment s'étaient développées les affaires? Quel était le mouvement de l'importation et de l'exportation pour notre agriculture, pour nos industries?

« A la fin de la Restauration et pendant les années prospères de 1827 à 1829, le commerce avec l'Angleterre était de 80 millions en moyenne; l'année la plus forte, celle de 1828, a donné 94 millions. En 1867, vingt années après, le commerce avec l'Angleterre s'élevait à 198 millions

avait augmenté d'une centaine de millions durant une période de vingt ans.

« Savez-vous à quel chiffre s'élève aujourd'hui le commerce avec l'Angleterre? Il s'élève à 1 milliard 805 millions.

« Ainsi, pendant cette période qui commence à 1814, qui finit à 1847, le commerce avec l'Angleterre n'avait pas atteint 200 millions par année; il avait commencé par 60, 80, 100 millions; il s'était élevé péniblement en 1847 à 198 millions. Aujourd'hui, ce commerce atteint 1 milliard 805 millions. Et depuis 1860 jusqu'en 1866, la progression est de 930 millions, progression neuf fois plus considérable que celle qui s'est accomplie de 1827 à 1847.

« Mais ce développement du commerce français avec l'Angleterre que j'indique comme un signe de prospérité, ne peut-il pas être présenté comme une cause de ruine, qui atteste avec évidence l'envahissement du marché national par les produits anglais? Cet essor si considérable de notre commerce ne serait-il pas la preuve de l'invasion de notre marché par les produits de l'Angleterre?

« Messieurs, vous allez en juger.

En 1866, les exportations de produits français en Angleterre s'élevaient à 1 milliard 153 millions. Les importations de produits anglais en France s'élevaient à 652 millions. Notre exportation dépassait donc de 500 millions les produits que nous recevions.

« Quels produits envoyons-nous et quels produits recevons-nous?

« Nous envoyons en Angleterre 629 millions de produits manufacturés, savoir :

Tissus, rubans et passementerie de soie	265 millions.
Tissus, rubans et passementerie de laine.....	99 —
Tissus, rubans et passementerie de coton	11 —
Mercerie et boutons.....	58 —
Ouvrages en peau et cuirs.....	46 —
Peaux préparées.....	28 —
Vêtements et pièces de lingerie.....	16 —
Modes et fleurs artificielles.....	14 —

« Je m'arrête à ces chiffres, parce qu'ils vous font saisir le caractère de nos exportations avec l'Angleterre. Ce sont de ces produits de luxe qui donnent des bénéfices importants, non-seulement aux ouvriers habiles qui les façonnent, mais aussi aux fabricants; ce sont de ces produits de luxe, d'élégance et de goût, dans lesquels la France excelle, et qui, en même temps procurent les plus gros bénéfices; ce sont les produits du travail le plus intelligent et le plus habile que nous envoyons en Angleterre, et nous en envoyons pour 629 millions.

« Les produits agricoles, nous en envoyons pour 422 millions, céréales, blé, vin, fromages, œufs, beurre; tous les produits du littoral de la Manche se dirigent vers l'Angleterre, et notre agriculture a trouvé là un élément considérable de prospérité nouvelle.

« Enfin les produits naturels et les matières premières représentent environ 100 millions.

« Ainsi, nous exportons principalement en Angleterre des produits manufacturés et des produits agricoles.

« Quels sont les produits que nous recevons d'Angleterre? Nous recevons principalement les matières premières dont nous avons besoin, dont nos industries ne peuvent se passer, ou des produits naturels qui nous sont également nécessaires pour les mettre en œuvre. Voici les chiffres :

« Cotons et laines, 147 millions.

« Ce n'est pas l'Angleterre qui les produit; elle se borne à les transporter, et procure ainsi à nos manufactures un puissant élément de richesse, tout en ne faisant, de son côté, que du transit et de l'entrepôt.

« Pour les soies et les bourres de soie, l'importation est de 96 millions; pour la laine en masse, l'importation est de 73 millions.

« L'Angleterre nous envoie aussi 32 millions de houille, 31 millions de cuivre. L'ensemble des matières premières et des produits naturels s'élève à 421 millions, sur 652 importés.

« Quant aux produits élémentaires, tels que riz, café, huile, thé, etc., ils s'élèvent à 30 millions.

Enfin, les produits manufacturés ne s'élèvent qu'à 199 millions, que vous pouvez comparer aux 629 millions que nous exportons.

« Voilà, messieurs, les résultats généraux de notre commerce avec l'Angleterre (1).

En résumé l'industrie française qui se trouve dans l'impossibilité de lutter avec sa rivale britannique, pour les diverses raisons que les orateurs protectionnistes nous ont fait suffisamment connaître : insuffisance du marché, élévation des impôts, absence de droit d'aînesse, ouvriers qui mangent tous les jours, etc., etc., l'industrie française exporte en Angleterre pour *une valeur triple* des exportations de l'industrie britannique en France. Elle ne lutte pas avec moins d'avantage sur la plupart des autres marchés.

« On nous parle, disait M. Rouher achevant la démonstration commencée par son collègue M. de Forcade La Roquette, on nous parle de la puissance anglaise, de la fécondité de son industrie, de la supériorité de ses moyens de production; mais est-elle donc la maîtresse partout? Domine-t-elle donc partout? Ne sommes-nous donc plus vis-à-vis d'elle, vis-à-vis de l'Europe, qu'une puissance secondaire? L'Angleterre exporte en Europe, en produits de toute nature, pour 1,600 millions et nous exportons sur les marchés européens 2 milliards 308 millions. Discutez ces chiffres, contestez-les. Ils sont tout entiers dans les tableaux de douanes. La France a une supériorité, sur les marchés européens, de 700 millions vis-à-vis de l'Angleterre.

(1) *Moniteur*. Séance du 14 mai.

« Là où elle faiblit, là où elle cesse d'être toute-puissante, c'est sur les marchés d'Orient, dont le système protectionniste nous avait impitoyablement fermé les portes en nous disant : « gardez-vous d'aller dans ces directions, l'Angleterre y est toute-puissante, vous n'y rencontreriez que la ruine ! »

La démonstration n'est-elle pas complète ? Et ne contient-elle pas pour les protectionnistes, partisans de la balance du commerce eux-mêmes, la justification du traité de commerce ? Ne devraient-ils pas bénir une politique qui permet à l'industrie française d'importer en Angleterre trois fois plus de ses produits que l'industrie britannique n'importe des siens en France ? qui permet enfin à la France de « battre » l'Angleterre sur les marchés du continent ? En tous cas, n'est-il pas piquant de voir de quelle façon les faits répondent à l'argumentation théorique de ces ennemis déclarés et acharnés des théories qui affirment, mieux encore, qui démontrent par toutes sortes de raisons peremptoires et d'arguments « irréfragables, » que l'industrie française *ne peut* et même ne pourra jamais soutenir la concurrence de l'industrie britannique ?

III

Puisque le nain n'est pas de force à lutter avec le géant, puisque l'industrie française se trouve dans l'impossibilité de soutenir la concurrence de l'industrie britannique, pourvue de 200 millions de consommateurs, etc., etc., qu'y a-t-il à faire ? Quel système convient-il d'adopter pour l'empêcher de succomber sous l'étreinte d'une rivale aussi formidable que perfide ? Ce système, M. Thiers le résume en quelques mots.

« On cherche, s'est-il écrié, à mettre de la profondeur dans ces questions ; toute la profondeur la voilà : se réserver son marché !... » (Vive approbation sur plusieurs bancs.)

Voilà donc la panacée des protectionnistes. Se réserver son marché, empêcher les produits étrangers d'y venir faire concurrence aux produits nationaux. Cela semble en effet, au premier abord, quand on se garde, comme le fait d'habitude l'illustre orateur protectionniste (c'est une justice que nous nous plaçons à lui rendre), de mettre de la profondeur dans ces questions, cela semble, disons-nous, tout à fait simple et tout à fait pratique. C'est comme le système de Ptolémée qui s'en tenant sagement aux apparences, faisait tourner, au vu et au su de tout le monde, le soleil autour de la terre. Si M. Thiers avait vécu au temps de Copernic et de Galilée, il n'aurait pas manqué, à coup sûr, de défendre contre ces novateurs qui s'avisèrent de mettre de la profondeur dans les questions astronomiques, le classique Ptolémée qui n'en mettait point. Ne nous disait-il pas, il y a déjà quelque vingt ans : Vous êtes trop Galilées ? Mais est-il bien certain que la solution de l'illustre orateur, qui n'est pas du tout Galilée, soit

loigne jamais tout alea, au sein des craintes et des angoisses que ressentent les peuples depuis deux ans?

Comme ces causes sont générales, la crise aussi est générale; elle n'est pas française, elle est universelle. Interrogez les statistiques de tous les pays, considérez la masse des escomptes de toutes les banques, vous arriverez à la même conclusion. Il n'y a qu'une chose que nous soit propre : la patriotique et noble tristesse que nous a valu le triomphe de Sadowa. Il ne servirait à rien de le cacher, ce triomphe nous a paru une déchéance, et nous avons cru, depuis, que la paix ne faisait que préparer une revanche. Ce très-digne sentiment se calme, cette opinion arrêtée se modifie, le travail reprend son profitable essor; mais ce n'est pas un paradoxe de dire que nous devons surtout au protectionnisme ces craintes et ces anxiétés. Si le gouvernement de juillet n'avait pas refusé, pour lui complaire par la plus misérable pusillanimité, l'annexion de la Belgique, puis notre union douanière avec ce sage, industrieux et important pays, que nous aurait fait le triomphe de la Prusse? De pareils refus, que les protectionnistes s'empresseraient de renouveler, sont plus que de honteux calculs, ce sont des trahisons.

M. Émile Ollivier a traité des origines et des conséquences de la crise industrielle dans un discours qui n'est inférieur à aucun de ceux qu'il a prononcés jusqu'ici; ce qui n'est pas un médiocre éloge à en faire. M. Auguste Chevalier, en défendant nos doctrines, a dignement et brillamment soutenu l'honneur du nom qu'il porte. Mais les deux grands discours prononcés en faveur des traités de commerce ont été ceux de M. de Forcade la Roquette et de M. Rouher.

Dans le discours de M. de Forcade la Roquette, tout est scrupuleusement étudié et bien exposé. Ce n'est en rien une plaidoirie; c'est une excellente discussion, où les faits abondent et où s'affirment, quoique avec ménagement, les plus sûres croyances. Si M. de Forcade de la Roquette reprend bientôt, avec plus de résolution, les traditions qu'a laissées à son ministère M. Rouher, lui aussi, ce n'est plus douteux, laissera un beau nom parmi nos chefs d'administration. Nos tarifs, démesurément élevés encore, se doivent abaisser. Une enquête décisive a été faite sur le prêt à intérêt; il la faut couronner par la reconnaissance des franchises de ce prêt. Toutes nos institutions de crédit reposent sur le monopole et l'iniquité; il est urgent de leur donner pour base la liberté et l'égalité. Nous avons proclamé l'indépendance du travail, faisons-la de toutes parts enfin entrer dans nos lois; il en serait grand temps.

Quant à M. Rouher, j'ignore quel jugement portera sur lui l'histoire, en tant qu'homme politique; mais, comme homme d'affaires et comme orateur, elle le placera certainement parmi ceux du premier rang. Il offre, sous des traits sympathiques, la rare union de la plus merveilleuse

Quand les fabricants de tissus, les filateurs, les constructeurs de machines, en un mot, la multitude des industriels qui fournissent leur quote-part à l'exportation seront ainsi réduits à ne plus employer que des instruments et des éléments de production nationaux, pourront-ils encore soutenir sur le marché général, où ils ne sont point protégés et où ils ne peuvent plus l'être, la concurrence des industriels anglais, par exemple, qui vont chercher librement sur toute la surface du globe, la France comprise, les instruments et les éléments de leur production, qui tissent des fils de laine de Verviers quand ils peuvent acheter ces fils belges à meilleur marché que les fils anglais, qui envoient imprimer ou teindre leurs calicots à Mulhouse, quand la teinture ou l'impression française leur paraît plus belle ou plus solide que la teinture ou l'impression anglaise ? Les constructeurs de machines et d'outils qui n'emploieront plus que du fer de la Champagne pourront-ils encore lutter avec les constructeurs anglais, qui continueront à employer plus que jamais cet odieux fer de Suède ? En « réservant notre marché, » ne courrons-nous pas le risque de réserver aussi désormais le marché général à nos concurrents, et pour gagner 200 millions du côté de l'importation, d'en perdre trois ou quatre fois davantage du côté de l'exportation ? Que nous apprennent, à cet égard, les relevés de notre commerce extérieur ? Ils nous apprennent qu'en 1859, dans les derniers beaux jours du régime prohibitif, nos exportations de produits manufacturés se réduisaient à 840 millions, contre 1,781 millions en 1867. A la vérité, nous n'importions que pour 51 millions des mêmes produits au lieu de 232 ; mais, en déduisant même ce que le travail national a perdu du côté de l'importation, de ce qu'il a gagné du côté de l'exportation, ne reste-t-il pas, à son profit, une différence de 770 millions ? Aurait-il réalisé les mêmes progrès, aurait-il envahi au même degré les marchés étrangers, s'il avait été obligé, comme au beau temps du régime prohibitif, de se contenter d'agents et d'éléments de production nationaux en présence de concurrents qui vont chercher les leurs sur le marché universel ? Il est permis d'en douter, et, sans mettre une profondeur exagérée dans cette question, sans se montrer trop Gallée, ne peut-on pas soutenir que le travail national a gagné à « ne plus réserver son marché ? »

IV

Abandonnons maintenant les théories des orateurs protectionnistes, et voyons s'ils ont été plus heureux du côté des faits. Ils ont esquissé un tableau aussi assombri que possible des souffrances d'une foule d'industries, mais les ont-ils rattachées à leurs véritables causes ? N'ont-ils pas mérité le reproche « d'incapacité logique » que leur adressait M. Emile Ollivier (1) ? Ont-ils réussi à démontrer, comme ils en avaient affiché la

(1) Dans toute l'argumentation que nous avons entendu se développer devant vous, disait M. Emile Ollivier (séance du 16 mai), il est un vice

prétention, que la nouvelle politique commerciale a ruiné la métallurgie, ruiné l'industrie de la laine et celle du coton, ruiné la fabrication des étoffes mélangées, ruiné la marine, ruiné l'agriculture ? Quelle est, par exemple, la situation de l'industrie du fer, que M. Lespérut a représentée comme désespérée ? — « En 1859, a dit M. le ministre d'État (séance du 30 mai), la France fabriquait 8,643,993 quintaux métriques de fonte. Cette production s'est-elle alanguie ? a-t-elle diminué ? a-t-elle disparu ? Les salaires sont-ils amoindris, l'outillage a-t-il cessé de se perfectionner ? Non. En 1866, la production de la fonte s'est élevée à 12,603,483 quintaux métriques, c'est-à-dire qu'elle a progressé, en six ans, de 46 p. 0/0. » Il est vrai que, dans le même intervalle, la production de la fonte au bois a diminué. « La fabrication de la fonte au bois, a dit encore M. Rouher, était, en 1859, de 3,334,574 quintaux métriques ; elle est descendue, en 1866, à 2,045,190 quintaux métriques ; elle a perdu 1,289,384 quintaux métriques. La fonte aux deux combustibles produisait, en 1861, 1,016,479 quintaux métriques ; elle n'en a produit, en 1866, que 902,141 ; elle a perdu 154,338 quintaux métriques. La revanche, la fonte au combustible minéral a élevé sa production de 8,309,419 quintaux métriques à 10,761,959 quintaux métriques. » La bonne justice, peut-on rendre la nouvelle politique commerciale responsable des souffrances accidentelles et temporaires que cause la substitution du combustible minéral au combustible végétal dans la production du fer ? N'est-ce pas le « fer national » fabriqué à la houille, dont la production s'est augmentée de plus de 5 millions de quintaux, bien plutôt que le fer étranger, qui est en train de ruiner le fer au bois ? Et, pour mettre fin aux souffrances de cette industrie intéressante, mais arriérée, ne faudrait-il pas joindre la prohibition d'établir des hauts fourneaux à la houille à la défense d'importer des fers étrangers ?

capital qui se reproduit dans les discours des orateurs les plus expérimentés comme dans les discours des orateurs les moins habitués aux souplesses de la parole, et qui consiste à présenter constamment comme une cause ce qui n'est qu'un effet... Comment procèdent dans toutes leurs études, les esprits qui emploient la méthode expérimentale, la seule de mise dans notre temps ? Ils examinent, recueillent, dissèquent les faits ; ils les comparent, les rapprochent les uns des autres, les soumettent à une observation exacte et patiente ; puis, leur analyse minutieuse une fois terminée, ils passent au travail de la synthèse ; ils formulent des lois, qui sont le résumé et la conclusion que leur a dévoilée la multitude des faits qu'ils ont scrutés. Certainement, se diriger dans les affaires de ce monde en se laissant uniquement guider par des abstractions que l'expérience n'a pas justifiées, c'est donner une preuve d'incapacité pratique ; mais aussi qu'on me permette de le dire, s'y avancer en ne se préoccupant que de faits isolés, qu'on ne relie pas entre eux, qu'on ne synthétise pas, c'est une preuve d'incapacité logique.

Quant au régime des acquits-à-caution qui a permis d'importer en 1866 pour 27 millions de fonte et de fer, à charge de réexporter cette matière première sous forme de rails, de machines, etc., a-t-il été aussi funeste au travail national que MM. Thiers, Pouyer-Quertier, Jules Brame et Lespérut ont bien voulu le dire ? En 1851, c'est-à-dire à une époque où les constructeurs de machines étaient obligés de se contenter de fer national, leur exportation ne dépassait pas 1 million. En 1866, grâce à la mesure libérale qui leur a permis d'employer du fer étranger à meilleur marché et de meilleure qualité, hélas ! que le fer national, leur exportation a monté au chiffre énorme de 140 millions de francs. — Dira-t-on qu'elle aurait monté à ce chiffre, quand même les fers anglais ou belges et ces odieux fers de Suède, dont M. Thiers a dénoncé l'invasion « jusque sur la place de Lyon, » ne nous auraient pas envahis, quand même les constructeurs de machines n'auraient eu à leur disposition que des matières premières nationales ? Ce peut être l'avis des métallurgistes, mais ce n'est pas l'avis des constructeurs. Depuis le dernier règlement qui a restreint les dispositions libérales des acquits-à-caution, les constructeurs de machines se plaignent, non sans amertume, de ces restrictions qui paralysent leurs exportations. Dans cette même ville de Nantes, où le 1^{er} mars dernier la Société des hauts fourneaux de la Basse-Indre accusait, dans un avis placardé à l'entrée des ateliers, les libres-échangistes de poursuivre leur œuvre d'anéantissement du travail national (1), la Chambre de commerce adresse aujourd'hui ses doléances au ministre, qui a eu la faiblesse de prêter l'oreille aux réclamations mal fondées des métallurgistes. « Sous l'empire du désir de donner une satisfaction apparente à des réclamations qui n'étaient pas fondées, qu'avez-vous fait ? Vous avez paralysé la puissance de nos exportations, vous l'avez gênée et restreinte, et vous avez enlevé au tra-

(1) Nous empruntons à la *Presse*, journal protectionniste, le texte de cette pièce qui peut faire pendant au manifeste par lequel les protectionnistes de 1847, précurseurs, sans le savoir, des socialistes de 1848, menaçaient le gouvernement « d'armer ses ennemis. »

Avis aux employés et ouvriers.

L'introduction des fers anglais, belges et de Suède, en franchise de droits par le trafic des acquits-à-caution, est la ruine de la plupart des forges de France et principalement de celles situées sur le littoral de l'Ouest.

Nos réclamations pressantes et multipliées au gouvernement pour faire cesser ce déplorable abus, n'étant pas écoutées, et les *libre-échangistes* poursuivant l'œuvre de la destruction de nos usines par l'anéantissement du travail national, il devient impossible de continuer le

vail un de ses plus précieux éléments (1). » Est-ce assez significatif, n'est-il pas évident qu'en abolissant le régime des acquits-à-caution pour lequel nous ne professons du reste qu'un amour fort modéré, on protégerait, sans profit aucun pour les métallurgistes, les constructeurs de machines anglais, belges et allemands, aux dépens des constructeurs français ?

Que dirons-nous de la « décadence » de l'industrie des tissus ? Sait-il des tissus de laine ?

« En 1859, dit M. le ministre d'Etat, nous importions une quantité de laine en masse, d'une valeur de 123 millions de francs ; nous en réexportions pour 8,900,000 francs. Il a donc été employé dans les manufactures de laines en 1859, en laines étrangères, indépendamment des produits de laine indigène, 116 millions de francs de laines ; en 1867, nous avons importé pour plus de 272 millions de laines étrangères. Nous avons exporté pour une somme de 50 millions. Il en est resté à la consommation française une quantité valant 222 millions de francs. En sept ans, l'augmentation de la matière première manufacturée par l'industrie française a donc été de 90 p. 100.

« Voyons les importations.

« Le marché est ouvert : les prohibitions ont disparu ; ces invasions dont nous étions menacés vont s'accomplir. On a importé en 1867 pour 8,400,000 fr. de fils de laine et pour 48 millions de tissus. Et pendant ce temps-là, comment procède l'exportation ?

« En 1859, nous avons exporté pour 5,900,000 fr. de fils de laine et nous avons exporté pour 180 millions de tissus. En 1867, nous avons exporté pour 33 millions de fils de laine et pour 283 millions de tissus de laine, total : 316 millions, c'est-à-dire une augmentation de 120 millions dans l'espace de six années (2).

Voilà comment les *libres-échangistes* ont anéanti l'industrie nationale de la laine. La fabrication des étoffes mélangées et des étoffes diverses

laminage du fer de Nantes et de supporter les pertes considérables que cette fabrication nous impose.

Par suite de la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société de *Basse-Indre*.

Il a été arrêté ce qui suit :

Les forges de Nantes cesseront le travail des laminoirs à dater du 11 avril prochain.

L'administration des forges prévient en conséquence MM. les ouvriers puddleurs, chauffeurs, lamineurs, les contre-maitres, les manœuvres et autres employés, afin qu'ils aient à se pourvoir ailleurs, quand l'usine cessera le travail.

Nantes, le 1^{er} mars 1868.

LANGLOIS et C^o.

(1) Discours de M. le ministre du commerce. Séance du 13 mai.

(2) Discours de M. le ministre d'Etat. Séance du 20 mai.

qui forme l'industrie particulière de Roubaix, et qui a été encore plus anéantie s'il est possible que l'industrie de la laine, a vu ses exportations portées de 115,919,000 fr. en 1861 à 161,440,000 fr. en 1866, tandis que l'importation des articles similaires demeurerait stationnaire. Quant à l'industrie du lin, non moins anéantie, elle n'avait que 400,000 broches en 1859, elle en a aujourd'hui 715,000.

« Avant le traité de commerce, en 1859, une année de grande prospérité industrielle, on a importé pour 28 millions de francs de lin et pour 5,700,000 fr. de chanvre. Dans la même année, on a réexporté de ces matières pour une somme de 2 millions; il en est donc resté en France, pour l'usage du producteur national, pour une somme de 32 millions.

« En 1867, le lin a été importé en France pour 75,659,600 fr. Le chanvre pour 8,590,000 fr. Le jute pour 9 millions. La réexportation a été faite jusqu'à concurrence de 12,900,000 fr. Il est traité dans la consommation des manufactures, pour 80,330,000 fr. de matières premières.

« On a ainsi passé de 32 millions à 80 millions de francs, on a augmenté de 150 p. 100 les quantités fabriquées dans l'espace de six ans » (1).

Enfin, l'industrie du coton, la plus anéantie de toutes, et dont la matière première, comme l'a rappelé M. Emile Ollivier, a oscillé sous l'influence des événements d'Amérique de 60 fr. à 350 fr., a grandi malgré tout.

« En l'espace de sept ans, de 6 millions de broches elle est arrivée à 6,800,000 broches, après avoir renouvelé la presque totalité de son outillage » (2).

Sans-doute, les industries textiles ont souffert plus que les autres de la crise générale qui s'est aggravée pour elles des perturbations particulières causées par la guerre d'Amérique; mais n'auraient-elles pas souffert davantage si la nouvelle politique commerciale, en diminuant leurs frais de production, ne leur avait pas permis d'imprimer un essor plus vaste et plus rapide à leurs exportations? Veut-on la preuve de l'influence qu'exerce la réduction ou la suppression des droits qui frappent les matières premières brutes ou à demi fabriquées, sur l'exportation des produits entièrement fabriquées, qu'on lise cette lettre des fabricants de tulle de Saint-Pierre-lez-Calais à M. le ministre du commerce :

« 4 mai 1868.

« Monsieur le ministre,

« Les soussignés, fabricants et négociants en tulles de la ville de Saint-Pierre-lez-Calais et de Calais, ont l'honneur de déclarer à Votre

(1) Discours de M. le ministre d'État. Séance du 20 mai.

(2) Discours de M. le ministre d'État. Séance du 20 mai.

Excellence que le traité de commerce conclu en 1860 a été, en ce qui concerne l'industrie tulle, une amélioration certaine pour leurs intérêts, et si quelques-uns d'entre eux ont pu concevoir des craintes au dehors, ces craintes ont été presque dissipées.

« Nous avons, du reste, un exemple frappant qui vient appuyer nos convictions. Le tulle de soie pour lequel nous ne payons aucun droit sur la matière première, et dont les tulles en cette matière entrent également sans droit, est aujourd'hui l'article que nous produisons avec le plus de succès, et que nous exportons dans une proportion assez considérable en Angleterre même.

« ...Ce qui nous conduit logiquement à demander qu'il en soit ainsi pour le coton, c'est-à-dire : l'abolition de tout droit d'entrée sur les fils simples et retors. Et alors il nous sera sûrement possible d'exporter en quantités moins restreintes les tulles que nous fabriquons en cette matière » (1). (Suivent 134 signatures.)

Cette lettre, que les protectionnistes ont naturellement traitée avec un parfait dédain, renferme cependant un gros point noir auquel nous les engageons à prendre garde. Le temps n'est pas éloigné où le mécanisme de la protection étant mieux connu, les confectionneurs d'habits réclameront la libre entrée des tissus; les fabricants de tissus, depuis le calicot le plus commun jusqu'au tulle le plus fin, la libre entrée des fils, et où il faudra bien la leur accorder, sous peine de protéger à leurs dépens le travail étranger. A mesure que les marchés de concurrence acquerront plus d'importance, ces réclamations deviendront plus impérieuses, et le jour n'est pas éloigné peut-être où à Calais, comme à Mulhouse, comme à Nantes, comme partout, on ne verra de salut que dans l'abolition de toutes les taxes douanières qui agissent comme une prime d'encouragement accordée à l'industrie étrangère aux dépens de l'industrie nationale.

Est-il nécessaire de poursuivre cette revue des résultats de la nouvelle politique commerciale? Avons-nous besoin de rassurer les agriculteurs que MM. Thiers et Pouyer-Quertier persistent à considérer comme ruinés depuis la suppression de l'échelle mobile? Est-il vrai, comme l'a affirmé M. Thiers, que la liberté commerciale soit, dans les temps d'abondance, la ruine de l'agriculteur, dans les temps de cherté, la ruine du consommateur? Est-il vrai, comme l'a assuré M. Pouyer-Quertier, « qu'en France, pays producteur par excellence, quand on avait des réserves, quand on avait l'espoir de les vendre à un prix rémunérateur, nos fermiers ne vendaient pas les blés 13 francs, mais 19 ou 20 fr., et ils pouvaient les garder deux années. » Faut-il rappeler à nos lecteurs que dans les années qui ont suivi l'établissement de l'échelle mobile, immédiatement après la loi du 4 juillet 1821, le prix moyen de l'hecto-

(1) Discours de M. le ministre d'État. Séance du 20 mai.

litre de blé est tombé de 18 fr. 65 c. en 1821 à 15 fr. 08 c. en 1822, 17 fr. 20 c. en 1823, 15 fr. 86 c. en 1824 et 14 fr. 80 c. en 1825 ? Faut-il répéter, après M. le ministre du commerce, que les prix du blé qui s'étaient élevés en 1847 jusqu'à 48, 49 et 50 francs, n'ont pas dépassé 37 et 38 fr. en 1868 ; que si la liberté commerciale n'a pas réussi empêcher les vaches maigres de succéder aux vaches grasses, ce que les libres-échangistes n'avaient pas promis, elle a du moins atténué tour à tour les excès de l'abondance et les excès de la disette — ce qu'ils avaient promis — en fournissant aux agriculteurs un débouché pour leurs vaches grasses, et des marchés d'approvisionnement aux consommateurs réduits aux vaches maigres.

Enfin, la marine nationale, dont la ruine commencée par la réduction des surtaxes d'entrepôt va bientôt être achevée par la suppression des surtaxes de pavillon, est-elle véritablement condamnée à mort ? La nouvelle politique commerciale qui a contribué à porter le commerce maritime de 3 milliards 103 millions de francs en 1855, à 5 milliards 697 millions, en 1866, a-t-elle eu pour résultat de ruiner l'industrie des transports maritimes ? Sans doute, la marine française, sous l'influence de causes qui ont été clairement spécifiées par M. Arman, et parmi lesquelles figure au premier rang le régime de l'inscription maritime, ne se développe que bien lentement, mais il n'en est pas moins vrai qu'elle se développe beaucoup plus sous le nouveau régime qu'elle ne le faisait sous l'ancien. D'après M. le ministre du commerce, en 1859, le tonnage total du pavillon français s'élevait à 3,101,000 tonneaux ; en 1866, il a atteint 3,822,000 tonneaux ; ce qui donne une augmentation de 721,000 tonneaux, dans laquelle la navigation de concurrence entre pour 500,000 tonneaux. Quant aux constructions qui, en 1859, n'étaient que de 647 navires jaugeant 36,321 tonneaux, elles se sont élevées, en 1866, à 886 navires jaugeant 61,000 tonneaux. Enfin, en 1859, il n'y a eu que 3 navires francisés jaugeant 610 tonneaux ; en 1866, il y en a eu 35 jaugeant 14,920 tonneaux. Il faut convenir que voilà un état de décadence assez supportable. Cela n'empêche pas, bien entendu, M. Thiers de prédire qu'aussitôt qu'on aura aboli la surtaxe de pavillon, « tout ce qui reste de notre marine disparaîtra. »

« Oui, monsieur Arman, — s'est-il écrié, dans un de ces accès de pétulance patriotique qui lui vont si bien, — oui, monsieur Arman, car c'est à vous que nous devons cela, si l'année prochaine on abolit les surtaxes de pavillon, *tout ce qui reste de notre marine disparaîtra* » (1).

M. Thiers ne laisse pas non plus ignorer à ses compatriotes et à son pays « que cette grande ville de Marseille qui fait leur orgueil, » pourrait

(1) Discours de M. Thiers. Séance du 14 mai.

bien être entraînée dans la ruine du pavillon national. Mais que les seillais se rassurent ! Que ce qui reste de la marine nationale ne se presse pas de mettre son pavillon en berne ! M. Thiers et ses amis les protectionnistes ont fait une foule d'autres prédictions aussi peu rassurantes que celle-là, sans qu'il en soit jamais résulté rien de fâcheux. M. Thiers a prédit, en 1842, aux Galilée de la locomotion à la vapeur qu'ils devraient se tenir pour satisfaits si l'on construisait en France 5 kilomètres de chemins de fer par an. Il n'a pas hésité à déclarer, comme l'a rappelé avec à-propos M. Pagézy, qu'en changeant le système commercial de l'Angleterre, M. Peel avait attaché son nom à une témérité qui, à un certain point de vue, pouvait passer pour une imprudence (1) ! Il a frémi à la pensée de la suppression des droits sur les laines, et il n'a pas envisagé avec moins d'épouvante la réduction des droits sur les houilles (2). La France ne possède pas moins aujourd'hui 12,000 kilomètres de chemins de fer, l'Angleterre ne regrette point l'imprudence qu'elle a laissé commettre à M. Peel, les agriculteurs supportent avec philosophie la suppression des droits sur les laines, et, il faut en croire M. le ministre d'État, la réduction des droits sur les houilles n'a pas encore complètement ruiné les actionnaires d'Anzin (3). Décidé-

(1) Discours sur le régime commercial de la France prononcé à l'Assemblée nationale les 27 et 28 juin 1851.

(2) Aujourd'hui, disait-il dans son discours des 27-28 juin 1851, les houilles anglaises arrivent à Rouen, à Angers, à Bordeaux, à Marseille : faites le moindre changement à vos tarifs, elles seront à Paris, elles seront à Tours, elles seront à Orléans et elles remonteront la Garonne, elles entreront dans vos provinces du Midi : alors vos houilles seront perdues.

(3) La houille autrefois, avant 1859, était protégée par un droit de 3 francs 20 cent. contre l'importation anglaise.

Nous avons réduit ce droit à 1 fr. 10 cent.

Lorsque cette question a été posée pour la première fois, les protectionnistes ont-ils accepté cette réduction qui, depuis, a été demandée par beaucoup d'entre eux ? Oh ! messieurs, écoutez : la réduction du droit sur la houille, de 3 francs à 1 fr. 10, c'est la ruine de l'industrie houillère, c'est la ruine de la marine de guerre, c'est l'affaiblissement de la nation.

« Il est aisé de prédire que dans peu d'années, disait M. Casimir Périer en 1860, les importations de l'Angleterre dépasseront de beaucoup celles de la Belgique, et que la production nationale s'abaissera à tiers, probablement au quart des besoins de la France. En effet, qu'on ne s'y trompe pas, l'abaissement des prix ne sera pas le principal résultat de l'invasion de la houille anglaise ; ce résultat sera le refoulement de la houille française vers les lieux d'extraction, la diminution de la production, l'élévation corrélative du prix de revient et la ruine de l'exploitant. Quand ces sources intérieures d'alimentation seront tarie-

ment, l'illustre orateur protectionniste est mauvais prophète, et nous engageons M. Arman à ne pas se laisser dévorer par des remords prématurés pour avoir provoqué la destruction de « ce qui reste de notre marine. »

V

Nous pourrions signaler encore d'autres résultats qui corroborent les faits relatifs aux progrès du commerce extérieur et au progrès de nos principales industries; nous pourrions rappeler avec M. Pagézy qu'au milieu de la décadence provoquée par la nouvelle politique commerciale, les transports par chemins de fer qui étaient en 1860 de 2 milliards 794 millions de tonnes à 1 kilomètre se sont élevés en 1866 à 5 milliards 837 millions de tonnes; avec M. le ministre du commerce que la totalité des escomptes faits par la Banque de France a passé de 29 milliards 330 millions dans les sept années qui ont précédé le traité de commerce (1853-1859) à 40 milliards 690 millions dans les sept années qui l'ont suivi (1860-1866); que le produit des impôts indirects a monté de 824 millions en 1847, à 1 milliard 231 millions en 1865; que la population des villes manufacturières s'est accrue, signe manifeste que le travail n'y a pas diminué; que la ville de Roubaix, en particulier, qui ne comptait que 39,445 habitants en 1856, en possédait 65,090 en 1866, que le nombre des patentés s'y est élevé de 1,909 en 1859, à 3,205 en 1866, et le produit de l'octroi de 530,000 fr. à plus d'un million; enfin que la situation générale des classes ouvrières, et principalement des ouvriers des manufactures dont M. Aug. Chevalier rappelait la condition misérable, d'après les enquêtes de Blanqui et du docteur Villermé (1), s'est

la houille étrangère, maîtresse des marchés, relèvera ses prix, et la France payera cher la faute qu'elle aura commise. A l'appui de cet argument j'apporte une preuve irréfragable. »

Voilà ce qu'on nous disait en 1860 :

Eh bien ! voici les chiffres de la production et de l'importation.

De 1859 à 1865, la production indigène s'est élevée de 76 à 122 millions de quintaux métriques; elle a augmenté dans l'espace de sept années de 60 p. 100.

L'importation étrangère s'est élevée de 57 à 82 millions; elle n'a augmenté, elle qui devait tout ruiner, que de 42 p. 100.

Cette grande exploitation d'Anzin qui environne ses bénéfices des expressions les plus modestes (on rit), — car elle a retenu de notre ancien système monétaire la monnaie la plus infime; les parts s'y appellent des deniers, — cette grande exploitation d'Anzin s'est élevée de 7 à 12 millions de quintaux métriques. Voilà comment elle s'est ruinée ! Voilà les résultats obtenus !

(Discours de M. le ministre d'Etat. Séance du 19 mai).

(1) Discours de M. Aug. Chevalier. Séance du 12 mai.

Les maxima des exportations qui sont rencontrés pendant les trois dernières crises de 1847, 1857 et 1864, se sont élevés à 118, 581 et 655 millions de francs l'année même des crises; aussitôt ces maxima touchés on est retombé aux chiffres minima pendant les liquidations; c'est ainsi qu'on observe, en 1848, 1858 et 1867, les exportations réduites à 5, 242 et 288 millions de francs.

Les maxima des importations, au contraire, s'observent toujours dans les deux années qui suivent les crises; ce qui prouve bien qu'en dehors de la production des mines d'or le retour des métaux précieux a lieu sous l'influence des changes favorables par suite de la baisse des prix. Les chiffres maxima de 304, 940 et 1,061,000,000 fr. ont toujours été observés à ce moment; le présent ne fait donc que confirmer le passé.

Pendant que la réserve métallique de la Banque s'élève de 152 à 748 millions de francs (1864-66), soit de 596 millions, l'importation des métaux précieux n'augmente que de 328 millions de francs (de 733 à 1,061 millions de francs). L'accroissement de l'encaisse continue, en 1867, moins rapide, il est vrai, puisqu'il ne dépasse pas 268 millions de francs (de 748 à 1,016 millions de francs), quoique l'importation des métaux précieux ait baissé de 1,061 millions de francs à 845 millions, soit de 215 millions de francs; mais, au même moment, l'exportation est tombée de 655 à 288 millions de francs, soit de 367 millions.

Le reflux des espèces s'est opéré comme aux époques antérieures, d'abord par la diminution des exportations, puis par l'augmentation des importations : ces deux mouvements paraissent terminés en 1867.

La forme même sous laquelle le retour des métaux précieux a lieu indique bien que la production des mines n'a eu qu'une part secondaire. On sait que les relevés officiels distinguent les entrées et les sorties sous forme de lingots et sous forme de monnaies. Voici donc ce que l'on observe : l'importation de l'or sous forme de lingots qui s'était élevée de 4 millions en 1849, à 358 millions en 1859, se trouve réduite à 169 millions en 1866, au moment où est atteint le dernier maximum pendant le retour des métaux précieux. Les espèces, au contraire, y prennent une place de plus en plus prépondérante : de 7 millions elles atteignent 368 millions en 1859 et enfin 643 millions en 1866.

L'exportation de l'or sous forme de lingots n'a jamais eu une grande importance : de 2 millions en 1847, elle s'est élevée à 3 millions en 1857 et enfin 32 millions en 1864.

L'exportation sous forme de monnaies, au contraire, a toujours suivi une marche croissante de 25 à 119 et de 306 millions en 1847-1857-1864.

Pour l'argent, sauf en 1859; les importations sous forme de lingots ont varié de 63 à 74 millions, après s'être un instant abaissées à 5 millions en 1859, sous forme de monnaie; elles vont touj

dépité des efforts de M. Pouyer-Quertier, qui a repris en France le rôle qu'a joué un moment en Angleterre lord Georges Bentinck, lors de la réaction provoquée par « la témérité imprudente » de Robert Peel, la nouvelle politique commerciale pouvait invoquer en sa faveur une trop grande abondance de témoignages pour demeurer longtemps sur le banc des accusés. Quoique le jury devant lequel sa cause était débattue, et le public qui assistait aux débats eussent un tempérament et des sympathies notoirement protectionnistes, l'innocence de l'accusé était trop patente pour qu'on ne l'acquittât point. Pourquoi ne le dirions-nous pas ? Au début du procès, les avocats de la nouvelle politique commerciale, intimidés par les clameurs de leurs adversaires et les dispositions peu encourageantes du jury plaidaient presque les circonstances atténuantes, M. le ministre du commerce, par exemple, terminait dans la séance du 14 mai son excellent et substantiel plaidoyer par cette déclaration assez timide :

« Quelles sont maintenant nos intentions ? Les uns veulent nous ramener en arrière, effacer les traités, revenir sur la législation qui les accompagne, car tout se tient dans ce système. Ils ont développé ici leurs idées ; ils voudraient que le gouvernement fit un retour sur le système commercial de la France. Le gouvernement ne suivra pas leurs idées, il ne reculera pas.

« Il y en a d'autres qui, plus impatients, plus pressés que nous, nous accusent d'être timides et veulent nous forcer à marcher en avant : nous ne les suivrons pas non plus. »

Six jours après, le gouvernement, soutenu cette fois par l'élite de ses adversaires, en commençant par M. Émile Ollivier, et en finissant par M. Jules Simon, qui a apporté dans la dernière séance, au nom de ses amis de la gauche, une adhésion éloquente à la nouvelle politique commerciale, en se bornant à réclamer pour le pouvoir législatif le droit de régler désormais les tarifs des douanes, le gouvernement, disons-nous, soutenu au sein du Corps législatif et dans la presse par ses adversaires habituels, soutenu plus encore par la bonté de sa cause, faisait, par l'organe de M. le ministre d'État, une déclaration autrement ferme et explicite.

« Que voulons-nous faire ? disait M. Rouher dans la péroraison d'un des plus éloquents et des plus solides discours qu'il ait prononcés, que voulons-nous faire ? Que nous demande-t-on ? On nous demande de dénoncer le traité de commerce ; eh bien ! nous vous répondons formellement : non ! (Vive approbation et bravos répétés.)

« Nous attachons à cet ordre économique notre honneur ; nous ne briserons pas le lien que nous avons contracté avec l'Angleterre. (Très-bien ! très-bien !)

« Ce traité, il arrive à son terme décomant, il ne vivra plus désormais

Il ressort de ce tableau qu'à toutes les époques la somme des billets en circulation, bien loin de suivre le développement des escomptes, suit le mouvement des réserves métalliques. Aussitôt le maximum de l'encaisse atteint, la circulation des billets tend à s'en rapprocher, et tandis qu'avant 1853 elle l'égalait à peine, depuis elle le dépasse, quoiqu'en 1867 elle s'en rapproche singulièrement (1,195 à 1,016 millions fr.). Ces maxima de la circulation des billets et de l'encaisse s'observent toujours dans les années qui suivent les crises au moment où le portefeuille est presque vide, par conséquent l'émission n'a pas lieu comme moyen de crédit, mais c'est plutôt une simple substitution des billets aux espèces. Un triage de la circulation métallique et du papier s'opère tout naturellement : on garde les billets de banque comme plus commodés pour les opérations de chaque jour, et on se débarrasse des espèces en remboursant la Banque de ses avances.

S'il y a une liaison intime des mouvements croissants de l'émission et de l'encaisse, il n'en est pas de même dans les mouvements décroissants ; la même influence se fait sentir, mais dans une proportion beaucoup plus faible pour la circulation des billets que pour la réserve.

**DIFFÉRENCES DES MAXIMA AUX MINIMA DE LA CIRCULATION DES BILLETS
ET DES RÉSERVES MÉTALLIQUES EN 1847, 1857 ET 1864.**

	Circulation.	Réserve métallique.
	Millions de francs.	
1847.....	— 77	— 242
1857.....	— 178	— 447
1864.....	— 149	— 494

Les mouvements portent presque entièrement sur la réserve métallique : la circulation des billets représente toute l'élasticité du crédit et elle fléchit en même temps que le portefeuille, quand on cesse d'avoir recours à la Banque. Elle disparaît d'abord comme moyen de crédit, puis, sous l'influence du retour des métaux précieux, elle devient de nouveau utile, mais alors comme simple moyen de circulation pour tenir la place des espèces qui s'accumulent dans les caisses des banques. En un mot, tantôt comme moyen de crédit, tantôt comme moyen de circulation, la somme des billets répartis dans les mains du public est la moins variable de tous les articles du bilan. Dès 1866, l'encaisse s'étant relevé de 152 à 748 millions fr. (1864-66), la circulation des billets de 720 millions fr. avait atteint 1 milliard 29 millions fr. ; le même mouvement continue en 1867, et nous voyons la circulation des billets à 1 milliard 195 millions fr., en présence d'une réserve métallique de 1 milliard 16 millions fr. En résumé, depuis 1864, à un accroissement de la circulation de 473 millions fr. correspond une augmentation de l'encaisse de 864 millions fr., c'est-à-dire que toute la circulation fiduciaire a disparu.

taie, en utilisant les libertés nouvelles de la presse et des réunions au profit de la liberté du commerce. Il faut reprendre en 1868 l'œuvre de propagande interrompue en 1848, et rendre désormais la liberté commerciale inexpugnable en lui donnant l'opinion publique pour point d'appui.

G. DE MOLINARI.

LA QUESTION DE LA MARINE MARCHANDE

A PROPOS DES INTERPELLATIONS

I

Depuis un demi-siècle, il ne s'est pas ouvert dans nos chambres législatives une seule discussion sur la marine marchande, sans que les orateurs qui représentent les ports n'aient usé et abusé de la célèbre exclamation de Bossuet et ne se soient écrié : « la marine se meurt, la marine est morte. » En attendant qu'elle fût enterrée et que l'on n'en parlât plus, les mêmes orateurs s'évertuaient à solliciter des mesures de protection, des primes, des privilèges de toutes sortes et l'exclusion presque absolue des pavillons étrangers, au grand détriment de notre commerce, de notre industrie et de notre agriculture.

Les divers gouvernements que nous avons eus, désireux de satisfaire cette soif ardente de protection qui dévorait la nation tout entière, accumulèrent mesures sur mesures, taxes sur taxes, primes sur primes, pour donner quelque vitalité à nos armements. Dès les premiers jours de la Restauration on leur réserva le transport exclusif de tous les produits fournis par le sol de nos colonies et de tous les objets agricoles, industriels ou autres qu'elles étaient obligées de demander à la métropole.

Pour une marine dont l'effacement avait été absolu pendant vingt-deux ans, toute la durée des guerres de la Révolution et de l'Empire, le réveil qui se fit alors inspira les espérances les plus brillantes, et le développement que le retour de la paix permit de donner aux entreprises maritimes fit croire à l'efficacité de la protection pour assurer un progrès illimité.

Le système d'encouragement par l'État ne s'arrêta pas là : on donna ensuite des primes considérables pour la pêche de la baleine et du cachalot, des primes pour la pêche de la morue, et les poissons salés de pêche étrangère furent prohibés d'une manière absolue. On inventa

ensuite des primes pour l'exportation des sucres raffinés, et il fut une époque où pour la plus grande gloire de notre marine marchande, il fut sérieusement question soit de racheter au frais du Trésor les fabriques de sucre de betterave, soit d'interdire cette fabrication par la toute-puissance législative.

Le génie de la protection toujours à la recherche de combinaisons plus ou moins savantes, à la suite desquelles le travail national devait atteindre au plus haut degré de prospérité, imagina un jour quelque chose de très-profond et de très-savant. Nous avions déjà les surtaxes de pavillon, les surtaxes d'entrepôt, les surtaxes de provenance en vertu desquelles les marchandises importées par mer payaient plus de droits si elles arrivaient par navire étranger, si, étant d'origine américaine, asiatique ou africaine, elles nous venaient d'un port d'Europe, et enfin si elles venaient d'ailleurs que du pays qui les avait produites. Il était difficile de trouver d'autres taxes, on inventa les détaxes. On voulait protéger le travail national et nul ne se demandait si l'on protégeait toujours un travail utile. Ainsi le coton venant des États-Unis était frappé d'un droit de 20 fr. par 100 kilog. : on n'imposa les cotons venant de l'Inde qu'à 10 fr., dans le but d'encourager les navires à faire le voyage le plus long et le plus coûteux ! Ce système fut appliqué aux sucres, aux cafés et à une foule d'autres articles : en général les marchandises des pays situés au delà des caps Horn et de Bonne-Espérance furent favorisées d'une détaxe, si ces marchandises venaient des contrées situées au delà du détroit de la Sonde la détaxe était plus accentuée.

Malheureusement ce beau système d'encouragement était échafaudé de tout un régime de réglementation dont la douane s'empressait toujours de serrer les mailles, parce qu'à force de vouloir protéger elle avait perdu de vue le but de toutes ces combinaisons, pour ne plus s'occuper que des intérêts du Trésor. Les navires qui devaient jouir des détaxes durent suivre leur chemin de la manière la plus directe et revenir en France par la route la plus droite, et dans certains cas il leur fut imposé de ne charger que telles ou telles marchandises. Bref, on emmaillota si bien cette pauvre marine qu'elle se traîna languissante sans pouvoir se développer avec la même rapidité que les autres industries du pays.

Notez que l'on avait prohibé l'achat de tout navire étranger et de la plus grande partie des articles qui entrent dans l'armement : quand un navire revenait de l'étranger après avoir subi des réparations jugées indispensables, il était traité en coupable sinon en ennemi, il lui fallait justifier de la nécessité de ces réparations ; s'il perdait une chaîne en mer et qu'il en achetât une autre à l'étranger ; il y avait amende et confiscation en cas de non déclaration ; la nouvelle chaîne était mesurée, pesée, et si le poids ou la longueur différaient de la première, amende encore et confiscation ! Nous ne citons ces faits que comme écha-

du système qui n'était qu'une suite de chausse-trapes et de pièges à loups dans lesquels la pauvre marine tombait incessamment.

Puis il y avait et il y a encore malheureusement l'inscription maritime, en vertu de laquelle tous les pêcheurs et tous les marins appartiennent à l'État, aux termes d'un arrêt récent de la Cour de cassation, qui les prête quand il le veut bien au commerce ! Vrai servage, comparable seulement à celui qui vient de finir en Russie, et contre lequel nous ne saurions trop nous élever, car il est une insulte à nos institutions, il est une tache qui salit notre drapeau, comme l'esclavage salit encore ceux du Brésil et de l'Espagne.

II

Les discours des protectionnistes, dans la dernière discussion au Corps législatif, n'ont guère différé des harangues que prononçaient leurs prédécesseurs en principes restrictifs, il y a trente, il y a quarante ans. M. Jules Brame a répété en quelques mots la sinistre prédiction sur la marine qui se meurt. A cela, M. Arman a répondu avec raison que ce ne pouvait être la faute des traités de commerce, puisque de tous temps on avait parlé de sa mort.

Le député de Libourne a demandé certaines modifications à notre administration, que, pour notre part, nous appuyons volontiers. Il désirerait que la direction des colonies et probablement toute l'administration maritime de commerce et de pêche fût transportée du ministère de la marine au ministère du commerce. D'après le même ordre d'idées, il aurait voulu que les transports de troupes, de munitions, etc., faits pour compte du gouvernement fussent confiés à la marine marchande. L'État économiserait une certaine somme sur ces transports que le commerce ferait à meilleur marché, et l'industrie maritime y trouverait des sources de fret qui lui font souvent défaut.

Mais là où M. Arman a mis le doigt sur la plaie, c'est quand il a fait la critique de l'inscription maritime, critique, qui, nous devons le dire, aurait pu être plus accentuée : « ce qu'il faut pour la marine de commerce, a-t-il dit, c'est la liberté de la profession de marin, c'est qu'on puisse être marin comme on est agriculteur ou ouvrier ordinaire, c'est qu'on puisse prendre cette profession et la laisser, la prendre en France et la quitter en pays étranger. Alors, vous aurez une grande quantité d'hommes qui viendront à la marine, votre navigation augmentera, et vous pourrez concurrencer les marines étrangères. Il n'est pas possible de se trouver en concurrence avec le pavillon qui a toute liberté, quand on est comme nous retenu dans des liens qui ne sont pas encore relâchés. »

Nous sommes heureux de voir des hommes pratiques, comme M. Arman, reconnaître enfin la nécessité d'affranchir le marin si l'on veut faire progresser l'industrie qu'il exerce.

prospères, une somme de richesses plus considérable pour les supporter. Quoique très-sensibles et très-pénibles, les plaintes sans cesse répétées que l'on entend chaque jour en sont la preuve, cependant, la dépression des affaires est moindre qu'aux époques antérieures. On s'arrête, on recule même; mais aussitôt la somme des capitaux disponibles devient telle en présence de la contraction de la circulation fiduciaire, que la reprise des affaires ne peut tarder si la politique guerrière veut bien le permettre et passer au second plan.

Peut-on s'attendre à une reprise des affaires aussi brillante que dans les périodes précédentes? Il ne serait pas prudent de l'affirmer en présence d'une liquidation aussi douce, telle que nous le montre la dépression des escomptes en 1867.

DIMINUTION DES ESCOMPTES APRÈS LES CRISES DE 1847, 1857, 1864.

A Paris, non compris les effets sur les succursales.			Dans les succursales.		
Millions de francs.					
1847-49 :	de 1,299 à	200, soit de 1,099	de 1,329 à	768, soit de 561.	
1857-59 :	1,542	1,024	518	3,496	2,697 799.
1864-67 :	2,153	1,565	588	3,956	3,466 490.

La diminution des escomptes à Paris, à peine supérieure à celle de 1859, et bien inférieure dans les succursales, est déjà très-significative; mais ce qui doit attirer l'attention, c'est la faiblesse relative de la dépression comparée au chiffre maximum qui avait été atteint en 1847 et 1857 et en 1864. Ainsi, pour les succursales, de 42 0/0 en 1849, elle s'abaisse à 22 0/0 en 1859, et en 1867 se trouve réduite à 12 0/0; à Paris, de 32 0/0 en 1855, elle se trouve réduite à 27 0/0 en 1867. — Il est difficile de voir dans ces chiffres la preuve d'une liquidation complète qui permette à la place dégagée de toutes les imprudences de la spéculation, d'entrer dans une nouvelle période prospère, comme celle qui a suivi la crise de 1847, et dont l'impulsion est venue s'éteindre en 1857, car si le mouvement a été encore artificiellement entretenu à Paris par le système d'expropriations et de démolitions de la Préfecture de la Seine, depuis 1857 le mouvement est sinon complètement suspendu, du moins singulièrement ralenti dans les succursales, puisque l'accroissement des escomptes de 2,167,000,000 francs de 1847 à 1857; dans la période suivante (1857-1866), ne dépasse pas 460,000,000 fr.

La liquidation de toutes les affaires engagées n'a pas été assez complète, les prix sont encore trop élevés pour permettre aux capitaux de s'engager à la suite de la spéculation, et la reprise inévitable ne présentera pas l'entrain dont nous avons été témoins après la liquidation de la crise de 1847-48.

CLÉMENT JUGLAR.

de se retirer de la lutte pour se livrer exclusivement à une navigation où il n'y a pas de lutte, pas d'efforts à faire, pas de tentatives d'amélioration ou de progrès.

Et pourquoi alors conserver aux Américains le privilège que leur assure le traité de réciprocité? Pourquoi ne pas faire appel à toutes les marines pour le transport de nos cotons? Nos industriels alors veraient disparaître la petite différence à leur désavantage qui existe toujours entre les cours de Liverpool et du Havre. A la longue le grand marché des cotons se déplacerait et viendrait au Havre, port beaucoup mieux placé que Liverpool pour l'approvisionnement des manufactures du continent.

Maintenant, quant aux surtaxes d'entrepôt, c'est toujours la négation de ce principe qu'il est de l'intérêt de chacun et de tous d'acheter là où les produits sont au plus bas prix.

Qui donc peut avoir intérêt à ce que la France aille chercher ce dont elle a besoin sur les marchés les plus chers?

A la suite du régime de la protection, il s'est créé dans nos ports une petite oligarchie de riches armateurs et de riches négociants, une sorte de compagnie des Indes et de Chine, au petit pied. Nul acte de société, nul règlement, ne lient les membres de cette espèce de confrérie, qui existe par la force des choses, à l'ombre des surtaxes d'entrepôt : les surtaxes de pavillon entraient bien pour quelque chose dans les raisons qui ont donné naissance à cette ligue tacite, et pour ainsi dire inconsciente, mais comme il était impossible de les maintenir plus longtemps, on a abandonné ces dernières et on défend pied à pied les premières.

En vertu des surtaxes d'entrepôt, nul ne peut importer de cotons de sucres, de cafés, etc., s'il ne possède un ou plusieurs grands navires, où s'il n'a des correspondants lointains qui veuillent bien lui en adresser. Il faut de grands capitaux pour armer de grands navires et les capitaux sont assez peu enclins à s'exposer sur mer. C'est donc chose assez difficile que d'importer directement des produits de l'Amérique, de l'Afrique ou de l'Asie. La force des choses fait donc de ce commerce un véritable monopole confiné dans la main de quelques maisons du Havre, de Nantes, de Bordeaux et de Marseille. Le petit nombre de ces maisons rend la concurrence entre elles à peu près illusoire : en fait, il existe certaines ligues de navigation que certaines maisons se sont partagées à tant de voyages par mois, avec autant de sans façon que le Pape partagea autrefois le monde à découvrir entre la maison de Bragance et celle de Ferdinand le Catholique.

Mais le commerce étranger n'entrant pas dans ces arrangements, il arrive assez souvent que le coton, le sucre, le café, l'indigo, etc., se vendent à meilleur marché à Londres, à Liverpool, à Anvers, à Ham-

dans les joutes auxquelles se livraient les héros de la Grèce primitive. Depuis l'ouverture du XIX^e siècle, le prix du fer a été fortement réduit par l'amélioration des procédés, et spécialement par la substitution du combustible minéral au charbon de bois. Depuis un certain nombre d'années la fonte (1), en particulier, se vend fréquemment, en Angleterre, sur le pied de 2 livres sterling (50 fr.) la tonne de 1,000 kilogrammes, et dans la même contrée, on a du fer forgé, sous la forme de rails de chemins de fer par exemple, pour le triple environ (2). Mais le fer forgé laisse à désirer pour plusieurs usages, et, par exemple, sur les chemins de fer, il est de peu de durée. La troisième forme de fer, c'est-à-dire l'acier, jusqu'à ces derniers temps, s'obtenait beaucoup plus dispendieusement dans la plupart des cas. L'acier fondu, qui est le plus recherché des couteliers, se vendait, sur le marché de Sheffield, la première ville du monde pour cette fabrication, de 1,000 à 2,000 fr. la tonne, selon les qualités. Si les autres sortes d'acier étaient moins chères, elles étaient encore à de très-hauts prix, en comparaison du fer. Déjà plusieurs années avant 1862, la fabrication, par le *puddlage* (3) de certaines fontes avait fourni un acier à bon marché; mais le procédé Bessemer, qui date de 1860, a fait mieux encore. En un mot, aujourd'hui l'on fabrique couramment et sur la plus grande échelle, à des prix très-très-modérés, un acier qui satisfait à un grand nombre d'usages; c'est ainsi qu'en France, dans ces derniers temps, on a vendu le Bessemer et l'acier puddlé de 310 à 330 fr., pendant que le fer courant était à 200 ou même 190 fr. (4).

A ces deux procédés, il semble qu'il faille en joindre au moins un troisième, le procédé Martin, qui donne de belles espérances.

(1) On sait que le fer se présente et s'emploie dans l'industrie sous trois états: la *fonte*, matière bien plus fusible que les deux autres, facile à couler sous toutes les formes, mais cassante; le *fer* proprement dit, ou *fer forgé*, qui est difficile à fondre, ductile, nerveux et résistant à la fracture, se martelant très-bien et se soudant de même; l'*acier*, qui se distingue du fer en ce qu'il a plus de grain, et surtout en ce que l'opération très-simple de la trempe le modifie profondément; elle lui fait acquérir une grande dureté, par laquelle il agit très-énergiquement sur les autres substances, et sur le fer lui-même, pour les aplanir, les limer, les percer ou les trancher. L'acier non trempé est un métal très-nerveux, résistant à la cassure plus que le fer.

(2) En France, les rails se vendent ordinairement de 30 à 40 fr. plus cher.

(3) Élaboration dans des fourneaux dits fours à *puddler*, d'un mot anglais qui signifie pétrir.

(4) Présentement (avril 1868), diverses circonstances ont fait baisser, en France comme partout, le prix du fer.

suit de là qu'avec des rails en acier on aura moins lieu d'être sans cesse à remanier la voie, ce qui est une cause d'accidents. Les rails en acier étant plus difficiles à déformer, par exfoliation ou autrement, la chance des déraillements, qui, depuis quelque temps, sont si multipliés et causent tant de dégâts et tant de malheurs, sera fort amoindrie.

Aussi, les Compagnies de chemins de fer se sont-elles déterminées à cette substitution, au moins pour la partie la plus fatiguée de leur parcours. En Angleterre, il y a déjà quelque temps qu'elles procèdent au changement. En France, elles ont été lentes à se décider, mais en ce moment la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée établit des rails en acier tout le long de l'artère de Paris à Marseille, faisant 860 kilomètres (1).

Une telle transformation de l'industrie du fer sera profitable aux forges qui pourront commodément se procurer des minerais propres à donner un fer acièreux, car elle leur assure un grand avantage sur les autres. L'expérience, répétée dans des circonstances variées, a montré que les minerais manganésifères satisfont, d'une manière exceptionnelle, à cette condition. Les pays qui recèlent en abondance de tels minerais sont donc appelés à en approvisionner les autres, qui ne peuvent se dispenser d'en vouloir. Sous ce rapport, le commerce de la Suède en minerai de fer semble destiné à prendre un grand développement : tout le monde connaît l'abondance des minerais de fer donnant des produits acièreux (2), qui est propre à ce royaume. L'Espagne est appelée aussi à exporter des minerais de fer à cause des mines particulières que cette contrée présente, par exemple, sur les bords de la Bidassoa et aux environs de Bilbao. De même, dans les Pyrénées françaises, on peut citer plusieurs localités bien dotées en ce genre. Tels sont les environs de Prades (Pyrénées-Orientales); ceux de Vicdessos, dans le département de l'Ariège, où la célèbre mine de Rancié, qui n'est pourtant pas la seule de son genre dans la même vallée, offre des ressources inépuisables (3). On pourrait en dire autant des minerais de fer des Alpes françaises (Dauphiné). La Sardaigne fournit aussi des minerais qui se recommandent à ce titre.

Une proportion assez médiocre de tels minerais suffit pour conférer au fer la propriété acièreuse. Ainsi une seule mine de fer peut suffire à

estime que sur les 200 kilomètres de Paris à Tonnerre (ligne de Paris à Lyon et à la Méditerranée), les rails en fer son hors de services après 85,000 trains.

(1) Il y entrera 137,000 tonnes d'acier Bessemer.

(2) Voir le rapport où M. Daubrée a présenté l'exposé des richesses minérales de la planète, tome V, page 5.

(3) Il ne manque à ces mines des Pyrénées que des chemins de fer aillent prendre le minerai à la porte de la galerie.

La navigation de concurrence, la navigation de long cours se fait avec des navires de plus de 300 tonneaux, or voici quelle a été l'augmentation du tonnage de ces bâtiments en dix-huit ans.

En 1848....	101,892 tonneaux.	
1858....	381,017	—
1866....	437,584	—

Ces chiffres sont plus concluants que ceux de M. Pouyer-Quertier et que les assertions hasardées de M. Thiers.

V

Mais qui croirait que, sur une question aussi simple que le coût de transport des bœufs, M. Pouyer-Quertier a trouvé moyen d'être inexact? « Ne l'oubliez pas, a-t-il dit, nos bœufs peuvent arriver à Londres à meilleur marché qu'à Paris! »

Voici la vérité : le transport d'un bœuf d'Honfleur ou de Trouville à Londres coûte 30 fr.; d'Honfleur ou de Trouville à Paris, 10 fr.

M. Pagézy a donné des détails très-curieux sur la situation de la marine américaine, à la suite de la guerre civile, et des mesures protectrices adoptées pour encourager son développement.

Il a démontré la décroissance de cette marine protégée outre mesure et mis en regard l'accroissement de la marine anglaise qui jouit de la liberté la plus entière. Les choses en sont venues à ce point que l'on demande aujourd'hui, en Amérique : des primes pour les constructeurs de navires ; la liberté d'importer en franchise de tout droit les matières premières nécessaires à la construction des navires et le rappel de l'acte de 1793 qui défend aux capitaines et aux négociants américains de naviguer et de commercer avec les navires étrangers. La première de ces mesures aggraverait le mal au lieu de le faire disparaître, on le verra plus loin quand nous dirons ce qui est arrivé chez nous aux navigations encouragées par des primes. Les deux autres sont tout à fait conformes aux principes qui forment aujourd'hui la base de notre législation maritime.

VI

C'est M. Ancel qui, dans notre discussion, s'est occupé particulièrement des questions purement maritimes.

Il a commencé par une critique, faite bien des fois avant lui, des traités de réciprocité de 1822 et 1826 conclus avec les États-Unis et l'Angleterre. Mais il a complètement oublié de dire ce qu'il eût été convenable de faire et d'indiquer, si l'on eût pu faire autrement. Rendons-lui cependant justice : prenant la question à son véritable point de vue, il a d'un mot renversé tout l'échafaudage de chiffres de M. Pouyer-

Quartier en s'occupant, comme nous venons de le faire, des navires de 300 tonneaux et au-dessus.

« Au 31 décembre 1859, a-t-il dit, nous possédions en navires de 300 tonneaux et au-dessus, d'après les tableaux des douanes, 800 navires représentant 376,200 tonneaux; au 31 décembre 1866, d'après les mêmes tableaux, nous avons 841 navires et de 437,700 tonneaux; l'augmentation était de 41 navires et de 62,200 tonneaux; c'est là une bien faible augmentation. »

Mais M. Ancel n'aurait pas dû oublier que les traités de commerce laissaient la navigation de côté, d'une manière presque absolue, et pour être dans le vrai, il aurait dû prendre pour point de départ le 1^{er} janvier 1852, car c'est à partir de ce moment que des réformes sérieuses, pratiques et bien justifiées, ont commencé à être réalisées. Nous possédions à cette époque 302 navires au-dessus de 300 tonneaux, et leur port total était de 116,443 tonneaux. L'augmentation est donc de 439 navires et de 321,257 tonneaux; le nombre des navires a plus que doublé et le tonnage a presque triplé.

Si l'on étudie les documents dans lesquels se trouvent réunis tous les décrets et toutes les lois qui ont commencé à briser les entraves qui emmaillotaient notre marine, on trouve que la première mesure réparatrice est du 22 mars 1852 : c'est un décret supprimant la taxe de plombage, et donnant des facilités pour les transbordements et les mutations d'entrepôt par mer. Le 14 juillet de la même année, une décision ministérielle, car les droits de nos armateurs étaient alors assujettis aux décisions ministérielles, dispensait, sous certaines conditions, les navires venant des pays situés au delà des îles et passage de la Sonde, de l'obligation du retour direct. Le 20 juin 1853, un décret supprime le droit de sortie imposé à la sortie des bâtiments de mer de construction française : en décembre la suppression de la restriction à l'importation du coton brut venant de la Grande-Bretagne est supprimée. Dans le cours de la même année, de nombreux traités de navigation sont conclus, à des conditions de réciprocité : plus tard l'obligation absurde pour les navires français naviguant à l'étranger de faire leur retour en France est complètement abolie, etc., etc.

Nous ne saurions faire l'énumération générale de ces mesures dont l'effet ne tarda pas à se faire sentir et nous permet d'envoyer 200 ou 300 navires faire la navigation de concurrence dans l'Extrême-Orient, entre l'Inde et la Chine, la Chine et le Japon, l'Australie et les diverses autres colonies ou possessions anglaises.

Voilà de ces faits, nous n'hésitons pas à le dire, qu'il n'était pas permis à un député du Havre d'ignorer, et que la Chambre de commerce de Bordeaux, dont le nom a été si souvent invoqué dans cette discussion, n'aurait pas dû passer sous silence.

M. Ancel s'est longuement étendu sur l'infériorité de notre navigation avec l'Amérique et avec l'Angleterre : mais est-ce que cette infériorité date des traités de commerce ? est-ce qu'elle ne date pas de la protection et n'a pas existé de tous temps ?

« Quant aux baquebots transatlantiques, a dit M. Ancel, M. le ministre sait qu'ils reçoivent de riches subventions dont je suis loin de me plaindre ; mais, c'est bien là, permettez-moi de le dire, une protection, et une protection même assez forte ; seulement, comme c'est une protection moderne, on l'accepte. »

M. Ancel nous permettra de lui dire que la subvention accordée aux paquebots est l'équivalent d'un service rendu : les compagnies ne profitent pas seules de cette subvention, tout le commerce et l'industrie en profitent, et il leur en coûterait plus cher pour faire leurs affaires, si nos correspondances et nos envois ne pouvaient être expédiés que par les paquebots anglais.

Une grande erreur, erreur que les faits ont mille fois démontrée, c'est cette opinion exprimée à la tribune par M. Ancel et partagée, ainsi qu'il l'a dit avec raison, par un grand nombre d'armateurs des ports, que les nouvelles lois développeront certainement le commerce d'importation, mais ruineront la marine. C'est oublier que toutes les industries sont solidaires, que l'agriculture ou l'industrie ne prospèrent pas aux dépens l'un de l'autre, que le développement du commerce, loin d'arrêter l'essor de l'industrie ou de l'agriculture, leur donne une puissante impulsion, et que la navigation maritime est trop intimement liée aux agissements du commerce pour ne pas prospérer et décliner avec lui. Mais, il est vrai de le dire, pour que cette solidarité fonctionne, pour que l'action et la réaction des entreprises commerciales et des entreprises maritimes s'opèrent librement et fructueusement, il importe de modifier quelques-unes de nos lois, celle entre autres, qui défend à l'étranger, même domicilié, même à la tête d'un grand établissement, d'être propriétaire d'un navire battant pavillon français. On lui refuse la propriété du navire et on ne limite pas l'étendue des terres qu'il peut posséder, la nature des opérations qu'il peut faire, et s'il est un riche banquier l'État lui confie au besoin le soin de veiller à la fondation ou au développement de son crédit.

Ce que nous avons dit de la solidarité, de l'alliance du commerce et de la navigation a, de tous temps et en tous lieux, été prouvé par les chiffres. Nos ports possèdent plus ou moins de navires proportionnellement à l'importance de leur commerce : Marseille, notre premier port d'importation, comme l'a reconnu M. Ancel, possède 161,000 tonneaux ; notre second port, le Havre, en compte 134 000 ; Bordeaux, qui vient en troisième ligne, en possède 132,000, et enfin, Nantes, notre quatrième grand port, est outillé de 113,000 tonneaux. Les choses se

passent de même à l'étranger, Londres possède plus de navires que Liverpool parce qu'il importe plus ; New-York est le premier port, des États-Unis, comme port d'armement et comme port d'importation ; Hambourg compte plus de navires que Brême, parce que Hambourg importe plus. Nous pourrions passer ainsi en revue tous les ports, et partout nous verrions les plus nombreux armements se faire là où se font les plus grandes importations.

Une question beaucoup plus grave a été soulevée par le député du Havre, et nous regrettons de le dire il l'a résolue contre le droit, contre la justice, contre la liberté : nous voulons parler de l'inscription maritime dont nous avons déjà dit quelques mots.

La première raison que l'on donne en faveur du maintien de cette funeste institution, c'est son ancienneté : elle est consacrée, dit-on, par deux siècles d'expérience et de succès !

Etrange succès que celui qui consiste à nous maintenir à un effectif maritime d'un million de tonneaux, tandis que les Anglais dont les marins sont libres comptent le tonnage de leurs navires par sept ou huit millions ! L'expérience ! Sans doute, la France l'a faite pendant deux siècles, mais elle s'est commencée dans les larmes et dans le sang, car les marins basques et les marins de Provence résistèrent les armes à la main pendant un demi-siècle à l'esclavage qu'on voulait leur imposer, et elle s'est continuée dans les misères, les douleurs et la mort !

On donnait autrefois pour seconde raison que toutes les nations nous enviaient cette déplorable institution. On a fini par abandonner cette prétendue raison devant les railleries poignantes de ceux qui osaient demander pourquoi elles ne satisfaisaient pas leur envie, et où étaient celles qui s'étaient laissé corrompre par notre exemple.

Aujourd'hui l'argument principal que l'on invoque en faveur de l'inscription maritime c'est que « les plus illustres amiraux se sont toujours levés pour défendre l'inscription maritime et l'obligation du service de la marine quand elles étaient attaquées ! »

Demandez donc au charretier si l'usage du fouet ne lui est pas indispensable !

Quand on a une question de recrutement ou d'organisation d'armée à traiter, sans doute, comme l'a dit M. Ancel, on consulte les chefs de l'armée, mais ne consulte-t-on pas aussi le pays dans la personne de ses mandataires ? Pour le marin pas de représentants, il est là, seul, en présence du gendarme de la marine qui sur un signe, qui sur mot du commissaire de marine le jette en prison : on l'envoie du nord au midi de la France, du levant au ponant naviguer trois, quatre ans ou plus sur les vaisseaux de l'État ! M. Ancel vote tous les ans le chiffre du contingent de l'armée de terre, le chiffre du recrutement : pour

Vote-t-il pas le chiffre des équipages de la flotte, le nombre d'années que le marin devra passer au service ?

Le marin n'est-il donc ni un homme, ni un citoyen, que la marine peut ainsi en disposer en toute liberté, sans trêve ni merci ?

Mais quittons cette douloureuse question qu'il faudra cependant résoudre quelque jour, et reprenons notre étude de cette mémorable discussion.

VII

Ce qu'il y a peut-être de plus remarquable, et ce qui montre bien la chute irrévocable du système protecteur, c'est que pas un orateur ne l'a défendu, pas un n'a prétendu que s'il eût encore existé nous aurions fait plus de progrès que nous n'en avons accompli. Chacun a tacitement reconnu que c'était une cause perdue que nulle puissance au monde ne pourrait rappeler à l'existence.

Aussi dans le magnifique discours qu'il a prononcé, M. le ministre d'État a-t-il pu s'écrier : « Oh ! je le sais, la marine marchande, pendant quarante années du système protectionniste, avec des tarifs différentiels, avec des surtaxes de pavillon, avec des surtaxes d'entrepôt, avec une navigation réservée, avec un cabotage exclusif, avec toutes les mesures restrictives possibles, avec les primes à la pêche à la morue, à la pêche à la baleine, au cachalot, avec tout ce bagage protectionniste ; elle n'a pas augmenté de 100,000 tonneaux en trente ans ; cela est vrai ! Est-ce nous qui en sommes responsables ? Est-ce la faute du système inauguré et pratiqué depuis trente ans ? Mais, ce système est-ce le nôtre ? Non, le nôtre n'est point encore en application. »

Et reconnaissons-le, quand la loi de 1866 sera mise en application, le système nouveau, le système de liberté, de droit commun et de concurrence ne sera pas complet, et devra recevoir son couronnement.

La pêche primée existe encore : tous les ans la France paye encore environ trois millions et demi, sous prétexte de favoriser l'industrie maritime et d'augmenter le nombre de nos marins, par l'encouragement de la pêche de la morue.

Il en est de cette pêche comme de toutes les autres branches de la navigation sous le régime de la protection, elle ne fait que des progrès insignifiants, des progrès qui sont loin d'être en rapport avec l'importance des sacrifices qui fait le Trésor. Pendant la période décennale de 1827 à 1836 la moyenne des armements pour cette pêche, entrées et sorties réunies était de 113,298 tonneaux : pendant la période de 1857 à 1866 cette moyenne s'est élevée à 141,083 tonneaux ! L'accroissement en quarante ans n'a été que de 27,787 tonneaux !

Mais ce qu'il y a de plus regrettable c'est que, loin d'avoir pour résultat d'accroître le nombre de nos marins, cette pêche nous en fait

perdre un chiffre considérable. Nous expédions au banc ou à la côte de Terre-Neuve beaucoup plus de marins qu'il n'en revient : le déficit est d'environ 2,000 par année. Voici les chiffres officiels de nos pertes :

De 1827 à 1836.....	19,920 hommes.
1837 à 1846.....	23,330 —
1847 à 1856.....	27,600 —
1857 à 1866.....	10,804 —
Total....	81,654 hommes en quarante ans

Nous ne saurions dire si ces hommes s'embarquent dans l'intention d'émigrer, ou s'ils désertent, ou si la mort les emporte, ou bien encore si cette différence entre les entrées et les sorties ne couvre pas quelque combinaison frauduleuse, mais il importe qu'une enquête se fasse et que la France sache si depuis quarante ans elle a payé 120 à 140 millions pour perdre de 81,000 marins.

Quant à la pêche de la baleine, il n'en est plus question depuis longtemps, malgré toutes les primes et toutes les faveurs qu'on lui avait accordées.

Pour résumer cette longue discussion nous demanderons :

- 1° La suppression de l'Inscription maritime ;
- 2° L'abolition des surtaxes d'entrepôt ;
- 3° L'abandon du système des primes pour les pêches ;
- 4° L'ouverture de nos ports au cabotage de tous les pavillons ;
- 5° L'admission des étrangers, domiciliés en France, à la propriété des navires ;
- 6° La reconnaissance légale des assurances sur fret et sur profits espérés ;
- 7° Le droit d'hypothéquer les navires à l'égal des immeubles ;
- 8° L'admission du marin étranger dans une plus forte proportion dans la composition des équipages ;
- 9° La reconstitution de la caisse des invalides au profit exclusif des marins du commerce ;
- 10° Le transfert des bureaux de la pêche et de la navigation marchande, et des bureaux coloniaux, du ministère de la marine au ministère du commerce ;
- 11° Le transfert des consulats du ministère des affaires étrangères au ministère du commerce ;
- 12° Rendre facultatif l'obtention du brevet de capitaine au long cours ou au cabotage, aujourd'hui obligatoire.
- 13° Enfin la révision de tous les règlements d'armement et la suppression de toutes les formalités reconnues inutiles ou dangereuses comme celle de l'estampillage annuel des chaudières à vapeur, et

pillage qui affaiblit le métal, force à changer les chaudières plus souvent et n'est pas usité dans la marine étrangère.

Toutes ces réformes viendront à leur temps, nous en sommes convaincu, les pas de géant que nous avons faits depuis 1860 nous sont un sûr garant des progrès prochains que nous ferons.

T.-N. BENARD.

LA HOUILLE, LE FER

ET LE

TRAITÉ DE COMMERCE FRANCO-ANGLAIS

AU CORPS LÉGISLATIF, EN MAI 1868

« L'intérêt parle toutes sortes de langues et joue toutes sortes de personnages, même celui de désintéressé. » (39^e maxime de LA ROCHEFOUCAULD.)

I

Il y a quelques semaines, un journal américain déclarait plaisamment, à propos des interminables harangues qui ont signalé le singulier procès du Président des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, que le citoyen — bien authentiquement convaincu de les avoir lues *in extenso* — serait digne de figurer au musée de curiosités du célèbre Barnum, dont il constituerait peut-être le plus bel ornement. Serait-il indiscret de revendiquer une place au musée en question, dans les mêmes conditions exceptionnelles, pour le citoyen français qui aura patiemment lu, depuis le commencement jusqu'à la fin, dans le journal officiel, la discussion des interpellations sur le régime économique de la France, — qui, n'appartenant pas au groupe très-restreint des infortunés en quelque sorte obligés, par une raison ou par une autre, de se tenir au courant de toute discussion parlementaire, aura suivi consciencieusement les neuf séances du Corps législatif, du 11 au 20 mai dernier? Quelle terreur légitime ne doit pas ressentir tout homme, sain de corps et d'esprit, à la vue de cet assemblage incohérent de « mots longs d'une toise, — de grands mots qui tiendraient d'ici jusqu'à Pontoise »; de chiffres contradictoires pris, quittés, repris; de démentis échangés avec une désinvolture très-compromettante pour la classique urbanité nationale; de raisonnements péchant par la base et surtout de sempiternelles répéti-

tions, dont la suppression aurait heureusement allégé ces terribles discours en deux après-midi? Franchement, si cet homme a eu le courage d'entreprendre le défrichement d'une inextricable forêt d'arguments plus ou moins économiques, tout hérissés d'arithmétique douanière, ne se sera-t-il pas, pour passer de Racine à Molière, des *Plaideurs* au *Festin de pierre*, rappelé ce fameux fragment de dialogue :

« CHARLOTTE. — Mon guieu, Piarrot, tu me viens toujou dire la même chose.

« PIERROT. — Je te dis toujou la même chose, parce que c'est toujou la même chose ; et, si ce n'étoit pas toujou la même chose, je ne te dirois pas toujou la même chose. »

Sérieusement, quelles conclusions aura-t-il pu tirer de ces longs et incompréhensibles débats ? S'il ne connaissait pas les premiers éléments de l'économie politique, sera-t-il, sorti de son affreux cauchemar, convaincu qu'il existe réellement une science de ce nom ? S'il était prohibitionniste, sera-t-il devenu protectionniste ? S'il était protectionniste, sera-t-il devenu libre-échangiste ? S'il était libre-échangiste, se sera-t-il converti à la prohibition ou à la protection ? Je me le demande en vain, quel fruit aura pu recueillir une galerie, réellement impartiale et désireuse de s'instruire, du spectacle affligeant qu'a donné, durant neuf jours, notre Corps législatif ? Je ne trouve pas d'épithète plus propre à rendre le sentiment que doit éprouver tout ami sincère de la vérité, en songeant à l'idée que les étrangers vont se former de l'état d'avancement de notre éducation économique !

Comment ! diront particulièrement les Anglais, qui entendent si bien le discours d'affaire, bref et serré, comment ! nos voisins d'outre-Manche sont à ce point arriérés que des orateurs parlementaires peuvent leur servir, pendant plusieurs séances, en guise de raisons, une phraséologie banale, déclamatoire et interminable ! Comment ! ils discutent encore la question de savoir si la majorité immense des consommateurs doit payer une rente à la minorité relativement infime des producteurs, sous le spécieux prétexte de la nécessité d'une protection pour l'industrie nationale. Comment ! la démonstration irréfutable du principe de la liberté commerciale, — le seul, dit Rossi, que la science puisse avouer, — est assez peu connue chez eux pour qu'une assemblée délibérante sache à peine où gît la difficulté et s'amuse à un miroitement de chiffres, qui défilent en désordre aux yeux ébahis de la galerie ; pour que le gouvernement, qui connaît le tempérament de ses gouvernés, se borne à suivre les adversaires sur le terrain mouvant des chiffres, se défende, à chaque instant, d'obéir à la théorie et se croie obligé d'affirmer à toute heure son affection exclusive pour la pratique ! Dans une sainte vocation industrielle et commerciale, la pratique pourrait-elle donc

indépendante de la théorie, — qui, en pareille matière, ne fait que dégager la lumière des nuages dont les intérêts privés se plaisent à l'environner, au nom de l'intérêt général ?

L'aplomb avec lequel quelques-uns des adversaires du libre-échange rendent hommage au principe, en sacrifiant sur l'autel de la consommation nationale les autres industries, mais réclament la protection du législateur douanier, dans l'intérêt de la production nationale... de leurs produits, — cet aplomb n'est égalé que par la logique, digne d'une meilleure cause, d'autres ennemis de la liberté commerciale, qui se cramponnent après l'édifice vermoulu de la protection perpétuelle et systématique : tel, sans doute, ce membre du Corps législatif, cité par le *Moniteur* du 13 mai (p. 662, col. 3) comme repoussant énergiquement la suppression des droits d'entrée sur les houilles.

« Quand je suis dans mon laboratoire, — a écrit M. Claude Bernard, cité par M. Sainte-Beuve dans une récente discussion (qui agitait précisément le Sénat en même temps que le traité de commerce passionnait le Corps législatif), — je commence par mettre à la porte le spiritualisme et le matérialisme : je n'observe que des faits, je n'interroge que des expériences, je ne cherche que les conditions scientifiques dans lesquelles se produit et se manifeste la vie. » Combien d'adversaires du traité de commerce, sans en excepter bien entendu les orateurs du Corps législatif, s'inspirent du principe d'impartialité absolue qui doit être le point de départ de quiconque cherche une vérité quelconque ? Combien pourraient venir s'écrier, la main sur la conscience : quand je suis dans mon cabinet, élaborant quelque sortie contre le nouveau régime économique, je commence par mettre à la porte mon intérêt privé, la politique et autres mauvaises conseillères ; je ne me préoccupe que des intérêts généraux, je ne cherche que les conditions scientifiques dans lesquelles se produit et se manifeste la vie, industrielle et commerciale, d'une agglomération d'hommes ? Combien, non-seulement vivent dans une ignorance systématique des principes les plus élémentaires de la science des Adam Smith, des Turgot, des Jean-Baptiste Say....., mais encore louent cette ignorance systématique.

Lorsqu'au marché de Rouen qui a suivi la clôture de la « discussion des interpellations de MM. Pouyer-Quertier, Jules Brame, Kolb-Bernard et plusieurs de leurs collègues, sur les conséquences du régime économique de la France, » le premier de ces honorables membres du Corps législatif « a été entouré et félicité, comme l'ont raconté tous les journaux, par un grand nombre d'industriels et de commerçants, sur l'attitude qu'il avait prise ; » — lorsqu'en quelques heures, a été couverte de plusieurs centaines de signatures une liste de souscriptions à un banquet offert à M. Pouyer-Quertier, « comme témoignage d'estime et de sympathie, de la part des électeurs, pour le talent et l'indépendance de

caractère dont il avait fait preuve, en défendant les intérêts de l'industrie, » — les *félicitants* avaient-ils pris la sage précaution recommandée par M. Claude Bernard? En honorant le talent très-réel de l'orateur protectionniste, — dont l'individualité indépendante et loyale m'est, je l'avoue, particulièrement sympathique, malgré l'abîme qui nous sépare en économie politique, — les souscripteurs de ce banquet entendaient-ils que l'industrie défendue était autre que la leur et croyaient-ils que le *félicité* avait lui aussi, au préalable, pris cette précaution..... inutile?

Quoi qu'il en soit de ce témoignage de reconnaissance, un peu plus passionné que de raison, l'économie politique est une chose, l'égoïsme en est une autre et la politique une troisième. L'économie politique est une science, la politique est un art. Quant à l'égoïsme, c'est une passion, si habituelle au cœur humain qu'il ne faut jamais compter sans elle : producteurs et consommateurs en sont donc également pourvus; seulement, l'égoïsme des premiers est plus bruyamment représenté au parlement que l'égoïsme des seconds, bien qu'en bonne justice, il doive en être tout autrement.

Un membre de l'Académie des sciences morales et politiques —, il n'appartenait point à la section d'économie politique, — m'écrivait, le 22 mars 1861, à propos d'une série d'articles publiés ici même, en 1860, sur l'industrie houillère :

« Mon très-honoré adversaire, — je m'aperçois, en vous lisant, que je ne suis point aussi singulier que vous voudriez me le faire croire, à l'endroit du commerce extérieur. Il y a beaucoup de points sur lesquels je suis d'accord avec vous. Toute la différence entre nous consiste en ce que je ne vois que des questions d'intérêt discutables, dans des choses que vous tranchez par de grands principes, comme s'il s'agissait d'une religion ou d'une philosophie; et vos économistes manqueraient à leur caractère de sectaire, s'ils n'étaient pas intolérants. — Votre tout dévoué.... »

Je n'ai pas besoin d'ajouter à cette citation textuelle que mon honorable correspondant, — homme instruit, spirituel, très-versé dans la pratique de l'industrie minérale, — n'était pas libre-échangiste. En prenant la plume pour défendre une fois de plus la bonne cause, je me suis rappelé sa lettre, parce qu'elle caractérisait en termes très-nets la différence qui existe, d'une part, entre MM. Thiers, Pouyer-Quertier, Jules Brame et autres, et d'autre part, MM. Emile Ollivier et Jules Simon, qui ont été, en cette circonstance, le dernier surtout, les seuls représentants des économistes purs. Pour les premiers, il y a autant de questions que de marchandises : la protection des houilles, des fers, des céréales, des laines, des soies, des vins, etc., etc., donne naissance à autant de « questions d'intérêt discutables, » où il s'agit, en somme,

de tâcher d'amener à soi la couverture, je veux dire le législateur. Pour les seconds, les problèmes que je viens d'énumérer n'existent point individuellement; il n'y a qu'une question collective, « à trancher par un grand principe, » comme lorsqu'il s'agit d'un détail ressortissant au domaine scientifique.

Je n'ai pas gardé la minute de ma réponse, mais je suis bien sûr de ce qu'elle contenait et surtout de ce qu'elle ne contenait pas. Je me bornerai à affirmer que je ne m'y formalisai nullement de la qualification de *sectaire intolérant*. Tant que des débats de la nature de ceux qui ont eu lieu, le mois dernier, au Corps législatif, pourront se produire en France, il ne sera que juste de dire que les économistes constituent une secte. Quant à l'intolérance (de langage, bien entendu), elle va de pair avec l'ardeur des convictions; nos adversaires n'ont rien à nous reprocher sous le rapport de l'intolérance verbale, sans avoir tous peut-être la même excuse, et je ne crois pas les calomnier en redoutant leur intolérance active, s'ils peuvent jamais la manifester.

Le début du discours de M. Émile Ollivier promettait, au point de vue où je veux me placer aujourd'hui, plus qu'il n'a réellement tenu; l'orateur s'est surtout occupé de l'examen, dans lequel il s'est volontairement confiné, des caractères et des causes de la crise actuelle. Néanmoins, il a bien défini la situation.

« Si ce débat, s'est-il écrié, se produisait devant le pays dans des circonstances ordinaires, je n'hésite pas à le dire, il serait impossible; et, s'il était provoqué, il durerait quelques instants... Ce qui se passe aujourd'hui devant nous, c'est le dernier effort d'une doctrine abandonnée (1) par la plupart des amis du progrès et de la liberté (*Très-bien! très-bien!* sur divers bancs), et qui profitent de l'épreuve que traversent le commerce et l'industrie, pour tenter de livrer, dans des conditions favorables, une dernière bataille. (*Très-bien! très-bien!* sur les mêmes bancs.) — Que la Chambre ne pense pas que j'aie la puérile prétention d'opposer les exigences hautaines d'une théorie ignorante aux réalités, modestes mais sûres, d'une pratique expérimentée, et que je veuille opposer des mépris pour la pratique aux dénigrements dont la théorie a été l'objet. En relevant une erreur, j'en commettrais une moi-même. En effet, il n'y a aucune opposition entre la théorie et la pratique; tout ce qu'on peut dire c'est que, de même qu'il y a de mauvaise pratique, il y a de mauvaise théorie (*C'est juste!*) Entre une pratique intelligente et une théorie vraie, il n'y a d'autre différence que celle qui existe entre les matériaux dont on se sert pour bâtir une maison et la maison elle-même, quand elle est construite..... D'ailleurs, qui donc a trouvé l'art de discuter sans faire plus ou moins des théories? » (*Moniteur* du 17 mai, p. 674, col. 4).

(1) Ici je supprime une interruption de M. Thiers, qui s'obstine à ne pas comprendre, parmi les *libertés nécessaires*, la liberté commerciale.

En effet, MM. Jules Brame, Pouyer-Quertier, Thiers, pour ne citer que les principaux contempteurs de la théorie, ont eu beau s'en défendre, ils ont, ne leur en déplaise, abusé de « ces raisonnements qui, — selon nous et en empruntant une forme reçue, chez M. de Tillancourt et au sujet de la production rurale, avec des *rires d'approbation sur plusieurs bancs*, — révèlent le manque des notions les plus élémentaires » (*Moniteur* du 12 mai, p. 641, col. 3). Contraint de désertier nettement le système de la prohibition, qui au moins n'est pas dénué de logique, M. Thiers n'a-t-il pas fait de la théorie, en résumant ainsi son système de la protection, qu'il a ensuite une fois de plus développé.

« Ce que nous désirons, ce sont des tarifs bien calculés, qui protègent le travail national, qui écartent le travail étranger, non pas dans tous les cas, mais quand il pourrait avoir pour conséquence d'amoindrir le travail national. — Ces tarifs doivent être calculés dans cette double vue, non-seulement de garantir ordinairement le travail national, mais de le garantir surtout dans les moments où l'étranger, ayant besoin de se débarrasser du surplus de ses produits, les livre à des prix qui seraient ruineux pour notre industrie, c'est-à-dire que ces tarifs doivent être calculés et pour les temps ordinaires et pour les temps extraordinaires, où nos voisins liquident une situation embarrassée et vendent à tout prix..... — L'objet de tout système économique chez toutes les nations, c'est celui-ci : procurer à un peuple la plus grande somme de travail possible.

« Les Anglais... se livrent à tous les travaux qui constituent l'industrie moderne. Eh bien ! toutes les nations de l'Europe disent : nous aussi, nous voulons pratiquer toutes les industries. » (*Moniteur* du 14 mai, p. 654, col. 1).

Ainsi que je l'ai dit plus haut, M. Jules Simon est le seul membre du Corps législatif qui ait tenu haut et ferme le drapeau de la science. Tous les économistes doivent lui en avoir une reconnaissance d'autant plus grande, qu'orateur habituellement entendu avec beaucoup de plaisir, par toute assemblée, il n'a pas craint de prendre la parole durant cette courte période de la dernière séance des interpellations où le Corps législatif, placé entre la chaude péroration du ministre d'État et la clôture de la discussion, était visiblement pressé d'en finir. Si le *Moniteur* du 21 mai (p. 706, col. 2 et 3) constate malheureusement que la partie économique du discours de M. Jules Simon n'a pas été écoutée avec toute l'attention à laquelle elle avait droit, espérons du moins qu'elle sera méditée avec soin par les lecteurs impartiaux. A ceux qui, terrifiés par le dévergondage insensé de chiffres auxquels nos représentants se sont livrés avec passion, voudront savoir sur quel terrain aurait dû réellement être portée la lutte, nous recommandons ce passage :

« Ce qui a tenu le moins de place dans le débat, c'est la discussion de

principe, la question de théorie, et j'ai même entendu des orateurs se vanter de ne pas faire de théorie. Pour moi, je ne pourrais pas me vanter de n'en pas faire; je pourrais me vanter, au contraire, de faire de la théorie plutôt qu'autre chose. J'ai une objection contre les statistiques, contre les chiffres, c'est que les hommes les plus compétents apportent souvent, dans une discussion, des chiffres qui se contredisent... J'en ai une autre, c'est qu'il arrive quelquefois que les mêmes chiffres semblent donner une signification différente... Quand on se rattache aux principes, ce n'est pas une crise momentanée qui peut obscurcir la vue; on voit ce qui se passe aujourd'hui, et on prévoit ce qui se passera plus tard. Telle est la supériorité de la doctrine sur l'empirisme.

.

À ces principes généraux, on a fait une objection, une seule, et elle a été tirée exclusivement des faits, c'est-à-dire que des industries en souffrance sont venues exposer leurs doléances et conclure, de la situation où elles sont réduites, que, le principe fût-il juste, il faudrait l'abandonner... Je réponds à cela que l'expérience n'est pas faite; que je ne nie pas les souffrances; que je n'ai pas l'intention de les discuter; que je ne les affirme ni ne les conteste... Pensez-vous donc qu'il puisse y avoir une révolution quelconque sans victimes? Toutes les fois que vous faites une transformation de l'industrie, les conséquences immédiates peuvent être douloureuses; mais il n'est pas d'un esprit logique d'en conclure que les conséquences durables seront également douloureuses. Je pourrais prendre, par exemple, la création d'une machine, quelle qu'elle soit. Le jour où l'on crée une machine, qui doit être surveillée par un homme et un enfant, et qui remplace 100 fileuses, il y a 98 personnes qui avaient du travail et qui le perdent. Il n'en est pas moins vrai que, si l'on écoutait les doléances de ces 98 personnes qui perdent leur travail, et si l'on renonçait, à cause de cela, à la machine, on agirait en sens inverse du progrès; on subirait les conséquences d'un incident éphémère, au lieu de s'en tenir à la réalité, au principe et à la doctrine.

Tout cela est excellent, excellemment dit, et ne demanderait qu'à être développé et complété. Voyez, au contraire, le danger de chercher à agir sur l'opinion publique avec des chiffres, en matière d'économie politique, au lieu de l'attirer à soi par un raisonnement solide. Rappelez-vous le rôle qu'a joué, dans cette dernière discussion du Corps législatif, l'écart exorbitant entre le chiffre de 140,000,000 francs, attribué par le gouvernement à la valeur des produits métallurgiques exportés de France, et le chiffre de 47,000,000, opposé par M. Pouyer-Quertier! Il ne faudrait pas connaître la manière dont procède habituellement, dès qu'il s'agit de tout sujet un peu ardu, ce qu'on appelle l'opinion publique, pour douter un instant du scepticisme indestructible qui accueillera désormais la statistique douanière. Combien de citoyens se seront donné la peine d'étudier assez profondément la question pour se constituer une appréciation rationnelle et personnelle? Le Français, né malin, ne se sera-t-il point

La section spéciale de philosophie avait présenté en première ligne M. Vacherot; en seconde ligne et *ex æquo*, par ordre alphabétique, MM. Caro, Albert Lemoine et Nourrisson, en troisième ligne M. Mallet.

Au premier tour de scrutin, M. Vacherot obtient 18 suffrages, M. Nourrisson 9; M. Caro 9; au deuxième tour M. Vacherot réunit 19 voix, M. Nourrisson 10, M. Caro 7. Des deux voix qui ont abandonné M. Caro, une a constitué la majorité, et M. Vacherot a été proclamé membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Cette élection, qui a été très-remarquée par l'opinion publique, a fort préoccupé l'Académie, et elle a été comme un laborieux enfantement. M. Vacherot avait été vivement combattu par M. Cousin, lors de l'élection précédente; et il s'agissait maintenant de le nommer au fauteuil de ce dernier ! Les adversaires de M. Vacherot invoquaient la mémoire de l'illustre défunt, la cause du spiritualisme, les titres des concurrents. Ses partisans invoquaient la supériorité de ses travaux et la cause de la liberté philosophique. La *Revue des cours littéraires* (n° du 14 mars 1868) a donné un compte-rendu de cette lutte, ainsi que les détails du vote que nous lui empruntons. Les voix obtenues au premier tour par M. Vacherot ont été, sur 36 votants, celles de MM. Frank, Janet, Levêque, de Remusat (philosophie); Baudrillart, Bersot, Cormenin, Husson, Reybaud, J. Simon (morale); Delangle, Giraud, F. Hélie (législation); Michel Chevalier, de Lavergne, Passy (économie politique); Naudet, Thiers (histoire). Les 18 autres voix se sont partagées également entre MM. Caro et Nourrisson, savoir : celles de MM. Barthélemy Saint-Hilaire, duc de Broglie, Lélut (philosophie); Cochin, Lucas (morale); Cauchy, Dumon, de Parieu, Renouard, Troplong (législation); d'Audiffret, Ch. Dupin, Vuitry, Wolowski (économie politique); Clément, Guizot, Mignet, A. Thierry (histoire) (1). « Au second tour, dit la *Revue des cours*, c'est M. Troplong, assure-t-on, qui reporta sa voix sur M. Vacherot, et decida son élection en donnant l'appoint juste qui était nécessaire pour lui faire atteindre la majorité absolue. Du reste, M. Troplong avait, dit-on, déclaré d'avance qu'il voterait au deuxième tour pour le candidat qui aurait réuni, en premier, le plus grand nombre de voix. »

Dans la séance du 14 mars, M. GIRAUD fait un rapport très-favorable sur le *Traité de droit public et administratif* de M. BATBIE; M. de LAVERGNE fait également un rapport très-favorable sur l'ouvrage de M. DE PUYNODE, intitulé : *les Principaux économistes*.

M. LEGOYR est admis à lire un mémoire sur *le Suicide en Europe*.

Le 21 mars, l'Académie recevait communication de la liste des candi-

(1) Étaient absents MM. Michelet et Ternaux de la section d'histoire.

Avantages produits par l'heureuse modification de notre régime douanier qu'a inaugurée le traité franco-anglais de 1860. Cette salutaire influence d'un acte si mémorable s'est principalement manifestée à l'importation et à l'exportation des industries textiles de la soie, de la laine et du coton ; à l'exportation des ouvrages en peaux et cuirs, de la mercerie, du beurre, des œufs, vins, poils de toute sorte, vêtements, articles de mode, fruits de table ; à l'importation du cuivre, du café, des machines, des navires et de la jute. Les effets sont incertains pour l'exportation des bestiaux, céréales et eaux-de-vie, du sucre brut et raffiné, et pour l'importation des fers, fontes et aciers ; ils sont nuls pour l'importation des combustibles minéraux, ainsi que pour l'exportation. Quant aux détails, je ne puis que renvoyer le lecteur à l'instructive brochure de M. Minard, sauf pour les industries de la houille et du fer, les seules dont le titre de cette étude me permette de m'occuper. Le ministre d'État les a précisément abordées, en commençant sa revue des industries françaises.

« La première industrie que je rencontre et dont on a très-peu parlé, a-t-il dit, on n'en a pas parlé du tout même : c'est la houille. La houille autrefois, avant 1859, était protégée par un droit de 0 fr. 36 contre l'importation anglaise. Nous avons réduit ce droit à 0 fr. 12..... La réduction du droit sur la houille de 0 fr. 36 à 0 fr. 12, c'est la ruine de l'industrie houillère, c'est la ruine de la marine de guerre, c'est l'affaissement de la nation (*On rit*). Nous n'aurons plus, en temps de guerre, un kilogramme de houille ; nos usines vont être ruinées ; la désolation va succéder là où s'était implantée la richesse!... — Voilà ce qu'en 1860 on nous disait.

« Eh bien ! voici les chiffres de la production et de l'importation :

« De 1859 à 1865, la production indigène s'est élevée de 76,000,000 à 122,000,000 quintaux métriques ; elle a augmenté, dans l'espace de sept années, de 60 0/0. — L'importation étrangère s'est élevée de 57,000,000 à 82,000,000 quintaux métriques ; elle n'a augmenté, elle qui devait tout ruiner, que de 42 0/0...

« Et vous ne voulez pas, cette fois, que nous ayons un peu d'impatience, bien peu, mais enfin un peu... (*Sourires approbatifs*), quand on nous fait ces prédictions sinistres ; quand on nous fait envisager ces chutes perpendiculaires (*Nouveaux rires*), qui doivent précipiter nos industries dans l'abîme et la désolation ; quand on attaque les traités, dans un sentiment très-désintéressé, d'ailleurs (*Mouvement*), ces traités qui, après sept années, aboutissent à faire passer cette industrie houillère de 76 à 122,000,000 quintaux métriques ! (*Très-bien ! très-bien !*)..... » — (*Moniteur* du 20 mai, p. 694, col. 3).

Je me suis trop occupé, dans le *Journal des Économistes*, de l'industrie houillère (1) pour y revenir cette fois, d'autant mieux que, comme l'a fait

(1) Voir notamment *La question houillère en 1860*, dans diverses livraisons de ladite année.

tion, sur celles de crédit surtout, qui lui ont valu l'estime et l'appui d'un groupe influent à l'Académie.

Un peu fatiguée des discussions survenues à l'occasion de l'élection laborieuse de la section de philosophie, l'Académie n'était cette fois dominée par aucune préoccupation philosophique, religieuse, politique ou même économique. Les protectionnistes n'avaient pas cru opportun de soulever la question du libre échange, et M. Bonnet, candidat de MM. Dumon et Thiers, n'aurait pas été flatté, nous le croyons, de s'abriter sous un drapeau qui répugnait aussi à feu M. Richelot, dont le nom a figuré dans les élections précédentes. — Peu au courant d'ailleurs des travaux de la science et des œuvres des candidats, la majorité aurait aimé à se laisser guider cette fois par le vote de la section, et elle a fort regretté et critiqué cette présentation en triple *ex æquo* qui n'en était pas une. Les économistes de leur côté n'ont pas trouvé dans l'ordre de cette liste, pas plus que dans les admissions et les exclusions, une juste appréciation des travaux des divers candidats. Enfin, cette majorité n'a pas été assez renseignée, paraît-il, par la discussion des titres (séance du 28); elle a même été désorientée par l'attitude des représentants de l'économie politique au sein de la section. Quant au rapport très-étendu du doyen de cette section, il paraît qu'il n'a pas été entendu : M. le baron Dupin n'étant pas en voix ce jour là; au surplus il a été très-bienveillant pour tous les candidats.

Le jour du vote, le 4 avril, 36 membres étaient présents. Les voix se sont ainsi réparties au premier tour : M. Batbie, 9; M. Bonnet, 5; M. Joseph Garnier, 8; M. Levasseur, 13; bulletin blanc, 1. — Au deuxième tour, M. Batbie n'a plus eu que 3 voix; M. Bonnet, 1; M. Joseph Garnier en a conservé 8, et M. Levasseur en a obtenu 21; le vote en blanc a persisté en protestation contre la présentation de la section. Ces chiffres sembleraient indiquer que 4 voix de M. Batbie et 4 voix de M. Bonnet se sont réunies aux 13 de M. Levasseur. Mais les choses ne se sont point passées ainsi, à ce qu'il paraîtrait.

Ce vote qui a eu pour effet de faire entrer dans la section d'économie politique le plus historien des candidats a fort étonné les économistes. Il s'explique, nous le répétons, par l'indifférence de la majorité de l'Académie en matière économique; par l'action très-vive d'un membre, M. Wolowski, en faveur du candidat élu, et par l'appui donné à ce dernier par M. H. Passy, dont l'influence sur ses collègues est grande, et contre lequel aucun des neuf à dix économistes de l'Académie, à l'exception de M. Michel Chevalier, n'a voulu argumenter pour mettre en lumière les titres plus anciens et plus spéciaux des autres candidats.

s'agit-il pas, au contraire, d'une transformation inévitable qui fait souffrir les uns, pendant que d'autres grandissent? N'y a-t-il pas là un phénomène que la puissance humaine ne saurait arrêter et que le progrès commande? — Voyons la réalité des choses :

« Les fontes, nous les protégeons par un droit de 2 fr. le quintal métrique : c'est un droit de plus de 30 0/0..... — Il ne faut pas que les auteurs du traité de commerce aient de la fierté sur ce point; il faut qu'ils se fassent très-modestes à ce point de vue, car ils n'ont pas établi, on le voit, la liberté commerciale; ils ont été d'un respect et d'une modération qui est ignorée de la Belgique, de la Suisse et de bien d'autres puissances... — Comment s'est comportée cette industrie en France?....

« En 1859, la France fabriquait 8,643,993 quintaux métriques de fonte. Cette production s'est-elle alanguie?... Non. En 1866, elle s'est élevée à 12,603,483 quintaux métriques. — C'est-à-dire qu'elle a progressé, en six ans, de 46 0/0. — Si nous comparons la production en 1852 et 1866, l'accroissement est de plus de 100 0/0. Ce n'a pas été un accroissement imprévu, subit, anormal, par conséquent; c'est un accroissement graduel, continu...

« Les hauts-fourneaux au bois sont en grande souffrance et je vais dire toute la vérité, telle que les documents officiels la révèlent. — Cette question n'est pas nouvelle, c'est une lutte ancienne qui s'est passée dans tous les pays producteurs de fer; voyons les chiffres :

« En 1839, il y avait 330 hauts-fourneaux au combustible végétal, il n'y en a plus aujourd'hui que 161. Dans l'espace de sept années, 169 ont disparu. — La fonte est fabriquée aussi à l'aide des deux combustibles réunis, c'est une fabrication mixte...; elle avait, en 1839, 87 hauts-fourneaux, elle n'en a plus aujourd'hui que 60, diminution 27.....

« Quant aux hauts-fourneaux au combustible minéral, ils étaient, en 1839, au nombre de 103; ils sont aujourd'hui 157; ils ont augmenté de 54 (1).

« La fabrication de la fonte au bois était, en 1839, de 3,334,574 quintaux métriques; elle est descendue en 1866, à 2,045,190 quintaux métriques.....

« La fonte aux deux combustibles produisait, en 1861, 1,016,479 quintaux métriques; elle n'en a produit, en 1866, que 902,141.....

(1) Allant au devant de l'objection qui surgirait évidemment à la lecture de ces chiffres, hors de l'atmosphère technique, l'orateur du gouvernement n'a pas manqué de faire observer que la production quotidienne d'un haut-fourneau au combustible minéral est parfois septuple de celle d'un haut-fourneau au combustible végétal pur ou mélangé. Il ne faudrait donc pas conclure, de ce que l'augmentation du nombre des hauts-fourneaux est à peine supérieure au quart de la diminution, que la production nationale du fer a finalement décréu. Nouvel argument en faveur de la difficulté des discussions où figurent des chiffres!

ral. Une seule branche est privée de cette force vivifiante : c'est l'orfèvrerie qui, jusqu'ici, n'a pu prendre son essor à cause des restrictions auxquelles elle est assujettie. En votant ce projet, messieurs, ajoute M. Frère-Orban, vous effacerez de notre Code une législation surannée, qui ne se concilie pas avec notre régime de liberté industrielle et commerciale.»

Le projet de loi ne fut discuté à la Chambre des représentants que le 19 novembre 1867 et au Sénat le 26 mars dernier; après deux séances consacrées à la discussion de ce projet, la Chambre l'adopta par 78 voix contre 4 dans sa séance du 20 novembre; le Sénat le vota par 41 voix contre 10.

La discussion a reproduit les vieux arguments des défenseurs de la protection; ils ont été victorieusement repoussés par M. Frère. « Les fabricants, à l'annonce du projet de loi, se sont préoccupés de cette idée qu'ils allaient être vivement atteints dans leurs intérêts par la concurrence de l'Allemagne. Mais l'un d'eux, homme fort intelligent, M. A. Lambotte s'est dit : « Allons partout voir ce monstre et assurons-nous par nous-mêmes s'il est de taille à nous dévorer. Il se rend en Allemagne, va visiter les fabriques et revient avec cette conviction, que ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était de proclamer la liberté, et que la liberté serait tout à l'avantage et des fabricants et des ouvriers. »

Ce fabricant m'a remis une note exposant ses idées après cette visite:

« La fabrication des ouvrages d'or et d'argent, dit-il, atteint en Allemagne un degré de perfection que nous sommes loin d'égaler. J'attribue à la liberté la prospérité de cette industrie. Les Allemands, pouvant fabriquer à tout titre, ont pu, par là même, accaparer le marché du monde entier, et ils exportent une incroyable quantité de marchandises. Les débouchés et l'immensité des marchandises produites ont permis aux Allemands de diviser leur fabrication et d'arriver, par des spécialités, à un résultat surprenant de bon marché et de rapidité d'exécution. Telle maison, qui occupe continuellement 100 ou 150 ouvriers, ne fabrique exclusivement qu'un seul article, soit la bague, la chaîne ou la clef, etc., et ces articles se font, à l'exclusion de tous autres, dans ces fabriques.

« Cette division de travail forme des ouvriers qui deviennent d'une habileté remarquable sous le rapport de la rapidité et de la perfection du travail. Elle permet aussi aux fabricants de faire des frais d'outils et de modèles spéciaux; ces frais s'amortissent sur un grand nombre de bijoux du même modèle, mais ils sont trop onéreux pour le fabricant qui, par l'insuffisance de ses débouchés, ne pourrait placer que quelques bijoux du même modèle. Je suis donc persuadé que toute loi qui permettra notre industrie d'étendre le cercle de ses opérations, lui sera certainement de la plus grande utilité. « Voilà un fabricant intelligent, ajoute M. Frère-Orban. »

Il est inutile que je prolonge ces citations. Tous les économistes partageront les idées de M. Lambotte-Doucet, juge au tribunal de commerce de Bruxelles.

rails d'acier... Voilà un nouveau progrès qui dépassera les progrès déjà réalisés.

« C'est ainsi que l'industrie marche ; elle n'a pas le droit de s'arrêter, elle n'a pas le droit de sommeiller... Le développement de l'industrie du fer est menacé par un produit plus perfectionné, par l'acier.

« Est-ce que vous voulez, pour l'industrie du fer à la houille, une protection exceptionnelle, parce qu'elle ne peut pas faire de l'acier ?... » (*Moniteur* du 20 mai, p. 694, col. 6.)

Je ne comprendrais pas que certains protectionnistes, qui se piquent d'un peu d'esprit philosophique, ne fissent pas (en leur particulier, si l'amour-propre et l'égoïsme ne permettent point un aveu public) cette simple réflexion : le fer se fabrique d'abord exclusivement au bois, puis au bois et à la houille, le fer au bois conservant une grande supériorité, de qualité et partant de prix, sur le fer à la houille ; bientôt, grâce au perfectionnement de l'industrie, cette supériorité s'atténue considérablement ; enfin le fer à la houille va peut-être, grâce à un autre progrès, baisser à son tour pavillon devant l'acier. Il y a là quelque chose qui nous montre que le souci de nos intérêts nous a aveuglés outre mesure ; que, dans cette fluctuation perpétuelle, il y a un point fixe, qui est la liberté, parce qu'une réglementation quelconque, en pareille matière, serait la négation du progrès. Si, comme le dit l'historien de la Révolution française, qu'on aurait pu croire moins amoureux de la *tradition*, « le système protectionniste, c'est la tradition de la France, » cette tradition est la routine, et il faut rompre au plus vite avec elle.

Il ne faudrait pas s'étonner de ce que la question du fer au bois, sur laquelle je ne peux m'empêcher de revenir, ait occupé une si grande place dans la discussion du Corps législatif. Elle procède tout particulièrement de cette union entre la propriété territoriale et l'industrie manufacturière, qui a été la base fondamentale du système de privilège, essentiellement politique, constitué par la protection douanière. De plus, sous la Restauration, la question d'aristocratie est venue se mettre de la partie : les forêts appartenaient surtout à la noblesse ; le meilleur procédé pour les mettre en valeur était d'en tirer le combustible végétal employé à la fabrication d'un métal dont le minerai est, d'ailleurs, si abondamment répandu en France. En un mot, le fer semblait créé tout exprès pour fournir le moyen de *brûler les bois*, comme on disait.

Il est vraiment piquant de rapprocher, de ce qui se passe au Corps législatif du second Empire, l'appréciation, faite devant le Corps législatif du premier Empire, par un orateur officiel, de l'avenir réservé à la houille et au bois, du point de vue spécial de la métallurgie du fer.

« Nous sommes encore tributaires de l'étranger pour un quart environ du fer qui se consomme en France.... — Il faut donc diriger l'industrie

en plus nombreuses depuis le soir jusqu'au matin ; les nombres moyens de ces étoiles filantes trouvés par lui pour les diverses heures de la nuit vont en croissant régulièrement, et augmentent ainsi du simple au double en douze heures. Prenant ce résultat de l'observation comme base de ses recherches, M. Schiaparelli en a conclu que les étoiles filantes sont animées en réalité de vitesses comparables à celle d'une comète venant des profondeurs de l'espace. Cette idée une fois acquise, M. Schiaparelli a examiné les actions qu'un corps important, tel que le Soleil ou une planète, peut exercer sur un essaim de corpuscules ; il a trouvé ainsi que le Soleil peut transformer l'essaim en un courant parabolique, et qu'une planète près de laquelle l'essaim vient à passer peut le changer en un courant annulaire elliptique. S'aidant ensuite des indications fournies par l'observation sur les centres d'émanation ou *points radiants* des étoiles filantes observées en si grand nombre, d'une part vers le 10 août, d'une autre part vers le 13 novembre, l'astronome de Milan a calculé les orbites décrites par les deux essaims qui se montrent à ces deux époques, et il a constaté l'identité de l'orbite de l'essaim d'août avec celle de la grande comète de 1862. M. Peters fils, de son côté, a remarqué l'identité de l'orbite de l'essaim de novembre avec celle d'une autre comète, découverte par M. Tempel à Marseille au commencement de l'année 1866. Depuis on a acquis de fortes raisons de croire que l'essaim d'étoiles filantes du 10 décembre décrit dans l'espace la même ellipse que la singulière comète de Biela, et que la même relation existe entre l'essaim du 20 avril et la première comète de 1861.

Ce que nous venons de dire suffit pour que l'on reconnaisse immédiatement que M. Schiaparelli, en la mettant hors de doute, a ouvert une voie toute nouvelle qui doit conduire les astronomes aux conséquences les plus importantes relativement à la constitution de l'univers.

La Commission a proposé en conséquence à l'Académie de décerner à M. Schiaparelli la médaille de la fondation Lalande.

Prix de statistique, fondé par Montyon. — Jamais peut-être l'agriculture n'a plus vivement attiré l'attention publique, dit M. Bienaymé, rapporteur, et l'on a tenté partout de former des statistiques agricoles. Malheureusement il est permis de dire que, dans ces essais, on a le plus souvent abusé du mot de *Statistique*. Aussi s'est-on vu surpris par une cherté excessive des grains, presque au moment même où les doléances de ceux qui se portaient défenseurs de l'agriculture présentaient les greniers comme regorgeant de produits invendus, et le bas prix des blés comme allant ruiner les campagnes.

« On oubliait que la véritable statistique est un ensemble de recherches sérieuses, dont les résultats ne s'improvisent pas. On prenait des renseignements superficiels pour des données statistiques réelles. A la vérité, et ce sont des circonstances atténuantes très-fondées en faveur de ceux qui se sont trompés et qui se tromperont encore quand il s'agit de recueils de faits, à la vérité, rien n'est plus difficile à former qu'une bonne statistique embrassant un grand pays, une population nom-

officiels, en aurait acheté, durant la dernière période décennale comprenant le traité de commerce, les quantités suivantes :

1857.	25,640 q. m.	1862.	25,710 q. m.
1858.	2,300	1863.	3,510
1859.	640	1864.	230
1860.	3	1865.	4,150
1861.	3,670	1866.	15,400

En 1867, la Suède n'aurait envoyé à la France que 5,677 quintaux métriques de fer (1), nonobstant une crise industrielle de l'industrie métallurgique du pays importateur, telle que les fabricants sont obligés de vendre à tout prix. En pareille occurrence, vous, vous voulez protéger le producteur national contre l'invasion étrangère; nous, nous voulons que le consommateur national en profite : voilà toute la différence des deux systèmes en présence.

« Dans l'état actuel du monde, il y a un certain nombre d'industries fondamentales dont aucune nation ne peut se passer. Il en est ainsi, entre autres, de l'industrie du fer » (*Moniteur* du 12 mai, p. 640, col. 1; M. Kolb-Bernard). — « L'industrie du fer est une industrie-mère qui est indispensable à notre pays... Avec l'industrie du fer, vous êtes assurés d'avoir, dans tous les temps, une grande marine, d'avoir tout ce qui est nécessaire non-seulement à la vie, mais aussi à la défense du pays. » (*Moniteur* du 17, p. 673, col. 3; M. Pouyer-Quertier.) — « Une grande industrie nationale, qui a le mérite immense de tout tirer de notre sol, rien de l'étranger, qui était une source de richesse exceptionnelle pour le pays, une industrie nourricière, s'il en fût, une industrie-mère, *alma mater*, qui s'est toujours distinguée par la sagesse, l'intelligence, l'énergie, le patriotisme de ses populations, qui n'a reculé devant aucune espèce de progrès, cette industrie, malgré les éléments très-sérieux de succès qui lui restent, cette industrie est en train de périr, elle périt. » *Moniteur* du 19, p. 683, col. 4.; M. Lespérut.)

Madame se meurt ! madame est morte ! Mais non, — parce que, si les économistes admettent comme un axiome que chaque nation doive produire, autant que possible, ce qu'elle produit au prix le plus bas, ils savent que la nature n'a point parqué les nations en catégories tellement tranchées que les marchandises les plus communes ne pourront être produites qu'en un seul pays. En fait, la production nationale, — comme pour l'industrie houillère, cette autre moribonde, — a, pour la métallurgie du fer, beaucoup augmenté, pendant que « les prix des fers ont diminué dans une certaine mesure et ont eu leur influence sur

(1) Le chiffre du commerce *général*, correspondant à ce chiffre du commerce *spécial*, était 184,924 quintaux métriques ; M. Thiers est donc complètement dans l'erreur et n'a même pas pu faire de confusion.

La Commission a décerné :

1° Le prix de 1867 à M. Eugène Marchand, pour son *Mémoire* manuscrit intitulé : *Étude statistique et économique sur l'agriculture du pays de Caux*. Manuscrit in-4 de 419 pages.

2° Une mention honorable à MM. les Drs Marmy et Quesnoy, pour leur ouvrage intitulé : *Topographie et statistique médicales du département du Rhône et de la ville de Lyon*, 1 vol. in-8.

3° Une mention honorable à M. le docteur Vacher, pour son *Étude médicale et statistique sur la mortalité à Paris, à Londres, à Vienne et à New-York*. 1 vol. in-8.

4° Une mention honorable à M. le Dr Bergeron, pour son *Étude sur la géographie et la propagande des Teignes*. 1 vol. in-8.

5° Une mention honorable à M. le Dr A. Blanchet, pour son ouvrage sur la *Statistique des aveugles*, et pour le *Mémoire* manuscrit qui l'accompagne sur la *Statistique des sourds-muets*.

6° Une mention honorable à M. Beauvisage pour la *Table de mortalité* comprise dans sa brochure intitulée : *Des tables de mortalité et de leurs applications aux assurances sur la vie, etc., etc.* 1 vol. in-8.

Une table de mortalité, dit le rapporteur, reposant sur une grande population, sur de nombreuses années et sur des éléments certains, serait, comme l'a dit un très-bon juge, le chef-d'œuvre de la statistique (*Calcul des probabilités*, par M. Cournot). Malheureusement, les conditions d'une bonne table en rendent l'exécution presque impossible. Il faut donc se contenter d'un petit nombre d'éléments, et les choisir le moins mal que les circonstances le permettent. M. Beauvisage a eu l'idée ingénieuse de réduire en table les décès des actionnaires de la Tontine Lafarge qui avaient été constatés régulièrement, au nombre de 39,951. par l'administration de cet établissement. Ce nombre ne comprend malheureusement qu'un peu plus du tiers des titulaires de la Tontine, et l'on ignore les époques de décès des deux autres tiers. Il est facile de concevoir que la mortalité du tiers dont les familles ont pris la peine de signifier authentiquement les décès a dû être bien différente de celle des deux tiers pour lesquels cette formalité a été négligée. Il en est résulté que la Table très-curieuse de M. Beauvisage a besoin d'être appuyée d'autres faits et n'offre pas une statistique complète de faits subsistant avec une valeur propre, quelles qu'en fussent les différences relativement à d'autres collections de décès. Comme on pouvait le prévoir, la table que l'auteur a construite donne une mortalité très-lente par comparaison à la plupart des tables connues, et ce serait livrer beaucoup au hasard que de présumer qu'elle représente la mortalité des temps actuels. Les deux tiers des décès inconnus formeront la base d'une objection irréfutable à toute application de cette loi de mortalité. Mais encore une fois l'idée de l'auteur est au moins ingénieuse, et il ne pouvait d'aucune autre manière mettre en œuvre les données recueillies par l'administration de la Tontine Lafarge. Votre Commission, qui attache un grand intérêt à tout ce qui peut jeter du jour sur la si mal déterminée jusqu'ici de la vitalité humaine, a voulu

mention, encourager le zèle de l'auteur et appeler sur ce sujet important l'attention des statisticiens que les difficultés n'effrayent pas.

Prix Bordin. — Le prix devrait être décerné « au savant qui aura exécuté ou proposé une expérience décisive permettant de trancher définitivement la question, déjà plusieurs fois étudiée, de la direction des vibrations de l'éther dans les rayons polarisés. »

Une médaille de valeur de *deux mille francs* a été accordée à l'auteur du Mémoire inscrit sous le n° 1.

Prix fondé par M^{me} de Laplace. — Ce prix consiste dans la collection complète des ouvrages de Laplace, prix qui devra être décerné chaque année au premier élève sortant de l'Ecole polytechnique. Le président a remis les cinq volumes de la *Mécanique céleste*, l'*Exposition du système du monde* et le *Traité des probabilités* à M. Zeiller (Charles-René), sorti le premier en 1867 de l'Ecole polytechnique et entré à l'Ecole impériale des Mines.

Prix Dalmont. — M. Dalmont a fondé un prix triennal de *trois mille francs* à décerner par elle à l'ingénieur des ponts et chaussées en activité de service qui aurait présenté le meilleur travail ressortissant à l'une des sections de l'Académie des sciences.

Ce prix triennal de *trois mille francs* sera décerné pendant la période de trente années, afin d'épuiser les *trente mille francs* légués à l'Académie et d'exciter MM. les ingénieurs à suivre l'exemple de leurs savants devanciers, *Fresnel, Navier, Coriolis, Cauchy, de Prony et Girard*, et comme eux obtenir le fauteuil académique.

L'Académie paraît fort embarrassée du cadre qu'à indiqué le testateur et qui se rattache aux travaux de toutes les sections de l'Académie des sciences. Déjà, quoiqu'un laps de temps fort court se soit écoulé depuis l'adoption du legs Dalmont, un nombre de mémoires considérable sur des questions aussi variées que difficiles a été envoyé à l'Académie pour le concours de 1867, et le temps a réellement manqué pour les examiner avec le soin et l'attention qu'ils méritaient.

L'appréciation de semblables travaux est souvent aussi longue que délicate; et, comme rien dans le testament ni dans l'usage de l'Académie ne s'oppose à ce que chacun d'eux soit, suivant sa nature, renvoyé à l'examen d'une Commission spéciale, tout en restant apte à concourir au prix, il a semblé à votre Commission qu'il y aurait lieu de ne s'occuper de la question du prix que quand une Commission spéciale se serait prononcée sur la valeur de chaque travail particulier, et aurait conclu à son approbation par l'Académie.

Ainsi éclairée par ce premier jugement, la Commission du prix Dalmont n'aurait plus qu'à apprécier l'importance et la valeur relatives des travaux présentés, et on pourrait à chaque période triennale vous proposer des conclusions basées déjà sur des rapports approuvés par l'Académie.

Sans se permettre d'anticiper sur la décision que vous croirez devoir

La Commission a décerné :

1° Le prix de 1867 à M. Eugène Marchand, pour son *Mémoire manuscrit* intitulé : *Étude statistique et économique sur l'agriculture du pays à Caux*. Manuscrit in-4 de 419 pages.

2° Une mention honorable à MM. les Drs Marmy et Quesnoy, pour leur ouvrage intitulé : *Topographie et statistique médicales du département du Rhône et de la ville de Lyon*, 1 vol. in-8.

3° Une mention honorable à M. le docteur Vacher, pour son *Étude médicale et statistique sur la mortalité à Paris, à Londres, à Vienne et à New-York*. 1 vol. in-8.

4° Une mention honorable à M. le Dr Bergeron, pour son *Étude sur la géographie et la propagande des Teignes*. 1 vol. in-8.

5° Une mention honorable à M. le Dr A. Blanchet, pour son ouvrage sur la *Statistique des aveugles*, et pour le *Mémoire manuscrit* qui l'accompagne sur la *Statistique des sourds-muets*.

6° Une mention honorable à M. Beauvisage pour la *Table de mortalité* comprise dans sa brochure intitulée : *Des tables de mortalité et de leur applications aux assurances sur la vie, etc., etc.* 1 vol. in-8.

Une table de mortalité, dit le rapporteur, reposant sur une grande population, sur de nombreuses années et sur des éléments certains, serait, comme l'a dit un très-bon juge, le chef-d'œuvre de la statistique (*Calcul des probabilités*, par M. Cournot). Malheureusement, les conditions d'une bonne table en rendent l'exécution presque impossible. Il faut donc se contenter d'un petit nombre d'éléments, et les choisir le moins mal que les circonstances le permettent. M. Beauvisage a eu l'idée ingénieuse de réduire en table les décès des actionnaires de la Tontine Lafarge qui avaient été constatés régulièrement, au nombre de 39,951. par l'administration de cet établissement. Ce nombre ne comprend malheureusement qu'un peu plus du tiers des titulaires de la Tontine, et l'on ignore les époques de décès des deux autres tiers. Il est facile de concevoir que la mortalité du tiers dont les familles ont pris la peine de signifier authentiquement les décès a dû être bien différente de celle des deux tiers pour lesquels cette formalité a été négligée. Il en est résulté que la Table très-curieuse de M. Beauvisage a besoin d'être appuyée d'autres faits et n'offre pas une statistique complète de faits subsistant avec une valeur propre, quelles qu'en fussent les différences relativement à d'autres collections de décès. Comme on pouvait le prévoir, la table que l'auteur a construite donne une mortalité très-lente par comparaison à la plupart des tables connues, et ce serait livrer beaucoup au hasard que de présumer qu'elle représente la mortalité des temps actuels. Les deux tiers des décès inconnus formeront la base d'une objection irréfutable à toute application de cette loi de mortalité. Mais encore une fois l'idée de l'auteur est au moins ingénieuse, et il ne pouvait d'aucune autre manière mettre en œuvre les données recueillies par l'administration de la Tontine Lafarge. Votre Commission, qui attache un grand intérêt à tout ce qui peut jeter du jour sur la marche si mal déterminée jusqu'ici de la vitalité humaine, a voulu, par cette

comme une maladie spontanée, peut être produite aussi par inoculation.

... En résumé, l'énoncé seul des expériences de M. Chauveau en montre l'importance capitale, et c'est à elles qu'il doit d'avoir pu *établir les conditions qui permettent de faire naître expérimentalement*, sans aucune difficulté, *la forme de vaccine dite vaccine primitive*, dont l'emploi est à juste titre recommandé dans la pratique de la vaccination. Aussi l'avis unanime de votre Commission a-t-il été que M. Chauveau méritait d'être récompensé par l'Académie, qui, en lui accordant un prix, encouragea les travaux s'appuyant sur des recherches expérimentales dont l'influence sur les progrès de la médecine est ici des plus évidentes.

L'ouvrage de M. Courty, auquel la Commission vous propose d'accorder un prix, est un des traités les plus complets publiés jusqu'à ce jour sur *les maladies de l'utérus et de ses annexes*. Il offre tous les caractères d'une œuvre durable. On y reconnaît à chaque page le savant à qui toutes les parties de la médecine et de la chirurgie sont également familières.

« Fort d'une expérience personnelle considérable, agrandie par la connaissance de ce qui a été fait d'important sur la matière, éclairé par une étude constante et approfondie de tout ce qui concerne l'anatomie pathologique des viscères, M. Lancereaux a pu composer l'ouvrage le plus complet, le plus savant qui ait été publié jusqu'ici sur l'un des sujets les plus intéressants de la médecine (*Traité historique et pratique de la syphilis*; Paris, 1866, 4 vol. in-8). Cet ouvrage, en faisant mieux connaître les lésions syphilitiques internes après la mort, et en apportant plus de précision dans l'étude des symptômes, et spécialement des symptômes syphilitiques concomitants pendant la vie, contribuera aux progrès de la pathologie et à l'avancement de la thérapeutique. C'est à ces divers titres qu'il a mérité de fixer d'une façon toute particulière l'attention de la Commission, qui, la première, il y a déjà plusieurs années, avait appelé les investigateurs à étudier les lésions dont nous venons de parler; c'est à ces titres enfin que nous pensons qu'un des prix de la fondation Montyon doit être accordé à son auteur. » (Rayer.)

Malgré les nombreuses recherches dont la structure de l'œil a depuis longtemps été l'objet, la plus importante de ses membranes, la rétine, restait mal connue, en ce qui touche particulièrement la nature et les connexions de plusieurs des éléments anatomiques qui la composent. M. le professeur Schultze, de Bonn, a depuis plusieurs années cherché à élucider les côtés encore obscurs de ces problèmes anatomiques. Il a adressé quatre Mémoires destinés à concourir aux prix Montyon; par leur ensemble et leur perfection, ils constituent un travail magistral qui fait le plus grand honneur à cet anatomiste.

MM. les D^{rs} Hérard et Cornil ont soumis au jugement de l'Académie un travail intitulé: *De la Phthisie pulmonaire, étude anatomo-pathologique et clinique* (Paris, 1866, in-8). Si l'art de nos jours est en progrès, il n'est plus contesté qu'il le doit aux données de plus en plus nombreuses que

prendre au sujet de cette question préjudicielle, votre Commission s'est trouvée, cette année, dans la nécessité de suivre la marche qui vient d'être indiquée, attendu que, parmi tous les mémoires qui ont été envoyés pour le concours de 1867, il n'y en a qu'un seul qui ait encore pu être examiné avec le soin convenable, et qu'elle s'est ainsi vue forcée d'ajourner au concours suivant les travaux des autres auteurs, dont elle propose d'ailleurs de réserver tous les droits, qu'ils aient été publiés ou non.

Le travail dont il vient d'être question est d'ailleurs une œuvre de longue haleine, aussi considérable qu'importante pour la science de l'ingénieur. Il a déjà reçu la haute approbation de l'Académie, qui, sur les rapports de M. Clapeyron et de l'un de nous, en a ordonné l'insertion dans le *Recueil des Mémoires des savants étrangers*.

Sous le titre de *Recherches hydrauliques*, M. Bazin, ingénieur des ponts et chaussées à Dijon, a présenté en 1863 un mémoire partagé en quatre sections, ayant pour objet : 1° Des expériences sur le mouvement de l'eau dans les canaux à régime uniforme ; 2° des expériences sur la distribution des vitesses dans les courants ; 3° des expériences sur le mouvement varié des eaux ; 4° des expériences sur le mouvement des ondes.

La Commission du prix Dalmont, en tenant compte à la fois de l'appréciation déjà faite par l'Académie, du travail de M. Bazin, et de la sanction qu'il a reçue de la part du corps savant auquel il appartient, a proposé à l'Académie d'accorder à M. Bazin, ingénieur des ponts et chaussées à Dijon, le prix de *trois mille francs* pour l'année 1867.

Prix de physiologie expérimentale (fondé par de Montyon). — La Commission a décerné le prix à M. E. Cyon, pour ses travaux sur *l'innervation du cœur par la moelle épinière* ; elle a demandé à l'Académie un second prix de physiologie expérimentale pour couronner les recherches de M. Baillet sur la génération des helminthes chez les animaux domestiques ; et elle a accordé une mention honorable à M. Moura, pour son travail sur la déglutition.

Prix de médecine et de chirurgie (fondé par de Montyon). La Commission a proposé de décerner trois prix et trois mentions honorables aux auteurs dont les noms suivent : à M. Chauveau, un prix de *deux mille cinq cents francs* ; à M. le Dr Courty, un autre prix de *deux mille cinq cents francs*, et un prix de la même valeur à M. le Dr Lancereaux ; à MM. Max, Schultze, Hérard et Cornil, et à M. Foissac, des mentions honorables, avec *quinze cents francs* pour chaque mention. La Commission a proposé en outre d'accorder, à titre d'indemnité, des sommes moindres aux auteurs de divers travaux estimables.

Par ses *Recherches sur la vaccine primitive*, M. Chauveau a démontré qu'on peut faire naître expérimentalement et à volonté la vaccine naturelle sur le cheval (*horse pox*). Il résulte de ses expériences que cette affection exanthématique pustuleuse, que l'on avait toujours regardée

matériaux, par la liaison qu'il établit entre des faits qui jusque-là étaient demeurés isolés.

M. Villemin a soumis au jugement de l'Académie des expériences du plus grand intérêt sur la transmission des lésions de la phthisie tuberculeuse de l'homme aux animaux et des animaux à d'autres animaux, par l'inoculation sous-cutanée du produit morbide appelé *tubercule*. La Commission reconnaît que l'auteur a fait preuve, dans ces recherches, d'un talent remarquable, et qu'il a ouvert une voie nouvelle pour l'étude expérimentale d'une des maladies les plus meurtrières qui affligent l'humanité. Mais c'est précisément en raison de cette importance du travail de M. Villemin (*Etudes sur la Tuberculose*; Paris, 1868, in-8), et du désir qu'elle a de récompenser dignement, que la Commission remet son jugement à un concours prochain, afin de donner à l'auteur le temps de développer sa découverte et de mettre sous nos yeux les résultats des principales expériences sur lesquelles elle est établie.

M. Bergeron (*De la Salivation pancréatique dans l'empoisonnement mercuriel*) s'est proposé d'expliquer la production de la cachexie mercurielle par l'altération de la sécrétion pancréatique. C'est là un sujet important qui mérite toute l'attention de l'Académie. L'auteur fonde son opinion sur des preuves expérimentales qu'il est nécessaire que la Commission, suivant ses habitudes, puisse contrôler. Nous proposons donc de réserver le travail de M. Bergeron pour le prochain concours, en l'engageant à multiplier encore ses expériences dans de nouvelles conditions que la Commission pourrait lui indiquer.

La Commission termine son rapport sur les nombreux et importants travaux qui, cette année, ont été soumis à notre examen, en signalant encore d'une manière spéciale à l'Académie les Mémoires de M. le Dr E. Magitot, intitulés : *Recherches expérimentales et thérapeutiques sur la carie du tissu dentaire* (1 vol. in-8; Paris, 1867); *Etudes et expériences sur la salive* (in-8; Paris, 1866); *Recherches ethnologiques et statistiques sur les altérations des dents* (1867).

Ces travaux, fondés sur des observations neuves et sur une série d'expériences très-bien instituées, ont paru assez importants à votre Commission pour qu'elle vous eût proposé d'accorder à leur auteur une des hautes récompenses que nous sommes appelés à décerner, si nous n'avions été obligés de les considérer comme ne pouvant plus concourir aux prix de l'Académie des Sciences, en raison de ce qu'ils ont déjà été couronnés par l'Académie impériale de médecine, qui leur a décerné le *Prix de chirurgie expérimentale*, fondé par Amussat.

Des citations honorables ont été accordées aux auteurs dont les noms suivent : à M. Bouchard, pour son mémoire intitulé : *Des Dégénération secondaires de la moelle épinière* (*Archives générales de médecine*; Paris, 1866, in-8); — à MM. Prévost et Cottard, pour leurs *Etudes physiologiques et pathologiques sur le ramollissement cérébral* (*Mémoires de la Société de biologie*; Paris, 1866, in-8); — à MM. Estor et Sainpierre, pour leurs mémoires intitulés : *Expériences propres à faire connaître le moment où fonctionne la rate*; *Du Siège des combustions respiratoires*; *Recherches expé-*

riméntales sur les causes de la coloration rouge des tissus enflammés (Journal d'anatomie et de physiologie; Paris, 1866); — à M. Ordoñez, pour ses Etudes sur le développement des tissus fibrillaires et fibreux (Journal d'anatomie et de physiologie; Paris, 1866); — et enfin à M. Commenge, pour son ouvrage intitulé : Du Traitement de la coqueluche par l'inhalation de substances volatiles, etc.

Prix des arts insalubres, fondé par Montyon. — Il y a longtemps déjà que la loi de 1810, qui régit les établissements industriels relativement à la salubrité, se montrait insuffisante, malgré les modifications qu'on avait apportées successivement à son application; enfin, depuis une vingtaine d'années, on sentait la nécessité de reprendre l'ensemble des industries classées par la loi de 1810, afin de le mettre en harmonie avec les progrès de la science, dans le double intérêt de l'industrie et de la salubrité. La loi de 1810 avait été surtout créée pour prévenir les dangers des vapeurs acides, telles que l'acide sulfureux provenant du grillage des pyrites, l'acide chlorhydrique provenant des fabriques de soude récemment établies. Sans doute, à cette époque, il existait beaucoup d'usines où l'on travaillait les matières organiques, et on savait les inconvénients dont elles sont cause, relativement aux mauvaises odeurs et à la fâcheuse influence des eaux qui en sortent avec des matières organiques susceptibles de se putréfier; mais ces usines n'étaient alors qu'en petit nombre et restreintes à des localités où par habitude on tolérait les inconvénients du voisinage.

Le développement de l'industrie, portant à la fois sur la multiplication des usines déjà connues et sur l'établissement d'usines nouvelles, montra peu à peu l'insuffisance de la loi de 1810, à l'égard des inconvénients des nouvelles usines et à celui d'usines réputées dangereuses d'après la loi de 1810, mais qui, par suite des progrès de la science, avaient cessé de l'être absolument ou qui l'étaient devenues beaucoup moins. C'est donc sous la double préoccupation de la salubrité publique et des progrès de l'industrie que l'administration de l'agriculture, du commerce et des travaux publics chargea le Comité consultatif des Arts et Manufactures de revoir la loi de 1810.

A une époque comme la nôtre, où toutes les nations de l'Europe sont en communications incessantes, la condition que le Comité jugea indispensable pour satisfaire à la confiance de l'autorité supérieure fut de savoir l'état des usines et fabriques des pays étrangers les plus avancés au point de vue de l'industrie. Dès lors, des instructions furent rédigées par le président du Comité et données à un ingénieur des Mines, M. de Freycinet, qui reçut de M. le Ministre de l'agriculture, du Commerce et des Travaux publics la mission de se rendre en Angleterre, par décisions du 1^{er} décembre 1862 et du 9 avril 1863.

L'objet des questions proposées à M. de Freycinet était : 1^o l'examen des fabriques ou usines réputées dangereuses ou incommodes — rapports : l'infection de l'atmosphère, l'infection des eaux — 2^o les procédés sur la santé des ouvriers qui les exécutent; 3^o l'in-

description des moyens, des procédés d'assainissement employés dans chaque industrie insalubre.

Le résultat de la mission de M. de Freycinet fut un rapport qui ne comprend pas moins de 116 pages avec les notes qui y sont jointes.

Enfin, en 1866, M. de Freycinet alla de nouveau en Angleterre par ordre du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour examiner l'emploi des eaux d'égout de Londres. Ce rapport, publié en 1867, ne comprend pas moins de 88 pages.

Le premier rapport de M. de Freycinet, sur l'assainissement des fabriques d'Angleterre, fut jugé d'une manière si avantageuse par l'Administration supérieure, que, par une décision ministérielle du 2 janvier 1864, M. de Freycinet fut chargé de faire, sur l'*assainissement industriel et municipal de la France*, un travail analogue à celui dont l'Angleterre avait été le sujet; ce nouveau rapport ne comprend pas moins de 247 pages.

Tels sont les écrits que l'Académie a renvoyés à la Commission des Arts insalubres, après qu'ils ont eu le suffrage du Comité consultatif des Arts et Manufactures, et justifié le choix de l'auteur fait par Son Excellence le ministre. Aussi vient-elle de charger M. de Freycinet de lui faire un rapport sur la législation et les règlements relatifs au travail des enfants dans les manufactures.

La Commission a reconnu l'utilité de ces rapports; ils ont le mérite incontestable de la clarté et de la méthode dans l'exposition des faits, et les détails, sans être prolixes, jettent toutes les lumières désirables sur un pareil sujet. Ne connaissant aucune publication aussi étendue, aussi précise et aussi utile à connaître, dans le double intérêt de la salubrité et de l'industrie, que celle dont nous venons de parler, la Commission est unanime à proposer que M. Charles de Freycinet, ingénieur des mines, ait un prix de *deux mille cinq cents francs*.

La Commission, qui déjà a eu l'occasion d'accorder à M. Galibert, un encouragement pour un appareil très-simple, destiné à préserver l'homme qui le porte de pénétrer sans accident dans des atmosphères limitées, délétères, et dy rester pendant un quart d'heure sans danger, propose, après avoir pris connaissance des nouveaux perfectionnements apportés à son appareil, de lui accorder un encouragement de *quinze cents francs*.

M. Pimont, de Rouen, compose un enduit qui, depuis plus de quinze ans, est employé avec succès sur la partie métallique des appareils de chauffage qui est exposée à l'air. Cet enduit a le double effet d'empêcher la dispersion de la chaleur à l'extérieur et de préserver de sa fâcheuse influence les ouvriers qui seraient exposés à la recevoir.

Cet enduit, doué encore de la propriété hydrofuge, peut être employé avec avantage dans plusieurs circonstances, ainsi que les ingénieurs de la ville de Paris l'ont constaté lors de l'Exposition universelle. La Commission a proposé à l'Académie d'accorder à M. Pimont un encouragement de *quinze cents francs*.

rimentales sur les causes de la coloration rouge des tissus enflammés (Journal d'anatomie et de physiologie; Paris, 1866): — à M. Ordoñez, pour ses Etudes sur le développement des tissus fibrillaires et fibreux (Journal d'anatomie et de physiologie; Paris, 1866); — et enfin à M. Commenge, pour son ouvrage intitulé: Du Traitement de la coqueluche par l'inhalation de substances volatiles, etc.

Prix des arts insalubres, fondé par Montyon. — Il y a longtemps déjà que la loi de 1810, qui régit les établissements industriels relativement à la salubrité, se montrait insuffisante, malgré les modifications qu'on avait apportées successivement à son application; enfin, depuis une vingtaine d'années, on sentait la nécessité de reprendre l'ensemble des industries classées par la loi de 1810, afin de le mettre en harmonie avec les progrès de la science, dans le double intérêt de l'industrie et de la salubrité. La loi de 1810 avait été surtout créée pour prévenir les dangers des vapeurs acides, telles que l'acide sulfureux provenant du grillage des pyrites, l'acide chlorhydrique provenant des fabriques de soude récemment établies. Sans doute, à cette époque, il existait beaucoup d'usines où l'on travaillait les matières organiques, et on savait les inconvénients dont elles sont cause, relativement aux mauvaises odeurs et à la fâcheuse influence des eaux qui en sortent avec des matières organiques susceptibles de se putréfier; mais ces usines n'étaient alors qu'en petit nombre et restreintes à des localités où par habitude on tolérait les inconvénients du voisinage.

Le développement de l'industrie, portant à la fois sur la multiplication des usines déjà connues et sur l'établissement d'usines nouvelles, montra peu à peu l'insuffisance de la loi de 1810, à l'égard des inconvénients des nouvelles usines et à celui d'usines réputées dangereuses d'après la loi de 1810, mais qui, par suite des progrès de la science, avaient cessé de l'être absolument ou qui l'étaient devenues beaucoup moins. C'est donc sous la double préoccupation de la salubrité publique et des progrès de l'industrie que l'administration de l'agriculture, du commerce et des travaux publics chargea le Comité consultatif des Arts et Manufactures de revoir la loi de 1810.

A une époque comme la nôtre, où toutes les nations de l'Europe sont en communications incessantes, la condition que le Comité jugea indispensable pour satisfaire à la confiance de l'autorité supérieure fut de savoir l'état des usines et fabriques des pays étrangers les plus avancés au point de vue de l'industrie. Dès lors, des instructions furent rédigées par le président du Comité et données à un ingénieur des Mines, M. de Freycinet, qui reçut de M. le Ministre de l'agriculture, du Commerce et des Travaux publics la mission de se rendre en Angleterre, par décisions du 1^{er} décembre 1862 et du 9 avril 1863.

L'objet des questions proposées à M. de Freycinet était : 1^o l'examen des fabriques ou usines réputées dangereuses ou incommodes sous trois rapports : *l'infection de l'atmosphère, l'infection des eaux et l'influence des procédés sur la santé des ouvriers qui les exécutent*; 2^o l'indication ou la

voyageurs, une caravane, un navire, un corps d'armée, là par une émigration, par le transport d'objets de literie, etc.; pourtant divers médecins étaient encore portés à croire à la *non-transmission* du choléra.

Mais on peut dire que l'hésitation de la plupart des praticiens a cessé depuis l'époque où, en 1855, M. Charles Huette publia, dans les *Archives de médecine*, un remarquable mémoire intitulé *Du Développement et de la propagation du choléra*, qu'il a soumis cette année seulement à l'examen de votre Commission. A l'aide d'un grand nombre d'observations des mieux faites il a étudié cette maladie aux points de vue de son *importation* d'un lieu à un autre et de sa *transmission*. Il a dans ce travail mis en relief de la manière la plus formelle l'importance, tant au point de vue administratif que sous le rapport médical, des faits qu'il a observés et logiquement coordonnés.

Ce sagace investigateur a le premier consacré, dans son travail de 1855, un paragraphe spécial à l'étude de la question de l'*incubation du choléra*, c'est-à-dire à l'examen du temps qui s'écoule entre l'époque de la contamination et le début des accidents cholériques (HUETTE, *Archives générales de médecine*, 1855, t. VI, p. 577). Dans de nouvelles recherches qu'il vous a adressées au commencement de l'année 1867, il est revenu sur cette importante question, et avec raison, car avant lui, les médecins étaient encore moins nettement renseignés sur elle que sur les autres, bien que les faits invoqués en faveur d'une incubation qui aurait duré jusqu'à 20 jours aient été déjà mis en doute en 1866 dans le rapport de la *Commission sanitaire internationale*, rédigé par M. le docteur Fauvel. Aussi, aux yeux de votre Commission, ce sujet constitue un des côtés les plus neufs des études que nous analysons. M. Huette pense, d'après ses observations, avoir mis en évidence que la *période d'incubation* du choléra a une durée variable de *deux à huit jours*.

Il y a, sur ce point, matière à de nouvelles études et à de nouvelles expériences, en raison de ce que les résultats obtenus auront une grande importance toutes les fois qu'il s'agira de déterminer les différences qui peuvent exister entre les cas de *choléra* dit *foudroyant* et ceux qu'annoncent certains symptômes précurseurs. Si la thérapeutique des accidents confirmés est trop souvent impuissante, il est permis d'espérer que ces recherches feront faire des progrès à la prophylaxie des accidents imminents.

Les mesures prophylactiques employées avec avantage en 1854 et dans les autres épidémies par M. Huette, ne diffèrent pas sensiblement de celles qu'ont proposées en 1866 le Comité consultatif d'hygiène de Paris et l'Académie de Médecine de New-York. Elles consistent surtout dans l'emploi méthodique du chlorure de chaux. Sans nous arrêter à cet objet, qui nous mènerait au delà des limites d'un rapport de ce genre, votre Commission considère les résultats obtenus par M. Huette, dans ses études sur la transmissibilité du choléra, et particulièrement sur la durée de sa période d'incubation, comme assez importants pour

Prix Bordin. — L'Académie avait adopté pour sujet du prix Bordin dans la séance du 5 mars 1866, l'*Etude de la structure anatomique du Pistil et du Fruit dans ses principales modifications*.

La Commission a décerné le **Prix Bordin** pour 1867, au mémoire de M. Ph. Van Tieghem. Elle exprime aussi le vœu que ce mémoire reçoive dans le *Recueil des Savants étrangers* une publication sans laquelle il deviendrait inutile à la science.

Prix Bréant. — La Commission du prix Bréant vient vous présenter son rapport sur les travaux concernant l'étude médicale du choléra, qui, chaque année, vous sont adressés pour concourir au prix fondé par M. Bréant. Comme dans les concours antérieurs, la plupart des nombreux écrits soumis à notre examen se composent de vues hypothétiques sur les causes premières et la nature intime de la maladie, sans que leurs auteurs se soient préoccupés de la nécessité d'une connaissance préalable approfondie de l'organisation humaine et des milieux dans lesquels nous vivons pour aborder l'étude de ces difficiles problèmes. Ne pouvant cette année, non plus que les précédentes, proposer de décerner le prix, la Commission a cru devoir distinguer par une récompense, suivant l'intention du testateur, les travaux qui lui paraissent avoir fait faire quelques progrès à nos connaissances, soit sur la durée de l'incubation et sur les modes de transmission de cette maladie, soit sur certains symptômes qui l'accompagnent. Ce sont ceux de MM. les docteurs Charles Huette, médecin à Montargis, et Mesnet, médecin des hôpitaux de Paris.

En outre, elle signale honorablement comme de bons exemples à suivre deux points particuliers du travail de M. le docteur Armand Jobert, de Marseille. Ce sont : 1^o un tableau météorologique de 30 jours de choléra observé à Marseille en 1865 ; 2^o une carte, faite par M. Rigodit, lieutenant de vaisseau, de la marche générale de l'épidémie concentrée dans le bassin de la Méditerranée en 1865.

Elle signale enfin comme utile, bien que ne concernant pas la découverte de faits nouveaux, la note de M. le docteur Michou, d'Essoye (Aube), sur le traitement des maladies cutanées par l'arséniate de potasse, aidé de l'emploi d'autres moyens accessibles aux populations des campagnes dépourvues des ressources dont disposent les habitants des villes.

Nous devons actuellement appuyer les propositions de récompenses que nous vous avons faites par une courte analyse des recherches de MM. Huette et Mesnet.

L'influence qu'a sur la propagation du choléra le transport d'un lieu dans un autre, soit des cholériques, soit de ceux qui ont vécu près d'eux, et l'importance que la constatation de ce transport offre au point de vue de l'hygiène publique, sont deux données corrélatives qui ont cours dans la médecine depuis longtemps. Beaucoup des écrits dogmatiques publiés sur le choléra, tant en France qu'à l'étranger, depuis 1832, expliquent comment le choléra a été importé d'une ville, d'une province, d'un royaume ou d'une partie du globe à l'autre, ici par des

analogues à la suite des grandes opérations, ou dans le cours des maladies aiguës des organes thoraciques. Mais, il n'en est plus ainsi durant la cachexie alcoolique qui a profondément débilité l'organisme ; car les malades atteints de choléra dans cet état de dégradation profonde, sont comme les phthisiques, les cancéreux, etc., presque incapables d'une réaction suffisante, et meurent pour la plupart dans l'algidité.

Il est enfin une partie de ce travail qui mérite tout particulièrement d'être signalée, car elle met en relief un fait important de physiologie pathologique. Autant dans les fonctions nerveuses les manifestations intellectuelles conservent leur intégrité pendant la succession des accidents les plus graves de la période algide, autant elles ont de disposition à subir de graves atteintes dans la période de retour à la santé. M. le Dr Mesnet démontre par des faits cliniques et nécroscopiques que dans la forme méningitique de ces atteintes, l'état anatomique des membranes cérébrales diffère sensiblement de tout ce qu'on observe dans les méningites ordinaires. Il est amené à conclure que les accidents méningitiques du choléra sont à la méningite proprement dite ce que l'état morbide, dit typhoïde, en un grand nombre de cas pathologiques, est à la fièvre typhoïde proprement dite ; c'est-à-dire un état général, n'entraînant pas des lésions assez fixes et assez manifestes pour qu'elles aient pu être déterminées jusqu'à présent.

L'ensemble de ce travail témoigne à chaque pas qu'il est d'un observateur attentif et judicieux ; aussi a-t-il eu l'honneur de plusieurs traductions à l'étranger. Comme de plus, et par-dessus tout, les faits de physiologie pathologique observés par son auteur sont utiles à la science et pour le traitement du choléra, votre Commission a pensé que cet ordre d'études méritait d'être encouragé.

En conséquence des faits exposés dans le cours de son rapport, la Commission a proposé à l'Académie : 1° d'accorder à M. le Dr Charles Huette une récompense de *deux mille cinq cents francs* ; 2° d'accorder à M. le Dr Mesnet un encouragement, avec *quinze cents francs*.

L'Académie a adopté les propositions de la Commission.

Prix Jecker. — La section de chimie a décerné, à l'unanimité, le prix Jecker de l'année 1867 à M. Marcellin Berthelot, pour ses derniers travaux de chimie organique sur les carbures d'hydrogène en général, et en particulier sur ses recherches relatives à l'acétylène et aux circonstances variées de sa formation, à ses réactions nombreuses et à ses dérivés ; recherches qui jettent une vive lumière sur la chimie organique.

Prix Barbier. — M. Barbier a fondé un prix destiné à récompenser les travaux contenant quelque découverte relative aux sciences médicale, chirurgicale, pharmaceutique et à la botanique ayant rapport à l'art de guérir. Parmi les écrits adressés à l'Académie pour concourir à ce prix, la Commission chargée de les apprécier a particulièrement

mériter que l'Académie récompense dignement l'observateur sage qui les a fait connaître.

Les travaux de M. Huet, datés de 1855 et de 1867, sont les seuls qui concernent la *transmissibilité* du choléra que votre Commission ait jugé devoir être pris en considération cette année.

Médecin de l'hôpital Saint-Antoine, chargé en 1865 du service des cholériques pendant toute la durée de l'épidémie, le D^r Mesnet arrive à conclure de ses observations que le choléra compromet avant tout les fonctions de la vie végétative, sans porter atteinte à l'innervation cérébrale dans ses rapports avec les manifestations de l'intelligence (*Archives générales de médecine*. Paris, 1866, in-8, t. VII.).

La première partie de ce mémoire est consacrée à l'étude des divers aspects symptomatologiques sous lesquels se présente le choléra, d'un individu à l'autre, depuis sa forme la plus atténuée jusqu'à sa manifestation la plus grave, la mort en quelques heures.

Pour grouper plus facilement les faits observés sur les nombreux malades soumis à son examen, l'auteur a divisé ces derniers en cinq classes, d'après le degré de leur maladie au moment de l'entrée à l'hôpital. Il a fait de cette classification la base d'un vaste tableau joint au mémoire; chaque groupe ayant été nettement défini dans ce tableau, il devient facile de saisir d'un seul coup d'œil, soit l'ensemble des effets de l'épidémie, soit les résultats obtenus sur chaque malade individuellement.

L'un des points les plus dignes d'intérêt, mis en relief par ce tableau, est que l'étude attentive du début de la maladie a fait constater que la diarrhée n'est point un symptôme prémonitoire constant et nécessaire et que, si celle-ci précède l'invasion du choléra 140 fois sur 213, c'est-à-dire dans les deux tiers environ des cas, il faut admettre aussi que le nombre des individus atteints d'emblée de cette affection s'élève à un chiffre important. Tenant compte de la constitution épidémique, d'une part, et, d'autre part, de l'individu avec ses aptitudes organiques propres, M. Mesnet a vu que les cas les plus graves et les plus rapidement mortels ont été fréquemment ceux qui n'avaient point débuté par la diarrhée.

L'examen des phases du retour à l'état de santé a été pour M. Mesnet l'objet d'une étude clinique, que votre Commission se plaît à vous signaler comme originale dans plusieurs de ses aperçus. Il a montré en particulier que les caractères de celle de ces phases qui est dite *de réaction franche*, peuvent être modifiés, soit par une idiosyncrasie spéciale, soit par des dispositions acquises, qui impriment à sa marche des allures particulières. Il signale à ce propos les singuliers effets qui se produisent chez l'homme surpris par le choléra, dans un état plus ou moins prononcé d'intoxication alcoolique; il fait voir le délire naissant avec la réaction, chez tel ou tel cholérique, qui, affaibli par l'épuisement nerveux, par la diarrhée et la diète, ne trouve plus dans son organisme une somme de résistance suffisante pour soutenir l'influence de l'alcool ingéré. Le *delirium tremens* apparaît alors comme un des accidents de la réaction, au même titre qu'on l'observe dans des conditions

analogues à la suite des grandes opérations, ou dans le cours des maladies aiguës des organes thoraciques. Mais, il n'en est plus ainsi durant la cachexie alcoolique qui a profondément débilité l'organisme; car les malades atteints de choléra dans cet état de dégradation profonde, sont comme les phthisiques, les cancéreux, etc., presque incapables d'une réaction suffisante, et meurent pour la plupart dans l'algidité.

Il est enfin une partie de ce travail qui mérite tout particulièrement d'être signalée, car elle met en relief un fait important de physiologie pathologique. Autant dans les fonctions nerveuses les manifestations intellectuelles conservent leur intégrité pendant la succession des accidents les plus graves de la période algide, autant elles ont de disposition à subir de graves atteintes dans la période de retour à la santé. M. le Dr Mesnet démontre par des faits cliniques et nécroscopiques que dans la forme méningitique de ces atteintes, l'état anatomique des membranes cérébrales diffère sensiblement de tout ce qu'on observe dans les méningites ordinaires. Il est amené à conclure que les accidents méningitiques du choléra sont à la méningite proprement dite ce que l'état morbide, dit typhoïde, en un grand nombre de cas pathologiques, est à la fièvre typhoïde proprement dite; c'est-à-dire un état général, n'entraînant pas des lésions assez fixes et assez manifestes pour qu'elles aient pu être déterminées jusqu'à présent.

L'ensemble de ce travail témoigne à chaque pas qu'il est d'un observateur attentif et judicieux; aussi a-t-il eu l'honneur de plusieurs traductions à l'étranger. Comme de plus, et par-dessus tout, les faits de physiologie pathologique observés par son auteur sont utiles à la science et pour le traitement du choléra, votre Commission a pensé que cet ordre d'études méritait d'être encouragé.

En conséquence des faits exposés dans le cours de son rapport, la Commission a proposé à l'Académie: 1° d'accorder à M. le Dr Charles Huette une récompense de *deux mille cinq cents francs*; 2° d'accorder à M. le Dr Mesnet un encouragement, avec *quinze cents francs*.

L'Académie a adopté les propositions de la Commission.

Prix Jecker. — La section de chimie a décerné, à l'unanimité, le prix Jecker de l'année 1867 à M. Marcellin Berthelot, pour ses derniers travaux de chimie organique sur les carbures d'hydrogène en général, et en particulier sur ses recherches relatives à l'acétylène et aux circonstances variées de sa formation, à ses réactions nombreuses et à ses dérivés; recherches qui jettent une vive lumière sur la chimie organique.

Prix Barbier. — M. Barbier a fondé un prix destiné à récompenser les travaux contenant quelque découverte relative aux sciences médicale, chirurgicale, pharmaceutique et à la botanique ayant rapport à l'art de guérir. Parmi les écrits adressés à l'Académie pour concourir à ce prix, la Commission chargée de les apprécier a particulièrement

distingué l'ouvrage de M. Huguier, intitulé : *De l'hystéromètre et du cathétérisme utérin* (1 vol. in-8, 1866).

Prix Godard. — Le prix Godard est destiné à récompenser les meilleurs travaux sur l'anatomie, la physiologie et la pathologie des organes génito-urinaires.

La Commission a proposé d'accorder ce prix à l'ensemble des recherches de M. le Dr Charles Legros sur l'anatomie et la physiologie du tissu érectile des organes de la génération des mammifères, des oiseaux et des reptiles.

M. O. Larcher nous a adressé deux mémoires intitulés : 1^o *Des polypes fibreux intra-utérins à apparition intermittente* ; Paris, 1867 ; in-8 ; 2^o *De la rupture spontanée de l'utérus dans ses rapports avec les polypes fibreux intra-utérins* (manuscrit). La Commission a proposé de mentionner honorablement ces deux mémoires.

Prix Desmazières. — La Commission nommée par l'Académie pour décerner cette année le prix fondé par feu M. Desmazières, de Lambersart, a eu à choisir entre deux ouvrages communiqués à l'Académie par leurs auteurs.

La Commission nommée pour juger ce concours n'hésite pas à décerner ce prix à l'ouvrage de M. Antoine de Bary sur les champignons, en allemand. Elle croit en outre devoir accorder une mention très-honorable au mémoire de M. Lortet, sur le mode de fécondation du *Prosis commutata*.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Réunion du 5 juin 1868.

COMMUNICATIONS. Pétition au Sénat contre les professeurs libre-échangistes. — Le 20^e anniversaire des Unions de crédit à Bruxelles, par M. Horn.

OUVRAGES PRÉSENTÉS. *Les Résultats du traité de commerce ; le Travail des enfants dans les manufactures*, par M. Wolowski. — *Les Traités de commerce*, par M. Bernard. — *Les Voyages scientifiques et la Richesse*, par G. M. Renaud. — *Le Panthéisme détruit dans son principe*, par M. C. Delamarre. — *L'Uniformité des monnaies*, par M. Léon. — *Comment on peut réduire l'armée sans nuire à la défense nationale*, par M. de Dreuille.

DISCUSSION.

M. H. Passy, ancien ministre des finances, a présidé cette Réunion à laquelle avait été invité M. Emile Ollivier, député de la Seine au Corps législatif.

Après le dîner et avant les communications habituelles, le président perpétuel propose un toast à l'honorable invité.

du remarquable concours qu'il a prêté à la cause de la liberté commerciale, à l'occasion des Interpellations des protectionnistes. Il est heureux de constater devant la Société d'économie politique l'attitude de l'honorable député de la Seine dans la dernière discussion parlementaire sur les traités de commerce et la nouvelle politique commerciale qui en découle.

La Réunion s'associe par des témoignages d'approbation à la proposition de M. Joseph Garnier. — M. Emile Ollivier répond qu'il est flatté de se trouver dans cette assemblée à côté des professeurs dont il a suivi les cours et des auteurs des ouvrages qui lui ont inspiré ses convictions économiques. Il prend l'honneur qui lui est fait pour un encouragement, et il promet un concours énergique dans toutes les questions où la cause du progrès économique sera engagée.

M. le secrétaire perpétuel donne connaissance de la pièce suivante dont il vient de recevoir communication :

Copie d'une pétition adressée au Sénat et relative à l'enseignement économique dans les chaires du gouvernement.

Messieurs les Sénateurs,

L'Assemblée législative vient de se livrer à des discussions économiques du plus haut intérêt, dans lesquelles ont été mis constamment en présence le système du libre-échange et celui de la protection.

Jusqu'ici on pensait que le gouvernement avait adopté, sans réserve aucune, le système du libre-échange absolu ; et l'instruction économique, donnée publiquement en France, devait nécessairement le faire supposer.

Mais il n'en est rien. — Voici quelles sont les doctrines du gouvernement impérial, telles qu'elles ont été formulées au Corps législatif par M. le ministre du commerce dans la séance du 15 mai dernier.

Le régime que nous patronons, a dit Son Excellence, c'est une « *protection modérée, limitée à des industries spéciales,* » c'est la « *liberté pour celles qui n'ont pas besoin de protection.* »

Son Excellence M. le Ministre a dit encore : « *Le régime économique, actuellement en vigueur, n'est pas le libre-échange.* »

Ces déclarations sont nettes, catégoriques, sans aucune ambiguïté. Si donc le régime économique est, *comme il doit l'être*, un système mixte, tenant à la fois de la protection pour certaines industries, et du libre-échange pour celles qui peuvent se passer de protection, — pourquoi ne professe-t-on que le libre-échange absolu dans toutes les chaires créées par le gouvernement soit en province, soit à Paris ?

Pourquoi, du haut de ces chaires, l'excellent, l'officiel système économique de la protection modérée et du libre commerce, lorsqu'il est convenable de l'appliquer, y est-il journellement honni, conspué ?

Évidemment, une telle direction imprimée aux études nationales est illogique et funeste ; elle fausse, elle pervertit le jugement de la jeunesse

française, elle lui donne, non-seulement d'après notre appréciation, mais encore d'après celle du gouvernement lui-même, les notions les plus erronées sur la véritable science économique que l'on ne saurait trop répandre; elle nuit essentiellement aux intérêts de la France et à ceux du soussigné.

Oserait-on prétendre que le système protecteur ne résulte d'aucune doctrine scientifique? Nous répondrons que, tout au contraire, il s'appuie sur les théories les plus incontestables, théories développées, aujourd'hui, dans nombre de livres très-connus qui ont paru dernièrement, et qu'il n'a pas été possible de réfuter; tandis qu'il est facile de démontrer que le système du libre-échange absolu n'est basé que sur une série de sophismes.

Le soussigné, toutefois, n'a nullement l'intention de s'opposer à ce que les libres-échangistes propagent, à leur gré, et par les moyens dont ils disposent, leur système si préjudiciable à la France; mais, quant aux chaires où le professeur émarge au budget, il réclame qu'en toute équité elles soient au moins partagées par moitié, entre ceux qui soutiennent le système gouvernemental et ceux qui le combattent.

En conséquence, le soussigné a l'honneur de prier MM. les Sénateurs de vouloir bien renvoyer, pour qu'il y soit fait droit, la présente pétition à M. le Ministre de l'instruction publique.

Il est, avec un profond respect, MM. les Sénateurs, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Signé : AUG. VERTEL,
Docteur de la Faculté de médecine de Paris

La lecture de cette pièce provoque l'hilarité des assistants. On se demande quels peuvent être « ces livres très-connus publiés en grand nombre » et qu'aucun des membres présents ne connaît.

On doute que cette pétition ait le même succès que celle de MM. Giraud et Machelard, relative au matérialisme des professeurs de l'école de médecine.

Après cette communication, M. le secrétaire perpétuel présente les ouvrages suivants :

Les Résultats du Traité de commerce de 1860 (1), conférence faite le 10 mai, la veille de la discussion, par M. Wolowski, membre de la Société. — *Les Traités de commerce. Lettre de M. Pouyer-Quertier* (2), par M. Bénard, membre de la Société. — Deux réfutations solides, faites par avance, des assertions aventureuses portées à la tribune par les adversaires du traité.

Le Travail des enfants dans les manufactures (3), par M. Wolowski; — deux leçons au Conservatoire des Arts et Métiers.

(1) Paris, Chaix, 1868, in-8 de 60 p.

(2) Paris, Guillaumin, 1868, in-8 de 46 p.

(3) Paris, Guillaumin, 1868, in-8 de 40 p.

Les Voyages scientifiques et la Richesse en France (1), par M. Georges Renaud, membre de la Société, au sujet de l'expédition projetée au pôle Nord, par M. Lambert.

Un pluriel pour un singulier, et le panslavisme est détruit dans son principe (2), lettre de M. Casimir Delamarre, membre de la Société, à l'occasion de la discussion du budget et de la chaire, dite de langue slave.

De l'Uniformité des monnaies, Notes présentées à l'Académie des sciences (3), par M. Léon, ingénieur en chef des ponts et chaussées. L'auteur demande « une seule monnaie, la monnaie d'or, toutes les pièces au même titre de 0,9 de fin, toutes désignées par leur prix, ramené à un nombre entier de grammes. »

M. Fréd. Passy, secrétaire de la Ligue internationale de la Paix, présente un nouveau petit volume de la *Bibliothèque de la Paix*, intitulé : *Comment on pourrait réduire l'armée, tout en assurant la défense nationale* (4), par M. le comte de Dreuille; c'est la reproduction de l'article original publié par le *Journal des Économistes*, en mars dernier.

Après ces présentations, M. Horn, sur l'invitation de M. le secrétaire perpétuel, dit quelques mots du Banquet qui a eu lieu lundi dernier (1^{er} juin) à Bruxelles, en l'honneur de M. Émérique, fondateur et président de l'*Union du Crédit*, de Bruxelles.

Cette institution remonte au 1^{er} juin 1848; c'est donc son 20^e anniversaire que les sociétaires ont voulu fêter dans le banquet donné au promoteur le plus zélé de l'œuvre. Plus de 400 personnes, parmi lesquelles on remarquait les représentants de tous les grands établissements de crédit belge et plusieurs étrangers de distinction, se pressaient dans la magnifique salle que la Société de la *Grande-Harmonie* avait libéralement mise à la disposition du comité organisateur. Il ne s'agissait pas, en effet, d'une fête intime, n'intéressant que les sociétaires de l'*Union du Crédit*; c'était, en même temps, la constatation d'un important fait d'histoire économique contemporaine, constatation à laquelle la Belgique tout entière s'associait parce que ce fait est, pour elle, un nouveau titre d'honneur. L'*Union du Crédit*, de Bruxelles, créée en 1848, est la première application large et sérieuse de l'association au crédit; elle est bien antérieure en date aux banques d'avances allemandes, aux crédits mutuels et aux banques coopératives que ces dernières années ont vu surgir dans plusieurs pays.

Les promoteurs et propagateurs de cette institution, et les Belges en

(1) Paris, Guillaumin, 1868, in-8 de 16 p.

(2) Paris, Dentu, 1868, in-8 de 16 p.

(3) Paris, Guillaumin, 1868, in-8 de 40 p.

(4) Paris, Guillaumin, 1868, in-16 de 72 p.

général, ont d'autant plus de motifs de se féliciter de cette création qu'elle a parfaitement réalisé ses promesses, et que même elle les a dépassées largement. M. Horn se borne à rappeler qu'au 31 décembre 1866, l'*Union du Crédit*, de Bruxelles, n'avait encore compté que 450 sociétaires, et leur avait, dans l'année, escompté 12,600 effets pour 9,310,300 fr. ; qu'au 31 décembre dernier, l'*Union* embrassait 2,874 sociétaires et leur avait, dans le courant de 1867, escompté 234,269 effets pour près de 100 millions de fr. L'escompte ne leur a pas coûté en moyenne au delà de 4 p. 0/0 ; cet escompte leur est assuré, puisque chaque sociétaire a droit au crédit pour lequel il a été admis dans l'*Union* : c'est-à-dire que les membres doivent à l'association le crédit certain, facile et relativement bon marché, reprenant, comme sociétaires-bénéficiaires, une partie de ce qu'ils ont payé dans le courant de l'année en qualité des escomptés.

On appréciera d'autant mieux le bienfait de ce crédit assuré quand l'on saura que, pour la plus grande partie, il est fait non pas par l'escompte d'effets de commerce proprement dits, mais sous forme d'avances sur un simple billet à ordre que le sociétaire souscrit au profit de l'*Union*. Malgré cette manière de procéder que nous regardons en France comme risquée (et qui, en Belgique même, n'est possible que parce que la Banque escompte les effets à deux signatures), les pertes sur le portefeuille ne dépassent pas 0 fr. 12 c. par 100 fr., d'après une expérience de 20 ans. Aussi, l'*Union du crédit*, de Bruxelles, est-elle parvenue aujourd'hui à attirer suffisamment des dépôts pour pouvoir, dans le courant ordinaire des affaires, se passer du réescompte. Les établissements formés sur ce modèle à Gand, à Anvers, à Liège, en Hollande, en Suisse, ne prospèrent pas moins que la société mère bruxelloise ; toutes assurent à leurs adhérents l'indépendance en matière de crédit, l'escompte facile et à bon marché dans la limite qu'assignent pour chacun son honorabilité et sa solvabilité effectives. Les sentiments de vive reconnaissance et d'estime sincère que respirait le banquet du 1^{er} juin à l'endroit de MM. Emérique, Bischoffsheim, etc., témoignent à quel point on est pénétré en Belgique des bienfaits de cette institution réellement libérale et progressiste.

M. Horn, en terminant, constate avec une réelle satisfaction la tendance démocratique de plus en plus prononcée que dénotent les transactions de l'*Union du crédit* bruxelloise. Créée pour et par la petite bourgeoisie surtout, l'*Union* admet de plus en plus largement la classe travailleuse proprement dite. On compte aujourd'hui par centaines les ouvriers et artisans qui font partie de la société et se trouvent grandement secondés par l'escompte et l'avance que leur fait l'*Union*. Elle n'a, de son côté, aucun motif pour regretter cette assimilation de l'élément travailleur, pour ne pas la développer.

M. Joseph Garnier, tout en remerciant **M. Horn** de son intéressante communication et tout en constatant avec plaisir la tendance démocratique des nouvelles institutions de crédit, pense qu'il y aurait profit pour le progrès des idées économiques à ce que les économistes de toute nuance politique renonçassent à ces expressions de « bourgeois, » et de « travailleurs, » tendant à faire croire que la classe moyenne vit, sans travailler, aux dépens de l'autre partie de la société qui seule travaillerait. Rien de plus faux et de plus dangereux.

M. Joseph Garnier pense qu'on ne saurait trop s'attacher à dire les **Entrepreneurs** et les **Ouvriers**, ou mieux les **Employeurs** et les **Employés**. Il repousse le mot de « patrons » qui sent la protection et rappelle l'idée de patronage qui déplaît aux ouvriers et qui n'est pas dans la nature des choses, car au fond il n'y a que des acheteurs et des vendeurs de travail. Il repousse encore la formule larmoyante de « classes laborieuses, » qui a les mêmes inconvénients que celle de « travailleurs, » quand on ne les applique qu'aux ouvriers manuels, en les considérant par rapport aux bourgeois, dont on fait des oisifs vivant aux dépens de la société laborieuse, ce qui n'est vrai que des détenteurs des monopoles et des privilèges.

Ces observations et l'objet de la communication de **M. Horn** suscitent trois discussions simultanées — sur les classes de la société et les progrès des classes pauvres, — sur les banques — et sur les sociétés coopératives ; — discussion qu'il n'y a pas lieu de reproduire : la première ne s'étant pas développée d'une manière assez nette, et les deux autres ayant été écourtées et faisant double emploi avec des discussions antérieures. La conversation, à laquelle ont successivement pris part **MM. Bénard, Wółowski, Clamageran, Paul Coq, Michel Chevalier, H. Passy, Horn, Levasseur, Olry et Labry**, n'en a pas moins été instructive et intéressante pour les membres présents à la Réunion.

BIBLIOGRAPHIE

LA BANQUE LIBRE. Exposé des fonctions du commerce de banque et de son application à l'agriculture ; suivi de divers écrits de controverse sur la liberté des banques, par **M. COUNCILLÉ-SENEUIL**. Paris, Guillaumin et C^o. 1868. 1 vol. in-8. — **DU CHANGE ET DE LA LIBERTÉ D'ÉMISSION**, par **M. Clément JUGLAR**. Paris, Guillaumin et C^o. 1868. 1 vol. in-8.

La liberté des banques soulève des questions vivement débattues dans un grand nombre de pays. Toutefois, ce n'est point sur le droit de fonder des établissements faisant le commerce de banque que portent les controverses engagées, c'est sur le droit pour ces établissements

d'émettre à leur gré des billets à vue, en d'autres termes, sur le droit d'émission. M. Courcelle-Seneuil est partisan déclaré de la liberté des émissions, et c'est cette liberté que son travail a pour but de défendre. C'est un travail remarquablement bien fait, dans lequel sont passées en revue et fort habilement combattues toutes les objections des écrivains qui regardent l'intervention de l'État, en matière de banque et de circulation fiduciaire, comme indispensable ou simplement destinée à prévenir des abus dommageables à l'intérêt général. Les chapitres qu'il importe surtout de signaler à l'attention sont ceux où l'auteur s'attache à démontrer, d'abord, que la quantité des billets de banque mis en circulation rencontre dans la nature des choses des limites plus étroites que la quantité même des monnaies métalliques ; en second lieu, que la liberté des émissions et la multiplication des banques auraient naturellement pour effet, non d'accroître, mais de diminuer la somme des billets dont se chargerait le public. C'est là le cœur même de la question, et l'auteur n'a rien négligé dans le choix des preuves à l'appui de son opinion. Toutes les banques, dit-il, peuvent se tromper ; mais jamais l'erreur qu'elles commettent ne consiste à émettre trop de billets ; elle consiste à faire de mauvais placements, et dans ce cas, elles ne sauraient porter préjudice au public qu'après s'être ruinées elle-mêmes. De plus, il établit que les banques libres se surveillent les unes les autres, et que le refus d'acceptation de leurs billets arrêterait promptement les émissions des banques qui n'opéreraient pas avec toute l'habileté désirable.

Après avoir exposé les avantages à attendre de la liberté des banques et de l'émission, M. Courcelle-Seneuil a consacré près de 200 pages à l'examen des opinions en désaccord avec la sienne. C'est une partie de travail dans laquelle il a déployé une rare sagacité et un savoir tout à fait digne d'éloges. Il y a des questions d'économie politique sur la solution définitive desquelles ne planerait plus aucun doute si l'expérience était venue apporter le contingent de lumières que seule elle peut fournir. Les débats auxquels elle donne lieu attestent que la question des banques est de ce nombre. M. Courcelle-Seneuil a tiré tout le parti possible des données déjà acquises, et l'ouvrage qu'il a publié figurera en très-haut rang parmi ceux qui sont destinés à ajouter largement aux connaissances dont la science a besoin en ce qui touche la circulation fiduciaire.

Le second ouvrage dont j'ai à entretenir l'Académie traite du change et de la liberté d'émission. L'auteur, M. Clément Juglar, s'est fait depuis longtemps connaître par des travaux considérables sur tout ce qui se rapporte au crédit, aux crises commerciales, aux opérations et mouvements des banques. Personne ne s'est occupé aussi assidûment de la constatation et de l'étude des faits, et ses opinions libres de tout esprit de système, ont droit à d'autant plus d'attention qu'elles émanent toujours de données largement et habilement recueillies.

Ce que M. Juglar a eu en vue, c'est l'examen des effets du change et de la libre émission, et cet examen, il l'a poursuivi à l'aide de lumières

demandées aux faits accomplis partout où fonctionnent des banques rendant compte au public de leurs opérations. L'Angleterre, la France, les États-Unis, la Belgique, lui ont offert des sources d'informations auxquelles il a puisé abondamment, et il n'énonce pas une conclusion que ne justifient des chiffres soigneusement rassemblés et vérifiés.

M. Juglar n'a pas eu de peine à démontrer qu'entre les grands marchés financiers s'est établie une solidarité attestée principalement par les variations du taux du change. Dans tout pays où se fait sentir le besoin de numéraire, l'élévation du change réagit sur le prix de l'escompte, et l'argent revenant là où il est payé le plus chèrement, ne tarde pas à y reparaitre dans la proportion nécessaire à l'accomplissement des transactions commerciales.

Quant à la liberté d'émission, l'auteur, sans se prononcer d'une manière absolue, pense que les avantages qu'elle produit l'emporteront de plus en plus sur les inconvénients à mesure que l'usage du crédit se développera. Dans la marche naturelle des choses, les compensations d'effets de commerce à l'aide des dépôts confiés aux banques deviendront plus fréquentes, les *clearing-houses* se multiplieront et opéreront plus largement, et, comme les monnaies métalliques qu'ils remplacent en partie, les billets de banque eux-mêmes auront moins d'emploi et circuleront moins abondamment. C'est là un fait déjà bien visible dans les pays les plus avancés. Les créances respectives s'y échangent et s'annulent les unes par les autres, et il n'y a à fournir pour achever le solde définitif que des appoints peu considérables.

Il est à remarquer que MM. Courcelle-Seneuil et Clément Juglar sont arrivés par des voies diverses à la même conclusion en ce qui touche les émissions fiduciaires. L'un et l'autre affirment que les billets de banque, à mesure que le crédit se développera, tiendront moins de place dans la circulation générale et que la somme pour laquelle ils y figurent ira s'amointrissant. Sans être toutes les mêmes, les raisons sur lesquelles s'appuie leur opinion sont empruntées à l'examen des faits, et rien n'autorise à en contester la valeur réelle.

Un point qui n'est abordé ni dans l'un ni dans l'autre des ouvrages dont nous entretenons l'Académie aurait cependant mérité quelque attention. Le billet de banque, à l'origine, n'a dû qu'à la protection avouée de l'État, qu'au privilège accordé aux établissements qui l'émettaient, la faculté de faire office de monnaie et de sortir des régions commerciales pour descendre dans la circulation générale. La confiance du public est venue de ce qu'il tenait l'État pour responsable de la destinée des banques qu'il investissait de droits exclusifs, et en effet, plus d'une fois, l'État est venu à leur secours, et les a préservées, par le cours forcé, de désastres et de ruine.

C'est là une situation que changerait naturellement la liberté de l'émission. D'une part, on ne considérerait plus l'État comme engagé à soutenir dans les moments de crise des banques en pleine possession de l'indépendance, et il est probable que leurs billets ne seraient pas acceptés avec entière confiance. De l'autre, l'État serait conduit ou à

leur fermer ses caisses, attendu qu'il n'aurait pas droit de tenir compte des différences de solidité entre les établissements émetteurs, ou à ne les admettre que comme effets de commerce subissant des escomptes, et garantis par les comptables qui les lui transmettraient. Ainsi se resserrerait le champ ouvert à la circulation des billets de banque, et cela dans une large mesure; car il est peu de pays avancés en Europe où le chiffre des contributions annuellement payées par les citoyens n'excède le tiers de la somme totale du numéraire existant et des billets qui en font office dans les transactions quotidiennes.

Signaler ce côté de la question, c'est ajouter une raison de plus à celles que MM. Courcelle-Seneuil et Juglar ont données à l'appui de l'opinion que la liberté de l'émission, loin de multiplier les billets de banque, finirait par en réduire le nombre. C'est là le point capital en matière de circulation fiduciaire: car si tel doit être l'effet, et nous croyons que tel il serait, de la libre émission, les appréhensions qu'elle suscite seraient peu ou mal fondées, et les périls qui la font redouter ne seraient pas de nature à autoriser les restrictions, dont jusqu'ici elle a été l'objet.

Les ouvrages dont nous venons de parler sont tous deux d'un mérite qu'il est juste de signaler. M. Courcelle-Seneuil a surtout envisagé les questions au point de vue théorique et scientifique. La plupart des dissertations que renferme son travail sont des modèles de clarté et de précision, et dans toutes, apparaît une haute et rare puissance de raisonnement. M. Clément Juglar s'est principalement occupé de l'étude des faits. C'est à ceux dont l'accomplissement et le caractère ne sauraient soulever aucun doute qu'il a demandé des enseignements, et ces enseignements, il a su leur imprimer la forme la plus propre à en assurer l'efficacité. Les deux ouvrages se complètent en quelque sorte l'un par l'autre, et on ne saurait trop les recommander à l'attention de ceux qui, en matière de banque et d'émission, cherchent à ajouter aux lumières dont ils ont besoin pour n'adopter que des opinions suffisamment éclairées.

H. PASSY.

DES PRIVILÉGIÉS DE L'ANCIEN RÉGIME EN FRANCE ET DES PRIVILÉGIÉS DU NOUVEAU,
par M. D'ESTERNO. Tome II. Paris, Guillaumin et C^e. 1868. 1 vol. in-8.

M. d'Esterno poursuit, dans son deuxième volume (1), avec la même hardiesse et la même franchise d'allures, la guerre vigoureuse qu'il a déclarée aux privilèges de toute espèce qui entravent, en France, le progrès de la classe et de la richesse agricoles. Ici seulement le point de vue s'est notablement agrandi. Le mal est envisagé de plus haut, les causes en sont fouillées plus profondément, les remèdes enfin sont cherchés dans un esprit plus large et plus radical à la fois. L'auteur a abdicqué franchement ce parti pris de confiance au pouvoir, qui semblait tout attendre de son

(1) Voir, pour le premier volume, le numéro d'avril 1867, t. VI, p. 149.

intelligence supérieure, et dont la naïveté, un peu affectée peut-être, contrastait, il faut le dire, visiblement avec le libéralisme profond qui inspire sa critique. C'est à la réforme des lois, des institutions, des mœurs, c'est à l'esprit et à la pratique de la liberté sous toutes les formes diverses qu'il demande cette fois, aussi explicitement que possible, le correctif des abus qu'il signale et l'instauration d'un régime sérieusement réparateur.

— Ce développement (car on ne peut pas dire cette évolution) dans les vues de l'auteur, qui n'est qu'une affirmation plus résolue de sa pensée intime, était prévu d'avance par tous ceux qui connaissent son caractère et ses solides doctrines économiques. Il était tout aussi certain qu'un esprit aussi largement investigateur en viendrait à chercher au delà de la sphère du régime particulier à la classe agricole, les causes et les effets du marasme, dont elle souffre plus que toute autre peut-être, mais dont elle n'est pas, à coup sûr, la seule à souffrir.

Que M. d'Esterno, grand propriétaire et grand agriculteur, ait dans le principe porté son attention sur tout ce qui touche aux intérêts de l'agriculture, qu'il ait vivement ressenti l'état très-réel de dépendance, d'infériorité et d'impuissance où elle se trouve, qu'il ait par conséquent aperçu et signalé tout d'abord les inégalités, les abus, les pauvretés, les contradictions de notre régime social par ce côté exclusif, c'est une chose assez naturelle. Homme de progrès et d'initiative hardie, il a passé sa vie à lutter, d'une part, contre les entraves et les résistances sans nombre que lui opposaient les classes non agricoles, et d'autre part, il faut le dire, contre l'atonie, l'ignorance, l'inaptitude à se grouper et la passivité découragée des classes agricoles elles-mêmes. Mais M. d'Esterno, économiste de vieille date (1), esprit vigoureux, nourri de fortes études, avec sa connaissance des choses et des hommes, devait forcément aller, comme il le fait aujourd'hui, au delà de ce point de vue trop spécial.

Ce n'est pas, en effet, sur le cultivateur uniquement que s'exercent la domination procédurière des hommes de loi, le parasitisme des manieurs d'argent, les exactions des intermédiaires, l'ingérance abusive de l'administration dans le domaine des intérêts privés : l'industrie, le commerce, les professions libérales ou manouvrières payent à tout cela leur quote part de tribut, en argent et en liberté. Si c'est principalement dans les classes agricoles que se manifestent la crainte de tout ce qui porte enseignement et uniforme d'autorité, la torpeur du sentiment viril de ses droits, cette conviction de son impuissance et ce besoin de tutelle qui la livre en proie à toutes les exploitations effrontées ; ces habitudes de résignation passive qui attend du dehors l'impulsion et le mouvement, ne lui sont pas tellement particulières qu'on ne les retrouve aussi, à un degré très-marqué encore, dans les autres groupes de l'atelier social.

Il est évident que l'administration s'accoutume de plus en plus à traiter

(1) Il ne faut pas oublier que M. d'Esterno est un des trois ou quatre fondateurs de notre Société d'économie politique.

les populations des villes et celles des champs avec le même sans façon; et, si l'on veut parler de parias et d'ilotes, je ne vois pas trop que l'ilotisme des campagnes ait à envier beaucoup la situation que fait aux boutiquiers et aux *nomades* de la capitale le despotisme capricieux et tracassier de l'édilité ou de la police parisienne.

Du moment, donc, qu'on veut essayer de partager la nation tout entière en exploités et exploités, il faut nécessairement étendre la première catégorie beaucoup plus loin que la classe rurale, et reconnaître que la victime des privilégiés, c'est la masse de ceux qui n'ont pas ou qui ont moins de privilèges, c'est-à-dire le gros du public. Cette conclusion beaucoup plus générale est, en effet, celle à laquelle aboutit M. d'Esterno dans le deuxième volume de son ouvrage.

Maintenant, faut-il s'en prendre uniquement aux privilégiés de ce fâcheux état des choses? Ont-ils été seuls à le créer? Sont-ils les seuls encore qui le soutiennent et le perpétuent? Mon Dieu non; ils ont d'innombrables complices, et c'est parmi leurs victimes même qu'il faut chercher ces complices inconscients. Oui, sans doute, il est arrivé (et cela ne pouvait guère arriver autrement) que, dans le vaste domaine de la féodalité, — fort entamé déjà pourtant et livré depuis longtemps en proie aux rongeurs de toute espèce, — chaque corporation s'est taillé, par droit d'héritage ou de conquête, et s'est arrondi un petit privilège pour gruger commodément la gent corvéable à merci. Mais, il faut bien le dire, c'est que le gros de la nation était accoutumé de longue main à ce rôle passif, et il aurait été fâcheux de déranger par trop ses habitudes. Ces privilégiés du nouveau régime, nous les connaissons; véritablement ils ne sont ni bien méchants, ni bien rapaces, ni bien sérieusement despotes, et c'est une justice à leur rendre qu'à la plus petite manifestation de résistance on les voit rentrer d'assez bonne grâce dans leur coquille. Ce qui les encourage, je dirais volontiers ce qui les oblige à régenter beaucoup, à abuser un peu, à exploiter plus ou moins, c'est surtout l'absence d'initiative et de volonté propre dans les masses. On leur crie de tous côtés : « Décidez pour nous, prévoyez pour nous, votez, dépensez, arrangez et dérangez, débarrassez-nous enfin de l'ennui de penser et de la fatigue d'agir. » Il semble, en effet, que pour l'administré français toute espèce de pouvoir soit une corvée. On ne voit guère que le droit de faire lui-même ses enfants qu'il se réserve à peu près; pour tout le reste, il compte volontiers sur l'administration et sur l'aide extérieure. De sorte qu'en réalité, c'est un peu avec l'acquiescement et la connivence des opprimés que toutes ces tyrannies subalternes se maintiennent.

Cette sorte d'anémie morale du pays, cet affaissement du caractère et de l'esprit public, a des origines profondes et des causes complexes qu'il est indispensable de rechercher; et voilà comment M. d'Esterno a été conduit à examiner — dans quel sens est dirigée chez nous l'éducation, comment elle forme le caractère et le corps des jeunes gens, jusqu'à quel point elle les prépare aux réalités de la vie active, et si c'est le mépris ou le dédain de la force, le respect ou le mépris de la loi, de la pro

de la personnalité qu'elle leur inculque ; — comment ensuite cette première éducation est pratiquement continuée par ces deux grands instituteurs que le citoyen trouve sans cesse à ses côtés pour le diriger ou le redresser durant tout le cours de sa vie, la Loi et l'État ; — par qui et dans quel intérêt la loi est faite ; — par qui et au profit de qui elle est appliquée ; — quel est l'esprit de l'administration ; si le fonctionnaire, chez nous, entend être au service du public ou bien mettre le public à son service ; — quel est l'esprit du barreau et la moralité des officiers ministériels ; — quelle est l'attitude de la magistrature vis-à-vis des auteurs, des victimes et des témoins des délits ; — si le parquet, d'une part, et l'action de la police, d'une autre, ne tendent pas à empêcher partout la défense personnelle et à paralyser les honnêtes gens qui prétendent faire respecter eux-mêmes l'ordre et la justice autour d'eux ; quels sont les principes de l'administration relativement aux concessions et aux fraudes commerciales ; — quels sont ses agissements avec les mendiants les fainéants, les repris de justice, les coquins de tous rangs, etc., etc... Arrêtons-nous ; car en continuant le questionnaire, je finirais par refaire assez mal la table des chapitres de l'ouvrage.

L'enquête n'est pas à l'avantage de ceux qu'on met ainsi sur la sellette. Je n'ai pas besoin de dire comment l'auteur la conduit. On connaît la manière de M. d'Esterno ; ce n'est pas à lui qu'il faut demander l'optimisme doucereux, les ménagements hypocrites, les compromis prudents ou les complaisances intéressées des consciences ramollies. Sa critique a quelque chose de placidement implacable ; tireur à la main ferme et au coup d'œil sûr, ses coups portent juste et traversent ce qu'ils touchent. Il exécute son monde lestement, sans tapage, avec une aisance et une courtoisie parfaite : c'est de la besogne proprement faite. Pas d'apprêts apparents ni de grands gestes, pas de lourdes dissertations, de déclamations sentimentales ou d'indignations vertueuses. Des chiffres, quelques citations, des faits énormément — deux ou trois à la page souvent, — des faits racontés avec une netteté rapide et une sorte de bonhomie ironique ; la conclusion, indiquée par deux mots très-simples ou bien par un petit sarcasme froid, le plus ordinairement abandonnée au lecteur : voilà tout.

L'auteur, en résumé, prend l'attitude désintéressée de rapporteur ou de témoin ; il dépose « sans haine et sans crainte, » comme dit la formule consacrée, — mais, il faut ajouter, sans pitié non plus. — A moins qu'on ne veuille appeler de ce nom cette espèce de condescendance persifleuse et de dédaigneuse commisération qui semble dire de ceux qu'elle accuse : « plus sots que coupables, » et « pardonnez-leur, mon Dieu, ils ne savent pas ce qu'ils font. »

Cette impassibilité habituelle dont l'auteur s'enveloppe — et qui est loin d'amoindrir l'effet de son réquisitoire — n'est pas pourtant sans présenter quelques fissures. De loin en loin on la voit éclater sous quelque élan de révolte intérieure ; et ces petites bouffées de feu font assez bon effet sur le glacier. — Ainsi, à propos de la presse et de la loi sur la diffamation, au triste argument « qu'il faut prévenir les attaques qui trouble-

raient le repos des citoyens, » M. d'Esterno riposte brusquement mot très-beau, qu'on pourrait appeler *le cri de guerre des honnêtes* : « Non ! le repos des méchants doit être troublé ! » — Ailleurs, on cite je ne sais combien d'exemples de pauvres diables qui n'ont pu se défendre contre des malfaiteurs, éteindre des incendies, secourir parents blessés, tirer de la neige un homme à moitié gelé, ou un autre à moitié noyé, avant l'arrivée de la gendarmerie, tristement : « De combien de violences et de persécutions a été coupable l'administration française, pour arriver à terrifier la population et à éteindre en elle non-seulement les sentiments d'humanité, mais même les sentiments de famille ! »

Voilà, en effet, ce qui condamne les séides de l'autorité et les tenants du triomphant système de l'aristocratie fonctionnaire. Ils voudraient rejeter sur l'inertie générale qui accepte ou résiste à leurs ingérences, la responsabilité des résultats. On leur répète le pouvoir, vous êtes l'intelligence et la richesse, vous avez la force, vous avez charge d'âmes. Quelle direction, quels exemples avez-vous donnés à cette masse que vous devez manier et façonner à votre gré ? Voyez ce que vous avez fait, ou va vous dire maintenant ce que vous pouviez et deviez faire.

Et c'est ce que l'auteur fait tout au long, dans les derniers chapitres de son livre, *Résumé et conclusions*, — où l'on trouve exposé, sous la forme d'articles de lois et de règlements, un vaste plan d'organisation embrassant tous les sujets divers auxquels l'ouvrage a touché. On a l'impression, quoi qu'en pensent certains esprits superficiels, que ces critiques sont parfois doublées d'un très-sérieux organisateur : ce n'est pas le résultat de précédentes indications que ces froids plans de réformes, des convictions très-ardentes, et que sous leurs allures de chefs-d'œuvre, ce sont au fond des justiciers. M. d'Esterno a le droit de trapper aussi fort qu'il voudra : ce ne sont pas les hommes, ce sont les mauvaises doctrines et les mauvaises choses qu'il a attaquées dans leurs représentants. Il n'a voulu renverser que pour reconstruire à la place ; il n'a pas signalé un abus sans en indiquer le remède. Il pourrait donner pour épigraphe à son livre la devise de Proudhon (qui n'a rempli passablement que la première moitié de son programme) : *Destruam et edificabo*.

Un mot de critique pour finir. L'auteur déclare, en prenant congé du lecteur, que son ouvrage est le résultat de quarante années de réflexion. On le croira sans peine. Il y a énormément, il y a trop dans ce livre ; il dépasse son programme, il déborde son titre. Personne ne s'en plaindra beaucoup ; mais il en résulte parfois un défaut de cohérence entre les diverses parties. Et par exemple, après les larges et profondes aperçus qui forment les trois quarts du deuxième volume, les derniers chapitres sur le régime des eaux et forêts font, par leur couleur trop spéciale, une certaine dissonance, et semblent plutôt appartenir à quelque grand travail sur la refonte du code rural.

Sur le sort de l'ouvrage je n'ose pas me prononcer. Il attaque précisément tout ce qui trône et domine, des traditions, des coteries, des

amours-propres, des intérêts de corps extrêmement puissants, et ses coups portent dans le vif : les blessés se vengeront en faisant le silence. C'est le sort prévu de tous ceux qui ont en vue le bien général. Les intérêts particuliers sont des êtres vivants et bruyants, d'une merveilleuse reconnaissance pour ceux qui les servent : l'intérêt public est un être de raison, anonyme, muet et parfaitement ingrat envers ceux qui s'y dévouent. Après tout, cela n'empêche pas que le livre ne puisse faire son chemin par la force latente du bon et du vrai, — et je le désire de tout mon cœur. Dans tous les cas, il assure dès à présent à l'auteur une place distinguée dans cette pléiade d'esprits avancés et courageux, inflexibles dans la ligne du vrai et du juste, qui font l'honneur de notre Société d'économie politique.

R. DE FONTENAY.

PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES ET STATISTIQUES RÉCENTES EN ITALIE.

Popolazione, parte I, publié par le Bureau de la statistique italienne.

L'Italie économique en 1867 (en français), par le même.

Sui Documenti statistici (Sur les documents statistique de l'Italie), par Louis Bodio.

Relazione sull' andamento delle amministrazioni dipendenti del minist. dell' interno (Rapport sur la marche des administrations dépendant du ministre de l'intérieur). Off. in-4).

Sulle Bonificazioni, Risaie ed Irrigazioni (des améliorations, des rizières, des irrigations), publication off. du min. de l'Agric. in-4.

Statistica della provincia di Grosseto (Statistique de la province de Grosseto), Publ. off. in-4.

Il Comune di Venezia (la Commune de Venise), publiée par le comte Bembo, podesta (maire) de la ville, 2 vol.

Movimento della popolazione di Siena (Mouvement de la population de la ville de Sienne en 1866), par G. B. Basili, in-4.

G. Ortes et Scienza economica al suo tempo (Ortes et la science économique de son temps), par Fedele Lampertico, in-8.

Le Finanze (les Finances, etc.), par A. Marescotti. Bologne, 1 vol. in-8.

Delle presenti condizioni della Finanza italiana (Situation actuelle (1865) des finances de l'Italie), par Merio Rizzari. Pise, 1 vol. in-8.

Le Finanza italiana, brochure du même.

Il Prestito nazionale, etc. (De la Dette nationale et du cours forcé), du même, br. in-8.

Il Sindicato governativo Le Società commerciali, etc. (La Surveillance gouvernementale sur les Sociétés commerciales, etc.), par C. de Cesare, gr. in-8.

Le Repubblica di Venezia e la Persia (la République de Venise et la Perse), par Guillaume Berchet. 1 vol. in-8.

Sull' ordinamento della pubblica amministrazione (De l'Organisation administrative, etc.), par Massin. Martinelli, 2 vol. gr. in-12, Florence.

Scritti varii (écrits divers) de Cristoforo Negri, in-8.

Del Principio di nazionalità (du Principe des nationalités), par Louis Palma. Vol. in-8.

Istituzioni agraria del Belgio (Institution agraire de la Belgique), par le sénateur comte Arrivabene, in-12.

Nuovo Antologia. Revue mensuelle.

Ne pouvant pas consacrer aux ouvrages ci-dessus indiqués l'espace qu'il faudrait pour en donner une analyse complète, nous nous bornerons

à les faire passer rapidement sous les yeux du lecteur. C'est leur donner moins qu'ils méritent, mais c'est du moins une preuve que notre bonne volonté n'a été vaincue que par la force majeure de l'impossibilité.

Commençons par la statistique officielle (voy. notre article inséré au *J. des Écon.*, année 1866). Le bureau de la statistique du royaume d'Italie a offert, aux membres du congrès, deux publications dont l'une, en italien, est intitulé : *Popolazione*, parte I, *Censimento generale* (recensement général), et l'autre, en français, porte le titre de *L'Italie économique en 1867*. L'ouvrage sur la population, d'un format commode (gr. in-8) tient à mettre sous les yeux de l'économiste les déductions qu'on peut tirer des grands et gros volumes publiés antérieurement. C'est un excellent travail qui fait honneur à M. Maestri (« et à mes zélés collaborateurs » aurait ajouté M. Maestri qui ne manque jamais de leur rendre justice). *L'Italie économique* embrasse toutes les statistiques susceptibles de dessiner la situation matérielle d'un pays : la topographie, la population, les finances, les voies de communication, le commerce — comprenant le mouvement du commerce et des institutions, — l'instruction, le culte, la bienfaisance, enfin, l'agriculture et surtout l'industrie, l'ouvrage ayant été fait pour compléter le catalogue de l'Exposition universelle. On doit mentionner ici, au moins comme semi-officiel, le livre de M. Louis Bodio; professeur d'économie politique à Livourne, livre qui a paru sous le titre de : *Sui Documenti Statistici del regno d'Italia*. L'auteur fait passer sous les yeux du lecteur tous les documents officiels publiés en Italie depuis une série d'années, les analyse et en extrait les principaux résultats. C'est une excellente esquisse, sans aucune aridité.

Outre ces livres d'un intérêt général, nous avons à signaler quelques documents officiels d'un intérêt plus ou moins spécial, mais néanmoins très-grands. Tels sont les suivants : *Relazione sull' andamento delle amministrazioni dipendenti del minist. dell' interno* (Rapport sur la marche des administrations qui dépendent du ministère de l'intérieur). Il y est question de l'administration communale, de la bienfaisance, de la santé et de la sécurité publiques. Ce rapport a été rédigé, si nous sommes bien renseigné, par un très-jeune docteur en droit employé au ministère de l'intérieur, d'un talent précoce.

Sulle Bonificazioni, Risaie ed irrigazioni, etc. Rapport au ministre de l'agriculture sur les améliorations faites ou à faire, renfermant une statistique détaillée et raisonnée des terres submergées, des marais, des rizières, des irrigations, accompagnée de carte d'un grand intérêt. C'est un travail peut-être unique en son genre, dû à M. le marquis R. Pareto, chef de division à ce ministère. *Statistica della provincia di Grosseto*. Description très-détaillée de la province de Grosseto, avec de très-belles cartes. Ce travail peut servir de modèle. Il existe aussi une description de la province de Forli, malheureusement nous n'avons

pas eu l'occasion de l'examiner. — Nous avons été plus heureux en ce qui concerne la statistique communale de la ville de Venise, publié par le maire (podesta) de l'ancienne reine de l'Adriatique (M. le comte P.-L. Bembo), sous le titre de *Il comune di Venezia*. Le premier volume embrasse les années 1860, 1861, 1862, le second les trois années suivantes. Voici les titres de chapitre du tome II : Municipalité ; Population ; Administration ; Santé publique ; Instruction ; Musée *Correr* ; Assistance publique ; Édilité police communale (propreté, éclairage, etc.) ; service militaire ; Sapeurs-pompiers ; Commerce. Nous avons appris que diverses autres villes italiennes ont des statistiques urbaines semblables ; nous les en félicitons de confiance, ne les ayant pas encore vues. Sienna n'a publié, sous la direction de M. G.-B. Basili que le *Movimento della popolazione di Siena* (en 1866). L'auteur fait de fréquentes comparaisons avec d'autres pays.

Passant aux ouvrages d'économie politique nous nous arrêtons avant tout un moment à l'ouvrage de M. F. Lampertico intitulé *Giammaria Ortes et la scienza economiza al suo tempo* (J.-M. Ortes et la science économique de son temps). C'est une analyse et même une discussion des opinions d'Ortes qui, on se le rappelle, a enseigné la division du travail avant Adam Smith, les rapports entre la population et les subsistances avant Malthus et la liberté du travail avant les physiocrates, ou du moins en même temps qu'eux. Chemin faisant, M. Lampertico nous montre qu'il est lui-même économiste consommé ; nous regrettons seulement qu'il ne se soit pas plus étendu sur sa distinction entre la science et l'art en économie politique. Ajoutons que M. Lampertico ne nous a pas caché les erreurs d'Ortes, il montre la médaille et..... le revers.

Passons aux finances. Ici nous trouvons un livre de l'éminent professeur de l'université de Bologne M. A. Marescotti, intitulé : *Le Finanze* (les Finances) : ses organes et son organisation, ses recettes et ses dépenses). C'est à la fois du droit administratif et de l'économie politique, et l'auteur a eu l'heureuse idée de grouper autour du ministère des finances tous les services publics pour lesquels ce ministère recueille les impôts, M. Marescotti ne veut pas qu'on considère les finances comme une collection d'expédients, mais comme une science qui a pour visée de donner, aux contribuables, un équivalent, en services publics, du montant des impôts, et au gouvernement un revenu suffisant pour faire marcher ces services : c'est, si l'on veut, une manière de formuler la théorie de l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

Si l'ouvrage précédent est surtout administratif et économique, si le style en reflète le calme magistral du professeur en chaire (1), le suivant se révèle bientôt comme une œuvre politique, où la statistique financière

(1) Voir un article spécial, consacré à cet ouvrage, dans le numéro de mars, t. IX, p. 515.

est, à chaque instant, appelée à jouer son rôle, où la polémique, la verve de la discussion a sa place. Nous voulons parler du livre de M. Mario Rizzari : *Delle presenti condizioni della Finanza italiana*, etc. L'auteur y critique vivement, quoique avec convenance dans la forme, les ministères qui se sont succédé en Italie, et ses conclusions sont plutôt politiques que financières. Nous ne mettrons pas le doigt... entre l'arbre et l'écorce. Nous nous bornons à dire qu'il donne, page 392, une définition de ce qu'on appelle en Italie la *Consorteria*. Quand vous allez en Italie et qu'il arrive une contrariété quelconque, vous entendez toujours en rejeter la faute sur la *consorteria* : c'est elle qui envoie la pluie à contre-temps, qui cause la mauvaise récolte, qui empêche le commerce de marcher, c'est elle, en un mot, qui produit tous les malheurs de l'Italie. Et quand vous demandez à connaître les noms des membres de cette association sans liens constatables, on vous énumère une série de personnes que l'étranger est habitué à compter parmi l'élite de la nation italienne. M. Rizzari enfin nous en donne une définition scientifique et nous trouvons que la *consorteria* s'est rendue coupable du péché de doctrinarisme : ce sont les doctrinaires de l'Italie (1). Plus d'un considérera ce péché comme véniel en remarquant que la décentralisation administrative fait partie du système. — M. Rizzari a encore publié : *la Finanza italiana. Disavanzi e provvedimenti* (Finances italiennes. Le déficit et le moyen de le combler). L'auteur passe en revue les diverses recettes et dépenses et montre où et comment, selon lui, on peut augmenter les premières et diminuer les secondes, afin d'arriver à joindre les deux bouts du budget.

Une autre brochure de M. Rizzari, intitulée : *il prestito nazionale e il corso coattivo dei biglietti fiduciarî* (de la Dette nationale et du cours forcé des billets) nous conduit, par une transition naturelle, des matières financières aux matières commerciales. Seulement, nous ne savons si le remplacement des billets de banque à cours forcé, par du papier gouvernemental à cours forcé, aurait les conséquences que M. Rizzari attribue à ce changement. Nous allons plus loin et pensons qu'on tomberait de mal en pis.

Il Sindicato governativo. Le Società commerciali e gli istituti di Credito. Sous ce titre, M. C. de Cesare vient de publier un rapport au ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce sur les sociétés commerciales et les institutions de crédit auprès desquelles ce fonctionnaire représente la surveillance gouvernementale (*sindicata governativa*). Une fois que cette surveillance est considérée comme nécessaire, nous approu-

(1) Voici le passage que nous citons sans nous en rendre solidaire : « ... Un piccolo nucleo di uomini, che nel paese si designavano con il nome di *consorteria*, ed i quali, non giova dissimularlo riuscirono a prendere la direzione governativa dello stato, portando nella politica l'esclusivismo di caste, e nell'amministrazione interna alcuni sistemi preconcepi inopportuni e dannosi per la loro astrazione e per la poca colleganza collo stato effectivo del paese. »

vons parfaitement la manière dont on s'en acquitte en Italie, où le fonctionnaire qui en est chargé publie une statistique complète et détaillée de ces sociétés et assure ainsi la publicité nécessaire dans l'intérêt des tiers. Cette statistique nous apprend que les 236 sociétés commerciales et institutions de crédit existant en Italie en 1865 ont ensemble un capital nominal de 1,397,784,033 fr. divisé en 2,739,804 actions, dont 2,322,298 ont été émises ; le capital versé est de 1,009,050,560 fr. Ce travail ne renferme pas seulement des tableaux, il examine aussi avec beaucoup de soin des questions comme celle-ci : conditions présentes du crédit ; organisation du crédit ; la liberté des banques et autres. M. de Cesare dit (p. 199) : « La banque unique crée l'apoplexie au centre et la paralysie aux extrémités. » Il cite en note six ouvrages italiens qui ont paru sur cette matière de 1861 à 1863.

Voici maintenant un ouvrage de M. Guillaume Berché qui a coûté bien du travail, bien des recherches. Il a paru sous le titre de : *la Repubblica di Venezia e la Persia*, avec une préface du commandeur C. Negri. Les rapports entre la république de Venise et de la Perse ont été assez fréquents et leur commerce non sans importance. Ce livre, qui renferme beaucoup de gravures et reproduit des documents rares, est aussi utile à l'histoire générale qu'à celle du commerce, et nous regrettons vraiment que notre cadre ne nous permette pas d'en présenter quelques extraits.

Deux volumes de M. Massini-Martinelli, *Sull'ordinamento della pubblica amministrazione* nous ont frappé, par l'esprit sage qui y règne. Une introduction développée traite du « gouvernement et de la bureaucratie » et examine jusqu'où la décentralisation peut aller sans désorganiser l'État, ou menacer l'unité. Puis, l'auteur examine : les réformes municipales et départementales récemment proposées ; les rapports des finances avec la décentralisation ; la meilleure organisation du conseil d'État ; de la cour des comptes. La plus grande partie du tome II est consacrée à l'étude de la « réforme économique » dans laquelle il est traité des biens de l'État et des corporations, de diverses institutions, du crédit et des banques (l'auteur veut une banque générale et des banques particulières ; au fond, il nous semble pencher pour l'unité) et de divers autres sujets. Cet ouvrage est évidemment un recueil d'articles parus à diverses époques et retravaillés : ce qui n'ôte rien à leur valeur.

Nous avons encore à présenter des publications sur des sujets variés, en commençant par les *Scritti varii* de E. Cristoforo Negri, que nous avons déjà eu l'occasion de nommer. M. Negri est historien, légiste, économiste, et ses livres prouvent que le concours de plusieurs sciences est une bonne chose. Parmi les *Scritti varii* nous signalons « l'idée fondamentale d'une loi sur les eaux » avec quatre chapitres de développements ; un essai sur les lois forestières ; un autre tendant à prouver

que le concept de la justice est le même que celui de l'utilité; d'autre consacrés à Filangieri, Fénelon, Montesquieu, Bentham, et au prince (de Machiavel). Nous en passons d'autres. M. le commandeur Negri a encore publié : la *Storia politica dell' antichità paragonata alla moderna*. D'aucuns trouvent que des comparaisons trop serrées entre l'histoire ancienne et l'histoire moderne ne sont pas sans dangers. Est-il en effet, un homme de force à résister à la tentation de « donner le coup de pouce » pour les faire s'accorder.

Del principio di nationalità etc. (du principe des nationalités dans les sociétés de la moderne Europe) par M. Louis Palma. L'auteur considère le principe des nationalités comme un *fait* et comme une doctrine. A l'un de ces points de vue il nous montre comment ce principe agit dans l'histoire depuis l'antiquité jusqu'à nos jours; à l'autre, il cherche à expliquer pourquoi les peuples ont eu si tardivement conscience de ce principe, et quels obstacles il a dû vaincre pour obtenir sa place au soleil de la politique. Le livre de M. L. Palma semble mériter la couronne que lui a décernée en 1866 l'Institut lombard des sciences et des lettres.

Nous ne laisserons pas passer sans une mention une brochure que vient de publier notre vénérable et savant ami M. le sénateur comte Arrivabene sur les *Istituzioni agrarie del Belgio*. On sait que l'auteur a passé une trentaine d'années à Bruxelles et qu'il a pu étudier à fond toutes les questions qui se rattachent à l'économie rurale; il a eu l'idée de résumer ses études dans l'intérêt de sa patrie et l'a fait avec une clarté qui prouve que Boileau avait raison de dire qu'on énonce clairement ce qu'on sait bien.

Nous terminons en exprimant l'espoir que M. le professeur P. Torregiani continuera et publiera en volume la série d'articles sur la coopération qu'il a publiés dans la *Nuova Antologia*, nouvelle revue qui promet de devenir, sous l'habile direction de M. Protonotari la *Revue des Deux Mondes* de l'Italie. M. Torregiani semble y représenter l'économie politique, et nous voudrions le voir traiter successivement les diverses questions qui pourront nous donner une idée complète de la situation économique de sa belle patrie.

MAURICE BLOCK.

ENQUÊTE MONÉTAIRE.

Ainsi que cela a été annoncé, une enquête a été ouverte par notre ministère des finances auprès des receveurs généraux et des chambres de commerce sur la question de savoir si le pays était préparé à passer du système du double étalon, qui a régi jusqu'ici notre législation monétaire, à celui de l'étalon unique d'or, en faveur duquel, comme on le sait, la conférence internationale de 1867 s'est prononcée à l'unanimité, imitée en cela quelques jours après par la conférence libre des poids et mesures à l'Exposition universelle.

Les questions posées dans cette enquête étaient les suivantes :

1° Quelle a été dans votre département, depuis dix ans, la proportion approximative des monnaies d'or et des pièces de 5 francs d'argent dans les paiements faits aux caisses publiques et aux particuliers ?

2° Quelle est, suivant vous, la proportion approximative de valeur en pièces de 5 francs argent, comparée à la valeur totale de la monnaie d'or, que vous présumez actuellement en circulation dans votre département ?

3° Le public de votre département aurait-il quelque répugnance à voir l'or instrument exclusif des paiements pour les sommes au-dessus de 50 francs, ou d'une somme un peu supérieure, s'il y avait lieu ?

4° Les pièces de 5 francs en argent sont-elles achetées avec prime par rapport à l'or pour quelques usages et emplois commerciaux particuliers, par exemple, pour l'exploitation dans telle ou telle direction ?

5° Sont-elles achetées avec prime pour l'usage intérieur en France, comme l'or l'était autrefois, avant 1848 par exemple ?

6° Verriez-vous un intérêt commercial quelconque à ce que, si l'or était adopté comme seule monnaie normale, il fût frappé des pièces d'argent de 5 francs, au titre actuel de 900/1000^e, et sans cours obligatoire dans l'intérieur de la France, enfin comme simple monnaie de commerce ?

7° Dans le cas où le Gouvernement adopterait l'or dans les conditions définies par la loi de l'an XI, comme étalon unique, croiriez-vous préférable au goût des populations et aux besoins de la circulation, que la pièce de 5 francs argent fût entièrement supprimée, ou qu'elle fût frappée à 833/1000^e de fin, et ne pût dès lors être imposée dans les paiements au-delà d'une certaine somme ?

Les réponses de tous les trésoriers-payeurs-généraux sont arrivées depuis le 11 mai, terme du délai fixé par le ministère des finances, et nous croyons pouvoir, dès à présent, certifier les résultats suivants :

Sur 91 receveurs généraux, y compris ceux d'Algérie, 69 se prononcent en faveur de l'adoption de l'étalon d'or unique, parmi lesquels 55 veulent le billonnage de la pièce d'argent de 5 francs à 835/1000^e de

fin, 11 sa suppression absolue, et 3 sa suppression comme monnaie légale, avec faculté pour le commerce d'en faire frapper, soit pour l'intérieur du pays, soit pour l'Orient, comme du reste cela se pratique en Autriche pour les pièces d'argent, dites *levantins* de Marie-Thérèse.

Neuf receveurs généraux seulement se montrent favorables au maintien du *statu quo* actuel; 13 ont fait des réponses douteuses ou contradictoires, desquels pourtant 9 inclinent à l'étalon d'or.

Les réponses des Chambres de commerce ne sont pas moins favorables. Sur 66 réponses arrivées au ministère (deux Chambres seulement n'ont pas répondu), 45 sont en faveur de l'étalon d'or unique, parmi lesquelles 25 pour le billonnage de la pièce de 5 francs argent à 835/1000^e, 10 pour sa suppression, 9 pour son maintien comme pièce commerciale sans cours obligatoire.

Le double étalon n'est défendu que par 13 Chambres de commerce; 8 réponses sont douteuses ou contradictoires.

La Banque d'Algérie a émis une opinion favorable à l'étalon unique d'or; la Banque de France fait encore attendre sa réponse.

L'enquête ouverte est donc favorable à l'adoption de l'étalon d'or unique; et dans le cas où le gouvernement croirait devoir supprimer, dans la pièce d'argent de 5 francs à 900/1,000^e de fin, le dernier lien qui nous rattache au double étalon, le système monétaire de la France deviendrait ainsi semblable de tous points à celui qu'en 1867 la conférence internationale a recommandé à l'examen de toutes les puissances pour la fondation de l'unification monétaire.

Ce n'est pas seulement en France que les questions de ce genre ont fait l'objet d'une enquête. En Allemagne, le *Handelstag* de Francfort, ou syndicat des chambres de commerce allemandes, a mis au concours, comme nous l'avons annoncé, la question de savoir quels sont les meilleurs moyens de passer de l'étalon d'argent, base des législations monétaires germaniques, à l'étalon d'or. Dix-huit mémoires, nous dit-on, sont arrivés sur cette matière, et le *Handelstag* compte faire imprimer les meilleurs. L'examen en est remis à M. Soetbeer, de Hambourg, bien connu dans la science économique. Un pareil empressement montre que la question monétaire est à l'ordre du jour chez nos voisins d'outre-Rhin, et que si le parlement douanier, dans sa session récente, n'en a pas fait l'objet d'un examen particulier, ce n'est pas un oubli, mais la crainte de sortir de sa compétence et de soulever des préoccupations politiques, en mettant en avant l'idée d'unification nationale. Les États de l'Allemagne du midi doivent, en effet, d'autant plus désirer que ce soit le parlement douanier qui ait la décision suprême dans cette question, que si cette décision était prise en dehors d'eux par les assemblées législatives du nord, le maintien du thaler comme unité monétaire

point dépourvu de toutes chances; tandis qu'au contraire, au cas de décision par le parlement douanier, une majorité pour l'adoption du franc ou du florin d'Autriche serait assez facilement acquise. Les États méridionaux de l'Allemagne n'auraient pas alors à subir la cruelle alternative d'avoir à adopter ou un système étranger, mais bon et définitif, le système austro-français, ou un système national, mais mauvais et provisoire. Il est donc à espérer que, dans la prochaine session du Parlement douanier, les députés montreront un peu moins de circonspection au sujet d'une question si pacifique que la question monétaire, et si peu de nature à soulever les susceptibilités internationales.

L'examen de cette question ne présentait pas les mêmes dangers fictifs pour l'Angleterre. Elle n'avait pas d'ailleurs, comme la France aujourd'hui, et l'Allemagne dans un prochain avenir, à examiner les bases mêmes du système. La première, elle a adopté l'étalon d'or unique et réduit l'argent au rôle d'appoint. L'enquête nommée par la reine et présidée par lord Halifax n'avait donc qu'à se préoccuper des moyens de rapprochement monétaire possible entre l'Angleterre et la France, et, dans la prévision d'un accord avec nous pour l'établissement d'une monnaie internationale, à examiner les divergences de détail qui pourraient gêner l'effet d'une communauté de types adoptés de concert.

La grande différence entre les frais de monnayage en France et en Angleterre, la diversité des règlements pour l'épreuve des pièces en circulation sévèrement contrôlées à la banque de Londres, tandis qu'elle n'est en France assujettie à aucune limite de frais sérieux; tous ces côtés de la question sont étudiés à ce qu'on assure dans le sens tout à fait pratique par la Commission constituée par M. Disraëli.

D'un autre côté, on a pu lire dans le *Manchester Guardian* une dissertation habile en faveur de l'union monétaire, communiquée par M. le professeur Jevon à la *société statistique* de Manchester.

Il ne serait donc pas impossible qu'avec la lenteur ferme qui lui est propre, l'Angleterre n'en vint à se prononcer un jour efficacement pour le système inauguré en 1866.

On cite MM. Jevon, Hendriks, Smith, Bagehot, Goschen, parmi les principaux témoins entendus par la Commission britannique, et nous pensons que le mois de juin sera le terme des travaux de la Commission d'enquête, dont les actes enrichiront les *Blue Book* de nos voisins.

P. Roux.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

SOMMAIRE. — Les interpellations protectionnistes. — Le banquet offert à M. Pouyer-Quertier. — Clôture du Parlement douanier par le roi de Prusse. — Réunion publique de la Ligue internationale de la Paix. — Les balles explosibles et la philanthropie du gouvernement russe. — Progrès de la tolérance en Turquie. — La Société des agriculteurs de France. — Les paysans de la Charente. — Une pétition au Sénat contre les professeurs d'économie politique accusés de libre-échangeisme, pour faire suite à la pétition contre les professeurs de l'École de médecine accusés de matérialisme. — L'enquête monétaire.

Les interpellations protectionnistes auront pris dix jours de la session. Elles tiennent naturellement une grande place dans ce numéro.

Un de nos collaborateurs a bien voulu se charger de faire une appréciation générale de cet important débat, grouper et mettre en présence les arguments disséminés dans les diverses séances et les divers discours. Deux autres ont traité spécialement les deux plus graves questions de faits soulevés par le débat, à savoir : la question de la Marine marchande et la question des Fers et des Houilles. Un quatrième enfin nous adresse de loin une autre appréciation générale de cette « singulière discussion, » comme il l'appelle. Tout cela forme la moitié de notre numéro, auquel reviendront bien des fois ceux de nos lecteurs que cette question de la protection occupe et occupera longtemps encore, car nous ne sommes qu'au commencement de la réforme, bien que ses adversaires affectent de qualifier de libre-échange ces modestes débuts. Ceux qui ont suivi les débats dans les comptes-rendus officiels liront encore avec profit ces articles dans lesquels les idées et les faits sont présentés, analysés et discutés avec ensemble et méthode. Quant aux autres, ils y trouveront, sous une forme condensée et en cent fois moins de paroles, la substance des séances dont ils n'auraient plus le courage de faire la lecture.

— Les protectionnistes rouennais, très-fiers de leur représentant, lui ont offert un brillant banquet le jeudi 3 juin. Au dessert, M. le président a porté la santé « du courageux champion des intérêts de l'industrie, l'éminent orateur, qui est l'orgueil de ses concitoyens. » M. Pouyer-Quertier a répondu avec chaleur, et a terminé ainsi son discours : « Je ne me lasserai pas d'apporter dans l'élaboration des réformes projetées le contrôle de l'expérience et la lumière de la vérité : je ne cesserai jamais de mettre au service de mes convictions ce qui puis avoir d'ardeur infatigable et de persévérance à les faire p

loir. Ce sont là surtout les qualités qui caractérisent notre race, et je mentirais à mon origine si je les laissais s'affaiblir en moi, lorsqu'à la tribune je suis investi de la noble mission de vous représenter. »

Il y aurait encore une plus belle mission que celle-là, ce serait celle qui consisterait à employer l'ardeur et la persévérance normandes à y voir clair et vrai dans cette affaire de la protection.

— La première session du Parlement douanier est terminée. Pendant la semaine qu'il a siégé, il a adopté : un traité de commerce du Zollverein avec l'Autriche, des traités avec l'Espagne et les États de l'Église, l'égalité de l'impôt sur la culture du tabac. La clôture a été prononcée par le roi de Prusse, qui s'est donné beaucoup de peine pour faire une énumération philosophico-politique des votes que nous venons d'indiquer, et qui a terminé, par un nouveau logogriphe sur les intérêts légitimes de l'Allemagne, l'amour de la patrie-commune, l'héritage commun de tous les membres de la famille allemande..... et « l'assistance divine, dont il attend la nouvelle réunion du Parlement douanier allemand aussitôt que de nouveaux travaux l'appelleront à une nouvelle action. »

— La Ligue internationale de la paix a tenu une séance publique le 8 courant dans la salle Hertz. On lit à ce sujet, dans *l'Opinion nationale*, de la plume de l'honorable M. Guérout, député de la Seine :

« Cette réunion, où des questions de politique et d'économie sociale devaient nécessairement être agitées, ne pouvait invoquer le bénéfice de la loi sur les réunions publiques. Elle avait dû demander l'autorisation gouvernementale qui, disait-on dans la salle, avait été très-gracieusement accordée.

« La séance était présidée par M. Jean Dolfus ; à ses côtés siégeaient, comme membres du bureau, MM. Visschers, président du Congrès de la paix à Bruxelles en 1848 ; le révérend H. Richard, secrétaire de la Société de la Paix de Londres ; Isidor, grand-rabbin du Consistoire de Paris ; Frédéric Passy, secrétaire de la Ligue ; Martin Paschoud, pasteur de l'Église réformée de Paris ; Edward Pease, délégué de la Société de la Paix de Londres ; Chamerovzow, secrétaire de la Société anglaise pour l'abolition de l'esclavage ; Joseph Garnier, secrétaire du Congrès de la paix de Paris en 1849. Dans la salle, on remarquait M. F. de Lesseps, M. Hippolyte Passy, M. G. d'Eichthal et quelques prêtres catholiques. Le père Gratry et M. Michel Chevalier, qui tous deux devaient prendre la parole, étaient absents par indisposition.

« Une allocution du président, M. Dolfus ; un résumé très-attachant des progrès de la société, par M. Frédéric Passy, et quatre discours prononcés par MM. Visschers, Richard (celui-ci en anglais), Isidor et Mar-

tin Paschoud, ont rempli la séance. L'auditoire, en grande partie composé de jeunes gens, et dans lequel on remarquait un certain nombre de dames, s'est constamment montré fort sympathique.... »

M. A. Visschers a fait l'historique des efforts des Sociétés de la paix en Angleterre et aux États-Unis. Il a rappelé les Congrès des amis de la paix en 1848 à Bruxelles, en 1849 à Paris, en 1850 à Francfort, en 1851 à Londres, et il a montré que leurs vœux avaient eu quelque influence sur les décisions de la diplomatie, notamment au sein du congrès de Paris en 1856. — M. Richard a exposé l'état de l'opinion publique en Angleterre, et les efforts des amis de la paix pour agir sur elle. MM. Isidor et Martin Paschoud ont fait chacun une allocution à la fois morale et religieuse, et en même temps parsemée de traits d'esprit.

« C'était un curieux et instructif spectacle de voir un grand-rabbin désavouant publiquement le dieu des armées, un ministre protestant lisant l'adhésion éloquente d'un curé catholique, et donnant la main aux libres penseurs attirés à leur tour hors de leurs écoles exclusives et de leurs divisions et subdivisions habituelles, par l'attrait d'une pensée supérieure.

« Quelle est donc cette force nouvelle qui rapproche des ennemis séculaires, qui unit des sectes rivales et fait tomber les barrières qui les séparent ? En réalité, c'est un idéal nouveau qui apparaît, c'est un astre nouveau qui se lève, c'est une pensée plus religieuse que toutes les religions, plus vaste que toutes les philosophies, c'est le sentiment aujourd'hui plus d'à moitié réalisé dans les faits, de la solidarité pacifique des nations, de l'unité du genre humain. »

— M. de Gortchakoff vient d'adresser aux agents de la Russie, à l'étranger, une circulaire ayant pour but de proposer aux diverses puissances de signer une convention diplomatique qui proscrive, en cas de guerre, l'emploi des balles dites *explosibles*.

Cette balle explosible est, un projectile creux à l'usage des armes à feu portatives, rempli, comme l'obus, de matières fulminantes, et qui, en éclatant, produit des effets destructeurs beaucoup plus terribles que ceux de la balle ordinaire. On ne s'en sert que contre les bêtes fauves : elle se loge dans le corps de l'animal et produit infailliblement la mort. On n'a pas eu jusqu'ici l'idée d'employer pour la guerre de pareils engins, mais cela pourrait venir ; car enfin dès qu'on extermine, le procédé le plus meurtrier et préférable. Toutefois, il paraît que l'emploi des balles explosibles est plus minutieux, plus difficile que celui des balles ordinaires ; qu'il est à peu près impossible avec les fusils à aiguille actuels, et qu'enfin l'atrocité qui en résulterait ne saurait être compensée par aucun avantage au point de vue militaire. Il paraît qu'avec ce projectile, on atteindrait moins d'hommes et, j

on en mettrait hors de combat un moins grand nombre que par la balle ordinaire.

Tout cela réduit à sa plus simple expression l'honneur et la portée philanthropique, morale et politique, de l'initiative de ce bon prince Gortchakoff, à laquelle se sont empressés d'adhérer les gouvernements français et italien.

Que si, par impossible, la proposition du gouvernement russe avait été motivée par le respect de la vie des hommes, et la balle explosible considérée comme un procédé trop destructif, nous étions arrivés au sommet du progrès dans l'art du meurtre en grand, du meurtre glorifié, selon l'énergique parole de M. Martin Paschoud ; et, la logique aidant, la convention du rejet des balles atrocement perfectionnées devenait le point de départ d'un désarmement général et simultané. Malheureusement, il n'en est rien ; et nous sommes loin de compte.

— Tout récemment le Sultan inaugurant un conseil d'État faisait cette importante déclaration que tous ses sujets étaient égaux à ses yeux quel que soit leur culte. A la suite de ce notable événement, les chefs des communautés non musulmanes ont sollicité une audience pour remercier le chef de l'État de cette assurance donnée si solennellement. — A cette occasion, le Sultan a renouvelé cette déclaration : « Pour moi, a-t-il dit, il n'existe aucune distinction entre les musulmans et les chrétiens. La religion et les droits des chrétiens étaient sauvegardés jusqu'à ce jour ; mais les chrétiens n'étaient pas appelés aux grandes fonctions de l'État. C'était l'ancien système : maintenant, la porte de toutes les fonctions, y compris le grade de vizir, est ouverte aux chrétiens. Le seul mérite décidera la nomination aux fonctions publiques. Comptez sur mes intentions ; je veux la prospérité de tous mes sujets, sans distinction de croyance et de race. » — Le Sultan a de nouveau exprimé les mêmes sentiments dans une courte allocution adressée au ministre des travaux publics, Daoud-Pacha, et au gouverneur du Liban, Franco-Effendi.

Ceci est bien certainement un des résultats du voyage du Sultan en Europe et un des effets indirects de l'Exposition universelle.

— Il vient de se passer, dans quelques villages de la Charente-Inférieure, un fait de bêtise populaire qui a son côté économique, comme la plupart des faits sociaux. La fièvre de l'émeute s'est emparée des populations à propos de paroles prononcées en chaire et d'un tableau de saint Joseph avec certains attributs dans lesquels les paysans ont cru voir l'annonce du retour à l'ancien régime avec la dîme.

Cela prouve, assurément, qu'ils sont bien peu au courant des circonstances de la société actuelle, et que le thermomètre de leur instruction

marque 0 degré. Mais cela prouve aussi l'horreur des campagnes pour les charges publiques.

— Il vient de se former, sous l'impulsion de M. Lecoutoux, Decauville, d'Esterno, Barral, etc., une Société des agriculteurs de France, composée dès le début de 430 membres, appartenant à tous les départements. Si cette association suit l'impulsion de ses promoteurs, elle sera franchement libérale et elle est appelée à rendre de notables services. Si, au contraire, elle se laissait dominer par l'esprit de feu le Congrès agricole, de réglementaire et de protectionniste mémoire, il n'y aurait pas trop lieu à se louer de ce nouveau groupement des intérêts agricoles.

La Société se divise en huit sections : l'Agriculture proprement dite ; l'Economie de bétail ; la Viticulture, les cultures arbustives et l'Horticulture ; le Génie rural ; les Industries agricoles ; l'Economie et la Législation rurales ; l'Enseignement agricole.

L'assemblée a nommé président de la section d'Economie et de Législation, M. de Lavergne. Elle ne pouvait assurément faire un choix économique plus intelligent.

— On nous a fait parvenir l'exemplaire d'une pétition au Sénat sur ou contre les professeurs d'économie politique. Le texte en est reproduit dans le compte-rendu de la Société d'économie politique (p. 417).

Nous souhaitons à cette pétition tout le succès de celle relative aux opinions « matérialistes » des professeurs de l'École de médecine de Paris. Nous assisterions à une discussion de principes économiques au Sénat. et nous ne doutons pas que le résultat de la discussion ne soit favorable à la cause libérale. Toutefois, il y aurait cette différence, que si les professeurs de l'École de médecine ont réclamé contre la qualification de matérialistes, les professeurs d'économie politique revendiqueraient celui de libre-échangistes. Il y aurait encore cette différence que protection et libre-échange indiquent des idées bien nettes et bien tranchées, tandis qu'il n'en est pas de même pour les expressions de matérialisme et de spiritualisme, employées dans des sens bien opposés au sein de tous les diocèses, y compris celui si finement indiqué par M. Sainte-Beuve.

A propos de l'œuvre assez mal défendue par les cardinaux, le rapport nous avait appris que parmi les griefs relevés par les auteurs de la pétition, se trouvait une proposition malthusienne échappée à l'un des professeurs de l'École de médecine. Mais les orateurs qui ont soutenu les pétitionnaires n'ont rien dit à ce sujet qui aurait inspiré quelques paroles de bon sens à un sénateur ou à un autre, à M. Michel Chevalier, par exemple, qui a prononcé un de ses meilleurs discours, à l'occasion

cette pétition, laquelle s'appuyait, plus ou moins sincèrement, sur l'incontestable principe de la liberté de l'enseignement supérieur.

— Nous donnons plus haut des renseignements sur les résultats de l'Enquête monétaire, ouverte par le ministre des finances, auprès des chambres du commerce et des receveurs généraux.

JOSEPH GARNIER.

Paris, 14 juin 1868.

Bibliographie économique

(MAI 1868.)

Annuaire des chambres syndicales de l'Union nationale du commerce et de l'industrie (1868). In-12, XI-259 p. Imp. Malteste et C^e.

Annuaire du commerce des soies. Renseignements sur l'industrie des soies. In-8, VIII-304 p. Lyon, imp. Vingtrinier.

AUCOC (Paul). *Notice sur la pratique commerciale de M. P. Devinck.* In-8, 15 p. Clichy, imp. Loignon.

AUDIGANNE (A.) *La Lutte industrielle des peuples.* In-8, 416 p. Cappellet.

BARRE (A.). *Les Monnaies françaises en 1866.* In-8, 7 p. Imp. Pillet aîné.

BARTHOLONY (F.) *Tableau d'amortissement de la dette publique par voie de compensation, avec notes et commentaires à l'appui.* In-4, 12 p. Chaix et C^e.

BAUDE (E.). *Routes, ponts, navigation intérieure, fondations, etc.* In-8, 100 p. Paul Dupont.

Rapports du jury international.

BELLIER (A.). *La Prévoyance et la Charité.* (Conférences de la gare Saint-Jean, à Bordeaux). In-8, 72 p. L. Hachette et C^e.

BÉNARD (T.-N.). *Les Traités de*

commerce. In-8, 46 p. Guillaumin et C^e.

BERARD (Aristide). *L'Algérie.* Sa situation présente, son avenir. In-8, 16 p. Dentu.

BERSOT (E.). *Morale et politique.* In-8, 446 p. Didier et C^e.

BOUDON (Raoul). *La production, la consommation et le libre-échange* In-8, 16 p. Le Chevalier.

BRÉMOND. *Lettres sur les assurances.* In-8, 8 p. Nîmes, imp. Roger et Laporte.

CADOR (L.). *Les Chemins vicinaux et la prestation en nature.* In-8, 16 p. La Rochelle, imp. Siret.

Cahiers des Etats-Généraux (Archives parlementaires), classés par lettres alphabétiques de baillage ou de sénéchaussée sous la direction de MM. J. Mavidal et E. Laurent. T. II, gr. in-8 à 2 col. 797 p. P. Dupont.

— T. III. 801 p.

CARNÉ (DE). *Les Etats de Bretagne et l'administration de cette province jusqu'en 1789.* 2 vol. in-8, XVI-817 p. Didier et C^e.

CHABANNE (H.). *Un palais au compagnonnage et la Suppression du chômage sur le tour de France.* In-12,

24 p. Bourges, imp. Marguerith-Dupré.

CLAMAGÈRE. *Histoire de l'impôt en France*. 2^e partie (1439-1683). T. II. In-8, 723 p. Guillaumin et C^e.

COCHIN (Augustin). *Conférence au Cercle agricole de Paris sur les Sociétés coopératives*. In-8, 31 p. Ch. Douniol.

COLLIGNON (Ed.). *Les chemins de fer russes de 1857 à 1862*. 2^e édition. In-4, vii 220 p. et 51 pl. Dunod.

Comité des Houillères françaises. *Note sur le travail des enfants dans les mines*. In-8, 32 p. Imp. Hennuyer et fils.

CORTAMBERT (E.). *Géographie agricole, industrielle, commerciale et administrative de la France*. In-8 Jésus, vii-216 p. L. Hachette et C^e.

COUDEREAU. *Sur la civilisation*. In-8, 43 p. Imp. Hennuyer et fils.

CRAMPON (A.). *Compagnie transatlantique*. Son déficit et sa situation, avec une préface. In-4, 429 p. Imp. Balitout, Questroy et C^e.

DESEILLIGNY (A.-P.). *De l'influence de l'éducation sur la moralité et le bien-être des classes laborieuses*. In-18 Jésus, iii-323 p. L. Hachette et C^e.

DESFOSSÉ (Ed.). *Décroissance de la population en France*. Moyen d'y remédier. In-8, 23 p. P. Dupont.

DEVÈZE. *Le vol et la navigation aérienne sans ballons*. In-8, 20 p. Gauthier-Villars.

DUMAST (P.-G. DE). *Sur les besoins intellectuels de la France d'aujourd'hui*. In-8, 34 p. Nancy, imp. V^e Raybois.

DUMESNIL-MARIGNY. *Le rôle de l'industrie française et les traités de commerce*. In-18 Jésus, 262 p. Eugène Lacroix.

DUPANLOUP (Mgr.). *La liberté de l'enseignement supérieur*. In-8, 46 p. Douniol.

DUPONCREL. *Ville de Marseille. Clarification des eaux de la Durance*. In-8, 28 p. et plan. Montpellier, imp. Boehm et fils.

DUROY DE BRIGNAC (A.). *Un mot sur la liberté de l'enseignement supérieur*. In-8, 31 p. Lecoq et C^e.

Documents authentiques concernant la créance de la France sur l'Angleterre en vertu de conventions garan-

tées par les grandes puissances européennes, conventions non abrogées par aucune transaction internationale postérieure. In-8, 40 pages. Imp. P. Dupont.

Documents sur les chemins vicinaux, publiés par ordre du ministre de l'Intérieur. In-4, viii-396 p. et 2 cartes. Imp. impériale.

Enquête agricole. 4^e série. Documents recueillis à l'étranger. T. II. Ministère de l'Agriculture. In-4, viii-786 p. Imp. impériale.

— *Dépositions de la Société formière de France devant la commission supérieure*. In-8, 85 p. Hennuyer et fils.

Enquête sur les sels, t. III. Rapports et propositions. *Résumé synoptique*. Ministère de l'Agriculture. In-4, 429 p. Imp. impériale.

Famine (la) en Algérie et les discours officiels. Erreurs et contradictions. In-8, 36 p. Challamel aîné.

FERRY (Jules). *Comptes fantastiques d'Hausmann*. In-8, 96 pages. Le Chevalier.

FRANCLIEU (DE). *Les libras-échangistes ne sont pas des économistes*. In-8, 398 p. Dentu.

FRIGNET (Ernest). *Histoire de l'association commerciale depuis l'antiquité jusqu'au temps actuel*. In-8, 429 p. Guillaumin.

GALLÉS. *De la guerre entre le Brésil, les États de la Plata et le Paraguay. Conséquences envers notre commerce de France*. In-8, 12 p. Bordeaux, imp. Bord.

GAULOT (L.). *Des sociétés coopératives*. (Discours de rentrée de la Cour de Lyon.) In-8, 32 p. Lyon, imp. Perrin.

GERANDO (DE). *Les sociétés humaines sous la main de Dieu*. Principes de morale sociale d'après l'Écriture sainte. In-8, 31 p. v^e J. Renouard.

GOSSET (P.). *L'union nationale agricole par le lien solidaire entre les communes*. In-8, 16 p. Imp. De-four et C^e.

GRANDQUILLON (A.). *Les journaux M. Cobden*. In-8, 16 p. Auguste F^enis.

GUIZOT *Mélanges biographiques*

littéraires. In-8, vii-469 p. Michel Lévy frères.

HATIN (Eugène). *Manuel théorique et pratique de la liberté de la presse*, histoire, législation, doctrine et jurisprudence, biographie, etc. (1500-1868). T. II. In-8, 436 p. Pagnerre.

HAVET (E.). *Etudes de l'histoire religieuse. Le christianisme et ses origines. Les Stoïques et Épicure*. In-8, 32 p. Saint-Germain, Imp. Tonnon.

HERPIN (J.-Ch.). *Etudes sur la réforme et les systèmes pénitentiaires considérés au point de vue moral, social et médical*. in-12, 262 p. J.-B. Baillière et Guillaumin et C^o.

HORN (J.-E.). *Le bilan de l'Empire*, 4^e édition. In-8, 30 p. Dentu.

ISAMBERT (Gustave). *L'impôt expliqué par demandes et par réponses*. In-32, 63 p. Armand Le Chevalier.

LAISNÉ-DESHAYES (J.). *Du régime légal des communautés religieuses*. 2^e édition, in-8, 411-100 p. Douniol.

LE LIÈVRE. *Le travail et l'association*. In-16, 62 p. Guillaumin et C^o.

LEMERCIER (Abel). *L'enquête agricole et l'impôt de l'enregistrement*. (Budgets de 1868 et 1869.) In-8, 16 p. Guillaumin et C^o.

LÉON. *De l'uniformité des monnaies*. Notes présentées à l'Académie des sciences et suivies d'une lettre au Ministre des finances. In-8, 39 p. Guillaumin et C^o.

LEROY-BEAULIEU. *Les guerres contemporaines (1853-1866)*, recherches statistiques sur les pertes d'hommes et de capitaux. In-18, 93 p. Guillaumin et C^o.

LESPINASSE. *L'économie politique et la magistrature*. (Discours de rentrée.) In-8, 47 p. Pau, imp. Vignancour.

LEVEILLÉ (Jules). *Le régime de la Bourse; légalité des opérations à terme; responsabilité solidaire des agents de change*. In-8, 29 p. Marescq, aîné.

Loi (la) de la Presse. Discours de MM. E. Pelletan, J. Simon, J. Favre, E. Picard, Garnier-Pagès, Guérault, Riondel, Berryer, Carnot, etc. In-8, 303 p. Degorce-Cadot.

LOUVET. *Dérivation des eaux de la*

Loire. Lettre à M. le ministre des travaux publics. In-8, 14 p. Imp. Poupart-Davyl.

MARICOURT (DE). *De la dépossession par voie d'alignement* 1^{re} partie : voirie urbaine. In-8, 93 p. Versailles, imp. Aubert.

MARTEAU (Amédée). *Le Canal de Suez, sa construction, son exploitation*. In-8, 47 p. Dubuisson.

MASCRET (H.-F.). *Dictionnaire pour 1867 des Faillites*, séparations de biens, etc., avec les conditions sommaires des concordats et la répartition des dividendes. In-8, 80 p. Rennes, imp. Leroy fils.

MATRY ET GERMAIN. *Des moyens d'augmenter le capital de circulation*. Simplification du service de la rente. In-8, 13 p. Saint-Cloud, Imp. V^e Belin.

MEAUX (DE). *La Révolution et l'Empire*. Étude d'histoire politique, 2^e édition, in-12, V-484 p. Didier et C^o.

Notice sur la Roumanie. Economie rurale, industrielle, commerciale, etc. In-8, xxvii-438 p. Franck.

NOUGARET (Jules). *De l'Enseignement populaire en Suède*. In-8, 39 p. Imp. Chaix et C^o.

OGERDIAS (Th.). *La Valeur de l'existence*. Gr. in-8, 69 p. Dentu.

PARENTY (Auguste). *Les anciennes Corporations d'arts et métiers de la ville d'Arras*. In-8, 93 p. Putois-Cretté.

PASCAL (N.). *Enseignement et Liberté*. In-8, 63 p. Delahaye.

PAUTET (Jules). *Civilisation et économie politique des Gaulois au temps de César*. In-8, 31 p. Guillaumin et C^o.

PENNETIER (George). *L'origine de la vie*. In-16, xxi-303 p. Librairie Rothschild.

PERRAUD (R. - P. - Charles). *Les droits de l'enfance* In-8, 42 p. Douniol.

PEZEYRE. *Le vinage dans ses rapports avec l'agriculture et l'intérêt des classes laborieuses*. In-8, 32 p. Lagny, imp. Varigault.

PIRRO et L. A. *Essai d'une langue universelle*. In-8, iii-373 p. Guérin et C^o.

PROUDHON (P.-J.). *Ouvres com-*

plètes. *Les confessions d'un révolutionnaire*, nouvelle édition, revue et augmentée. In-18 jésus, 328 p.

— *Solution du problème social. Organisation du crédit et de la circulation. Résumé de la question sociale. Banque de change, banque du peuple*, suivie du *Rapport de la commission des délégués du Luxembourg*. In-18, 319 p. Libr. internationale.

— *Des réformes à opérer dans l'exploitation des chemins de fer et des conséquences qui peuvent en résulter*, soit pour l'augmentation du revenu des compagnies, soit pour l'abaissement du revenu des prix de transport, l'organisation de l'industrie voiturrière et la constitution économique de la société. In-18 jésus, 348 p. Libr. internationale.

— *Avertissement aux propriétaires. La célébration du Dimanche. Plaidoyer devant la Cour d'assises de Besançon. De la concurrence entre les chemins de fer et les voies navigables. Le Miserere*. 312 p. Lib. internationale.

RAVAISSON (Félix). *La philosophie en France au XIX^e siècle*. Gr. in-8, 270 p. L. Hachette et C^e.

RENAUD. *Travail et salaire*. In-18, 16 pages. Guillaumin et C^e.

République d'Haïti. Notice statistique et catalogue, pour l'Exposition de 1867. In-8, 16 p. Imp. V^e Bouchard-Huzard.

RIMMEL (Eugène). *Souvenirs de l'Exposition universelle (1867)*. In-8, 413 p. Dentu.

ROUGET (Ch.). *Théorie des emprunts remboursables par annuités. Questions pratiques*. In-4, VIII-52 pages. Gauthier-Villars.

SAINT-PAUL (DE) *La situation financière et amendements proposés à la loi d'emprunt*. In-4, 37 pages. Imp. P. Dupont.

SAY (Léon). *La Ville de Paris et le Crédit foncier*. In-8, 16 p. Dentu et Guillaumin.

SIXON (Jules). *Suppression des armées permanentes*. (Discours du 23 décembre 1867 et 11 janvier 1868). In-8, 23 p. Degorce-Cadot.

— *La politique radicale*. In-4, 400 p. Librairie internationale.

TELLIER (Ch.). *L'impôt unique et ses conséquences*. In-8, 64 p. Lib. internationale.

THIERS. *De la propriété*. Nouvelle édition augmentée d'un choix de maximes et de pensées extraits de l'Histoire du Consulat et de l'Empire. In-18 jésus, 460 p. Lheureux et C^e.

TRÉMAUX (P.). *Principe de la vie universelle, de son mouvement et de l'Etat de la matière*. In-12, 48 p. (1^{re} livraison). Imp. Hennuyer et fils.

VAPEREAU (G.). *L'année littéraire et dramatique*, 2^e année, contenant la table générale alphabétique des dix premiers volumes. In-18, IV-533 p. L. Hachette et C^e.

VIAL. *Economie politique traitée d'après une méthode nouvelle*. In-8, 47 p. Lyon, Clairon-Mondet.

VILLE (Georges). *Les engrais chimiques, entretiens agricoles donnés au Champ d'expériences de Vincennes dans la saison de 1867*. 2^e édition. In-8 jésus, XV-334 p. Librairie agricole.

WEST (Gratien). *L'armée d'après les lois militaires de 1818 à 1868. Changements à introduire dans son organisation; protection qui lui est nécessaire à l'intérieur de l'empire*. In-8, 183 p. Dentu.

WOŁOWSKI. *Les résultats du traité de commerce de 1860*. In-8, 59 p. Chaix et C^e.

ZELTNER (A. DE). *La ville et le port de Panama*. In-8, 16 p. Imp. Plon.

TABLE

DES MATIÈRES DU TOME DIXIÈME

TROISIÈME SÉRIE

N° 28. — Avril 1868.

	Pages.
ÉTUDE SUR LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE CONSIDÉRÉE COMME UNE FORME DU CAPITAL, par M. R. DE FONTENAY.....	5
SITUATION DE LA QUESTION MONÉTAIRE INTERNATIONALE, par M. DE PARIEU, de l'Institut, vice-président du conseil d'État.....	38
PROJET D'UNE MONNAIE INTERNATIONALE, par M. COURCELLE-SENEUIL.	76
DES ACQUITS A CAUTION, par M. T.-N. BÉNARD.....	82
LA QUESTION DES DOMAINES DE L'ÉTAT ET LES FINANCES DE L'AU- TRICHE, par M. VICTOR SOMER.....	95
DU TARIF TEMPORAIRE, SPÉCIAL, DIFFÉRENTIEL ET COMMUN AUX COM- PAGNIES DE CHEMINS DE FER POUR LE TRANSPORT DES CÉRÉALES, par M. E. LAMÉ-FLEURY, ingénieur en chef des mines, professeur d'é- conomie industrielle à l'École des mines.....	117
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 5 avril 1868.</i> — COMMUNICATIONS : Lettre de M. le marquis PEPOLI, au sujet de la question de l'approvisionnement en grains à Bologne. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — DISCUSSION : Du meilleur système d'impôts et de la justice en matière d'impôts.....	127
BIBLIOGRAPHIE. — <i>Da influencia da liberdade da terra sobre a produc- ção da riqueza</i> , par RICARDO GUIMARÃES. Compte rendu par M. Gus- tave du Puynode. — <i>Manuel du négociant</i> , par M. MAX. HOFMANN. Compte rendu par M. PAUL BOITEAU. — <i>Offic. Austellungs-Bericht</i> . Compte rendu par M. MAURICE BLOCK. — <i>Les câbles transatlanti- ques</i> , par M. MENU DE SAINT-MESMIN. Compte rendu par M. GEORGES RENAUD. — <i>Les Forêts de la Gaule et de l'ancienne France</i> , par M. ALFRED MAURY. Compte rendu par M. J. CLAVÉ.....	144
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Déclaration pacifique de lord Stanley. — Nouvelles craintes de guerre. — Singulier moyen de rassurer les esprits. — Élections d'un parlement douanier allemand. — L'agita- tion protectionniste en France : lettre des ouvriers de Roubaix à	

l'Impératrice.—M. Mirès, un des <i>leaders</i> de la protection; attaque au traité de commerce; lettre de M. Paul Boiteau à ce sujet; curieux motif de silence. — Le monopole de l'Église d'Irlande en danger. — Émeute des mineurs du bassin de Charleroi.— Situation de la question monétaire internationale.— Les acquits à caution.— Suspension des droits de navigation sur les canaux, pour les substances alimentaires. — Baisse provisoire des tarifs des chemins de fer. — Les finances de l'Autriche et les domaines de l'État.— Les taches du soleil et le prix du blé. Par M. JOSEPH GARNIER.....	153—
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.	159

No 29. — Mai 1868.

L'ENQUÊTE AGRICOLE ET L'IMPÔT DE L'ENREGISTREMENT, par M. ABEL LEMERCIER, chef à la Direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	161
DES NAISSANCES ILLÉGITIMES EN EUROPE, par M. A. LEGOYT, chef de la division de la Statistique de France.....	171
L'AMÉRIQUE CENTRALE ET MÉRIDIONALE A L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867, par M. TH. MANNEQUIN.....	205
UN VOYAGE EN HONGRIE, lettre à M. JOSEPH GARNIER, par M. PASCAL DUPRAT, ancien représentant du Peuple.....	224
LA LIGUE INTERNATIONALE DE LA PAIX, par M. FRÉDÉRIC PASSY....	233
REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER, par M. MAURICE BLOCK.....	241
NOTICE HISTORIQUE ET STATISTIQUE SUR LES CÉRÉALES. — Historique de la législation. — Prix. — Production. — Importations, exportations, par M. A. BERNARD.....	254
BULLETIN. — La civilisation économique des Gaulois au temps de César, par M. JULES PAUTET.....	263
CORRESPONDANCE. — I. Les domaines nationaux en Autriche; nouveaux détails, lettre de M. VICTOR SOMER. — II. Deux rectifications, lettre de M. E. LAMÉ FLEURY.....	277
• SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 5 mai 1868.</i> — COMMUNICATIONS : Mort de MM. Hauffman, Garbé et Agathon Effendi, membres de la Société. — Notice sur Agathon Effendi, par M. VILLIAUMÉ. — Le mouvement du <i>Free trade</i> aux États-Unis, par M. SIMON STERN. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — DISCUSSION : De l'utilité d'un domaine pour l'État. — Le revenu public par la rente foncière. — Addition à la discussion du 4 avril : <i>La justice</i> en matière d'impôt.....	
BIBLIOGRAPHIE. — <i>Souvenirs du cap de Bonne-Espérance, par</i>	

HAUSSMANN. Compte rendu par M. CH. VOGEL. — <i>Commercial Handbook of France</i> , par M. FRÉDÉRIC MARTIN. Compte rendu par M. MAURICE BLOCK. — <i>Les lois économiques</i> , par M. DE METZ-NOBLAT. Compte rendu par M. H. PASSY. — <i>Le Positivisme et l'Économie politique</i> , par M. PIERRE LAFFITTE. Compte rendu par M. COURCELLE-SENEUIL.....	305
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Toujours des paroles de paix et des préparatifs de guerre. — Les interpellations protectionnistes. — Ouverture du parlement douanier allemand. — Abolition de la contrainte par corps en Allemagne. — Une enquête sur les pièces de 5 francs. — La Suède adhère à nos pièces d'or. — Retrait des anciennes pièces de monnaies subdivisionnaires. — La nouvelle loi sur la presse. — Mort de lord Brougham, d'Agathon Effendi, de Narvaez, par M. JOSEPH GARNIER.....	315
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.....	318

No 30. — Juin 1868.

LES INTERPELLATIONS SUR LA NOUVELLE POLITIQUE COMMERCIALE, appréciation générale de la discussion, par M. G. DE MOLINARI..	321
LA QUESTION DE LA MARINE MARCHANDE A PROPOS DES INTERPELLATIONS, par M. T.-N. BÉNARD.	347
LA HOUILLE, LE FER ET LE TRAITÉ DE COMMERCE FRANCO-ANGLAIS AU CORPS LÉGISLATIF, EN MAI 1868, par M. E. LAMÉ FLEURY.	361
LES INTERPELLATIONS PROTECTIONNISTES, par M. G. DU PUYNODE. . .	382
COMPTE RENDU DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE EN 1867, COMPARÉ AUX ÉPOQUES ANTÉRIEURES, par M. CLÉMENT JUGLAR. . .	394
LES PROGRÈS DE L'INDUSTRIE DU FER, par M. MICHEL CHEVALIER. .	415
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, par M. JULES PAUTET..	415
CORRESPONDANCE. — La liberté du travail des matières d'or et d'argent établie en Belgique, lettre de M. ÉDOUARD SÈVE.	427
BULLETIN SCIENTIFIQUE. — Prix décernés par l'Académie des sciences pour 1867.	430
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — Réunion du 5 juin 1868. — COMMUNICATIONS : Pétition au Sénat contre les professeurs libres-échangistes. — Le 20 ^e anniversaire des Unions de crédit à Bruxelles, par M. HORN. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — DISCUSSION.	446
BIBLIOGRAPHIE. — <i>La Banque libre</i> , exposé des fonctions du commerce de Banque et de son application à l'agriculture, suivi de divers écrits de controverse sur la liberté des banques, par M. COURCELLE-SENEUIL; <i>Du Change et de la Liberté d'émission</i> , par M. CLÉMENT JUGLAR. Compte rendu par M. H. PASSY. — <i>Des privi-</i>	

